

# Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12444 - 4,20 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

— VENDREDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1985

## Nostalgies et politique à Vienne

Le chancelier autrichien peut se féliciter d'avoir évité une crise politique majeure en refusant de sanctionner un membre de son gouvernement dont le comportement à l'égard d'un ancien nazi a fait scandale la semaine dernière. Mais, bien que des excuses aient été tardivement présentées par le ministre de la défense, il a accepté de passer l'éponge sur l'insulte faite à la mémoire de mille huit cents hommes, femmes et enfants massacrés, en 1945, dans un petit village du nord de l'Italie et à celle de toutes les autres victimes du nazisme. Voilà qui réduit à néant les efforts précédemment déployés par M. Sinowatz pour convaincre le monde, et en particulier la communauté juive internationale, que son peuple était disposé à porter sur sept années de son histoire un regard antioctocrate enfin dépourvu de toute trace de nostalgie.

Le criminel de guerre Walter Reder n'a pas été libéré pour des raisons humanitaires. Le geste du ministre de la défense, M. Frischenschlager, allant à l'accueillir avec tous les égards dus à un officier lors de son arrivée à Graz, a apporté un spectaculaire démenti aux motifs officiellement invoqués par Vienne pour obtenir du gouvernement italien la libération de l'ancien nazi. Le retour de Walter Reder, à quelques mois du terme normal de sa détention en Italie, alors qu'il n'est pas en mauvaise santé, et de surcroît deux jours avant l'ouverture, dans la capitale autrichienne, de la session du Congrès juif mondial, n'est dû qu'à des considérations étroitement politiques, relayées par les plus hautes instances du gouvernement de Vienne et de l'Eglise catholique et auxquelles M. Bettino Craxi, pour des raisons diplomatiques sans doute, a fait droit.

L'antisémitisme et le pangermanisme persistent, on le sait, dans toutes les mentalités autrichiennes. L'ère des adeptes n'ont pas désarmés. Le péché originel de la République autrichienne est d'avoir intégré à la fin de la guerre sept cent mille membres du Parti national socialiste (NSDAP), dont beaucoup furent inévitablement réemployés dans les nouvelles administrations et qui constituèrent, de plus, une masse électorale que les nouveaux partis cherchèrent à se concilier.

Outre les formations ouvertement nazi-fascistes, le Parti libéral, auquel appartient le ministre de la défense, regroupe bon nombre de nostalgiques, ainsi que d'anciens SS notoires comme M. Friedrich Peter, qui dirigea cette formation pendant vingt ans. En allant accueillir Walter Reder, M. Frischenschlager voulait donner des gages à cette aile dite « nationale » (c'est-à-dire pangermaniste) de son parti qui avait mal accepté, en 1983, la coalition avec le Parti socialiste. En pardonnant à son ministre, M. Sinowatz a fait passer la survie de son gouvernement avant toute considération morale et a flatté sans doute le fort courant d'opinion qui ne tient pas pour scandaleuse la réception de Graz.

Rien ne dit toutefois que M. Sinowatz soit de la sorte parvenu à écarter durablement la crise. Des voix se sont élevées dans l'opposition et dans son propre parti (socialiste) pour condamner cette attitude, et une motion de défiance sera présentée vendredi au Parlement. Le spectacle offert ces derniers jours par les dirigeants autrichiens incitera sans doute une large partie de la jeunesse à se tourner aux prochaines élections vers les nouveaux partis écologistes et alternatifs, vierges au moins de ce genre de compromissions. Phénomène bien gênant pour la « politique politique », mais seul élément rassurant dans ce bien piètre tableau.

## Le débat sur les frontières affaiblit la cohésion du gouvernement de Bonn

Le porte-parole du gouvernement de Bonn, M. Peter Boenisch, a réaffirmé, le mercredi 30 janvier, que la République fédérale d'Allemagne entendait aller de l'avant « sur la voie de la compréhension » avec les autorités polonaises. Cette déclaration était devenue nécessaire à la suite du débat sur la question des anciens territoires allemands devenus polonais après la guerre qui s'est développé ces dernières semaines en RFA.

Le ministre des affaires étrangères, M. Genscher (libéral), a été vigoureusement pris à partie par certains membres de la démocratie chrétienne et des associations de réfugiés, qui lui reprochent une politique trop conciliante à l'égard des pays de l'Est. L'attitude hésitante, du chancelier Kohl, qui doit assister au mois de juin prochain à l'assemblée des réfugiés de Silésie, n'est pas de nature à calmer un débat qui affaiblit la cohésion de la coalition gouvernementale.

De notre correspondant

Bonn. — La célébration de la libération par les troupes soviétiques du camp de concentration d'Auschwitz a donné le coup d'envoi, dimanche 27 janvier, aux manifestations qui auront lieu un peu partout cette année en Europe pour marquer la chute du nazisme et qui culmineront le 8 mai prochain, quarantième anniversaire de la capitulation allemande. La RDA fêtera avec éclat la « libération » de l'Allemagne par l'armée rouge. Partagée entre un passé qui ne se laisse pas si facilement oublier et la volonté de bâtir l'avenir, la RFA préfère, en accord avec les alliés occidentaux, insister sur la réconciliation des peuples. La controverse sur les frontières de l'Allemagne déclenchée ces dernières semaines en République fédérale par l'Association des Allemands originaires de Silésie semble, dans ce contexte, totalement paradoxale. Elle a accentué le malaise auquel

aucun Allemand de l'Ouest n'échappe vraiment en cette année du souvenir.

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 3.)

## Rigueur accrue pour les agriculteurs européens

Les propositions de prix agricoles faites par la Commission de Bruxelles pour la campagne 1985-1986 vont être douloureusement ressenties par les agriculteurs européens. Si l'on y ajoute l'inquiétude que suscite la future adhésion de l'Espagne à la Communauté, ce sont les producteurs méditerranéens qui seront particulièrement touchés. A Montpellier, plusieurs milliers de viticulteurs ont manifesté leur opposition à l'accord de Dublin.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Baisse des prix des céréales, du colza et de plusieurs fruits et légumes, gal de ceux du vin et du porc, augmentation très limitée du prix du lait : les emménagements de la grille des prix agricoles (1) que la Commission des Communautés vient de proposer aux gouvernements membres pour la campagne 1985-1986 confirment que l'heure est toujours à la rigueur. Si les ministres, qui doivent statuer en principe avant le 1<sup>er</sup> avril, suivent la Commission, il en résultera, en moyenne pondérée, une baisse des prix en ECU de 0,3 % et une hausse des prix en France de 0,8 %.

Compte tenu des ajustements de nature monétaire et de la répartition de la production dans chacun des Etats membres, la France est, en effet, relativement moins malmenée que la plupart des pays partenaires.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 36.)

(1) Il s'agit de prix « indicatifs » qui orientent le marché, ou de prix d'intervention qui garantissent un prix plancher pour certains produits et non des prix de marchés effectivement perçus par les agriculteurs et qui sont généralement au-dessous des prix décidés à Bruxelles.

## LA BAISSSE DES PRIX DU PÉTROLE

### Une bonne nouvelle pour l'économie

Neuf des treize membres du OPEP ont annoncé, le 30 janvier, une baisse du prix de leur pétrole. L'Arabie saoudienne revient de 29 à 25 dollars le baril et la moyenne des prix officiels devrait être réduite d'un demi-dollar. (Lire page 35, l'article de Véronique Maurin.)

Toute baisse des prix du pétrole est bénéfique pour l'économie mondiale, en dépit des difficultés

par FRANÇOIS RENARD  
que pourraient éprouver les producteurs de brut les plus endettés à rembourser leurs emprunts. Ce serait une véritable perversion intellectuelle que d'affirmer le contraire, sauf si, bien entendu, ces prix chutaient vertigineusement. Même en ce cas, toutefois, l'effet serait « globalement positif » pour la planète. Il ne faut tout de même pas oublier la situation dramatique dans laquelle l'augmentation vertigineuse de leur facture pétrolière a plongé certains pays en voie de développement, gonflant leur dette extérieure et absorbant le plus clair de leurs recettes d'exportation (80 % pour le Bangladesh, déjà si misérable). Quant aux pays développés, les conséquences directes des chocs pétroliers sont encore dans toutes les mémoires.

Pour la France, on sait à quel point la balance commerciale a pu être déséquilibrée, toute variation d'un dollar au baril représentant 4,5 à 5 milliards de francs. Selon l'OCDE, le premier choc pétrolier, à la fin de 1973, a provoqué, pour l'Amérique du Nord, une « perte » de FNB de 8,5 %, au Japon de 10 % et en Europe de 6 %. Le deuxième choc, celui de 1978-1980 (de 13 à 34 dollars le baril), aurait coûté 6 % de FNB à l'Amérique du Nord, 5,5 % en Europe et 3,75 % au Japon.

Les effets sur l'inflation ont été catastrophiques. L'ascension vertigineuse du prix du brut a, par contagion, entraîné une hausse générale des cours des matières premières et, surtout, enretenu des anticipations sur des hausses ultérieures. Elles ont, notamment aux Etats-Unis et jusqu'en 1982, nourri une psychose spéculative qui a entraîné les prix intérieurs dans une spirale incontrôlable. A cet égard, il est frappant de constater que la diminution spectaculaire du rythme de l'inflation outre-Atlantique a coïncidé avec la première baisse du prix du pétrole (5 dollars par baril en mai 1983). Compte tenu de toutes ces données, on peut donc affirmer que tout recul du prix du pétrole ne peut que favoriser l'économie mondiale. Quant aux problèmes posés par la diminution des ressources des pays producteurs de brut lourdement endettés, comme le Mexique et le Nigeria, on

estime qu'ils pourraient devenir aigus seulement si la baisse du prix du baril dépassait 5 dollars, pour revenir aux environs de 22 dollars à 23 dollars.

L'effet bénéfique d'une baisse serait, néanmoins, sérieusement tempéré par une série de facteurs qui ont contribué, avec le temps, à amorcer en partie les deux chocs pétroliers, celui de 1974 et celui de 1979-1980, auxquels il faut ajouter un troisième choc et non le moindre, celui provoqué par l'ascension du dollar depuis 1980.

(Lire la suite page 35.)

## AU JOUR LE JOUR

La France vient de franchir le cap des cinquante-cinq millions d'habitants. On pourrait craindre une augmentation correspondante des sujets de mécontentement, comme aurait dit Rochefort. Mais tout les Français ne sont pas des grincheux, et il y a, dans l'Hexagone, des réserves inexploitées de sympathie. Ainsi un sondage publié par l'Evénement du jeudi

## Le numéro deux de l'ETA militaire arrêté près de Bayonne

Celui que les policiers considèrent comme le numéro deux de l'ETA militaire a été arrêté au Pays basque français, le mercredi 30 janvier. Juan Lorenzo Santiago Lasa Michelena, âgé de vingt-neuf ans, qui est, selon la police espagnole, le responsable de l'appareil militaire de l'organisation indépendantiste basque ETA militaire, a été interpellé, mercredi dans la soirée, près de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques).

Sept autres personnes, de nationalité espagnole ou d'origine basque espagnole, toutes membres, d'après la police, de l'ETA militaire, ont été également appréhendées dans une grande villa d'Anglet qui servait de base arrière aux commandos de cette organisation. Des armes et des munitions, en quantité importante, ainsi que des projets d'attentats en Espagne, ont été trouvés dans cette cache. C'est la première fois, affirme-t-on de source policière, qu'on découvre en France une officine de fabrication d'explosifs de cette ampleur.

Santiago Lasa Michelena, surnommé « Txikiardi » (« le petit »), est présenté par la presse espagnole comme le chef de file des irréductibles de l'ETA, opposés à toute négociation avec l'Etat espagnol. Arrivé en France en 1975, il avait bénéficié du statut de réfugié politique, qui lui fut retiré en 1979. Il vivait, depuis, dans la clandestinité. Selon la police espagnole, il serait impliqué dans de nombreux attentats, et notamment accusé — tout comme l'a été Jose Carlos Garcia Ramirez, un des trois membres de l'ETA extradités par la France en septembre 1984 — d'avoir participé à l'assassinat le 20 septembre 1980, de quatre gardes civils en Biscaye.

Cette arrestation importante sera évidemment suivie d'une demande d'extradition de l'Espagne. A la chancellerie, on confirme que, dès 1983, Madrid avait demandé au gouvernement français l'arrestation de Santiago Lasa Michelena. Celui-ci devrait, de plus, être poursuivi pour plusieurs délits commis en France, notamment le port d'arme de première catégorie.

## Sympa

nous révèle-t-il le nom du Français « le plus sympathique ». Aux yeux de trois personnes sur quatre, il s'agit du commandant Cousteau.

Le sondeur des mers plébiscité, c'est, à vrai dire, la moindre des choses que notre océanographe national soit le héros de la France profonde.

BRUNO FRAPPAT.

## LIRE

3. EUROPE  
Un avocat suggère la responsabilité de l'URSS dans le meurtre du Père Popieluszeko.
9. POLITIQUE  
Le CERES propose à l'opposition une stratégie de « résistance » républicaine.
12. SOCIÉTÉ  
Affaire Grégory : les doutes du juge Lambert.
14. MÉDECINE  
Sept millions de Français déprimés.
17. CULTURE  
« El Norte », un film de Gregory Nava.

«On a compris que ce bouquin\* tendre, intelligent, courageux, drôle et profond, je l'adore!»

Bertrand Poirot-Delpech

Le Monde

\* Le miroir qui revient, par Alain Robbe-Grillet, aux Editions de Minuit 232 pages, 65 F.

★m

ch.  
nos  
fall  
par  
dec  
du  
la  
con  
cité

كتاب الميرور



# débats

## La France statufiée

Nos concitoyens se sont lancés dans la course aux statuts pour se protéger des turbulences. On risque la paralysie par ankylose.

par PHILIPPE ROBERT (\*)

La démarche de la gauche procède à l'inverse de celle de la droite. Au lieu de transformer une statue en homme, elle fait de la France une statue. Et M. Mitterrand, qui aime les comparaisons flatteuses, a tout lieu d'être satisfait : jusqu'ici, seul Jéhoval avait le pouvoir de changer un être vivant en statue de sel.

C'est la conjonction du corporatisme et de l'étatisme socialistes avec l'esprit de système, côté pervers du rationalisme français, qui aboutit à la pétrification de notre société. Devant la crainte de l'incertitude - la peur est toujours mauvaise conseillère, dit la sagesse populaire - et pour se protéger des turbulences qui les menacent, les Français se sont lancés à corps perdu dans la course aux statuts, chacun s'efforçant d'arracher, tant qu'il en est encore temps, quelque avantage réglementaire qui réduise ses risques et perpétue ses situations acquises. Le phénomène est général et s'étend du secteur privé au secteur public.

L'économie fut la première atteinte de cette sclérose. La multiplication des nationalisations entraîna la multiplication des statuts. Par ailleurs la nationalisation confère aux grandes entreprises une rigidité qui leur rend difficiles les ventes, achats, fusions, prises de participations et restructurations qui constituent l'un des processus essentiels du progrès économique par recherche de synergies. A tel point que des dispositions sont à l'étude pour autoriser les entreprises nationalisées à vendre et à acheter des filiales ; mais les entreprises publi-

ques n'auront jamais à cet égard la souplesse des entreprises privées.

La politique de l'emploi et les « avancées » sociales ont créé d'autres rigidités. L'échec des négociations sur la flexibilité a montré qu'elles avaient la vie dure. Les obstacles aux licenciements, le traitement social du chômage, la congélation d'activités moribondes comme les charbonnages ou les chantiers navals, l'extension de la protection sociale, le monopole syndical accru par les lois Auroux, tout va dans le même sens de la protection des « travailleurs » et de la rigidité croissante de nos structures économiques. Précédemment à un moment où la crise exige souplesse et flexibilité pour réduire les coûts et réaliser les adaptations indispensables au maintien de notre compétitivité. En surprotégeant les individus on « fragilise » la collectivité.

### D'autres fossiles

Le même phénomène de fossilisation s'est produit dans l'administration. Les agents des collectivités locales ont reçu le même statut que les fonctionnaires de l'Etat. La loi Le Pors sur la fonction publique a stérilisé tous les contractuels et limite strictement désormais pour l'Etat la possibilité de recruter par contrat, ce qui plonge certaines administrations dans un abîme de difficultés, leur enlevant souplesse et possibilité d'adaptation.

Dans l'enseignement, ce n'est que grâce à la très vigoureuse réaction de l'opposition, suivie par la majorité des Français, qu'on a échappé de justesse à la chape d'un grand service public laïc.

La paralysie par ankylose et ossification a gagné l'Université, sans

parler du CNRS où de nombreux chercheurs-fantômes ont cessé même de faire la moindre apparition. Dans un premier temps, et sous la pression des syndicats d'enseignants de gauche, le gouvernement s'abandonna à une politique laxiste : tous les assistants et tous les enseignants faux vacataires, c'est-à-dire ceux qui n'exercent aucune autre activité professionnelle, ont été titularisés en bloc. Très fermée et menacée de sclérose, l'Université ouvrait une porte ouverte sur l'extérieur par l'insertion des enseignants « associés » qui permettaient à des professionnels et à des étrangers d'apporter leur savoir et leur expérience et de renouveler les disciplines. Elle est en voie d'être fermée, alors que le présent ministre, comme son prédécesseur, ne cesse de discourir sur les liens qu'il convient de multiplier entre l'enseignement et la profession.

Déjà, en 1978, M<sup>me</sup> Sautier-Sotté, mal inspirée par un corporatisme mandarin, avait limité à quatre ans la durée de fonction des associés. Passant d'un extrême à l'autre et trouvant la laxisme pour l'excès de rigueur, le gouvernement actuel entend la réduire à deux ans, ce qui aura pour effet de faire que les laïcs-pour-compte de la profession, en abandonnant les éléments de valeur aux établissements privés. Bien plus, le gouvernement socialiste, si exigeant des entreprises en faveur de leur personnel, s'apprête à licencier quelque 1 500 enseignants associés sans indemnité et sans préretraite. On savait les socialistes experts dans l'art de changer de politique, mais à ce point ! (1).

Ainsi fossilisée, la société française s'apprête à affronter l'accélération vertigineuse, les grandes

mutations et les bouleversements qui caractérisent l'approche du vingt et unième siècle. Il faudra évidemment briser cette chrysalide pour permettre au papillon du renouveau de s'épanouir et de s'envoler. Peut-être sera-ce moins difficile qu'il n'y paraît, puisque certaines dispositions législatives qui viennent d'être prises s'avèrent déjà lettre morte : il n'y a pas lieu de discuter chaque année du niveau des salaires dans les entreprises comme le stipulent les lois Auroux lorsque le gouvernement en fixe la norme d'augmentation à un niveau minimum ; quant à la loi Le Pors, les cabinets de nos présents ministres ne cachent pas leur intention de s'asseoir dessus. Ainsi l'énorme travail législatif et réglementaire de ce demi-siècle tombera comme une vieille capote de notre corps social dont il gèle la nuque.

Mais le plus grave réside sans doute dans la mentalité que traduit ce réflexe généralisé de protectionnisme social chez nos concitoyens : un peuple qui, face au défi de l'histoire, recherche avant tout sa sécurité et un peuple sans avenir.

(1) Nous pensons comme Alain Touraine et Michel Crozier que la véritable solution pour l'Université se trouve dans la création d'universités libres, seules capables de satisfaire aux exigences du pluralisme démocratique, de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement supérieur et de la liberté de l'esprit (Alain Touraine : « Créons des universités libres », Le Monde du 21 décembre 1984, Michel Crozier : « Approuve Alain Touraine », Le Monde du 27 septembre 1984).

(\*) Professeur associé en sciences de gestion à l'université Paris-V.

### ETHNOGRAPHIE DU PS ET DU RPR de William R. Schonfeld

#### Genèse de la monarchie républicaine

ASSISTER à toutes les réunions des instances dirigeantes des partis politiques, c'est le rêve impossible de tout journaliste politique ? Celui-ci a pourtant été réalisé par un professeur de sciences politiques qui, il est vrai, avait de surcroît la qualité particulière d'être américain.

M. William R. Schonfeld, doyen de la faculté de sciences sociales de l'université de Californie (Irvine) a pu ainsi pendant deux ans suivre de l'intérieur toutes les délibérations du PS et du RPR socialistes. Son investigation a été d'autant plus intéressante qu'il a pu observer dans le parti de M. Chirac que dans celui de M. Mitterrand. On peut seulement regretter que son expérience ne soit déclinée en 1977 et 1978 à une époque où M. Chirac n'était plus au gouvernement, son parti n'était pas vraiment dans l'opposition et où le PS était encore assez loin du pouvoir. Son étude publiée fin 1984 n'a donc plus qu'un caractère historique.

De politologue, M. Schonfeld a préféré se transformer en ethnologue étudiant le comportement des membres de cette population restreinte composée des dirigeants des deux grands partis politiques français. Il a ainsi pu vérifier « scientifiquement » ce que les journalistes politiques avaient déjà deviné : les deux leaders du RPR et du PS ont des rôles comparables, la prise de décision est plus centralisée au PS. Cela peut paraître en contradiction avec la base structurelle des deux partis. Le Parti socialiste est en effet un rassemblement de groupes divers ayant chacun son histoire, son identité et son chef de file alors que le RPR n'a possédé pas de composantes que l'on puisse qualifier de fractions.

M. Schonfeld dégage quatre facteurs qui accentuent les différences entre le PS et le RPR. Si les gaullistes ont en commun un « système de croyances », chez les socialistes, en revanche, « l'idéologie est sujette à discussion » entre les courants. Alors qu'au RPR les principes de la République fondée par de Gaulle ont valeur de dogme, au PS l'hostilité à celle-ci demeure très vivace. La carrière politique de M. Mitterrand s'est toujours déroulée dans des coalitions aux idéologies opposées alors que M. Chirac s'est toujours trouvé dans des mouvements étroitement unifiés. Enfin, selon notre auteur, la différence d'âge entre les deux leaders pose depuis longtemps au PS la question de la succession de M. Mitterrand alors qu'au RPR « il n'y a pas d'alternance au rôle dirigeant de Chirac ».

Ces facteurs conduisent M. Schonfeld à opposer « la nature fragmentaire du PS au caractère unitaire du RPR ». Malgré cela, la façon de diriger le parti est plus centralisée, plus présidentialisée, plus personnalisée dans les mains de M. Mitterrand que dans celles de M. Chirac. L'ethnologue note au passage que le maintien du mode de scrutin majoritaire pour les législatives est une garantie pour la cohésion du PS. Mais il souligne aussi tout au long de son exploration que, au-delà des idéologies antagonistes et des luttes internes, le dernier mot revient toujours au leader. Sans l'écrire littéralement, M. Schonfeld décrit en fait la genèse et l'exercice de la monarchie républicaine telle qu'elle se pratique, selon lui, depuis 1981.

ANDRÉ PASSERON.  
\* Ethnographie du PS et du RPR, de William R. Schonfeld. Economica, 150 p., 69 F.

### COURRIER DES LECTEURS

#### « Sur le seuil de sa maison... »

Le général Audran a été tué à l'italienne, sur le seuil de sa maison », disait TF1, Antenne 2 et la presse de droite (le Figaro).

Quel besoin avaient-ils, les Français, toujours les premiers de la classe, d'aller prendre ailleurs des leçons ?

Jusqu'à présent, on tuait ici, en France et surtout à Paris, à l'arménienne, à la turque, à la corse, à la basquaise ou tout simplement à la française : voir les nombreux diplomates tués sur le seuil de leur maison, les vieilles dames du XVIII<sup>e</sup>, les juifs, etc.

Le système fonctionnait, les gens mouraient quand même...

RÉMIGIO GRILLO (Paris).

#### Un mythe statistique : les chômeurs CVS

J'ignore qui a inventé le chômage corrigé des variations saison-

nières. Mais, s'il ne l'a pas déjà recu, il faut sans tarder remettre la Légion d'honneur à ce génial esprit. Nul autre que lui n'aura soutenu les pouvoirs publics dans leur politique de l'emploi.

Tout... Le Monde a fini par s'habituer à cette imposture. Je lis en effet le 16 janvier qu'il y a en France 2 400 800 demandeurs d'emploi fin 1984. Indiqué dans l'article, mais pas dans le titre qui cite le nombre précédent, figure le nombre réel : 2 524 900 demandeurs d'emploi. Une belle différence (125 000 personnes) !

Faut-il rappeler que la correction des variations saisonnières fournit un utile indicateur de tendance ? On peut dire qu'en données CVS le chômage a « évolué » de telle ou telle manière. En revanche, il est abusif de prétendre, comme cela devient la règle, indiquer un nombre total de chômeurs en données CVS. Cela relève, bien évidemment, des données brutes et réelles, et pas d'autre chose.

Les 125 000 chômeurs CVS gonflés grâce à cette argutie intel-

lectuelle forment un intéressant mythe statistique. Une fiction. Ou alors, qu'on nous dise qui sont, parmi les 2 524 900 chômeurs dont recensés, ces 125 000 heureux élus...

Je m'étonne de ne pas voir fleurir des indices CVS de l'inflation ou du commerce extérieur. Il faudrait y penser.

JEAN-FRANÇOIS BAZIN, vice-président du conseil régional de Bourgogne.

#### Les familles de « Châteauneuf »

Hosanna, alléluia et tralala, nous avons un Dallas français ! Pendant des jours et des semaines, nous avons été préparés à recevoir dignement l'événement, à découvrir les héros du feuilleton qui allait enfin montrer à ces péquenots texans de quel fin bois l'on se chauffait en douce France...

« Châteauneuf » me gêne et m'irrite : voilà une série censée narrer l'histoire de deux riches familles françaises. Elles auraient pu s'appeler, ces familles, Dupont et Durand, voire même Martin et Duval. Non.

Les scénaristes ont trouvé mieux, et de loin : Berg et Kovale. C'est que l'argent, monsieur, ne saurait être dans les mains des bons Français, à qui cette chose-là répugne. L'argent, chez nous, ce sont les mâtins qui en disposent.

Et puis d'abord, Berg, c'est français, ça ? Ça vous a un petit goût de juif parvenu, style « français d'origine israélienne » du meilleur effet. Kovale, alors là, c'est clair, ils ne viennent pas de Clermont-Ferrand, c'est du ferrailleur entiché, magouilles et compagnie, en droite ligne de quelque roulotte gitane.

Mais bien sûr, moi, petit juif immigré, je suis paranoïaque. Qui d'autre que moi avait relevé ce point obscur, sans aucune importance ? Et puis la France, aujourd'hui, seule au mélange, alors qu'est-ce que j'ai à pinailler sur le choix des noms dans un stupide feuilleton. N'empêche que lorsqu'on demande à la télé de présenter des richards, c'est encore et toujours de mon côté que l'on loge, et j'aimerais bien qu'à la fin on me foute un peu la paix.

FIDEL DI PAZ (Paris).

#### A quoi servent les sciences sociales ?

Dans son article « A quoi servent les sciences sociales ? A rien » (Le Monde du 21 janvier), M. Jean Meaurio, se regrette que ses connaissances soient si peu utilisées par le pouvoir, nous donne involontaire-

ment la réponse à sa question. Les sciences sociales, selon lui, doivent servir le pouvoir, d'abord. Et de pleurer sur la « désinformation » des Français, sur le rôle silencieux de la presse, qui n'intervient qu'« après que le feu eût embrasé un espace... » Et pour nous punir, nous, les lecteurs, de notre « désinformation stupéfiante », il refuse de nous éclairer sauf par ses livres interposés.

A quoi servent les sciences sociales ? Elles doivent servir à informer le grand public. Elles doivent nous servir, à nous, qui n'avons pas toujours le temps ni les moyens de lire des livres « académiques ». Au lieu de donner des leçons au pouvoir et aux médias, M. Meaurio devrait relire les interventions dans la presse et à l'Assemblée nationale d'Alexis de Tocqueville qui, inlassablement, suppliait « à genoux » de ne plus traiter des hommes (les Algériens) comme des bêtes. Sait-on que le général Bugeaud est passé dans la mémoire algérienne comme l'« opre qui mange les enfants déboussolés » ?

Non, M. Meaurio ! Les livres des chercheurs ne nous révèlent rien, car comme le dit si clairement André Fontaine, ce n'est pas informer que de « s'écrire que pour les initiés » ; ce n'est pas informer que de dépersonnaliser l'affaire algérienne en la résumant, comme vous le faites, à un « multiculturalisme » (...).

NADINE DE BUCH, documentaliste (Paris).

#### A contre-sens de la décentralisation

Dans votre édition du 18 janvier, M. François Grosrichard souligne l'« encombrement des chambres régionales des comptes ». La raison n'est-elle pas que la création de ces chambres a été faite à contre-sens de la réforme décentralisatrice ?

Oubliant que le jugement des comptes des collectivités locales était en fait jusqu'alors (et depuis plus d'un demi-siècle) exercé en sa plus large part par les cent trésoriers-payeurs généraux, on a concentré au chef lieu de région ce qui était départementalisé. Le juge est désormais plus loin du justiciable, moins en mesure d'aider de ses conseils les magistrats municipaux, de prévenir leurs erreurs, comprendre leurs actions.

ANDRÉ NEURRISSE (Paris).

#### Déontologie médicale et administration

L'article que vous avez consacré à la « mise en place de la départementalisation. L'hôpital de la gauche

(Le Monde du samedi 5 janvier 1985, page 9) a particulièrement retenu mon attention (...). Il se trouve justement que, au même moment, le fonctionnement du service dont j'ai la charge à temps plein depuis sa création en 1958 a dû subir les conséquences désastreuses d'une mise en application autoritaire et brutale des nouveaux principes d'administration hospitalière que vous évoquez précisément (...).

J'ai vécu avec mon équipe et mes malades les difficultés insupportables d'une « restructuration » de mon service de 60 lits de pneumophtisiologie à l'hôpital Jean Bouvier de Montceau-les-Mines, dont les critères d'activité étaient pourtant conformes à la norme nationale.

Après l'échec d'une procédure de so-disant concertation consistant à ignorer tous arguments contraires au plan, même ceux donnés après expertise technique par le consultant régional de pneumophtisiologie, une opération style coup de poing a eu lieu par surprise le 4 janvier au pire moment. En biver (surtout par -12°C et bientôt -24°C), la morbidité et la mortalité par affections

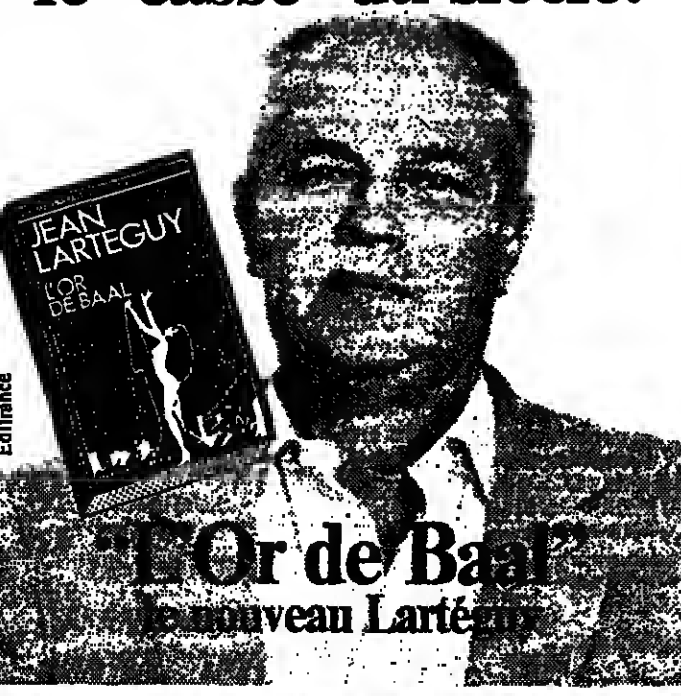
respiratoires sont traditionnellement à leur plus haut niveau.

Le service de pneumologie a été victime d'une brusque amputation du tiers de ses lits d'hospitalisation active alors tous occupés, aboutissant à son asphyxie immédiate (admissions suspendues, liste d'attente pour la première fois depuis vingt-cinq ans) et d'un éclatement en trois sections écartées, facteur de désorganisation et d'atteinte à la qualité des soins et à la sécurité des malades.

Quand j'aurai précisé que sur ordre du directeur, j'ai été relevé de mes responsabilités médicales à l'égard des pulmonaires encore soignés dans les lits repris par la médecine générale, j'aurai réussi à faire la preuve des réels dangers et du démantèlement des services quand on n'en a pas mesuré les effets fâcheux pour les malades et le personnel, et du conflit entre déontologie médicale à l'hôpital et autorité du directeur.

Docteur PIERRE EZRA, médecin chef du service de pneumophtisiologie (Montceau-les-Mines).

**Jean Lartéguy dit tout sur le "casse" du siècle.**



**L'Or de Baal**  
Le nouveau Lartéguy

Le "casse" fantastique d'une grande banque à Beyrouth en 1976.  
COLLECTION "CRIME PARFAIT". MERCURE DE FRANCE

**Le Monde**

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 690872 F  
Tél. : 246-72-23.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet  
Correspondant en chef : Claude Salas.

Imprimé en France  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437  
ISSN : 0395-2037

**ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09**

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F	
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 486 F	
ÉTRANGER (par messagerie)	L	BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F
ITALIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les sous-payements en espèces d'impératrice.

**PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER**

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$ ; G.-B., 88 p. ; Grèce, 66 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 95 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 276 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Thaïlande, 110 ba.

سكزا من الاصل



# EUROPE

## Un avocat évoque l'éventuelle responsabilité de l'URSS dans le meurtre du Père Popieluszko

mot d'un des protestataires, « un *refus poli* », en fait, un véritable camouflet.

La raison de ce veto ? « Les dommages causés par ce gouvernement à l'ensemble de l'enseignement et plus particulièrement à la recherche scientifique. » La « dame de fer » paie les coupes claires auxquelles elle se livre avec application dans

les dépenses publiques.

En novembre, au Parlement, des conservateurs s'étaient joints à l'opposition pour obliger le ministre de l'éducation à faire marche arrière alors qu'il prétendait réduire les subventions aux universités. Ce fut le premier pas vers la conjonction d'Oxford survenue quelques jours après la publication par le gouvernement d'un Livre blanc prévoyant une diminution de 5 % du budget de l'éducation et des sciences pour le prochain exercice 1985-1986.

La rebuffade a donné lieu à un communiqué au ton pincé du 10 Downing Street : « C'est l'affaire de l'université. Si elle ne s'occupe pas de son avenir, nous ne le ferons pas pour elle. »

Le ministre de l'éducation, le nouveau M<sup>me</sup> Thatcher, celle-ci est la dernière à désirer le recevoir, a

FRANCIS CORNU.

## Le débat sur les frontières affaiblit la cohésion du gouvernement de Bonn

Face à une partie de la droite de la Démocratie chrétienne, qui prône une ligne dure à l'égard de l'Es. M. Genscher a, jusqu'à présent, tenté de maintenir les orientations de l'Oslopolitik de l'ancienne coalition. Les derniers rebondissements de l'affaire des Silésiens vont lui rendre l' tâche plus difficile encore, si le conseil n'est pas qu'il n'essaie d'absorber complètement ce qu'il se passe en Pologne, comme il l'espérait encore il a quelques semaines.

M. Genscher sait que la résurgence d'un débat sur les frontières est dangereux.

Le risque n'est pas tant, dans l'imédiat du moins, de réveiller des sentiments nationalistes qui ne se ferment que dans des franges marginales de la population, que de susciter un renouveau à l'Est, et même à l'Ouest. Les gouvernements français et allemands ont, en effet, été mal placés dans une position embarrassante. Avant accepté de faire de

M. Genscher suit que la réingestion d'un débat sur les frontières est dangereuse.

Le risque n'est pas tant, dans l'immédiat, celui de réveiller les sentiments nationalistes qui ne s'expriment que dans des franges marginales de la population, que de susciter un renouveau à l'Est, et même à l'Ouest. Les gouvernements français et britannique sont eux aussi placés dans une position embarrassée. Le 15 mai 1982, à l'occasion du 8 mai 1985 une journée consacrée à la réconciliation des peuples européens, ils vont désormais devoir compter avec une surenchère idéologique entre les deux superpuissances. Alors que les Soviétiques

Robert Maggiori  
Liberation

**\* Homo academicus,**  
par Pierre Bourdieu,  
aux Editions de Minuit  
302 pages, 85 F.





# AMÉRIQUES

## LE VOYAGE DE JEAN-PAUL II EN AMÉRIQUE LATINE ET LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

**« Il faut faire l'impossible pour empêcher que l'abîme entre riches et pauvres ne s'agrandisse »  
déclare le pape en Equateur**

Jean-Paul II, qui poursuit son voyage en Amérique du Sud, est attendu, vendredi 1<sup>er</sup> février au Pérou, où il doit rester jusqu'au 5 février. Le président Belandier a exprimé l'espoir que cette visite papale permettrait une « trêve politique » entre les partis qui préparent déjà les élections générales d'avril. Toutes les précautions de sécurité ont été prises et près de trois mille arrestations « préventives » ont eu lieu à Lima avant l'arrivée de Jean-

Paul II. Le pape termine, ce jeudi 31 janvier, son séjour en Equateur par une visite de Guayaquil, sur la côte du Pacifique. En Equateur comme au Venezuela, Jean-Paul II a beaucoup parlé des relations de l'Eglise avec le monde du travail. Il a peu fait référence, en revanche, aux questions posées par la théologie de la libération, une « doctrine » dont les principaux représentants sont péruviens.

### De notre envoyé spécial

Quito. — Jean-Paul II avait rarement reçu un accueil aussi intense que celui que lui a réservé la population de Quito : émotion et spontanéité, une foi chaleureuse témoignage de la profonde religiosité des Equatoriens. Cette religiosité, qui s'exprime, par exemple, dans ces images pieuses que l'on voit dans les plus humbles maisons, s'est manifestée dès l'arrivée de Jean-Paul II mardi 29 janvier. Jusqu'à la cathédrale, dans la nuit tombante, une foule immense s'était rassemblée brandissant de modestes croix de bois et criant, parfois, une confusion inquiétante pour le service de sécurité. La même foule, silencieuse et recueillie, s'est retrouvée, mercredi, au parc Carolina où le pape a célébré une messe en plein air. On la retrouvait, quelques heures plus tard, dans les rues de la vieille ville aux façades blanches, avec des arcades et des églises aux colonnes torsadées, qui se dirigeait vers la magnifique basilique San-Francisco au cœur de la cité.

Le pape a tenu à souligner ce qu'il enseignait : le langage des « pierres » de la place principale : « C'est le fruit de l'effort et de la sueur de tant de travailleurs qui construisent une église, un couvent et une place », a-t-il déclaré. Le rôle de la culture comme expression de la fraternité entre les hommes, quelle que soit leur origine sociale, est un thème que le pape venait de développer en s'adressant aux intellectuels dans l'église de la Compagnie de Jésus, un joyau de l'art baroque colonial. « La foi qui ne se convertit pas en culture est une foi qui n'est pas pleinement humaine, elle n'est que névrose et terreur. (...) La culture équatorienne ne pourra, sans se trahir, oublier les valeurs religieuses et chrétiennes qu'elle porte au fond d'elle-même », a dit Jean-Paul II, qui a ajouté que cette culture ne peut que « s'enrichir des principes de la doctrine sociale de l'Eglise. (...) Il faut faire tout ce qui est possible, et jusqu'à l'impossible, pour que l'abîme entre riches et pauvres ne s'agrandisse pas, mais aille en diminuant, au profit d'une plus grande égalité sociale. » Il a de nouveau souligné la dignité des travailleurs : « La société doit reconnaître en vous, en votre travail, l'un des fondements de sa prospérité et de son avenir, et encourager toutes les initiatives visant à compléter dans toutes ses dimensions la réforme agraire ». Le pape a enfin invité les évêques, les prêtres, les reli-

### La dernière escale au Venezuela

Ces offensives et les défis lancés par la marginalisation de vastes couches sociales (en particulier les indiens et les immigrants attirés par les villes) ont contribué à ressouder une Eglise qui a connu dans un passé récent divisions et tensions. « Il y a certes des prêtres qui adhèrent à certaines thèses de la théologie de la libération, mais ils n'ont pas pour autant coupé les ponts avec leurs évêques », affirme Mgr José Vicente Eguiguren, qui dirige Radio-Catolica.

Jean-Paul II devait se rendre ce jeudi à Latacunda, une ville de la Sierra. Un dessin du journal *El Comercio* (indépendant) illustre l'attente du message de Jean-Paul II : il représente un Indien regardant le pape arriver avec cette légende : « Enfin, nos chemins se croisent ».

Avant l'Equateur, Jean-Paul II a fait une dernière étape au Venezuela, à Ciudad-Guayana le mardi 29 janvier. Des routes en ligne droite à travers la maigre végétation et des tronçons de son affluent, le río Caroní, charriant leurs eaux mêlées vers le large delta : c'est le décor de Ciudad-Guayana, une cité industrielle et nouvelle. Elle est située au cœur de cette Guyane où naguère les Espagnols poursuivaient les chimères des trésors de l'Eldorado et

### Chaque jour on exploite activement les gisements de fer

A Ciudad-Guayana, ville sans racines, Jean-Paul II a choisi de s'adresser au monde ouvrier. La presse locale avait annoncé un « discours révolutionnaire ». En fait, l'homme prononce par le pape rappelle surtout les principes bibliques et les thèmes de l'encyclique *Laborem Exercens*. Jean-Paul II a souligné le principe de la dignité des travailleurs, dénonçant le « terrible déséquilibre existant entre une minorité jouissant des richesses et une majorité qui en est privée ». Mais il a aussi insisté sur la situation des paysans : « Je désire réaffirmer, a-t-il déclaré, la grande dignité de votre mission et de vos personnes qui ne sont en rien inférieures à celles des autres catégories sociales ».

Au cours d'un déjeuner avec une centaine d'ouvriers (choisis par leurs chefs d'atelier en fonction de l'ancienneté et de la bonne conduite au travail) de la Sidor, le plus important complexe sidérurgique du pays employant dix-sept mille salariés, Jean-Paul II a souligné la « communion fraternelle » qui l'unit au monde du travail.

« Don du Bon Dieu ou du diable, le pétrole a été la grande illusion du Venezuela : il a apporté au pays une richesse tombée du ciel, non pas comme résultat du développement, mais comme une sorte de rente qui a été gérée sans souci de justice sociale », déclare le Père Jesús Arturo Sosa, directeur de la revue *Sic*. « Assurément, personne ne peut dire que le pays vit aujourd'hui plus mal qu'il y a trente ans, mais la disparité des conditions sociales est infiniment plus grande qu'aujourd'hui ».

PHILIPPE PONS.

Le pape Jean-Paul II se rendait de nouveau au Zaïre en août. On a annoncé à Kinshasa, le mardi 30 janvier, que Jean-Paul II, qui s'est déjà rendu au Zaïre en mai 1980, pourrait de nouveau visiter ce pays en août prochain. Le Vatican n'a pas encore confirmé.

Rectification. — Une erreur matérielle a rendu peu compréhensible le texte sur la Vierge de Coromoto, patronne du Venezuela (le Monde du 29 janvier). C'est bien en 1652 (et non en 1952) que la « belle dame » de Coromoto est apparue à une tribu indienne. La Vierge est la patronne du Venezuela depuis 1942.

## Querelle idéologique ou contestation de l'Eglise ?

La visite de Paul VI à Bogota en 1968 était sans précédent. C'était la première fois, dans l'histoire de l'Eglise, qu'un pape foule le sol du Nouveau-Monde. Depuis, les voyages du pape se sont banalisés, surtout sous le pontificat actuel. Si la tournée actuelle de Jean-Paul II en Amérique du Sud — le schéma qu'il entreprend sur ce continent — revêt une importance particulière, c'est en raison des graves problèmes que l'Eglise affronte.

Ces problèmes s'appellent misère, famine, chômage, ignorance, superstition, dictatures, injustice, torture... Et, face à des situations souvent dramatiques, beaucoup de chrétiens s'engagent dans une lutte sociale, politique, mais aussi religieuse, pour libérer le peuple de pauvres et d'opprimés et lui rendre la dignité humaine. Or cette lutte de libération a donné lieu, chez certains, à une systématisation intellectuelle et à un courant de pensée qui, en dépit de sa grande diversité, est connu sous le nom de « théologie de la libération ».

### Une lecture « marxiste » de la Bible

Des expressions extrémistes de cette théologie — notamment une politisation à outrance, avec des emprunts au marxisme, une lecture révolutionnaire et une contestation de l'Eglise officielle — ont fini par inquiéter une fraction de la hiérarchie catholique en Amérique latine, qui a fait part de ses craintes aux congrégations romaines et au pape, dont l'attention pour l'activité politique des prêtres est connue. Cela donne tout son sens au choix du Pérou — la prochaine étape du pape après l'Equateur — comme point culminant de ce voyage, car c'est ce pays qui a vu naître la théologie de la libération.

C'est, en effet, lors de la première assemblée des évêques latino-américains à Medellin (Colombie), en 1968, qu'un jeune théologien péruvien, Gustavo Gutiérrez, présente un rapport sur la « théologie du développement ». Par la suite, il raconte : « J'ai compris qu'il était plus légitime et plus théologique de parler d'une théologie de la libération. » L'appellation — fort peu contrôlée — a fait son chemin depuis...

L'offensive romaine, relayant celle menée depuis le début contre cette théologie par les éléments les plus conservateurs des Eglises latino-américaines autour du cardinal Alfonso López Trujillo, président du CELAM avant de devenir archevêque de Medellin, a

commencé, en mars 1983, en prenant justement pour cible le théologien Gustavo Gutiérrez. Le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi, avait adressé, à cette date, à l'épiscopat péruvien un document en dix points sur la théologie de Gutiérrez.

Le théologien péruvien y est accusé notamment d'opérer une lecture « sélective » et « marxiste » de la Bible et d'opposer « l'Eglise des pauvres, l'Eglise de la base, qui est l'authentique peuple de Dieu », à l'Eglise hiérarchique. L'épiscopat péruvien est divisé.

Devant son incapacité à prendre position d'une manière concertée sur les dix points litigieux de la théologie de Gutiérrez, le cardinal Ratzinger décide d'intervenir personnellement. D'abord, il réunit, en mars 1984 à Bogota, les présidents des commissions doctrinales de toutes les conférences épiscopales latino-américaines.

Ensuite, il convoque une autre des commissions de la théologie de la libération, la Brésilienne Leonardo Boff, à comparaître devant l'ex-Saint-Office, à Rome, pour défendre l'orthodoxie de ses écrits. Enfin, le cardinal rend public une « instruction sur quelques aspects de la théologie de la libération », qui met, en garde contre « les déviations et les risques de déviation, nuisibles pour la foi et pour la vie chrétienne, que comportent certaines formes de théologie de la libération, qui recourent, d'une manière insuffisamment critique, à des concepts empruntés à divers courants de la pensée marxiste ».

### Prêtres dévotionnistes

Ce document, qui ne norme personne mais jette le soupçon sur tout le monde, provoque de nombreuses réactions, la plupart pour soutenir et défendre les théologues de la libération. Un exemple, parmi tant, se voit le moine, dominicain, et non le cardinal Godfried Danneels, archevêque de Malines-Bruxelles, qui ne passe pas pour un contestataire.

Retour d'une tournée en Amérique latine, le cardinal Danneels a déclaré : « Si j'étais la-bas, je ferais sans doute la même chose que ces gens que j'ai vus à la base et qui sont en train de renouveler l'Eglise. Ce serait une catastrophe si on les décourageait ! Cette instruction romaine présente une théologie de la libération qui n'existe pas sous cette forme. » En effet, toute la question est là.

Même la comparaison de Leonardo Boff devant la congrégation

romaine en septembre 1984 ne règle pas l'affaire, puisque, contre tous les usages, le théologien brésilien était accompagné par deux des représentants les plus prestigieux de l'épiscopat latino-américain : les cardinaux Paulo Evaristo Arns, archevêque de São-Paulo, et Aloisio Lorscheider, archevêque de Fortaleza.

Sans désarmer, le cardinal Ratzinger a profité de la visite au Pérou des évêques péruviens, le mois suivant à Rome, pour essayer de les faire signer un texte commun critiquant la théologie de la libération. Après trois essais infructueux, à partir de textes à chaque fois édulcorés, les évêques ont signé un communiqué exprimant leur « accord unanime » avec le document romain, mais leurs déclarations n'ont pas été surmontées pour autant.

Cela explique l'importance de l'étape péruvienne du voyage de Jean-Paul II. Dès lors de son précédent voyage, dans les Caraïbes, en octobre 1984, il avait condamné ce qu'il qualifie d'« Eglise populaire », dont le modèle est au Nicaragua. Pour le pape, cette Eglise, au nom de l'option, « exclusive » en faveur des pauvres, considérée comme le seul authentique « peuple de Dieu », dénie la hiérarchie épiscopale et « n'est pas l'Eglise du Christ ».

Finalement, c'est la contestation de l'institution ecclésiastique, ainsi que de ses représentants hiérarchiques, qui inquiète le plus les autorités romaines. Ce n'est pas un hasard si le livre qui a valu à Leonardo Boff d'être convoqué devant l'ex-Saint-Office, « Eglise, charisme et pouvoir », est une analyse critique de l'Eglise catholique, dans ses instances dirigeantes, en tant qu'institution.

C'est surtout en cela que le courant latino-américain de la théologie de la libération constitue un défi pour l'autorité ecclésiastique. Moins sur le plan des idées — le danger marxiste n'étant le plus souvent qu'un prétexte — qu'en tant que critique de l'exercice de l'autorité dans l'Eglise, Jean-Paul II en est bien conscient et, dans des interventions, il se garde de condamner la théologie de la libération ou de remettre en question « l'option préférentielle en faveur des pauvres », définie à la conférence de Puebla en 1979. En revanche, il souligne la nécessité urgente autour des évêques et dénonce la création d'une Eglise populaire, coupée de la hiérarchie, ainsi que l'action politique des « prêtres dévotionnistes », comme il vient de le faire à Caracas.

ALAIN WOODROW.

### Etats-Unis

Ambassadeur aux Nations unies

#### Mme Kirkpatrick A PRÉSENTÉ SA DÉMISSION AU PRÉSIDENT REAGAN

Washington (AFP). — Mme Jeane Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, a confirmé mercredi 30 janvier, sa démission et déclaré qu'elle allait reprendre son poste de professeur à l'université Georgetown à Washington.

Mme Kirkpatrick, dont la formation a été politique étrangère, est vénétrée des républicains les plus conservateurs, a démissionné, après un attrition avec le président Reagan, pour jamais souhaité obtenir un poste important au sein du gouvernement ou à la Maison-Blanche, comme la presse américaine l'a affirmé à plusieurs reprises depuis quelques mois. Dans une courte déclaration à la presse, Mme Kirkpatrick a annoncé qu'elle avait présenté sa démission au président américain le 11 décembre dernier et qu'elle compte quitter ses fonctions vers le 1<sup>er</sup> mars, lorsque son successeur aura été nommé. Selon un fonctionnaire de la Maison-Blanche, le remplaçant de Mme Kirkpatrick serait M. Vernon Walters, actuellement ambassadeur itinérant et ancien directeur adjoint de la CIA.

**Le Monde**  
REALISE CHAQUE SEMAINE  
**UNE EDITION INTERNATIONALE**  
spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger  
Exemplaires spécimens sur demande

## A TRAVERS LE MONDE

### Grande-Bretagne

LES POURPARLERS ENTRE DIRECTION DES CHARBONNAGES ET MINES AU POINT MORT. — La reprise de contact qui a eu lieu le 29 janvier entre l'Union nationale des mines (NUM), présidée par M. Arthur Seargill, et l'administration des Houillères (NCB) n'avait donné aucun résultat le jeudi 31 janvier. La NCB, en effet, a continué d'exiger du syndicat, avant toute négociation sur le fond, un engagement écrit précisant qu'il admet le principe de la fermeture des puits considérés comme

S. BODY-GENDROT  
L. MASLOW-ARMAND  
D. STEWART  
**Les noirs américains aujourd'hui**

Les « Blacks » continuent en train de s'intégrer à la nation américaine ?  
**ARMAND COLIN**

### Pérou

LES ETATS-UNIS ENVISAGENT DE DOUBLER LEUR AIDE MILITAIRE AU PÉROU. — L'administration Reagan a l'intention de demander au Congrès que l'aide militaire au Pérou soit doublée pour la prochaine année fiscale en réclamant 20 millions de dollars supplémentaires. C'est la Colombie qui reçoit actuellement l'aide militaire américaine la plus importante en Amérique du Sud. Il s'agit, selon Washington, d'aider les autorités péruviennes, accusées de violation des droits de l'homme dans la lutte contre la guérilla du Sentier lumineux, de « mieux faire face à leurs difficultés ». Un porte-parole du département d'Etat a exprimé l'espoir, mercredi 30 janvier, que le gouvernement démocratique péruvien « saurait résoudre lui-même ce problème ».

[Les accords de coopération militaire passés avec l'Union soviétique par le Pérou il y a quelques ans sont toujours en vigueur. L'armée péruvienne dispose de matériel lourd soviétique, en particulier des chars. L'aide militaire américaine accrue pourrait, selon Washington, permettre aux Péruviens de moderniser leur armement utilisé dans la lutte antiterroriste, en particulier les hélicoptères.]

**PIERRE BARRAL**  
Il y a trente ans  
**La guerre froide**  
Le point de vue d'un historien sur les relations Est-Ouest entre 47 et 62  
**ARMAND COLIN**

### RFA

VINGT-SEPT DÉTENUÉS MEMBRES DE LA FRACTION ARMÉE ROUGE FONT LA GRÈVE DE LA FAIM. — Selon des informations fournies par des autorités allemandes, vingt-sept prisonniers membres de la Fraction armée rouge, ainsi qu'un nombre non précisé de sympathisants, observent encore, le mercredi 30 janvier, leur grève de la faim commémorée au début de l'année. Trois détenus ont récemment arrêté leur jeûne. Un autre prisonnier, en revanche, M. Lutz Tauber, qui avait, le 29, été transporté à l'hôpital de Hanovre dans un état grave, est retourné le lendemain en prison après avoir, en raison des soins qui lui ont été administrés, reconstruit sa pleine « volouté ».

**Sri-Lanka**  
UNE AMBULANCE SAUTE SUR UNE MINE. — Une ambulance a sauté sur une mine près de Batticaloa, dans l'est du pays, le mercredi 29 janvier. Trois personnes ont été tuées et six autres sérieusement blessées dans l'accident, selon les autorités, visait plutôt une patrouille des forces de sécurité. D'autre part, le gouvernement a imposé cette semaine une « censure limitée » sur la couverture par la presse locale de l'insurrection tamoule. (UPI.)

### Tibet

tourne le lendemain en prison après avoir, en raison des soins qui lui ont été administrés, reconstruit sa pleine « volouté ».

**TIBET**  
23 28 990 F  
10 Avril - 2 Mai  
Paris / Pékin / Xian / Chengdu / Leshan / Lhasa / Xigaze / Chengdu / Guilin / Canton / Hong Kong / Paris (groupe limité à 12 pers.)  
Renseignements : CARREFOUR DE LA CHINE  
12, rue Sainte-Anne 75001 Paris - 261.08.28

CONFÉRENCE SUR LE...  
pourrait bénéficier d...

CONFÉRENCE SUR LE...  
pourrait bénéficier d...

CONFÉRENCE SUR LE...  
pourrait bénéficier d...

CONFÉRENCE SUR LE...  
pourrait bénéficier d...

CONFÉRENCE SUR LE...  
pourrait bénéficier d...

CONFÉRENCE SUR LE...  
pourrait bénéficier d...

CONFÉRENCE SUR LE...  
pourrait bénéficier d...

CONFÉRENCE SUR LE...  
pourrait bénéficier d...

CONFÉRENCE SUR LE...  
pourrait bénéficier d...



# DIPLOMATIE

RÉUNIE POUR UNE CINQUIÈME SESSION A STOCKHOLM

## La Conférence sur le désarmement en Europe pourrait bénéficier du « dégel » Est-Ouest

La cinquième session de la Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe (CDE) s'est ouverte mardi 29 janvier à Stockholm. Les pays membres de l'alliance atlantique y ont présenté, mercredi, un projet tendant à institutionnaliser les échanges d'informations militaires « élémentaires » entre l'Est et l'Ouest pour favoriser, selon les termes employés par le chef de la délégation américaine, M. Goodby, « l'élimination de la méfiance engendrée par l'ignorance ». La délégation soviétique en a pris note sans faire de commentaire.

A Strasbourg, M. Hans-Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a prononcé devant l'Assemblée parlementaire de

Conseil de l'Europe un discours consacré à la réouverture du dialogue avec l'Est. « Il est nécessaire de renforcer et d'approfondir notre coopération, dans tous les secteurs, avec les pays du pacte de Varsovie, y compris la RDA et la Pologne », a-t-il notamment déclaré. Ces pays, a ajouté M. Genscher, étudient actuellement la proposition finlandaise, reprise par la République fédérale, d'organiser le 1<sup>er</sup> août prochain, à Helsinki, une conférence réunissant les trente-cinq États signataires des accords qui portent son nom, et dont on célébrera alors le dixième anniversaire.

Une telle rencontre, a estimé le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, donnerait « un élan nouveau » au processus de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe).

De notre correspondant.

de Moscou pour signer un accord rapide, peut se traduire dans les faits. Il faut constater que les positions des États-Unis et de l'URSS, qui étaient jusqu'ici les deux principaux acteurs de la CDE, sont toujours très éloignées l'une de l'autre.

Il faudra attendre les réactions du pacte de Varsovie aux propositions concrètes de l'OTAN, qui seront présentées dans les semaines à venir, pour savoir si les discussions sérieuses peuvent réellement s'engager après un an de piétinement.

Mais, cette fois-ci, il est soumis aux trente-cinq nations représentées à Stockholm (les États-Unis, le Canada et tous les Européens sauf l'Albanie), et l'engagement de « ne pas employer le premier des armes nucléaires ou conventionnelles » s'appliquerait, selon la proposition soviétique, non seulement au territoire européen, mais aussi aux « régions qui ne sont couvertes par aucune juridiction nationale », comme les eaux internationales et l'espace. L'obligation de ne pas user de la force serait applicable aux personnes militaires et civils des trente-cinq pays, « où qu'ils se trouvent ». Autrement dit, si l'on suit le raisonnement soviétique, même hors d'Europe.

Le chef de la délégation américaine, M. James Goodby, estime que ces propositions ne sont pas de nature à faire progresser les travaux de la conférence. « Nous sommes prêts, dit-il, à confirmer le principe du non-recours à la force dans le cadre d'un accord global, sur des mesures concrètes de confiance et de sécurité, mais l'Union soviétique ne s'est toujours pas montrée disposée à discuter nos propositions en ce sens. » Plusieurs pays neutres et non-alignés sont également sceptiques, et voient difficilement comment ils pourraient approuver un tel traité « juridiquement contraignant », selon ses artisans.

De part et d'autre, on s'accorde à dire que la conférence doit enfin entrer dans une phase concrète, et bénéficier du relatif « dégel » actuel des relations Est-Ouest. Reste à savoir si cette volonté et l'optimisme affichés par de nombreuses délégations, notamment la soviétique qui affirme avoir reçu des instructions

Après l'échec de la médiation des pays neutres, ce n'est qu'au terme de la quatrième session, donc au mois de décembre, après la réélection du président Reagan, que les trente-cinq pays participants sont parvenus à un accord sur la façon de travailler à Stockholm. De l'avis général, les diplomates finlandais ont fait preuve d'une grande habileté et joué ici un rôle déterminant. Deux groupes de travail ont été mis en place. Au sein du premier, les discussions porteront notamment sur la limitation de l'ampleur des manœuvres militaires et les moyens de communication en temps de crise. Dans le second groupe seront discutés un approfondissement du document final d'Helsinki, les mesures de confiance et de sécurité technico-militaires, ainsi que les échanges d'observateurs pendant les manœuvres.

ALAIN DEBOVE.

SUR RADIO-FRANCE INTERNATIONALE

## La crédibilité de la dissuasion nucléaire française n'est pas réduite par les armes spatiales à rayons

assure M. Védrine, le conseiller diplomatique de l'Elysée

M. Hubert Védrine, conseiller diplomatique de M. Mitterrand, a précisé, mercredi 30 janvier, au cours d'un entretien diffusé par Radio-France internationale, les conceptions françaises en matière de défense nucléaire et spatiale.

Après avoir rappelé que la France reste « extrêmement attachée » à l'équilibre de la dissuasion, « système qui garantit la paix », M. Védrine a ajouté : « Si un jour, on arrive à bâtir un système de défense fondé sur autre chose que l'équilibre de la menace, naturellement cela sera très bien et extrêmement intéressant. Et, par rapport aux opinions publiques, extrêmement réconfortant. Mais nous n'en sommes pas là. Donc la France est très attachée à cela et, à cet égard, nous trouvons très raisonnable le traité ABM de 1972 dans lequel les États-Unis et l'Union soviétique étaient convenus de limiter les armes offensives pour précisément ne pas mettre en cause cet équilibre de la dissuasion. C'est le point central que certaines opinions publiques dans les pays occidentaux (et je ne pense pas à la France, mais plutôt à d'autres pays) ont le plus de mal à admettre. Il faut bien comprendre que l'arme nucléaire est une arme qui est destinée à ne pas servir ; mais on ne doit pas avoir la certitude qu'elle ne servira pas. C'est dans cette incertitude que se joue le sort de la paix, précisément. Ce qui fait que si vous développez des armes qui sont susceptibles de rendre inefficace, ou extrêmement aléatoire, cette capa-

cité de menaces ou de représailles, paradoxalement, vous ne progressez pas vers la paix, mais vers une situation d'incertitude dans laquelle le risque s'accroît. »

Au sujet de l'initiative de défense stratégique du président Reagan en faveur des armes spatiales à énergie dirigée, le conseiller diplomatique de l'Elysée a estimé : « La paix, au lieu d'être assurée par la capacité intacte de représailles, serait assurée par un système défensif empêchant les différents missiles éventuellement lancés, d'atteindre le territoire américain. A priori, c'est extrêmement sympathique comme perspective, et tout individu de bon sens devrait normalement approuver cet objectif. Et pourtant, il nous pose des problèmes. Le premier est qu'il paraît extrêmement aléatoire, extrêmement improbable, d'atteindre à vue humaine et même pendant plusieurs décennies, un système de ce type. Pour arriver à ce que l'on appelle un véritable bouclier il faudrait que pas un missile ne passe, pas un seul. Est-ce qu'une des deux grandes puissances pourrait confier sa défense uniquement à un système de bouclier, s'il restait le risque de voir passer un seul missile à sept ou huit têtes — je dirais même à une seule tête — qui pourrait détruire New-York ? L'arrivée d'une seule tête sur Moscou ou sur New-York est tout à fait intolérable, impossible. Et aujourd'hui, dans l'état actuel des connaissances scientifiques et militaires, on ne peut pas arriver à penser qu'un système de bouclier soit réalisable à 100 %. Par conséquent, on ne peut pas aujourd'hui arriver à penser que l'on puisse s'en remettre un jour uniquement à ce système défensif. »

M. Védrine a, par ailleurs, repoussé l'argument selon lequel

l'hostilité de Paris à l'égard des projets de défense spatiale du président américain pourrait être due au fait qu'un tel dispositif, s'il était adopté par les Soviétiques, ôterait toute portée à la stratégie française de dissuasion. « Etant donné que nous sommes extrêmement sceptiques sur la possibilité d'arriver à un véritable bouclier, a-t-il dit, nous ne pouvons pas craindre les conséquences de sa mise en œuvre, indirectement. Cela serait complètement illogique. Nous ne pouvons pas craindre que les États-Unis s'enferment derrière leur bouclier et nous ne pouvons pas craindre que l'URSS, à son tour, se dote d'un bouclier qui rendrait notre capacité de menace — qui est faite, encore une fois, pour ne pas être mise en œuvre et donc servir la paix — nous n'avons pas à craindre que cette capacité de menace devienne caduque, puisqu'il ne semble pas possible d'arriver complètement à ce résultat. A cet égard, nous sommes très tranquilles. (...) Ce que nous craignons, ce sont des développements incontrôlés qui, sans arriver au bouclier, entraîneraient des déséquilibres ou des incertitudes ou des développements nouveaux dans cette course aux armements, et qui relancerait, de façon générale, les dépenses en matière d'armement, l'addition de certains systèmes par rapport à d'autres systèmes. (...) Notre motivation n'est pas du tout que la France craigne que sa force de dissuasion ne devienne, du jour au lendemain, caduque. Cela ne nous paraît pas du tout une menace plausible à court et à moyen terme, précisément à cause des incertitudes considérables qui planent sur la mise en œuvre du bouclier lui-même. »

## isa l'étoffe des managers

Vous avez cette étoffe : dimension personnelle, aptitude à la décision, volonté de réaliser. Essentiel... Vous avez, déjà, un diplôme de l'enseignement supérieur et/ou une responsabilité en entreprise. Important... Mais un manager doit, aussi, être un vrai « professionnel ». Formation et entraînement intensifs sont alors indispensables. L'ISA, en 18 mois, vous donnera toute votre envergure.

Réunions d'information, avec le Directeur de l'ISA et des Anciens « ISA » :

PARIS : jeudi 31 janvier à 18 h 30  
Cercle France-Amérique - 9, av. Franklin-Roosevelt (8<sup>e</sup>)  
Lundi 11 février à 18 h 30  
Palais des Congrès (salle n° 55) - Porte Maillot.  
STRASBOURG : mardi 5 février à 18 h 30  
Hôtel Holiday Inn - 2, place de Bordeaux.

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES  
78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. (31) 956-80-00 POSTE 476 OU  
(31) 956-24-26 (LIGNE SPÉCIALE « RENSEIGNEMENTS »)  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Stock permanent de 500 véhicules en location immédiate



**Offre exceptionnelle**  
2 ans d'entretien gratuit\* ou 30000 km à tout acheteur d'une 305 ou d'une 505 du 15 janvier au 28 février 1985

**PEUGEOT TALBOT NEUBAUER**  
M. GÉRARD 821.60.21

\*Entretien complet suivant prescriptions du constructeur  
227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

## PARIS 11H 42 - NANTES 14H 40. L'AFFAIRE D'UN DÉJEUNER.



LAISSEZ-VOUS PRENDRE PAR LE TRAIN

SIMPLIFIEZ-VOUS LA VIE EN PRENANT LE TRAIN : ET GAGNEZ DU TEMPS : RÉSERVEZ VOTRE REPAS EN MÊME TEMPS QUE VOTRE PLACE EN 1<sup>re</sup> CLASSE ET A 200 KM/H RESTEZ ASSIS POUR PASSER À TABLE. VOTRE CONFORT ET VOTRE TEMPS. C'EST AVANT TOUT NOTRE AFFAIRE.

Voyages d'affaires SNCF

## LE BRÉVIAIRE DU CARABIN illustré par les Humoristes Associés



**INTROUVABLE**  
Le recueil des chansons de salle de garde, pratiquement introuvable, est réédité par l'ASGMP (Association des Salles de Garde de Médecins et Pharmaciens).

**ÉCLECTIQUE**  
Redécouvrez toutes les chansons qui ont fait votre joie, des blues comme *A Trianon* ou *La P'tite Huguenote*, ou des chansons plus musclées comme *La Chanson de Lourcine*, celle de *Bicêtre* ou les fameuses *Stances à Sophie* en passant par la pauvre *Charlotte* qui eut la prétention de se passer des hommes, *L'Invalide à la pine de bois* et les chaudes pisses. Connaissiez-vous tous les couplets du *Plaisir des Dieux* et vous remémorez-vous les 31 refrains tous d'une musique différente de l'ébouriffante *Peau de Couille* ?

**PAILLARD**  
Plus de soixante illustrations des plus grands dessinateurs humo-

ristes de notre temps accompagnent ces textes luxuriants et ne leur cèdent en rien en grivoiserie. 14 hors textes originaux sont signés Laville, Mose, Sabatier, Siné, Serre, Trez...

**RAFFINÉ**  
Imprimé sur papier couché mat de 100 g, l'ouvrage grand format (18 x 24 cm) est relié en dos carré, cousu collé sous une couverture rigide illustrée, dorée, pelliculée sur fond noir. 500 exemplaires de collection reliés plein cuir vous sont proposés.

**EXCEPTIONNEL**  
L'ouvrage est disponible (enfin ! disent certains amis du *Monde*) sous huit jours, au prix de 168 F. (288 F pour la reliure plein cuir) ATTENTION ! le premier tirage s'épuise vite.

Je commande le BRÉVIAIRE DU CARABIN au prix de 168 F + 21,60 F de frais de port soit 189,60 F, soit 288 F + 21,60 F de frais de port, soit 309,60 F pour l'exemplaire relié plein cuir.

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Ville .....  
Date ..... Signature .....  
Ci-joint mon règlement que j'adresse à l'A.S.G.M.P. 107, rue Victor-Hugo 92270 Bois-Colombes.



# UN ÂNE PEUT-IL SAUVER LA FRANCE?



## Jonathan Suite LE POT AUX ROSES

La satire qui fait  
rire les Français  
et pleurer le gouvernement

Editions Jean-Claude LARTES

## PROCHE-ORIENT

### Israël

#### La « victoire morale » de M. Sharon sur « Time » n'a pas fait remonter sa cote

De notre correspondant

Jérusalem. — On lui avait prédit un accueil en fanfare, avec chansons, fleurs et boucassades. Mais quand M. Ariel Sharon, enfin rentré au pays, mercredi 30 janvier, quitta l'aéroport de Tel-Aviv, la seule bannière qu'il put lire n'avait rien d'un joyeux caïd, brandie par une famille endeuillée, elle disait simplement : « Sharon est coupable 610 fois ». Autant de fois qu'il y a eu de morts israéliens au Liban.

Les bruyants disciples du « roi Arik » n'étaient pas au rendez-vous pour entendre leur héros célébrer l'importante victoire morale remportée sur l'hebdomadaire Time. Certes, le ministre du Commerce et de l'Industrie a perdu son procès contre le magazine américain. Il ne recevra pas les 50 millions de dollars destinés à une fondation contre l'antisémitisme. Il n'y avait d'ailleurs jamais sérieusement songé.

L'important est ailleurs : en jugeant que Time avait diffamé M. Sharon (Le Monde du 18 janvier), le tribunal de New-York lui a moralement donné raison. « J'ai prouvé », a-t-il dit à son retour, que Time avait menti. Cela est maintenant connu du monde entier. Aucun Israélien n'a été mêlé d'une quelconque manière aux massacres de Sabra et Chatila.

En allant guerroyer pendant près de trois mois dans un prétoire de Manhattan contre l'une des plus influentes publications mondiales, M. Sharon nourrissait plusieurs desseins : river son clou

à un périodique très lu mais peu aimé des Israéliens, blanchir sa réputation gravement ternie par le rapport d'enquête sur les massacres, relancer sa carrière politique en vue d'atteindre un jour son objectif avoué : devenir premier ministre. Il fit de son procès une affaire mariale : « Je suis un soldat qui part au front », déclarait-il en quittant Israël début novembre. Sa tactique était simple : identifier sa cause à celle de l'Etat et du peuple juif, et se draper dans l'Etoile de David.

Les chefs du Héroul, MM. Begin et Shamir, se sont félicités publiquement du succès de l'ancien ministre de la Défense. Ce dernier se sentait-il maintenant assez revigoré pour contester à M. Shamir sa place de chef d'un parti dont la base est à la fois orpheline de Begin et déçue par son successeur, qu'elle juge trop apathique ?

En fait, le procès « Time » contre Sharon n'a guère guère modifié la jugement que les Israéliens portent sur l'arbitraire de la guerre du Liban. Ses partisans restent inconditionnels, ses adversaires tout autant. Un sondage publié mercredi par Maariv reflète la popularité croissante de M. Peres — 42 % des Israéliens en font leur meilleur candidat à la poste de premier ministre — la cote déclinante de M. Shamir (18 %) et l'audience réduite de M. Sharon (8 %).

J.-P. LANGELLIER

## ASIE

### Chine

#### Pékin annonce que l'armée chinoise est « prête au combat » à la frontière vietnamienne

Un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré, le mercredi 30 janvier, que « les forces armées chinoises stationnées à la frontière sino-vietnamienne » sont « prêtes au combat pour repousser les agressions ». Cet avertissement a été lancé vingt-quatre heures après que le chef de la diplomatie chinoise, M. Wa Xueqian, en visite à Singapour, eut déclaré que la Chine « se réservait le droit de donner une seconde leçon au Vietnam », c'est-à-dire d'engager des opérations comparables à celles de février 1979, un cours desquelles les troupes chinoises avaient profondément pénétré en territoire vietnamien.

Notre correspondant à Pékin, Patrice de Beer, indique que les pressions actuellement exercées par la Chine à sa frontière avec le Vietnam sont destinées à alléger celles que les forces de Hanoi font peser de leur côté sur les résidents cambodgiens dans différents secteurs de la frontière khmère-thaïlandaise et qui ont été principalement dirigées jusqu'à présent contre les troupes du Front national de libération du peuple khmer (FNLKP), fraction non communiste, dirigée par M. Son Sann, de la coalition antiviétnamienne. Si Hanoi, observe notre correspondant, décidait d'étendre ses attaques aux bases des Khmers rouges (de M. Pol Pot) et des partisans du prince Sihanouk, au risque de provoquer des accrochages avec l'armée thaïlandaise, la Chine pourrait se trouver contrainte à une action militaire d'urgence contre le Vietnam sous peine de mettre en cause sa crédibilité auprès de ses alliés asiatiques.

Des incursions vietnamiennes ont déjà eu lieu ces derniers jours sur le territoire de la Thaïlande. Un porte-parole de l'armée thaïlandaise a indiqué, mercredi, que celle-ci était intervenue lundi, avec l'appui de l'aviation pour repousser les intrus en territoire cambodgien.

### La mission

de M. Perez de Cuellar

### Philippines

#### LE CINÉASTE LINO BROCKA EN PRISON

Manille (AFP). — Le plus connu des réalisateurs philippins, Lino Brocka, est emprisonné depuis le lundi 28 janvier pour avoir participé à une manifestation des travailleurs du transport philippins, a-t-on appris à Manille. Selon les organisateurs de la manifestation, cent cinquante et une personnes avaient été arrêtées à cette occasion. Quatre-vingt-quatre d'entre elles — dont Lino Brocka — étaient encore détenues mardi soir. La libération sous caution du cinéaste a été refusée, ont indiqué ses avocats.

[Opposant au régime de Marcos, Lino Brocka, âgé de quarante-quatre ans, a acquis une réputation internationale. Tous ses films — notamment *Ikaw, Ipaglaban*, *Ben et Reyna*, *Rey* — ont été montrés au Festival de Cannes — évoquant la réalité sociale et politique du pays.]

M. Nguyen Co Thach, pour sa part, exprimé le souhait que Washington contribue à la recherche de la paix au Cambodge. « Tout effort de la part des Etats-Unis, a-t-il dit, pour résoudre les questions de l'Asie du Sud-Est serait le bienvenu ».

(Publié)

JEUDI 31 JANVIER à 20 h 30

SOIRÉE EXCEPTIONNELLE

en Présence de M. Haïm POTOK

et la projection du film « L'ÉLU »

Réalisé par Jeremy KAGAN, d'après le roman de Haïm POTOK

CENTRE NACH : 30, bd de Port-Royal - 75005 PARIS

Tél. : 331-75-47

Participation aux frais

## AFRIQUE

### Tchad

#### N'DJAMENA ACCUSE LA LIBYE D'AVOIR FOMENTÉ UN ATTENTAT CONTRE LE PRÉSIDENT HABRÉ

Le ministre tchadien des affaires étrangères, M. Gouara Llassou, a accusé la Libye, mercredi 30 janvier, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, d'avoir tenté de faire assassiner en septembre dernier le président Hissène Habré et ses ministres, au moyen d'une bombe télécommandée. Selon le ministre, la bombe avait été confiée par un agent libyen à un commandant tchadien afin de la déposer dans une salle de la chambre du commerce de N'Djamena où devait se tenir une réunion gouvernementale. Le commandant avait été arrêté avant d'avoir pu exécuter sa mission.

M. Gouara Llassou a présenté aux quinze membres du Conseil de sécurité une « mallette-émetteur » ainsi qu'un document télévisé montrant une autre mallette, bourrée de 15 kilos d'explosifs de forte puissance. Le film, d'environ cinq minutes, s'est achevé sur l'explosion de la mallette piégée qui avait été placée dans un autocar en rase campagne afin d'en démontrer la puissance. Le véhicule a été totalement pulvérisé.

M. Gouara Llassou, qui a aussi accusé la Libye de poursuivre ses ingérences dans les affaires intérieures du Tchad en occupant militairement une zone de 550 000 kilomètres carrés, a dénoncé « le terrorisme international de Kadhafi ». Le ministre tchadien a présenté au Conseil un Livre blanc contenant les détails de cette affaire, affirmant que « plusieurs Libyens et techniciens expérimentés de nationalité étrangère » avaient été impliqués dans cette tentative d'assassinat.

Le représentant libyen, M. Rajab Azzarouq, seul autre orateur durant le débat, a catégoriquement rejeté les accusations tchadiennes et démenti la présence de soldats libyens au Tchad. Dément toute légitimité au gouvernement de N'Djamena, il a affirmé que « Hissène Habré et sa clique » étaient la cause de l'instabilité du pays, leur « seul but étant de poursuivre la guerre civile », ce qui a poussé « des dizaines de milliers » de Tchadiens à trouver refuge en Libye. — (AFP.)

### LE POLISARIO

#### ADMET AVOIR ABATTU UN AVION DE TOURISME AU SAHARA OCCIDENTAL

(De notre correspondant.)

Alger. — Après la publication, mardi 29 janvier, d'un communiqué de Front Polisario annonçant la découverte du cadavre d'un homme de nationalité belge parmi les débris d'un avion abattu par ses forces, dans la région de Dakhla, le 21 janvier, il n'y a plus de mystère sur la disparition, une semaine plus tôt, d'un Piper belge, dont l'équipage de deux personnes disputait le rallye aérien Paris-Dakar, distinct du rallye automobile Paris-Alger-Dakar.

L'avion s'était écrasé quelque temps après avoir décollé de Dakhla, l'ancienne Villa-Caneros, au Sahara occidental. Ce port de pêche, situé à l'extrémité de l'ancienne baie de Rio-de-Oro, dans le sud du territoire, est protégé par son propre mur de défense, distinct de ceux édifiés par les Marocains plus au nord. Le Front Polisario a annoncé à plusieurs reprises des combats dans cette région ces dernières semaines. Il avait revendiqué la destruction d'un avion marocain, OV-10, le 21 janvier.

Le communiqué du Polisario émet deux hypothèses : la première est que « des mercenaires sont utilisés par le roi Hassan dans sa guerre contre notre peuple ». La seconde est qu'il « trompe des personnes qui ont des objectifs d'exploitation économique ou touristique en leur faisant croire qu'il contrôle militairement certaines zones de notre pays ».

Le Polisario ajoute que l'avion abattu « ressemblerait aux appareils utilisés par l'armée marocaine pour des missions de reconnaissance sur nos côtes ». Même si le communiqué ne le dit pas explicitement, il est probable que les Sahraouis ont confondu l'avion civil belge avec un appareil militaire. Au demeurant, le communiqué est assorti du rappel d'une mise en garde publiée en 1975 à destination de l'étranger. Celle-ci insiste sur le fait que « l'ensemble du territoire de la RASD, y compris ses eaux territoriales, constituent une zone de guerre ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.



صكرا س الاصل

UE

LA LI-  
VTÉ UN  
LE PRÉ-

affaires  
sou, a 20-  
1 janvier,  
arité de  
ire assas-  
le prési-  
nistres,  
comman-  
a bombe  
nt libyen  
s afin de  
e de la  
N'Dja-  
réunion  
amercant  
ir pu exé-

scoté aux  
il de sécu-  
ur - ainsi  
montrant  
urée de  
orte puis-  
cinq mi-  
plosion de  
ut été pla-  
se camp-  
r la puis-  
totalement

a aussi ac-  
re ses ingé-  
intérieures  
litairement  
1 kilomè-  
le terro-  
Kadhafi -  
présenté au  
ntenant les  
affirmant  
et techni-  
nationalité  
implicite  
assinat.

M. Rajab  
teur durant  
nent rejeté  
mes et dé-  
dats libyens  
e légitimité  
Djamaa, il  
Habré et sa  
de l'instabi-  
but états de  
ile », ce qui  
le milliers -  
efuge en Li-

10  
BATTU  
URISME  
DENTAL

ndant :

publication,  
communiqué  
nçant la dé-  
in homme de  
et les débris  
ses forces.  
In, le 21 jan-  
ystère sur Li-  
ne plus tôt,  
l'équipage de  
ait le rallie  
stinct: du ral-  
ger-Dakar.

asé quelque  
décollé de  
illa-Cineros.  
Ce port de pa-  
de l'ancienne  
uns le sud du  
ar son propre  
t de ceux dé-  
plus au nord,  
anoncé à plu-  
ombats dans  
res semaines  
a destruction  
OV-10, le

du Polisario  
la première  
ires sont vi-  
san dans sa  
uple ». La se-  
npe d'un per-  
bjetifs d'ex-  
mique ou  
aisant croire  
irement cer-  
ays ».

que l'avion  
aux appa-  
sée marocaine  
econnaissance  
si le commu-  
plicitement, il  
Sahraouis ont  
belge avec un  
demeurant, le  
rti du rappe-  
blisée en 1975  
inger. Celle-ci  
l'ensemble  
SD, y compris  
x. constituent

ÉRIVIÈRE.



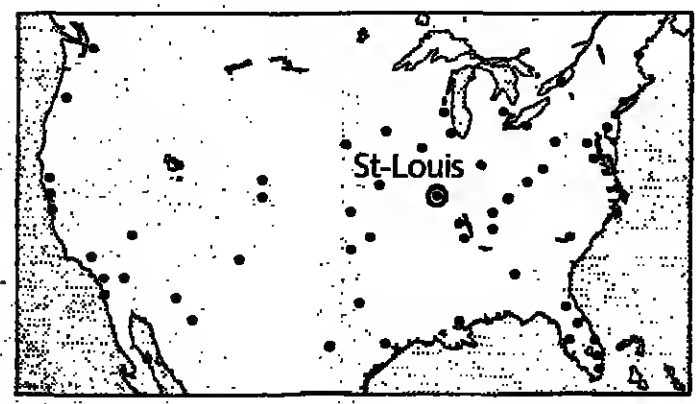
THE UNIVERSITY OF JORDAN  
LIBRARY  
SERIALS No 51625  
DATE 30 APR 1985

**Offre exceptionnelle  
jusqu'au 28 février:  
8 villes U.S. pour 999 F  
du 29 avril au 29 octobre.**

Vous cherchez une affaire en or pour visiter les Etats-Unis? La voici! Du 1<sup>er</sup> au 28 février 1985, TWA vous offre l'occasion rêvée. Il vous suffit d'acheter votre billet transatlantique TWA aller-retour St-Louis, pour pouvoir bénéficier du Twairpass à 999 F.

Sous réserve d'approbation gouvernementale.

Après, vous êtes libre de partir à la conquête de l'Amérique entre le 29 avril et le 29 octobre.



Avec ce Twairpass, vous visitez jusqu'à 8 villes U.S. au choix parmi les 60 destinations desservies par TWA au départ de St-Louis. Vous profitez sur ses vols intérieurs du même service parfait que sur ses vols transatlantiques.

Choisissez votre itinéraire idéal en tenant compte des horaires TWA. En un seul voyage TWA vous offre tous les Etats-Unis. Ça c'est l'Amérique!

Allez vite voir votre agent de voyages ou TWA.

Validité du billet: 45 jours à partir du départ.

**TWA ouvre la voie vers les USA.**





# politique

## LA CRISE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

- Le scrutin d'autodétermination est prévu « autour du 1<sup>er</sup> juillet »
- M. Ukeiwé réclame le départ de M. Pisani

Le rapport définitif de M. Edgar Pisani sera à Paris « vers le 15 mars », a affirmé mercredi 30 janvier dans un entretien accordé à TF 1 le haut commissaire. M. Pisani estime que le scrutin d'autodétermination aura lieu « autour du 1<sup>er</sup> juillet ». « Je crois qu'il aura lieu, a-t-il dit. Ce sera autour d'une idée du type de celles que j'ai articulées que les choses se passeront. »

Dans cet entretien, M. Pisani a d'autre part reconnu « le rôle incontournable » du discours de M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, la semaine dernière au Sénat. « A bien des égards, il dit la même chose que moi, mais en sens inverse. Les problèmes essentiels ne sont pas abordés dans son discours, mais la balle lancée par M. Ukeiwé peut provoquer des échos et des recherches qui peuvent être utiles dans l'élaboration du projet politique. »

M. Pisani estime toutefois que la proposition de M. Ukeiwé « est incompatible avec la Constitution française, qui ne prévoit pas de collectivités territoriales avec un tel degré d'autonomie. »

C'est donc un rapport provisoire que le député du gouvernement, M. Pisani, a fait parvenir mercredi 30 janvier dans les délais convenus (il devait le faire avant le 1<sup>er</sup> février) au président de la République et au premier ministre. Ce rapport résume les conclusions qu'il tire des consultations menées avec les représentants politiques et socio-professionnels du territoire après la présentation de son plan, le 7 janvier dernier. Cette première présentation était, selon les termes de M. Pisani, « à la fois une proposition et une provocation. »

Aucune indication n'a été donnée à Nouméa sur le contenu du document. A Paris, où règne la même discrétion, on insiste dans l'entou-

rage du député du gouvernement sur le caractère non définitif de cette version amendée du plan, qualifiée d'« intermédiaire ».

### Le plan Pisani revu et corrigé

Outre le droit de regard et d'appréciation sur la suite à donner à ces propositions, qui appartient à MM. Mitterrand et Fabius, l'impossibilité où s'est trouvé M. Pisani de rencontrer tous les interlocuteurs possibles ces derniers temps explique cette prudence à propos de la destinée du plan Pisani revu et corrigé.

La présence à Paris de M. Ukeiwé et de M. Jean-Marie Tjibaou, responsable du FLNKS, a en effet privé M. Pisani de deux interlocuteurs de poids. M. Pisani va maintenant reprendre ses entretiens pendant un mois.

M. Ukeiwé demeure pour le moment à Paris, en principe jusqu'au mercredi 6 février. Il refuse du reste toujours publiquement tout dialogue avec le haut commissaire, mais souhaite être reçu par le chef de l'Etat, à qui il a demandé audience. M. Pisani, a expliqué en outre M. Ukeiwé mercredi 30 janvier, au cours d'une conférence de presse au Sénat, doit rentrer en France. Toute discussion avec le député du gouvernement est, selon lui, « impossible ».

Vingt-quatre heures avant M. Ukeiwé, M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, avait tenu des propos analogues : « Il est temps de rapatrier M. Pisani et de tenir compte des réalités calédoniennes qui trouvent leur expression dans le plan de M. Dick Ukeiwé. » Le bureau du groupe RPR a, d'autre part, approuvé à l'unanimité le plan du

chef du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie.

M. Ukeiwé a participé ou doit assister avant son départ à des réunions publiques à Valenciennes, Bordeaux, Nîmes, Brest et Paris.

M. Tjibaou a quitté la métropole mercredi 30 janvier dans la soirée, après un séjour parisien d'une semaine surtout utilisé à transmettre son message indépendantiste par médias interposés, tandis que les personnalités de l'opposition refusaient catégoriquement tout dialogue avec lui.

« Homme de paix, ouvert au dialogue », comme il se définit lui-même, convaincu que son mouvement « n'avait aucune raison d'engager de nouvelles actions sur le terrain », M. Tjibaou n'a pu que constater, de Paris, des signes d'impénitence et de volonté de passage à l'action violente renouant en Nouvelle-Calédonie chez certains militants du FLNKS, comme en témoigne l'attaque récente d'Euro-péens de l'île de Maré.

Pour le reste, le seul fait notable, nous signale notre correspondant, n'est la découverte, mercredi, par la gendarmerie d'une nouvelle détérioration de matériel minier sur le site de Poro (commune de Houailou, sur la côte est de la Grande-Terre), en somme depuis mars 1983. Surtout dans la localité de Pouébo (nord de la côte est), des familles de calédoniens ont été informées par le comité local du FLNKS des conditions à remplir pour rester sur la commune; prendre contact avec l'Office foncier pour lui vendre leurs biens.

### M. Tjibaou : « manœuvre »

Dans un entretien publié par le quotidien *Libération*, M. Tjibaou estime que la proposition, restée

sans suite, de rencontre formelle par M. Ukeiwé n'est qu'une « manœuvre par rapport à l'option ». Du plan Pisani, M. Tjibaou dit : « Nous ne nous y opposons pas. C'est déjà un beau cadeau, non ? »

A la question : « Si le référendum avait lieu demain, y participeriez-vous ? » M. Tjibaou répond : « Ça n'a pas de sens. Demandez-moi plutôt si je suis pour le suicide de mon peuple. »

A Paris, des parlementaires du Parti républicain se sont réunis, mercredi, au Sénat, afin d'élaborer sous la direction de M. François Léotard, secrétaire général, une stratégie de soutien actif aux récentes propositions de M. Ukeiwé. Les instances du PR devraient préciser, samedi 2 février, la nature de ce soutien.

Enfin, selon un sondage réalisé par BVA pour l'*hebdomadaire Paris-Match*, du 25 au 28 janvier en Nouvelle-Calédonie auprès de 640 personnes, conformément à l'équilibre des diverses communautés, 66 % des Néo-Calédoniens interrogés choisiraient le maintien dans la République française et 25 % l'indépendance-association, si un référendum leur proposait ce choix. L'idée de l'indépendance-association suscite un rejet massif chez les Européens (90 % y sont hostiles) et recueille une courte majorité chez les Mélanésiens (52 % contre 34 % en faveur du maintien dans la France). Dans les autres communautés, 81 % sont favorables au maintien dans la République, 62 % des personnes interrogées sont hostiles au plan Pisani, contre 28 %. Mais une majorité — absolue ou relative — dans toutes les communautés pense que, « dans une dizaine d'années », la Nouvelle-Calédonie sera indépendante.

M. K.

## Le délégué du gouvernement avec les maires de brousse

De notre correspondant

Nouméa. — Le délégué du gouvernement, M. Edgar Pisani, a réuni jeudi 31 janvier à Koumac (nord-ouest de la Grande Terre), l'Association des maires. Sur les trente-deux communes du Territoire, seize étaient représentées. Les absents se comptent aussi bien du côté des maires indépendantistes que du RPR.

Durant toute la journée, élus locaux et administration ont échangé leurs points de vue sur différents aspects de la gestion des communes. Principal problème évoqué : le financement des municipalités. « Le statut foncier est tel (en Nouvelle-Calédonie) qu'on ne voit pas comment on pourrait instituer un impôt foncier nécessaire à la vie des communes », a dit M. Pisani, sans remettre en cause le statut foncier tout entier. Pour le délégué du gouvernement ce problème essentiel est à discuter avec les responsables politiques mais aussi les chefs com-

miers. Des consultations, a-t-il indiqué, sont prévues pour savoir comment il sera possible d'imaginer un impôt qui pourrait soit être assis sur la propriété foncière (ce qui pose un problème avec les réserves indiennes), soit sur l'exploitation du foncier.

Le deuxième grand sujet évoqué au cours de cette rencontre — que M. Pisani a voulu comme le symbole d'une reprise réelle et durable de la vie en brousse — a porté sur la rentrée scolaire et les problèmes d'encadrement qu'elle pose. Sur un total de mille enseignants environ, seuls une vingtaine de métropolitains ont souhaité quitter le territoire, mais un nombre plus important — le chiffre de cent quarante est avancé officiellement — d'enseignants du cadre local ont demandé leur changement d'affectation à l'intérieur du Territoire.

F. F.

## L'Assemblée de la Polynésie française adopte le projet d'alliance entre les deux territoires

De notre correspondant

Papeete. — L'Assemblée territoriale de la Polynésie française a adopté, jeudi 24 janvier, par dix-huit voix et six abstentions le projet de délibération habilitant le président du gouvernement polynésien à signer, prochainement à Nouméa, une alliance des deux territoires français du Pacifique. « Il existe entre les deux territoires une communauté d'intérêts fondée non seulement sur leur appartenance à la nation française, dont ils partagent la langue et la culture, mais aussi sur leur situation géographique et leur niveau de développement économique et social », déclare ce texte. L'alliance sera concrétisée par l'institution d'une conférence des présidents, d'une commission permanente composée de deux ministres ou deux conseillers territoriaux et d'un secrétariat commun. Enfin, divers comités techniques pourront être créés pour approfondir l'étude de problèmes particuliers. Une disposition prévoit que le territoire de Wallis-et-Futuna pourra également adhérer à la convention. Le protocole sera signé à Nouméa par les présidents Gaston Flosse et Dick Ukeiwé, dès que l'Assemblée territo-

riale de Nouvelle-Calédonie l'aura aussi adopté.

Aucun membre de l'opposition n'a approuvé le texte. M. Jacky Drotier, du Mana (socialiste et indépendantiste), a accusé le président du gouvernement, M. Flosse, d'être « la cause de résonance du RPR » en Polynésie. « Ce texte, a-t-il dit, est une provocation contre le gouvernement français qui vous soutient financièrement, et contre la population polynésienne. » Il a demandé à M. Flosse pourquoi il n'avait pas proposé cet accord il y a deux ans, quand M. Jean-Marie Tjibaou était à la tête du gouvernement calédonien. M. Flosse lui a répondu que l'ancien statut n'autorisait pas le territoire à conclure des conventions avec d'autres pays.

Depuis deux mois, M. Flosse jette ainsi le poids de son autorité dans le débat calédonien avec une détermination qui a surpris tous ses adversaires politiques, ses prises de position dépassant même souvent en fermeté celles du gouvernement calédonien lui-même.

JEAN SCENLA.

## Un sondage contesté

De notre correspondant

Largement commenté jeudi 31 janvier à Nouméa, le sondage réalisé par l'Institut BVA pour *Paris-Match* a suscité provoqué d'amples interrogations.

Les conditions de ce sondage, les particularités extrêmes qu'il doit intégrer doivent inciter à la prudence quant à l'interprétation des résultats. Sur place, les spécialistes estiment que la faiblesse de l'échantillon entraîne déjà une marge d'erreur de l'ordre de 15 %. Pour toutes les études qu'il est amené à effectuer en Nouvelle-Calédonie, l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) se fonde sur un « panel » de deux mille personnes, en prenant de grandes précautions sur la réelle représentativité des différentes composantes de la population calédonienne.

La Nouvelle-Calédonie n'est certes pas une région facile pour les sondages. Les enquêtes sont fréquemment conduites,

avant de commencer le travail, à « faire la courtoisie », — dans un langage d'argent ou d'objets — avec le conseil des anciens, afin d'être sûr d'enquêter avec le meilleur accueil possible de la part des familles canaques.

Il apparaît que la difficulté de pénétration des tribus les plus radicales a été écartée dans le cas présent tout comme ont été sélectionnées les zones géographiques les plus accessibles, que ce soit en milieu canaque ou en milieu calédoche, dont les propriétés sont parfois très isolées.

Enfin les statisticiens opérant en Nouvelle-Calédonie tiennent compte du caractère elliptique de la pensée mélanésienne, dont l'incidence sur les réponses à un sondage d'opinion peut influer sur la sincérité des propos.

M. Pisani souligne que ce sondage était « scientifiquement incertain ».

FREDERIC FILLOUX.

● Le FLNKS accuse les forces de l'ordre de s'être livrées à des services sur cinq de ses militants, nous indique notre envoyé spécial Alain Rollat. Selon l'état-major indépendantiste, deux des compagnons d'Elol Machoro arrêtés après la mort du « chef de guerre » du FLNKS auraient été « passés à tabac » dans une caserne de Nouméa « pour leur faire dire qu'ils avaient tiré sur les gendarmes mobiles... ». Trois autres militants indépendantistes interpellés après le sabotage de la mine de Kousou, auraient été maltraités.

● Le procureur de la République à Nouméa, M. Jacques Gauthier, a affirmé mardi 29 janvier qu'« aucune persécution ni incrimination n'a été envisagée » en ce qui concerne M. Thierry Desjardins, envoyé spécial du *Figaro* en Nouvelle-Calédonie, après la publication dans ce journal de la transcription de documents prétendument trouvés sur le corps d'Elol Machoro. « M. Desjardins, entendu en qualité de témoin, a déclaré qu'il avait fait disparaître les deux feuillets remis sous forme de photocopies par son informateur, et a refusé de décrire l'identité de ce dernier », précise le procureur.

### LE SKI DE FOND A FOND AU CASTEL BLANC

Dans le Jura, à trois heures de Paris, vous trouverez un hôtel-chalet chaleureux où tout est sur place pour satisfaire les besoins nordiques les plus exigeants et répondre les plus fatigues : — une nature intacte avec des pistes inépuisables ; — des masures, un refuge privé, un sauna, un magnif. de location ; — une cuisine adaptée avec petits déjeuners caloriques et petits repas. Sur demande, une documentation sur nos services. LE CASTEL BLANC, CHATELAIN, 28240 MOUTHE. Tél. (01) 85-24-58.

### STERN

GRAVEUR depuis 1841

Pour votre Société papiers à lettres et imprimés de haute qualité

Le prestige d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux : 47, Passage des Panoramas 75002 PARIS

Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

### FRANÇOIS GOGUEL ALFRED GROSSER

La politique en France

« Un classique mis à jour et entièrement refondu. »

ARMAND COLIN

## MAITRISE de L'ENERGIE

### RECHERCHE les clés de la maîtrise

En raison d'une inversion des pages 3 et 4 de la lettre mensuelle de l'AFME parue dans le MONDE du mercredi 30 janvier, une nouvelle parution de cette lettre aura lieu le mercredi 6 daté 7 février

■ Entretien avec Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie

■ Les recherches en cours : les échangeurs de chaleur, la biotechnologie, le stockage électrochimique, la géothermie profonde, les céramiques, le verre peu émissif.

(Publicité)

### PAPETERIES NAVARRE TRANSFORMATION S.A.

Les Papeteries Navarre Transformation S.A. poursuivent actuellement les pourparlers avec les partenaires intéressés à la continuité de la société.

Le Maire de ROANNE a confirmé la volonté des pouvoirs publics et des autorités locales de favoriser une telle orientation pour aboutir à une solution industrielle durable et aussi satisfaisante que possible sur le plan économique et social.

Pour sa part, le Président Directeur Général de P.N.T. considère qu'un accord pourrait être trouvé dans les délais qui permettraient, au-delà de la présence de P.N.T. au SIPPA, la continuité industrielle de l'entreprise.

ROANNE, le 29 Janvier 1985

Le Président Directeur Général de P.N.T.

## TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX PARIS 345.21.62

## L'événement du samedi... UN JOURNAL FINANCIÉ UNIQUEMENT PAR SES LECTEURS

Une idée neuve qui a déjà 43 ans

## Témoignage Chrétien

En vente en kiosque, dans les gares et les Maisons de la presse et 49 faubourg Poissonnière — 75009 Paris

samedi 9 février 1985

Un nouveau bond en avant!

LES DOSSIERS EUROPE 1

JEAN SERGE KLARSFEL JACQUES VERGE TIVES JOUFFA P. DANS "DEC

501 من الامم



صلى الله عليه وسلم

## Le débat au sein de l'opposition

L'appel à une rencontre au sommet des chefs de file de l'opposition, lancé lundi 28 janvier par MM. Giscard d'Estaing et Chirac, puis l'interview de M. Raymond Barre - ou à l'inverse, mais « sans spectacle, sans gadgets et sans arrière-pensées » - publiée le lendemain par France-Soir ont relancé le débat sur le comportement de l'opposition avant les élections législatives et, en cas de victoire, après 1986.

A M. Chirac, partisan d'une cohabitation électorale entre une majorité de droite et M. Mitterrand, M. Barre répond : « Ce ne sont pas les partis politiques qui déterminent le programme du gouvernement ; c'est le président de la République. » M. Bernard Pons, ancien secrétaire général du RPR, estime pour sa part que M. Chirac sera « condamné à accepter de devenir premier ministre » de M. Mitterrand au lendemain du succès de l'opposition. Selon lui, le président de la République devra

nommer premier ministre le responsable du parti qui disposera du groupe parlementaire le plus important. M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, affirme que M. Mitterrand devra s'en aller si l'opposition remporte une « victoire cinglante ». En revanche, si le succès n'est pas « si net », M. Mitterrand devra permettre à la nouvelle majorité d'appliquer sa politique et, dans ce cas, il n'est pas « souhaitable de rechercher l'épreuve de force pour le faire partir ».

Les appels à l'union lancés par MM. Giscard d'Estaing et Chirac en direction de M. Barre continuent d'être interprétés par certains amis de ce dernier comme des opérations destinées à l'isoler ou à le priver de moyens d'expression. M. Simone Vell ne paraît pas de cet avis et ne partage pas l'opinion émise par M. Chirac selon laquelle M. Barre pourrait « gêner » l'union. « La compétition entre des hommes est normale, estime-t-elle, et ne fait pas obstacle à l'union ».

### DANS UNE INTERVIEW A « FRANCE-SOIR »

## M. Barre souhaite l'union « sans gadgets et sans uniformité »

Dans l'interview qu'il a accordée à France-Soir du mercredi 30 janvier, M. Raymond Barre déclare notamment : « Si, pour 1986, le gouvernement abaisse les impôts et si, simultanément, il réduit les déficits publics, je serai le premier à applaudir. S'il abaisse les impôts en aggravant les déficits publics, alors il n'aura fait qu'une coûteuse opération électorale. »

M. Barre ajoute : « Le problème de notre endettement extérieur est, avec celui des déficits publics, le plus grave que nous ayons jamais connu depuis le début de la 4<sup>e</sup> République. La France est devenue le deuxième emprunteur mondial, derrière les États-Unis. La charge de remboursement atteindra de 120 à 150 milliards de francs en 1988 selon les prévisions. Avec un tel boulet, les Français seront contraints pendant de nombreuses années de restreindre leur niveau de vie pour que la France soit en état de faire face à ces échéances. (...) La politique qui conduira la France au renouveau et au progrès doit reposer à mon avis sur quatre piliers : le rétablissement durable des équilibres économiques ; l'élimination des artifices qui masquent la réalité économique ; la restauration du goût du travail et de l'esprit d'entreprise ; la formation des hommes. »

« Si nous voulons engager rapidement la lutte contre le chômage et rendre à l'économie sa vitalité, il y a à mon avis une méthode et une seule à libérer l'entreprise, libérer le travail. »

### Pour « l'alternance totale »

Le député du Rhône, évoquant les propositions de l'opposition, déclare : « Peut-on faire croire aux Français que, grâce à l'alternance, ils pourront obtenir une large satisfaction de leurs aspirations, surtout si l'action gouvernementale est dominée par l'échec à deux ans d'une élection présidentielle ? Sans doute, deux ans de plus seront perdus pour la France ! On ne peut séparer économie et politique. C'est l'alternance totale - et non une demi-alternance - qui créera le contexte politique et le climat psychologique favorable à l'effort des Français. Il importe d'éviter les positions et promesses excessives qui ne trompent personne et qui obligent parfois certains électeurs de programmes à battre, précipitamment en retraite. Quant à un programme de gouvernement, libre aux aspirants au poste de premier ministre de le faire ! Mais je rappelle que, sous la 4<sup>e</sup> République, ce ne sont pas les parties politiques qui déterminent le programme du gouvernement. C'est le président de la République qui donne les directives d'ensemble conformes au programme sur lequel il a été élu, le premier ministre et le gouvernement qui les mettent en œuvre avec le

soutien de la majorité parlementaire qu'il les soutient. Dernière observation : ce n'est pas un programme qui crée la confiance, c'est la crédibilité des hommes qui incite les électeurs à leur faire confiance.

Mais, laissons cela. Je souhaite l'union dans le pluralisme et la loyauté, l'union sans spectacle et sans gadgets, l'union sans arrière-pensées. Mais je ne me laisserai pas



Dessin de PLANTU.

pour mettre en œuvre les principes qu'il incarne et la politique nécessaire au pays.

L'ancien premier ministre précise son rôle pour les élections législatives de 1986 : « Je participerai activement à la campagne. Je demanderai aux électeurs d'infirmer au pouvoir un désastre franc et massif qui ne laisse au président d'autre issue que de constater que le contrat de confiance entre le peuple et lui, est rompu et qu'il doit en tirer les conséquences. C'est notre seule chance d'éviter le retour à l'immobilisme politique et à la faiblesse de nos institutions. J'apporterai mon appui personnel aux candidats qui me le demanderont selon un principe très simple : je suis l'ami de mes amis et l'allié de mes alliés. »

Interrogé sur le rapprochement entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac, M. Barre répond : « J'observe les tentatives d'intimidation et d'intoxication à l'égard de ceux qui me témoignent une sympathie active. Tout cela n'est pas pour m'étonner ; tout cela est « microscopique » par essence et ne rencontre de ma part qu'une totale indifférence. L'opinion publique, pour sa part, jugera. Je continuerai à suivre la ligne de conduite que je me suis fixée depuis 1981 : indépendance, dignité, loyauté. Je m'abstiendrai de toute gesticulation médiatique et d'agitation en tous sens. »

Interrogé sur l'accusation selon laquelle il diviserait l'opposition par son attitude, M. Barre répond : « Depuis que je suis entré dans la vie politique active en 1976, quand ai-je été un diviseur ? Quand ai-je trahi qui que ce soit ? Je suis prêt à ouvrir, si besoin est, le dossier.

enfermer dans une uniformité et un monolithisme qui ne correspondent pas aux aspirations profondes des Français et qui risquent de conduire demain au succès de l'actuelle majorité. »

A propos de son éventuelle candidature à l'Elysée en 1988, il estime : « Le moment venu, s'il m'apparaît que je peux compter sur la confiance des Français et des Français, je prendrai ma décision. Je peux simplement vous dire aujourd'hui que les manœuvres ou les combinaisons en mon genre ne m'intimideront pas et ne me dissuaderont pas. »

M. Destrade (PS) : comportement menaçant. M. Jean-Pierre Destrade, porte-parole du PS, a estimé, mercredi 30 janvier, que « le comportement menaçant de certains leaders de la droite, dont M. Barre, commence à laisser l'opinion ». Au moment, souligne M. Destrade, où les résultats économiques du gouvernement « sont reconnus », y compris par des membres de l'opposition (...), M. Barre dénonce tout de go « l'héritage du socialisme à la française ». Pour M. Destrade, M. Barre « voudrait effacer le souvenir de l'échec total de sa politique ».

L'objectif de M. Barre, continue M. Destrade, est d'abord d'ordre électoral. C'est la compétition, à droite, avec Giscard d'Estaing et surtout avec Chirac qui dicte ses attitudes. « Ainsi, M. Barre, conclut M. Destrade, personne ne souhaite plus s'attarder aux jeux campagnards d'un politicien sans principes. »

## INDÉPENDANCE OU SOUMISSION A L'ÉTRANGER

## Le CERES propose à l'opposition une stratégie de « résistance » républicaine

Où est passé le CERES ? L'entrée de M. Jean-Pierre Chevènement dans le gouvernement de M. Laurent Fabius comme ministre de l'éducation nationale a eu pour effet de réduire l'expression publique de ce courant du PS. M. Chevènement et ses amis se contentent, maintenant, dans les instances du parti comme à l'extérieur (notamment à l'occasion de la discussion budgétaire), de « prendre date » avec une relative discrétion.

Ce demi-silence masque une activité interne importante. Le CERES est engagé dans une phase de réflexion qui devrait trouver son aboutissement avec un colloque au mois d'avril. La première réunion nationale de préparation a eu lieu au début du mois de janvier.

Cette réflexion politique sur le moyen et le long terme s'organise sur le thème suivant : la France et les socialistes doivent choisir entre l'intégration dans une « normalisation mondialiste » autour d'un axe nippo-américain et l'indépendance nationale. L'indépendance et la démocratie, selon le CERES, sont intimement liées : la perte de la première entraînerait la disparition de la seconde par transfert des centres réels de décision hors de l'Hexagone.

Dès lors les socialistes doivent procéder à un renversement de la hiérarchie de leurs objectifs. Le enjeu principal n'est plus entre la droite et la gauche, mais sépare ceux - de droite et de gauche - qui

veulent résister et défendre l'indépendance nationale et la démocratie - donc la République - et ceux qui choisissent, par intérêt, fatalisme ou aveuglement, de se « coucher ». Le CERES cherche donc à rallier à cette thèse une partie de la droite. Comme l'exprime un élu membre du CERES, « toute notre réflexion des années 70 s'est faite sous l'égide de la construction du socialisme. Aujourd'hui, nous la plaçons sous le signe de l'approfondissement des idéaux républicains et démocratiques. » La perspective est la « société mixte » dans laquelle l'Etat - notamment grâce à l'extension du secteur public industriel - peut tenir toute sa place dans l'affirmation économique et politique d'une France souveraine au milieu d'une Europe renforcée qui constituera elle-même un « front de résistance » essentiel.

Sur la base de ce « surcroît » français et européen, le CERES estime qu'un rassemblement qui dépasserait les frontières de la gauche est possible. Toute la question est de savoir si le PS peut en devenir la clé. C'est la préoccupation qu'exprime M. Chevènement, lorsqu'il souhaite que la gauche effectue une « révolution intellectuelle et morale » pour faire du Parti socialiste ce que le Parti radical a été à la III<sup>e</sup> République.

Les échecs du pouvoir socialiste, le poids toujours plus lourd de la

puissance « nippo-américaine », la rupture de l'union de la gauche et l'affaiblissement du PCF, l'idée qu'il n'existe pas en France de classe ou de groupe social qui puisse prétendre à une vocation « hégémonique », tous ces éléments montrent, pour le CERES, que s'ouvre, pour la France, une nouvelle période.

Cette réflexion ne va pas sans difficultés. Il importe d'abord, pour les amis de M. Chevènement, de faire passer le message selon lequel le parallèle fait avec le Parti radical de la III<sup>e</sup> République ne signifie pas que le PS doive se cantonner à la gestion, une fois réalisée une nouvelle « synthèse républicaine ». Il ne s'agit donc pas de renoncer à de nouvelles avancées sociales, conçues comme un prolongement des valeurs républicaines.

### Laboratoire d'idées

Reste aussi à attendre l'accueil que fera, d'abord la base du CERES, puis l'ensemble du PS à cette approche, encore que ces idées ne soient pas entièrement nouvelles.

Vis-à-vis du reste du parti, le CERES entend jouer de nouveau, à partir des thèses qui sortiront du colloque d'avril, le rôle de « laboratoire d'idées » du PS. La préparation du congrès, celle du nouveau « contrat » que les socialistes proposeront au pays en 1986, lui donneront autant d'occasions de développer ses thèmes.

Pour s'adresser à l'opinion, M. Chevènement a créé le club République moderne (le Monde du 27 janvier 1984), qui ne fait pas expressément référence au socialisme, et est largement tourné vers les non-socialistes, notamment les gaullistes. République moderne a pour vocation de donner des formes concrètes, dans chaque secteur de la société, aux idées exposées par M. Chevènement dans le manifeste qu'il y a un an, annonçant la création de ce club et les premiers « cahiers » de République moderne devraient voir le jour vers le mois de juin prochain.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

### LES RÉFLEXIONS DE M. LAIGNEL

M. André Laignel, membre du secrétariat national du PS et député de l'Iodre, a diffusé, mercredi 30 janvier, le premier texte émanant du club République moderne, dont il est le fondateur (le Monde du 12 décembre 1984).

Les réflexions de ce groupe s'orientent autour de deux axes : « La relance sélective de l'économie pour l'emploi ; la réforme de la fiscalité » et de quatre réformes : « Suppression des cumuls emploi-retraite au-delà de deux fois le SMIC ; liberté d'adhésion aux ordres professionnels ; réforme de la taxe d'apprentissage pour donner toute sa place à l'enseignement technique public ; réduction par étapes du service militaire, la première étape pouvant être à dix mois. »

Il s'agit, pour M. Laignel, par « la réflexion et l'action », de faire avancer ces différents points « aussi rapidement que possible » - avant 1986 - afin de « remobiliser la gauche ».

Selon M. Laignel, le club République moderne compte 250 à 300 membres, dont près d'une trentaine de parlementaires, et « plusieurs dizaines » de hauts fonctionnaires et de membres de cabinets ministériels, qui en tant que tels garderoient l'anonymat, ainsi que de nombreux syndicalistes.

## M. Jean Poperen : l'objectif du PC est de « renverser le gouvernement »

Synthèse-Flash, le bulletin de M. Jean Poperen, numéro deux du PS, écrit, dans son numéro daté 29 janvier que le « choix stratégique » du PCF « est clair » et « vise un double objectif : d'une part, affaiblir, coaler le Parti socialiste (...) d'autre part aboutir au renversement du gouvernement à direction socialiste, quelques puissent être les conséquences sur les travailleurs, dans l'espoir que le PC retrouvera alors sa fonction tribunaire d'opposant dans une France livrée à la droite. »

A propos de l'attitude du PC pour les cantonales, M. Poperen estime qu'il « ne rejetera sans doute pas le principe du désistement, mais en ne mobilisant pas ses électeurs il facilitera la victoire de la droite, y compris dès le premier tour ». M. Poperen déclare qu'à l'issue des travaux du congrès du PC, les socialistes sauront « si leur parti (...) va de-

meurer ou non à lui seul le pôle de rassemblement de tous ceux qui veulent empêcher le retour de la droite au pouvoir ». Pour M. Poperen, le socialiste « entend bien ne pas rester l'arme au pied dans le combat pour l'union qu'ils vont poursuivre ».

M. Poperen note à ce propos, dans le numéro daté 8 février de l'hebdomadaire Paris-Match, que « sur le terrain, la masse des électeurs et des militants communistes, même s'ils sont critiques à l'égard du gouvernement, n'imaginent pas l'avenir hors de l'union de la gauche ».

Par ailleurs, M. Poperen, dans la même interview à Paris-Match, écrit à propos de M. Michel Rocard et de ses amis : « autant je trouve légitime et sain qu'ils développent leurs idées (...) autant je pense qu'il ne serait pas bon que leurs idées dirigent le Parti socialiste. »

### Propos et débats

#### PCF : le cynisme de M. Fabius

Les socialistes concluent une politique « en faveur du capital », recherchent « le consensus de la « fatalité » de la crise » et poussent « avec le CNPF à la résignation et à la collaboration de classe », affirme M. Gaston Plessonnier, secrétaire du comité central du PCF dans l'Humanité Dimanche. Le quotidien l'Humanité accuse pour sa part M. Fabius de « cynisme » parce que le premier ministre a affirmé, jeudi dans son émission mensuelle « Parlons France » que le niveau de vie augmentait lorsque les prix baissent.

#### M. Bérégovoy : mince

Le programme de M. Chirac est « mince », estime M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, s'il s'agit seulement de rassembler « autour d'une table » MM. Giscard d'Estaing, Barre et Lemaire. M. Bérégovoy pense que « les Français ne voudront pas la restauration du passé ».

#### PSU : M. Le Scornet secrétaire national

M. Jean-Claude Le Scornet a été confirmé dans ses fonctions de secrétaire national du PSU par la direction nationale de ce parti, réunie samedi 26 et dimanche 27 janvier. M. Le Scornet a obtenu trente-trois voix. Le courant Bouchardou vingt et une et le courant Salvator, quinze voix. M. Le Scornet a rappelé que « le PSU veut rester un parti autonome par rapport au gouvernement ».

# LES DOSSIERS d'EUROPE 1

## FAUT-IL BRÛLER KLAUS BARBIE ?

JEAN-PIERRE ELKABBACH RECEVRA

- SERGE KLARSFELD
- JACQUES VERGÈS (Avocat de Klaus Barbie)
- YVES JOUFFA (Président de la Ligue des Droits de l'Homme)

DANS "DÉCOUVERTES" CE SOIR A PARTIR DE 18 H.

Tivez en

# EUROPE 1

Ent se

il indi-  
com-  
un  
sur  
ui pose  
s méla-  
tion du

évoqué  
- que  
le sym-  
durable  
é sur la  
bibliothé-  
Sur un  
niveau,  
supplé-  
impor-  
parante  
d'ensem-  
blément  
ation à

F. F.

ritoures

nie l'aura

opposition  
M. Jacky  
cialiste et  
é le prési-  
M. Flosse,  
manche du  
s texte, a-  
n contre le  
ci vous  
contre la  
e. » Il a  
outroué il  
cord il y a  
Marie Tji-  
vernement  
a répondu  
risait pas  
les conventions

Flosse jette  
rité dans le  
se détermi-  
s adver-  
se de pos-  
souvent en  
vernement

CEMLA.

gile

erche  
ours :  
leur.

aique.

uivent  
ressés  
uvoirs  
urable  
mique

J.T.  
es  
prise.  
1985  
P.N.T.

GÉ  
21.62



# POLITIQUE

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES DANS LE VAL-DE-MARNE La désunion de la gauche serait « suicidaire »

estiment les socialistes

C'est une gauche bien déunie qui se présentera aux élections cantonales du Val-de-Marne le 10 mars prochain. Vendredi 25 janvier, communistes et socialistes se sont succédés dans la salle du conseil général à Créteil pour présenter leurs candidats.

M. Jean-Claude Lefort, secrétaire fédéral du Val-de-Marne et membre du comité central du PCF, s'est montré particulièrement dur pour les socialistes, qui sont pourtant des alliés indispensables au sein de l'actuelle majorité du conseil général : « La situation du Val-de-Marne ne pourra pas s'abstraire de la situation nationale. Il y a dans notre département quarante-huit mille sans emploi, dont 36 % de

De notre correspondant

jeunes. On peut comprendre la déstabilisation de ceux qui attendaient le changement de 1981. Il fut un temps où, à nos côtés, on évoquait la rupture avec le capitalisme. Aujourd'hui, ces temps sont révolus, on essaie de fêter le trouble en parlant de gouvernement de gauche et de politique de gauche, mais maintenant la politique est socialiste et le gouvernement est socialiste. Il faut appeler un chat un chat. »

Pour M. Roger Grevoil, président du groupe communiste au conseil général, le bilan que les conseillers communistes ont à présenter est positif : « Nous avons fait ce que

nous nous étions engagés à faire ». Il cite notamment l'emploi (« 1,5 milliard de centimes ont été dégagés pour relancer l'activité »), les conditions de vie (« les dépenses par habitant pour la famille en font dans ce domaine le premier département français ») et la jeunesse. Toute la stratégie du Parti communiste est là : se démarquer le plus possible du Parti socialiste et s'appuyer sur un bilan.

Les socialistes eux aussi comptent bien s'appuyer sur les réalisations des années précédentes pour résister à la poussée de l'opposition et tenter d'obtenir une représentation plus en rapport avec leur audience électorale. M. Patrick Sève, premier secrétaire de la fédération du Val-de-Marne du Parti socialiste, souligne : « Avec environ le quart des suffrages, nous n'avons que le huitième des sièges. Avec un score électoral voisin, le Parti socialiste dispose de trois fois moins de conseillers généraux que le Parti communiste. » Le but est clair : gagner de nouveaux cantons et le soir du 17 mars « être en position de gagner la présidence ». Dans ce cas, il paraît peu probable (1), M. Laurent Cathala, conseiller général sortant et maire de Créteil, s'il était réélu dans son canton, serait candidat. Pour arriver à ses fins, le PS semble compter plus sur les divisions de l'adversaire (l'Union RPR-UDF sera attaquée sur sa droite par le Front national et les candidats du Mouvement villageois du maire de Saint-Maur, M. Jean-Louis Beaumont) que sur ses propres forces. Sa stratégie est simple : agiter le spectre de l'extrême droite et à gauche bien difficile. A M. Sève (PS) qui se prononce pour le « soutien au candidat de gauche le mieux placé au deuxième tour », M. Lefort répond sèchement, comme en écho : « Nous verrons cela en temps utile. » Ce qui fait dire au responsable socialiste : « Nous regrettons vivement que le Parti communiste français refuse actuellement de se prononcer d'autant qu'un comportement (de désunion) serait suicidaire dans le Val-de-Marne. »

FRANCIS GOUGE.

(1) Le conseil général du Val-de-Marne est présidé par M. Michel Gerard (PCF). Il comprend actuellement 39 membres (16 PCF ; 5 PS ; 18 conseillers d'opposition).

## Une nouvelle vague du découpage cantonal

Le Journal officiel du 30 janvier a publié une nouvelle série de décrets portant modifications et créations de cantons dans sept départements. Vingt cantons sont créés : six dans les Alpes-de-Haute-Provence et la Corse ; trois dans la Loire-Atlantique et en Guyane ; six dans la Charente-Maritime et en Guadeloupe. Deux cantons (un dans les Alpes-de-Haute-Provence et un en Guadeloupe) sont supprimés. On compte donc dix-huit cantons supplémentaires.

Cette série de décrets est la cinquième. La première liste créant cinquante-deux cantons et en supprimant un, dans vingt et un départements, a été publiée dans le Journal officiel du 30 décembre (le Monde du 3 janvier) ; la deuxième, créant quatorze cantons, et concernant sept départements a été publiée dans le Journal officiel du 23 janvier ; la troisième, créant treize cantons et concernant cinq départements a été publiée, dans le Journal officiel du 24 janvier ; la quatrième, relative à la création de sept cantons dans l'Aisne, a été publiée dans le Journal officiel du 25 janvier (le Monde du 27-28 janvier).

An total, depuis la première vague, on compte jusqu'à présent cent trois cantons supplémentaires.

● **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** : le canton d'Allos est supprimé. Les limites des cantons de Digne-Est et Digne-Ouest sont modifiées. Trois cantons (Manoque-Nord ; Manoque-Sud-Est ; Manoque-Sud-Ouest) remplacent les deux cantons de Manoque-Nord et Manoque-Sud.

● **CHARENTE-MARITIME** : Six cantons sont créés. Les cantons de La Rochelle-I, II, III, IV, V et VI sont remplacés par dix cantons : La Rochelle-I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX et X. Les deux cantons de Rochefort-Nord et Rochefort-Sud sont remplacés par trois cantons : Rochefort-Centre, Rochefort-Sud et Rochefort-Nord. Les deux cantons de Saintes-Nord et Saintes-Sud sont remplacés par trois cantons : Saintes-Est ; Saintes-Nord ; Saintes-Ouest.

● **CORREZE** : le canton d'Ussel est scindé et donne naissance à deux cantons : Ussel-Ouest et Ussel-Est. Les limites des cantons de Brive-Sud-Ouest et Brive-Nord-Ouest sont modifiées sans qu'aucun canton supplémentaire ne soit créé.

● **LOIRE-ATLANTIQUE** : trois cantons supplémentaires sont créés : Vertou-Vignoble, par modification du canton de Vertou ; La Baule-Escoublon, par modification du canton de Guérande ; Nantes-XI, par modification du canton de Nantes-V.

Les limites des cantons de Saint-Nazaire-Centre et Saint-Nazaire-Ouest, d'une part, de Nantes-VI et VII, d'autre part, sont modifiées.

● **GUADELOUPE** : cinq cantons - Les Abymes-I, II, III, IV, V - remplacent les cantons des Abymes-I et II. Le canton de Capesterre-Belle-Eau est scindé et donne naissance à deux cantons (Capesterre-Belle-Eau-I et II). Le

canton de Gosier est également scindé en Gosier-I et Gosier-II. Il est créé le canton de Goyave par modification du canton de Petit-Bourg et le canton de Gourbeyre par modification du canton de Saint-Claude. Un des quatre cantons de Pointe-à-Pitre est supprimé.

● **GUYANE** : les quatre cantons de Cayenne-Nord-Ouest, Cayenne-Nord-Est, Cayenne-Sud-Est et Cayenne-Sud-Ouest sont remplacés par six cantons : Cayenne-Nord-Ouest, Cayenne-Nord-Est, Cayenne-Sud-Ouest, Cayenne-Centre, Cayenne-Sud et Cayenne-Sud-Est. Le canton de Rémire-Montjoly-Matoury est scindé et donne naissance à deux cantons : Rémire-Montjoly et Matoury.

● **INDRE** : aucun canton supplémentaire n'est créé, mais les limites des cantons de Châteaurenault-Ouest, Centre, Sud-Est, d'Ardenes, de Lezou, d'Issoudun-Nord et Sud sont modifiées.

## MORT DE JEAN DESHORS ANCIEN DÉPUTÉ INDÉPENDANT PAYSAN DE LA HAUTE-LOIRE

M. Jean Deshors, ancien député indépendant paysan de la Haute-Loire, est décédé le 22 janvier.

[Né en 1901, à Blanzac (Haute-Loire), il milita dans les années 30 pour la mise en place des mutualités agricoles dans les communes, avant de devenir, de 1952 à 1967, président de la chambre d'agriculture de la Haute-Loire. Candidat malheureux aux élections législatives de 1936, il avait été élu à la constitution de 1945. Il était resté député du groupe indépendant paysan jusqu'en 1962, hormis une courte interruption de deux ans. Il fut aussi, dès 1928, conseiller municipal de Blanzac, dont il fut maire de 1933 à 1949, et conseiller général du canton de Saint-Paulien de 1949 à 1967.]

RECTIFICATIF. - Dans l'article de Jean Malaurie publié dans nos éditions datées 20-21 janvier, il fallait lire, à la fin de l'avant-dernier paragraphe : « C'est en vain que les écologistes annoncent la pollution dramatique des mers et des océans, la montée du SO<sub>2</sub> » et non CO comme nous l'avons imprimé par erreur.

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 30 janvier sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

### L'AMÉNAGEMENT DES AIDES AU LOGEMENT

Le ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant aménagement d'aides au logement.

Ce projet comprend celles des dispositions arrêtées au conseil des ministres du 23 janvier dernier pour soutenir l'activité et l'emploi dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, qui relèvent du domaine législatif :

- Relèvement des plafonds des réductions d'impôts relatives aux intérêts des emprunts immobiliers et aux travaux d'économie d'énergie ;

- Extension des prêts d'épargne-logement à l'acquisition d'une résidence secondaire, lorsque l'intéressé ne bénéficie pas d'un tel prêt pour une résidence principale.

### LE DÉVELOPPEMENT DES ÉCHANGES DE SERVICES

Madame le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur a présenté au conseil des ministres une communication sur le développement des exportations françaises de services.

Avec une balance des échanges excédentaires de près de 33 milliards de francs en 1983, la France est, dans ce secteur, appelée à connaître une forte croissance, un partenaire majeur du marché international.

Pour renforcer le potentiel français dans ce domaine, le gouvernement a décidé d'adapter aux diverses activités de services, en liaison avec les professions concernées, les procédures existantes de soutien au commerce courant et d'insertion à une politique dynamique d'implantation à l'étranger.

En outre, les mesures spécifiques suivantes ont été arrêtées :

1) **Ingénierie**. - Le Fonds industriel de modernisation fera de l'ingénierie un axe de développement privilégié ; le comité permanent des exportations d'ingénierie coordonnera l'action des différents ministères, notamment pour l'offre de pré-études à l'étranger ; pour faciliter l'émission des cautions à l'exportation, le fonds de garantie mis en place auprès de la Société française pour l'assurance du capital risque (SOFARIS) pourra intervenir au profit de l'ingénierie ; au programme sectoriel de recherche-

développement pour l'ingénierie sera élaboré.

2) **Assurances**. - Les entreprises d'assurances seront incitées à créer des structures d'accueil pour les risques internationaux.

- Les banques seront encouragées à promouvoir l'assurance française à l'occasion des opérations d'exportation.

3) **Transports**. - La France appuiera la démarche de normalisation internationale dans le domaine des transports terrestres.

- La mise en place de magasins francs dans les ports maritimes sera poursuivie.

4) **Télécommunications et services informatiques**. - La France veillera à maintenir, et si possible à améliorer, la compétitivité de ses tarifs internationaux de télécommunications et à développer ses capacités actuelles de transmission (satellite Telecom 1, câbles sous-marins de grandes capacités, réseau Transpac).

- Une action particulière sera entreprise pour le développement de la coopération et des exportations dans le domaine des services informatiques et des logiciels, où les entreprises françaises qui ont créé quinze mille emplois en cinq ans occupent déjà, avec un chiffre d'affaires de 13 milliards de francs, le troisième rang dans le monde.

5) **Industrie de la communication**. - La France cherchera à améliorer sa balance des paiements dans ce domaine par le développement des ventes de programmes et des systèmes français de satellites de diffusion.

6) **Distribution**. - Les entreprises françaises de distribution pourront bénéficier des prêts spéciaux à l'investissement pour l'exportation (PSI-export).

- Les pouvoirs publics soutiendront la création d'une structure commune aux fédérations professionnelles et aux chambres de commerce et d'industrie pour la promotion de la distribution, et notamment des enseignes françaises à l'étranger.

### LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE DU TOURISME

Le ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme a présenté au conseil des ministres une communication sur le développement des activités touristiques.

Ce secteur occupe une place très importante dans l'économie nationale (10 % du produit intérieur brut et 1,5 million d'emplois en 1984). Il est en pleine expansion sur un marché international très concurrentiel (27,7 milliards de francs d'excédent en 1984 contre 22,4 milliards de francs en 1983).

Les actions décidées par le gouvernement s'orientent dans deux directions :

1) **La promotion des produits touristiques français**. - Pour faciliter la prospection des marchés extérieurs et leur implantation à l'étranger, les entreprises touristiques bénéficieront désormais des procédures de soutien aux exportations : assurance, prospection, prêts spéciaux, déductions fiscales.

- Une meilleure promotion de l'image de la France à l'étranger sera recherchée par le développement de l'information touristique, par une campagne sur l'accueil et par la modernisation des services officiels du tourisme à l'étranger.

- La réglementation du chèque-vacances sera simplifiée et associée. Le principe de l'élargissement de sa diffusion a été retenu.

2) **La modernisation du secteur touristique**. - La modernisation du secteur hôtelier sera encouragée par des financements privilégiés, dans le cadre de l'enveloppe de 2,2 milliards de francs de prêts spéciaux à l'investissement au taux de 9,25 % concédés en 1985 au commerce et au tourisme.

- Le cadre législatif et réglementaire des activités touristiques sera adapté aux conditions économiques et sociales actuelles : simplification des normes de classement des hôtels, statut juridique de la multipropriété.

- L'accord collectif du 3 mai 1983 sur la durée du travail, qui prend en compte la spécificité de la profession hôtelière, sera étendu dans un délai de trois mois.

- Le ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, en liaison avec le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le délégué du premier ministre chargé des nouvelles formations, proposera un ensemble de mesures tendant à améliorer la formation initiale et continue.

### L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

Le secrétaire d'Etat chargé de l'énergie a présenté au conseil des ministres une communication sur l'indépendance énergétique.

Le taux d'indépendance énergétique de la France, qui était tombé à 22,5 % à la veille de la crise de l'énergie, est passé de 27 % en 1980 à 42 % en 1984. La France est donc en voie d'atteindre l'objectif qu'elle s'est fixé pour 1990 : couvrir la moitié de ses besoins énergétiques par sa production nationale.

Ce résultat a été acquis :

- Par la poursuite d'une politique de maîtrise de l'énergie, qui a permis d'économiser au cours de l'année 1984 plus de 30 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) par rapport à la tendance antérieure à la crise de l'énergie ;

- Par la progression de la production d'énergie nationale. Certes, malgré certains développements significatifs, la part revenant aux hydrocarbures et au charbon reste limitée par la géologie. La production nucléaire, en revanche, a connu un accroissement spectaculaire en passant de 105 milliards de kWh en 1981 à 190 milliards de kWh en 1984, soit 59 % de notre production d'électricité. Le parc nucléaire civil français est désormais le deuxième du monde, et la France, qui maîtrise l'ensemble de la filière nucléaire, est à la pointe des technologies dans ce domaine.

- La facture énergétique du pays a atteint 187 milliards de francs en 1984, soit une augmentation de 11 % par rapport à l'année précédente. Cette reprise des consommations est imputable pour 9 % au rechréissement du dollar et pour le surplus à la reprise d'activité dans les industries fortement consommatrices. Elle démontre la nécessité de persister dans notre effort d'indépendance énergétique, en développant la production nationale d'énergie, en valorisant l'utilisation de l'électricité nucléaire et en poursuivant la politique visant à limiter la consommation d'énergie, notamment celle d'énergie importée.

### MESURES INDIVIDUELLES

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Patrice Cahat, inspecteur des finances, est nommé directeur, chef du service de la législation fiscale.

Sur proposition du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, M. Bernard Pache est nommé président-directeur général de la société Pashiney.

RICHARD BERRY • JEAN-PIERRE BOZE • ROBERT CASTEL  
JACQUES CHIRAC • M. DREYFUS-SCHMIDT • GILLES ELBILIA  
A. FINKELKRAUT • SERGE GAINSBURG • CHANTAL GALLIA  
MOTTA GOUR • FRANÇOIS GROS • MAREK HALTER  
ROGER HANIN • THEO KLEIN • DAVID KOVEN • ANNIE KRIEGLER  
JACK LANG • BERNARD-HENRI LEVY • JEANE MANSON  
GUY MARDEL • GILBERT MONTAGNE • LUCETTE SAHUQUET  
JEAN SCHULTEIS • RENE-SAMUEL SIRAT • OVADIA SOFFER  
TALILA • ELIE WIESEL • LEON ZITRONE

**3<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE de RADIO COMMUNAUTÉ JUDAÏQUES FM 93.9**

**Com' à la fête!**

**Dimanche 3 Février 1985**  
**ESPACE AUSTERLITZ**  
**24-30 quai d'Austerlitz**  
**de 10 heures à minuit**

Renseignements et Réservations  
766.03.35 - 763.43.58

**DÉBATS ANIMATIONS STANDS REMISE DES « ARCHES D'OR »**  
Parking assuré

Baby Club  
Jeux  
Tombola  
Vidéo Clips  
Dessins animés  
Restauration  
Micro-Informatique  
Vidéo Jeux

## L'INGÉNIEUR GÉNÉRAL ÉMILE ARNAUD SUCCÈDERA À RENÉ AUDRAN

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 30 janvier a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **TERRE**. - Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Olivier Le Taillandier de Gabory.

Sont promus : général de division, le général de brigade Daniel Billot ; général de brigade, le colonel Yann Rousseau-Dumarcet.

Est nommé chef du bureau des officiers généraux, le général de brigade Max Gayral.

● **MARINE**. - Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Alain Coatanen, nommé commandant les forces sous-marines et la force océanique stratégique ; contre-amiral, le capitaine de vaisseau Jacques Aveline.

Sont nommés : major général à l'état-major des armées, le vice-amiral d'escadre Bernard Louzeau ; commandant l'escadre de l'Atlantique, le contre-amiral Jean Bertinier ; chef du cabinet du chef d'état-major des armées, le contre-amiral Dominique Lefebvre.

● **ARMEMENT**. - Est nommé directeur des affaires internationales à la délégation générale pour l'armement, l'ingénieur général de première classe Emile Arnaud.

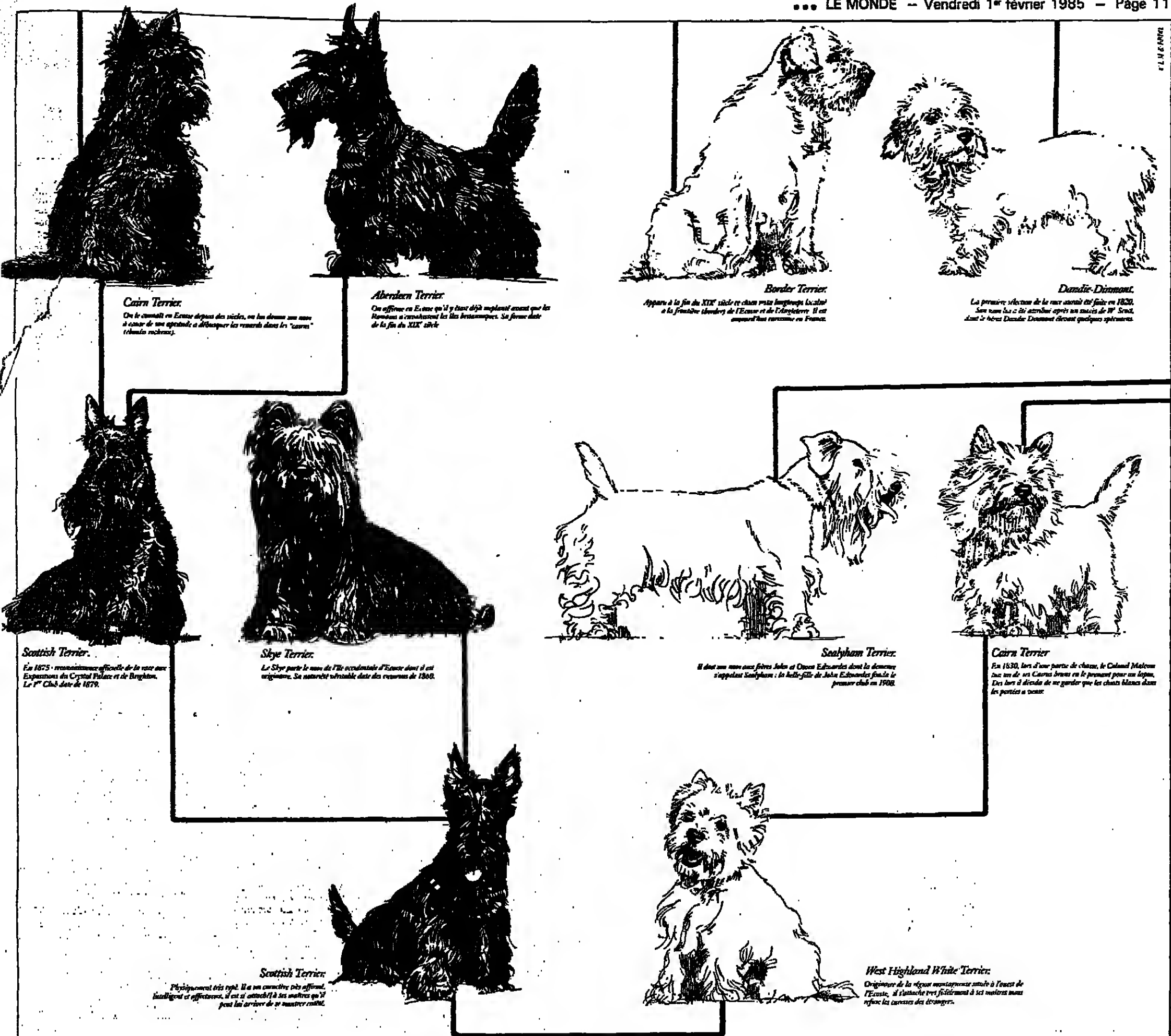
[Né le 3 décembre 1934 à Valreus (Vaucluse) et ancien élève de Polytechnique, Emile Arnaud a été notamment chargé des programmes de missiles nucléaires stratégiques destinés aux sous-marins nucléaires. En juin 1983, il a été nommé conseiller technique au cabinet de M. Charles Hernu, où il s'occupait des problèmes d'armement et des questions nucléaires. Il succède à l'ingénieur René Audran nommé à Paris lors d'un intérim le vendredi 25 janvier.]

Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe, Yves Bonnet ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Jean-Paul Parenteau.

مكتبات مصر



صكزا من الامم



Il faut attendre plusieurs générations pour qu'une race atteigne la perfection.



Black & White 12 Ans d'âge.



Il est possible que le whisky arrive tout juste d'écossais ne se trouve pas dans votre magasin. Dans ce cas ne jetez pas votre contenance, réclamez-le avec insistance et courtoisie. Lorsque vous aurez enfin mis la main sur une bouteille de ce délicieux 12 ans d'âge, sachez apprécier et consommer avec modération.

res

ar le gou-

ans deux

produits  
our facilité  
chés exté-  
à l'étran-  
ristiques  
les procé-  
rtations :  
vres spé-

otion de  
l'étranger  
éveloppe-  
uristique  
ocueil et  
services  
inger.

chèque-  
et assou-  
issement

secteur  
sation du  
agée par  
s, dans le  
milliards  
à l'inves-  
se consa-  
et au tou-

et régle-  
uristiques  
économi-  
simplifi-  
ment des  
la multi-

u 3 mai

avail, qui

ité de la

étédu

nerce, de

un liaison

avail, de

m profes-

premier

les forma-

nable de

er la for-

chargé de

conseil des

ation sur

énergéti-

tombe à

crise de

en 1980

est donc

il qu'elle

ir la moi-

es par sa

ne politi-

que, qui a

cours de

illions de

TEP) par

ieure à la

e la pro-

a. Certes,

gements

nant aux

bon reste

produc-

a connu

ulaire en

kWh en

duction

aire civil

deuxième

i maître

naire, et

s dans ce

la pays a

e francs

tation de

se précé-

ssomma-

é au con-

pour le

ité dans

ssomma-

essité de

t d'indé-

velopp-

e d'éner-

ation de

poursui-

imiter la

notam-

te.

ELLES

stres a

duelles

ministre

nces et

Cahart,

is, est

du sor-

le.

ministre

ustriel

gneur,

nommé

al de la







سازمان اسرار

(Publicité)

# MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

## NOUS AVONS A VOUS PARLER DE L'ÉTHIOPIE.

Ce qui se passe là-bas, à quelques heures de Paris, est hallucinant.

Hallucinant. Les images et les descriptions rapportées par les médias, cette dimension rarement atteinte dans l'horreur, jamais nous n'aurions pu les penser autrement que comme les illustrations définitivement abolies des lointains cataclysmes qui jalonnent les parties oubliées des livres d'histoire. Pourtant, elles sont là, toutes proches de nous et de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, nous qui les regardons le ventre plein et la conscience à peine troublée.

Au douloureux défi qu'elles nous jettent, qu'est-il répondu ? L'aide publique que la France a décidé d'octroyer aux Éthiopiens est atrocement insignifiante. Deux avions, quelques milliers de tonnes de céréales\*, nous dit-on, avec l'air en même temps satisfait et modeste de qui termine un devoir laborieusement rempli. Une aumône d'une portée infinitésimale, tant à l'échelle de la souffrance de millions d'êtres humains qu'à celle de l'élémentaire dignité d'un pays riche. Une insulte à l'insoutenable. Peu importe que ce soit davantage, autant, ou un peu moins que d'autres pays. Peu importe la sinistre arithmétique qui constate que la contribution volontaire moyenne par Français à la lutte contre la famine est de 7 F et qu'elle est de 15 F ailleurs. Le dérisoire se passe d'être mesuré : simplement, il nous fait honte.

La charge d'affronter l'hécatombe est laissée aux aléas de la charité individuelle et aux mains éminemment secourables mais combien démunies - des organisations non gouvernementales. Alors qu'elle devrait susciter un engagement immédiat et massif de la nation tout entière et l'action de ses pouvoirs publics, nous n'entendons à ce niveau que balbutiements, hésitations, jugements sommaires. Pendant ce temps-là, chaque jour, des milliers de personnes souffrent, tombent et meurent. Et la passivité de notre pays, celui des Lumières et des Droits de l'Homme, nous consterne.

Nous vous demandons, monsieur le président, par-delà les clivages idéologiques, par-delà les embûches de la politique intérieure, par-delà les débats sur le tiers-mondisme, avant même les projets d'aide au développement, de mettre un terme à cette absence pour y substituer l'élan et la volonté qui doivent naturellement surgir du cœur de l'urgence.

Nous serions fiers de voir la France abandonner un temps ses querelles intestines et se mobiliser sur le devant de la scène internationale pour y prendre toutes les initiatives qui pourraient conduire à l'existence d'un mouvement réel et concerté de solidarité, unissant les pays donateurs pour une cause qui ne tolère pas de réserve. Nous voulons que notre pays mette en œuvre des moyens financiers, matériels, et humains significatifs qui permettront d'une part de sauver le maximum de vies humaines, d'autre part d'éviter à des centaines de milliers d'enfants de devenir à tout jamais des êtres diminués, porteurs d'une fatale répétition de leur actuelle tragédie.

Nous vous le demandons, monsieur le président, parce que nous sommes convaincus que l'Histoire vous en voudrait de n'avoir pas tout tenté pour refermer les portes de l'enfer, et que le regard des moribonds, sans qu'ils le sachent eux-mêmes, déjà nous accuse.

Nous invitons les médias, les forces politiques, tous ceux qui ont quelque audience dans ce pays à relayer notre appel et à vous faire savoir qu'ils le soutiennent, sous les formes qu'ils ou elles jugeront appropriées.

**QUATRE FRANÇAIS QUI ONT DÉCIDÉ  
DE ROMPRE UN SILENCE  
QUI NE PEUT PLUS ÊTRE LE LEUR.**

Association NOUS, B.P. 205, 78140 Vélizy

La production française de céréales a été en 1984 de 57 millions de tonnes, en augmentation de 24 % par rapport à l'année précédente. « Dans l'histoire de l'Europe, 1984 restera l'année où aura été décidée la limitation des productions pour les adapter aux débouchés solvables ». *Le Monde, Bilan économique et social 1984, p. 54.*



# MÉDECINE

## MAL DE VIVRE ET MÉDICALISATION SYSTÉMATIQUE

### Sept millions de français dépressifs

Les Français sont-ils de plus en plus déprimés ? Ou une intolérance croissante à toute souffrance morale les conduit-elle à médicaliser non à peu tous les maux de l'existence ? Quelques chiffres incitent à se poser cette question, qui se trouve au cœur des débats organisés successivement à Paris, sur le thème La dépression, deuil ou mélancolie, par l'Association française de psychiatrie, sous la présidence du docteur Charles Huet, puis à l'hôpital Salpêtrière, à l'initiative du professeur Deshayes, les 28 et 29 janvier.

De 4 300 000 d'ordonnances en 1977, les prescriptions d'antidépresseurs sont passées à 7 300 000 en 1982... La population française ne s'est certes pas accrue en cinq ans de trois millions de déprimés, remarque le professeur Guy Maruani, mais elle compte vingt-cinq mille médecins de plus, et ce sont les généralistes qui, dans les trois quarts des cas, prescrivent des antidépresseurs. « De façon trop systématique », souligne le docteur Bernard Jullivet (Paris), « ce qui conduit à un camouflage chimique de la douleur, du deuil, de l'insécurité ».

Alors que les psychiatres américains ont pour règle de ne donner aux dépressifs qu'un seul médica-

ment à la fois, il est rare qu'un déprimé français s'en tienne à moins de trois ou quatre psychotropes à prendre chaque jour, dont un antidépresseur, un anxiolytique, un somnifère et un stimulant pour contrebalancer.

Une enquête — la première du genre — conduite dans le Val-de-Marne par le docteur Jean-Marie Anglerand (enseignant à l'université Paris-VI) et qui concerne tous les malades ayant fait l'objet d'un accord de la Sécurité sociale pour soins psychiatriques d'une durée égale ou supérieure à six mois, montre que 10 % seulement des femmes et 17,5 % des hommes n'ont reçu aucun médicament, tous les autres « bénéficiant » de prescriptions massives et multiples de neuroleptiques, d'anxiolytiques, d'hypnotiques et d'antidépresseurs.

Dès lors que les troubles ainsi reconnus appellent un traitement de longue durée, ce sont les psychiatres qui, en majorité, assurent ce traitement jusqu'à la guérison ou, dans les cas où le nombre des psychiatres est plus que quadruplé en France, passant de mille cinq cents en 1970 à six mille six cents en 1984, alors que le chiffre de quatre mille avait été retenu comme le maximum souhaitable.

Le nombre des élèves en formation indique qu'il y aura sept mille cent psychiatres en 1988, soit une densité de 13,15 pour cent mille habitants, faisant ainsi de la France le pays le plus psychiatrisé du monde avec les États-Unis. L'étude menée par le docteur J.-M. Anglerand montre que cette explosion démographique s'est accompagnée d'une très forte féminisation (les femmes représentent actuellement 53 % des psychiatres), d'un amoindrissement des revenus moyens individuels (267 000 francs par an en 1982, 404 000 francs pour les neuro-psychiatres) et d'une multiplication prévisible des consultations, des visites, des prescriptions, des actes techniques et des arrêts de travail (1). De tous les médecins, les psychiatres sont les plus forts prescripteurs d'arrêts de travail, et il est légitime de penser que l'inflation de leur nombre a joué un rôle dans la psychiatisation des maux existentiels et dans l'inflation actuelle des névroses dépressives.

C'est le public qui baptise « dépression » les tristesses, les difficultés, les deuils, les angoisses et les fatigues de la vie quotidienne. Mais les médecins la confondent, qui prescrivent médicamenteusement et cures diverses et masquent ainsi, et parfois, d'autres pathologies, réelles celles-

là. Y compris les vraies dépressions, « qui ne guérissent vraiment », dit le docteur S. Gier (Paris), « que lorsqu'on a pu obtenir la fusion de deux processus, l'un biologique et médicamenteux, l'autre individuel, psychologique et psychothérapi-

que ». Les améliorations spectaculaires obtenues en une dizaine de jours, par de simples substances chimiques (en l'occurrence l'atypol), sur les quatre signes cardinaux de la dépression (tristesse, trouble du sommeil, ralentissement des idées, anxiété) démontrent à l'évidence qu'il existe pour cette affection un substrat biologique sur lequel la pharmacologie moderne permet d'agir avec une rare efficacité, comme l'ont notamment montré les docteurs M. Marie-Cardine (Lyon), et le professeur H. Loo à Sainte-Anne.

#### Le terrain et l'environnement

Les rares études épidémiologiques visant à mieux cerner la personnalité des dépressifs ont été entreprises jusqu'à présent en milieu hospitalier, ce qui en faussait, à l'évidence, la signification, car la grande majorité des dépressifs sont soignés en pratique libérale.

L'enquête, qui vient de présenter le docteur J.-M. Anglerand (Paris) au congrès de l'Association française de psychiatrie, pour le premier fois, et grâce à la participation pendant une année des psychiatres libéraux du Val-de-Marne, de cerner le vrai visage de la dépression. Ses résultats, qui feront l'objet de publications successives et sont traités actuellement au centre de calcul de l'INSERM, indiquent déjà un certain nombre de faits frappants :

« L'écrasante majorité des femmes : elles représentent 83,7 % des dépressifs consultant les psychiatres, pour 16,3 % d'hommes, l'âge moyen des consultants étant de quarante-quatre ans (2).

« La très forte prédominance des malades appartenant à la catégorie socio-professionnelle des cadres et professions libérales : prédominance due essentiellement, sinon uniquement aux cadres de la fonction publique (enseignants notamment). La catégorie des employés est également sur-représentée par rapport à leur nombre dans la population générale, alors que les ou-

vrieres et les inactifs sont fortement sous-représentés.

« Cette indication concorde avec celle concernant le niveau scolaire des dépressifs, qui relève de l'enseignement supérieur beaucoup plus que la moyenne nationale ne permettrait de le prévoir. « Les études rendent-elles fou ? » interrogent les sociologues. Et le fait que l'on ne retrouve pratiquement pas d'insuccès parmi les dépressifs en traitement signifie-t-il que « le travail » est à l'opposé de la santé mentale ?

« De même le constat selon lequel « le célibat expose les hommes à la dépression, mais protège les femmes », observation déjà faite lors d'une enquête américaine, souligne l'influence du surmenage et des conflits psychologiques chez la mère de famille, alors que l'époux se verrait au contraire protégé ?

Il reste, on le voit, beaucoup à faire et à comprendre, avant que soient mieux cernées les circonstances favorisant le déclenchement des dépressions, et que puissent être entreprises les actions de prévention qu'elles appellent (3).

Nombre des institutions, qui jouaient jadis un rôle de « régulation sociale » et qui offraient des possibilités de guérison ou d'adaptation à ceux que l'on traite chimiquement aujourd'hui, ont disparu. Il en est ainsi des couvents, de l'armée, de la légion, qui n'intègrent plus de psychopathes, et qui se voient irrémédiablement remplacés par des sectes, par des associations thérapeutiques ou par des fanatismes les uns que les autres ou, au grand détriment des finances sociales, par une médicalisation croissante des difficultés d'être.

D'ESCOFFIER-LAMBOTTE.

(1) Psychiatrie française, n° 5, octobre 1984. « Psychiatrie : l'explosion démographique ».

(2) L'enquête portant sur l'ensemble des malades atteints de troubles mentaux dans le Val-de-Marne indique au contraire une forte prédominance masculine pour les psychoses alcooliques (5 hommes pour 1 femme), les schizophrénies (3 hommes pour 1 femme), et les psychoses maniaques-dépressives (3,4 d'hommes pour 2,4 de femmes).

(3) La revue Prospective et santé a consacré son titre « Le sorcier et l'arpenteur » un numéro spécial remarquable sur le thème de la maladie mentale et des dépressions.

## TOURISME

### Des mesures pour relancer le tourisme en France

Mieux « vendre » la France à l'étranger et moderniser le secteur du tourisme, ces questions sont au centre de la communication de M. Michel Crépeau, ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, au conseil des ministres du 30 janvier.

« Les entreprises du tourisme bénéficieront désormais des procédures de soutien à l'exportation, ce qui facilitera leur prospection du marché extérieur et leur implantation à l'étranger. Ces mesures, accordées à d'autres secteurs économiques, étaient attendues par bon nombre de professionnels.

La promotion de l'image de la France à l'étranger sera en 1985 renforcée avec le lancement de plusieurs campagnes. De telles actions ont déjà été engagées dans le passé avec plus ou moins de succès. Mais M. Crépeau promet de les rendre plus efficaces en modernisant les bureaux de tourisme ouverts hors des frontières et qui sont particulièrement « pauvres ». Le ministre insiste sur « un effort particulier de promotion en faveur des départements d'outre-mer, de la Corse et du Pays basque... ».

L'avenir du tourisme dépendra de la situation de la France en 1985 renforcée avec le lancement de plusieurs campagnes. De telles actions ont déjà été engagées dans le passé avec plus ou moins de succès. Mais M. Crépeau promet de les rendre plus efficaces en modernisant les bureaux de tourisme ouverts hors des frontières et qui sont particulièrement « pauvres ». Le ministre insiste sur « un effort particulier de promotion en faveur des départements d'outre-mer, de la Corse et du Pays basque... ».

L'avenir du tourisme dépendra de la situation de la France en 1985 renforcée avec le lancement de plusieurs campagnes. De telles actions ont déjà été engagées dans le passé avec plus ou moins de succès. Mais M. Crépeau promet de les rendre plus efficaces en modernisant les bureaux de tourisme ouverts hors des frontières et qui sont particulièrement « pauvres ». Le ministre insiste sur « un effort particulier de promotion en faveur des départements d'outre-mer, de la Corse et du Pays basque... ».

La promotion de l'image de la France à l'étranger sera en 1985 renforcée avec le lancement de plusieurs campagnes. De telles actions ont déjà été engagées dans le passé avec plus ou moins de succès. Mais M. Crépeau promet de les rendre plus efficaces en modernisant les bureaux de tourisme ouverts hors des frontières et qui sont particulièrement « pauvres ». Le ministre insiste sur « un effort particulier de promotion en faveur des départements d'outre-mer, de la Corse et du Pays basque... ».

La promotion de l'image de la France à l'étranger sera en 1985 renforcée avec le lancement de plusieurs campagnes. De telles actions ont déjà été engagées dans le passé avec plus ou moins de succès. Mais M. Crépeau promet de les rendre plus efficaces en modernisant les bureaux de tourisme ouverts hors des frontières et qui sont particulièrement « pauvres ». Le ministre insiste sur « un effort particulier de promotion en faveur des départements d'outre-mer, de la Corse et du Pays basque... ».

La promotion de l'image de la France à l'étranger sera en 1985 renforcée avec le lancement de plusieurs campagnes. De telles actions ont déjà été engagées dans le passé avec plus ou moins de succès. Mais M. Crépeau promet de les rendre plus efficaces en modernisant les bureaux de tourisme ouverts hors des frontières et qui sont particulièrement « pauvres ». Le ministre insiste sur « un effort particulier de promotion en faveur des départements d'outre-mer, de la Corse et du Pays basque... ».

La promotion de l'image de la France à l'étranger sera en 1985 renforcée avec le lancement de plusieurs campagnes. De telles actions ont déjà été engagées dans le passé avec plus ou moins de succès. Mais M. Crépeau promet de les rendre plus efficaces en modernisant les bureaux de tourisme ouverts hors des frontières et qui sont particulièrement « pauvres ». Le ministre insiste sur « un effort particulier de promotion en faveur des départements d'outre-mer, de la Corse et du Pays basque... ».

La promotion de l'image de la France à l'étranger sera en 1985 renforcée avec le lancement de plusieurs campagnes. De telles actions ont déjà été engagées dans le passé avec plus ou moins de succès. Mais M. Crépeau promet de les rendre plus efficaces en modernisant les bureaux de tourisme ouverts hors des frontières et qui sont particulièrement « pauvres ». Le ministre insiste sur « un effort particulier de promotion en faveur des départements d'outre-mer, de la Corse et du Pays basque... ».

La promotion de l'image de la France à l'étranger sera en 1985 renforcée avec le lancement de plusieurs campagnes. De telles actions ont déjà été engagées dans le passé avec plus ou moins de succès. Mais M. Crépeau promet de les rendre plus efficaces en modernisant les bureaux de tourisme ouverts hors des frontières et qui sont particulièrement « pauvres ». Le ministre insiste sur « un effort particulier de promotion en faveur des départements d'outre-mer, de la Corse et du Pays basque... ».

La promotion de l'image de la France à l'étranger sera en 1985 renforcée avec le lancement de plusieurs campagnes. De telles actions ont déjà été engagées dans le passé avec plus ou moins de succès. Mais M. Crépeau promet de les rendre plus efficaces en modernisant les bureaux de tourisme ouverts hors des frontières et qui sont particulièrement « pauvres ». Le ministre insiste sur « un effort particulier de promotion en faveur des départements d'outre-mer, de la Corse et du Pays basque... ».

La promotion de l'image de la France à l'étranger sera en 1985 renforcée avec le lancement de plusieurs campagnes. De telles actions ont déjà été engagées dans le passé avec plus ou moins de succès. Mais M. Crépeau promet de les rendre plus efficaces en modernisant les bureaux de tourisme ouverts hors des frontières et qui sont particulièrement « pauvres ». Le ministre insiste sur « un effort particulier de promotion en faveur des départements d'outre-mer, de la Corse et du Pays basque... ».

La promotion de l'image de la France à l'étranger sera en 1985 renforcée avec le lancement de plusieurs campagnes. De telles actions ont déjà été engagées dans le passé avec plus ou moins de succès. Mais M. Crépeau promet de les rendre plus efficaces en modernisant les bureaux de tourisme ouverts hors des frontières et qui sont particulièrement « pauvres ». Le ministre insiste sur « un effort particulier de promotion en faveur des départements d'outre-mer, de la Corse et du Pays basque... ».

# SCIENCES

## EN DISCUSSION A LA CONFÉRENCE DE ROME

### Les programmes spatiaux de l'Europe représentent un investissement de 115 milliards de francs en dix ans

De notre envoyé spécial

Rome. — « L'Europe ne peut pas laisser passer cette occasion historique. » En ouvrant, mercredi 30 janvier à Rome, la conférence spatiale européenne à laquelle participent sous la présidence du vice-premier ministre néerlandais, M. Gijs van Aardenne, les représentants de treize pays européens et du Canada (1), le ministre italien de la recherche, M. Luigi Granelli, a donné le ton. « Nous avons, a-t-il dit, obtenu des résultats prestigieux », mais, a-t-il ajouté, « sans une relance suffisante des engagements financiers européens, tous les avantages acquis au prix d'efforts considérables pendant la décennie 1973-1983 disparaîtront en fumée ».

Le message est clair et aucune des délégations présentes n'en a contesté le contenu. Les enjeux sont connus (le Monde du 30 janvier). Pour passer la vitesse supérieure dans le domaine spatial, l'Europe doit s'engager, dans les dix ans à venir et, sans doute, au-delà, dans des programmes scientifiques (astronomie, géophysique) et des programmes d'application (télécommunications, technologie, expériences de microgravité). Mais elle doit aussi, pour affirmer son indépendance vis-à-vis des États-Unis, mettre en œuvre des programmes plus spectaculaires concernant : la réalisation d'un lanceur lourd européen des années 90 (Ariane 5) ; la construction d'une infrastructure orbitale (Columbus) qui pourrait être partie intégrante de la station spatiale américaine proposée par le président Reagan ; la mise en œuvre, enfin, peut-être d'une mini-navette spatiale (Hermès) que les Français soutien-

déjà, mercredi soir, sur une augmentation de ces programmes qui pourrait être comprise entre 3 % et 5 %. Dans le même temps, la Grande-Bretagne, qui s'apprête à se doter d'une sorte de centre national d'études spatiales, s'efforce d'intéresser dans le domaine des plates-formes orbitales, et elle reconnaît à la France son leadership sur la lanceuse Ariane. L'Italie se partage entre les Deux Grands — la France et l'Allemagne, qui contribuent chacune pour un tiers au budget de l'ESA — et parait accueillir favorablement les projets Columbus et Ariane 5. Les petits pays, quant à eux, défendent le principe de plus justes compensations (entre 90 et 95 %). Enfin, tous les États sont favorables à une participation, sous condition, à la construction de la station spatiale américaine.

La France, en position forte sur les lanceurs, acquiesce — sans dire jusqu'à où — au programme Columbus, soutenu par les Allemands et les Italiens, et elle paraît faire une question de principe de la reconnaissance par ses partenaires du projet de navette Hermès. La partie française considère, en effet, que la conférence de Rome est l'occasion unique de « faire passer dans le poquet ce qu'elle considère comme un élément essentiel de l'autonomie spatiale européenne ». Mais aussi, au vu des démonstrations américaines avec la navette, elle ne voit guère comment l'industrie européenne pourrait vendre de satellites à la fin de ce siècle si elle n'est pas en mesure d'offrir à la clientèle le même service après vente que les Américains, à savoir le dépannage et la remise en route de satellites en fin de vie pour une nouvelle période de fonctionnement.

Dans ces conditions, la France attend, à propos de Hermès, moins un engagement massif pour ce « taxi de l'espace » (vraisemblablement 14 milliards de francs) qu'une marque d'intérêt réel et politique de la plupart des États pour ce projet. Et, qui sait, un ralliement, voire un financement symbolique d'une partie des 200 à 300 millions de francs d'études nécessaires à l'évaluation d'Hermès, se fera jour.

Le directeur de l'ESA, M. Reimar Lust, n'a-t-il pas dit qu'il n'avait pas noté « d'opposition réelle sur Hermès » ?

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Belgique, Grande-Bretagne, Danemark, RFA, France, Italie, Pays-Bas, Irlande, Espagne, Suède et Suisse. Ces onze pays ont droit de vote. Trois autres, l'Autriche, la Norvège et le Canada, sont présents à titre d'observateurs.

# SPORTS

## LE RALLYE DE MONTE-CARLO

### Vatanan a pris en chasse Röhr

À la suite du parcours classique Grenoble-Gap-Monaco, l'équipage ouest-allemand Walter Röhr et Christian Geistdörfer sur Audi Quattro Sport occupent, mercredi 30 janvier, la tête du Rallye de Monte-Carlo devant le Finlandais Ari Vatanen et l'Irlandais Terry Harryman sur Peugeot 205 turbo 16. Ces derniers avaient été frappés d'une pénalité de 5 minutes, dans la nuit de mardi à mercredi, pour s'être présentés avec 4 minutes d'avance au contrôle de parc fermé de Gap. La 205 s'était alors trouvée en deuxième position avec 4 mn 22 s de retard sur l'Audi Quattro Sport. Après les cinq « spéciales » de mardi, elle ne comptait plus que 1 mn 58 s de retard avant le départ du parcours final Monaco-Monaco (cinq épreuves chronométrées) dont l'arrivée doit être jugée vendredi matin 1<sup>er</sup> février.

De notre envoyé spécial

Monaco. — Le coup a été durément ressenti par l'écurie Peugeot. Le Finlandais Vatanen et l'Irlandais Harryman, qui étaient en tête du rallye avec plus de 2 minutes d'avance sur les Allemands de l'Ouest Röhr et Geistdörfer, venaient d'être frappés d'une pénalité de 5 minutes. Depuis le début de l'épreuve monégasque, Vatanen avait manifesté une supériorité si écrasante que personne n'imaginait sa défaite. Au volant de sa 205, petite bombe révolutionnaire avec ses quatre roues motrices, son moteur turbocompressé placé en position centrale qui permet une meilleure répartition des masses et une tenue de route exceptionnelle, le pilote finlandais avait joué au chat et à la souris avec tous ses adversaires. Et surtout avec le seul capable de lui tenir tête dans ce rallye : Walter Röhr, quatre fois vainqueur du Monte-Carlo sur des voitures aussi différentes que la Fiat Abarth, l'Opel, la Lancia et l'Audi Quattro. L'Allemand de l'Ouest a dû se contenter, jusque-là, de quatre succès dans les « spéciales » et jouer les seconds rôles.

Après avoir gagné toutes les épreuves chronométrées des deux dernières journées, à l'exception d'une seule remportée par l'Italien Massimo Biasion, Vatanen s'est

révélé, sur les routes tantôt sèches tantôt verglassées de l'Isère et des Hautes-Alpes, de la même trempe que son rival. Sans complexe, il a même, sur terrain sec, donné la leçon à celui qui est un maître en la matière. Mais il a aussi fait preuve d'une grande force neuve : pénalisé de 5 minutes pour s'être présenté en avance au parc fermé de Gap en raison d'un arrêt de route mal rempli, il a entrepris de grignoter son retard alors que bien d'autres se seraient découragés. Entre Gap et Monaco, il a réussi à ramener son retard à 1 mn 58 s. Aucune des six épreuves chronométrées ne lui a échappé. Pour arriver en vainqueur à Monaco vendredi matin, il lui fallait reprendre 0,5 seconde par kilomètre à l'Allemand de l'Ouest sur les 256 kilomètres de « spéciales » restant à courir.

GILLES MARTINEAU.

● Classement général provisoire. — 1. Röhr-Geistdörfer (Audi Quattro Sport), 6 h 55 mn 12 s ; 2. Vatanen-Harryman (Peugeot 205 T16), à 1 mn 58 s ; 3. Salonen-Harjane (205 T16), à 5 mn 4 s ; 4. Blomqvist-Cederberg (Audi Quattro), à 13 mn 18 s ; 5. Toivonen-Pironen (Lancia Abarth 037), à 16 mn 59 s ; etc.

# POSITIF

MATERNELLES, ÉCOLES, COLLÈGES, LYCÉES : 1000 EXPÉRIENCES NOVATRICES, LEUR CONTENU ET MODE D'EMPLOI. UN "GUIDE" POUR LES ENSEIGNANTS ET LES PARENTS.

**L'ÉCOLE PLUS**

Maternelles, écoles, collèges, lycées : 1000 expériences novatrices, leur contenu et mode d'emploi. Un "guide" pour les enseignants et les parents.

**384 PAGES, 150 ILLUSTRATIONS, 98 F. EN LIBRAIRIE.**

## EXPLORANQUES 85

3<sup>e</sup> salon des langues et de la communication internationale

**LES LANGUES DU MONDE, LE MONDE DES LANGUES**

Pendant 5 jours, les langues tiennent salon à Paris. Un événement unique au monde : Séjours linguistiques. Spécialités de la formation. Laboratoires de langues. Matériel pédagogique. Enseignement assisté par ordinateur. Traduction et interprétation. Livres, manuels, dictionnaires. Communication commerciale internationale. Approche des cultures.

**EXPLORANQUES 85**

250 exposants de tous pays, 8000 m<sup>2</sup> d'information, d'échanges et d'affaires : « Le 1<sup>er</sup> concours des dictionnaires pour l'enseignement des langues. » « Le « Sésame de l'exportation », concours des meilleurs vidéogrammes d'entreprises en langues étrangères. » Un colloque international sur l'apprentissage des langues par les adultes.

**Grand Palais - PARIS**

Du 1<sup>er</sup> au 5 février 1985 de 10 h à 19 h - Nocturne le lundi 4 jusqu'à 21 h

150 من الاصل



صكنا من الامم

DDK



## MERCI, MONSIEUR LAVOISIER.

Lorsque Antoine-Laurent Lavoisier fut guillotiné, en 1794, l'astronome Lagrange déplora sa mort en ces termes: "Il n'a fallu qu'un instant pour couper cette tête, et cent ans ne suffiront peut-être pas à en produire une autre comme celle-ci."

Mais son oeuvre lui a survécu. Dans son *Traité Élémentaire de Chimie*, Lavoisier a établi une nomenclature des substances et des éléments chimiques si logique et si claire

qu'elle est encore en vigueur aujourd'hui.

Il a aussi démontré l'importance en chimie des mesures quantitatives exactes.

Nous rendons hommage à Lavoisier pour avoir ainsi ouvert la voie à une approche méthodique rigoureuse qui a permis les immenses progrès de la science et les spectaculaires réussites technologiques du monde moderne.

United Technologies (Hartford, Connecticut, U.S.A.) comprend Pratt & Whitney, Otis, Carrier, Sikorsky, Mostek, Hamilton Standard, Inmont, etc.

En France, les activités du groupe sont représentées en particulier par les ascenseurs Ascinter Otis; les appareils de climatisation et de réfrigération Carrier et Frigilting; les isolants et les câbles UDD-FIM et Samica; et les peintures et encres Inmont.

 UNITED TECHNOLOGIES

ROME

ope  
t  
ans

sur une aug-  
rammes qui  
entre 3% et  
temps, la  
s'apprête à  
c Centre na-  
les, soutient  
spatiale Co-  
défendre ses  
e des plates-  
reconnait à  
ship sur les  
se partage  
la France  
contribuent  
au budget  
accueillir la  
s. Columbus  
pays, quasi  
principe de  
tions (entre  
us les Etats  
participation,  
struction de  
ricaine.  
ion forte sur  
sans dire  
ramme Co-  
s Allemands  
parait faire  
ipe de la re-  
artemaires du  
més. La par-  
e, en effet,  
e Rome est  
faire passer  
lle considère  
essentiel de  
européenne.  
s démonstra-  
c la navette,  
ment l'indus-  
it vendre des  
ce siècle si  
ure d'offrir à  
service après  
ains, à savoir  
mise en route  
vie pour une  
fonctionne-

is, la France  
ermés, moins  
ssif pour ce  
raiseemblable-  
de France)  
et réel et po-  
les Etats pour  
it, un rallie-  
ement symbo-  
des 200 à  
s d'études na-  
on d'Hermès.

ESA. M. Ré-  
pas dit qu'il  
d'opposition

UGEREAU.

e-Bretagne, De-  
Italie, Pays  
ne, Suisse et  
s ont droit de  
triche, la Nor-  
présente à titre

LO

Röhl

co, l'équipage  
Audi Quattro  
Monte-Carlo  
yman sur Per-  
réalisation de  
présentées avec  
La 205 s'était  
ard sur l'Audi  
e ne comptait  
final Monco-  
ois être jugé

tantôt sèche  
l'Isère et des  
même temps  
complexe, il a  
sec, donné la  
un maître en la  
issi fait preuve  
erveuse: péna-  
our s'être pré-  
pare ferme de  
arrêt de route  
pris de grigno-  
ne bien d'autres  
s. Entre Gap et  
à ramener son  
Aucune des six  
rées ne lui a  
r en vainqueur  
natin, il lui fal-  
conde par kilo-  
de l'Ouest sur  
de «spéciales»

MARTINEAU.

général provi-  
isdörfer (Audi  
55 mn 13 s;  
55 mn 20 s;  
n (Peugeot 205  
s: 3. Salonen-  
) à 5 mn 4 s;  
rberg (Audi  
mn 18 s;  
nen (Lancia  
59 s; etc.



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MODE

### Dames

Philippe Venet, Ted Lapidus, Ungaro, Chanel, Locoanet Hemant, Guy Laroche, Yves Saint Laurent, Givenchy, Paco Rabanne... La mode est à l'heure, d'un palcos à l'autre, dans les salons de l'élégance. Les défilés de haute couture, les défilés de l'époque ne se limitent pas aux miroirs, les défilés au plafond, les colonnes cannelées, les dorures en torsades. Aujourd'hui, les lignes droites des robes et des pantalons métalliques qui soutiennent les projecteurs contrastent violemment avec les surcharges de style pompier. Aujourd'hui, la surcharge est dans le public, on s'écroule. On vogue sur l'air du luxe. La haute couture, c'est l'insaisissable, les dames qui passent, hautes, coiffées dans la soie.

Des images restent : partout, toutes les combinaisons possibles de draps ; et puis les roses, du plus pâle au plus flamboyant, seuls ou sur du vert, du violet, du noir avec du blanc, des imprimés acides à fleurs géantes, des fleurs ton sur ton en relief, des bustiers, des dentelles, des lamés brodés de perles, de paillettes, de diamants. Chez Ungaro, on se croirait dans un palais arabe, tant ça brille, tant les couleurs brutes se heurtent.

Philippe Venet, au contraire joue les pastels, les gris chargés de la mousseline. Les robes de cocktail s'évasent, s'ouvrent pudiquement sur les jambes, les robes d'après-midi sont droites et souples. C'est le chic discret de la bonne éducation, parfait pour les courses en limousine, pour marcher sans bruit sur des tapis précieux.

La dame de Ted Lapidus, dans ses tantes gales, ses bleu marine et blanc, se déguise en sportive bien nette. La taille aux hanches allonge et amincit. Le plus joli, c'est, pour une robe du soir, le ruban de diamants, qui court le long du bustier plissé et se prolonge en collier.

Locoanet Hemant, lui aussi, pense aux dames plus potelées que les mannequins. Il les habille avec des tailles décentrées, des robes à godets ramassés par une ceinture, mais on peut la retirer. Le fluide chez lui est beau. En revanche, les jupes de cuir drapées aux hanches et ramassées dans le dos ont des couleurs effrayantes. Si ça n'était pas la haute couture, on jurerait du plastique.

Les draps, les boléros, l'orientalisme à paillettes, la dentelle brodée et rebrodée, on n'en sort pas, Guy Laroche travaille la dentelle avec du taffetas et du crêpe de Chine, pour des « ensembles lingerie », c'est-à-dire des robes à bretelles et empiècements, dene les varte, les grèges, plutôt ternes, et les robes à grande volants façon années 30 qui enveloppent les genoux en courbe et couvrent les mollets. Pour les tuniques et les

vestes, longues et courtes devant, l'effet d'asymétrie est nettement affirmé.

Et puis, avec Givenchy, c'est la grande tradition brillante, le triomphe de l'équilibre entre les ampleurs, les longueurs, les couleurs. Tout est harmonie, les imprimés chatoyent, les tailleurs fabriquent des corps de danseuses. Des vêtements faits pour les mouvements mesurés de dames persuadées de leur beauté. On apprivoise la fantaisie, on entre dans la légende.

La légende, avec Chanel, on y est. Pas seulement parce que Lagerfeld continue à travailler les perles et les chaînes d'or qui font ceintures et bandoulières de sacs. Il maintient la luxueuse simplicité des matières et des formes, l'image chasseresse, le raffinement du confort, la perversité du strict - les ensembles de cuir à pestilles d'or, on les voit.

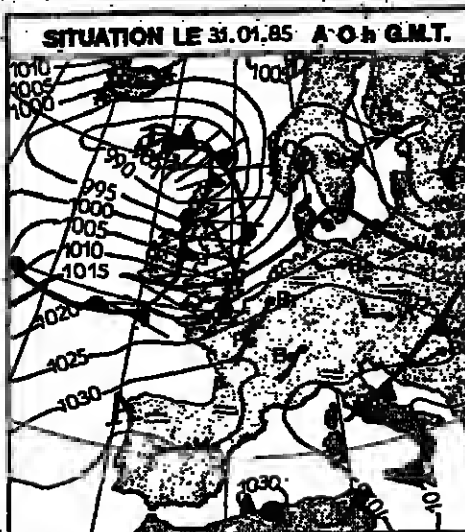
Chanel c'est la ligne, Yves Saint Laurent le couleur. Assemblages de soie et de brun, de fuchsia avec du vert pâle et foncé, du camel avec du bleu vif, et les multitudes de gris somptueux... Et le théâtralisation de la large cape mueuse sur une blouse rose et un pantalon turquoise - ensemble dédié à Christian Bérard.

Le défilé Saint Laurent, c'est une fresque mouvante interrompue d'insectes étincelants, de déesses perverses, d'oiseaux enchaînés par des bijoux multicolores. Spectacle immobile et toujours fascinant, dans une chaleur d'enfer : la télévision était là avec ses projecteurs. Le défilé était filmé par une camerawoman, jolie, en bottes, ceinture cartouchière pour les piles, T-shirt kaki de la Nouvelle-Orléans. Contraste bien étudié.

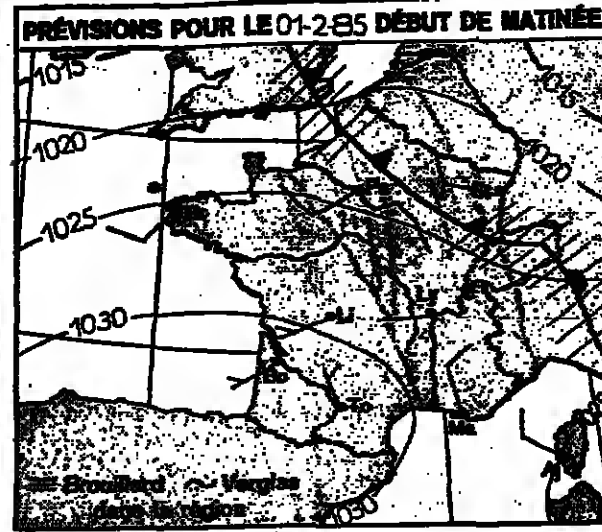
En sortant à l'air libre, on se dit que le haute couture c'est ça : mannequins, bijoux, chaussures, coiffures, accessoires, vêtements forment un tout indissociable, une entité appelée élégance. Et Paco Rabanne est venu briller les robes avec ses formes-sandwiches prises entre deux losanges grises garnies de caoutchouc rouge, de spirales en soie, de bandes circulaires asymétriques en tissu métallisé, très paquet-cadeau, avec ses tissus bizarres qui ressemblent à des stores en bois ou à des paillassons, coupés en bustiers ou en cols marins géants, avec les cuirasses posées sur le buste ou moulant les fesses entre des bouillonnements de soie noire, avec les odalisques en boléros de grosses perles rouges et jaunes... Il y a même des robes qu'on ait envie de porter - la tunique longue, noire, brodée d'un alphabet en strass... Paco Rabanne, malgré ses cheveux gris, reste un franc-tireur, le sorcier de la démesure.

COLETTE GODARD.

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 31.01.85 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 31.01.85 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps prévue en France, entre le 31 janvier à 0 h et le vendredi 1<sup>er</sup> février à 24 heures.

L'anticyclone centré sur le nord de l'Espagne protège la France de la partie active du flux perturbé atlantique qui circule à latitudes élevées.

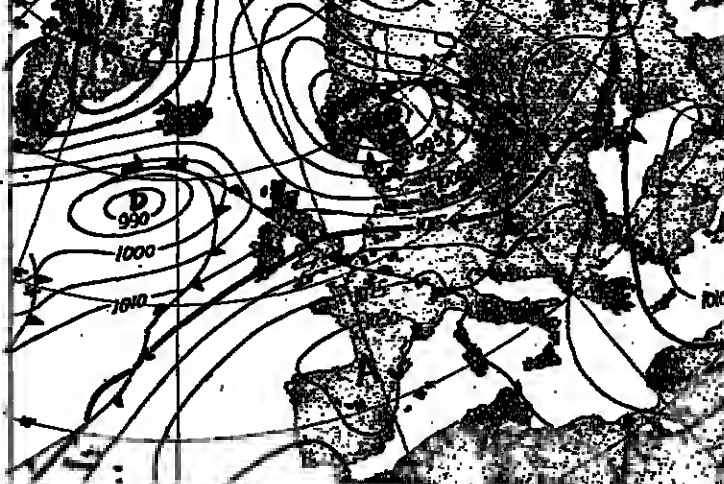
Vendredi matin, un temps doux, brumeux et souvent nuageux prédominera, excepté près de la Méditerranée, où le ciel sera dégagé ; quelques bancs de brouillard se formeront de l'Aquitaine au Massif Central ; les nuages risquent d'être accompagnés de faibles pluies ou bruines des côtes de la Manche au nord du Bassin Parisien et aux régions du Nord-Est.

Au cours de la journée, un temps doux avec éclaircies s'établira sur les régions au sud de la Loire ; plus au nord, les nuages resteront abondants et le vent d'ouest soufflera modérément.

Les températures resteront élevées pour cette époque de l'année. Le matin, elles seront voisines de 4 à 8 degrés. Les températures maximales atteindront 9 à 16 degrés du Nord-Est au Sud-Ouest.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer d'environ 1 023,5 millibars, soit 767,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 30 au 31 janvier) : Alsace, 13 et 3 degrés ; Basse-Normandie, 15 et 7 ; Bretagne, 13 et 6 ; Bourgogne, 11 et 7 ; Brest, 10 et 9 ; Caen, 9 et 7 ; Champagne, 10 et 7 ; Clermont-Ferrand, 12 et 2 ; Dijon, 9 et 1 ; Grenoble-St-M-H., 9 et -2 ; Gers, 10 et 3 ; Gironde, 11 et 6 ; Loire-Atlantique, 11 et 6 ; Lorraine, 11 et 6 ; Lyonnais, 6 et 3 ; Marseille,



PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1985 A 0 HEURE (GMT)

Marignane, 16 et 2 ; Nancy, 12 et 2 ; Nantes, 11 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 6 ; Paris-Montsouris, 11 et 2 ; Pau, 11 et 7 ; Perpignan, 11 et 3 ; Rennes, 10 et 9 ; Strasbourg, 11 et 1 ; Tours, 11 et 7 ; Toulouse, 15 et 4 ; Poitiers-Poitou, 23 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 3 ; Amsterdam, 8 et 5 ; Athènes, 8 et 4 ; Berlin, 5 et 2 ; Bonn, 10 et 2 ; Bruxelles, 8 et 6 ; Le Caire, 22 et 11 ; New-Claudia, 21 et 16 ; Ouganda, 4 et -2 ; Dakar, 21 et 16 ; Djibouti,

15 et 10 ; Genève, 7 et -2 ; Istanbul, 5 et 2 ; Jérusalem, 13 et 8 ; Lisbonne, 16 et 8 ; Londres, 9 et 5 ; Luxembourg, 10 et 3 ; Madrid, 15 et 1 ; Montréal, -12 et -17 ; Moscou, -4 et -6 ; Nairobi, 28 et 17 ; New-York, 0 et -1 ; Palma-de-Majorque, 16 et 2 ; Rio-de-Janeiro, 26 et 25 ; Rome, 13 et 2 ; Stockholm, -2 et -16 ; Téhéran, 16 et 6 ; Tunis, 15 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 30 janvier 1985 :

### DES DÉCRETS

- Du 23 janvier 1985 fixant le taux et la répartition du prélèvement non fiscal sur les sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes et hors des hippodromes.
- Du 29 janvier 1985 portant modification, création et suppression de cantons dans les départements des Alpes-de-Haute-Provence, de la Charente-Maritime, de la Corse, de la Loire-Atlantique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de l'Inde.
- Du 23 janvier 1985 accordant la concession de mines d'hydro-

carbures liquides ou gazeux, dite « Concession de Trois-Foutaines » (Marne, Haute-Marne, Meuse) à la société Eurafrep et à la Compagnie de participations, de recherches et d'exploitations pétrolières (Copa-rex), conjointes et solidaires.

### DES ARRÊTÉS

- Du 16 janvier 1985 portant création d'un comité d'étude pour l'amélioration du fonctionnement des juridictions.
- Du 23 janvier 1985 fixant le calendrier des épreuves écrites des concours de recrutement de professeurs et de professeurs techniques des écoles normales d'apprentissage pour la session de 1985.

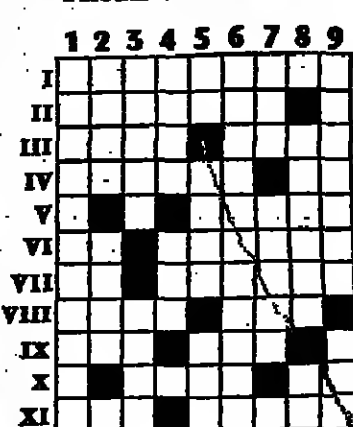
## PARIS EN VISITES

### VENDREDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER

- Mobilier du 17<sup>e</sup> siècle, 14 h 45, métro Sully-Montparnasse, guichet (Approche de l'art).
- Le Marais, 14 h 30, métro Rambuteau (G. Botteux).
- Collège des Bernardins, 15 heures, devant Saint-Julien-le-Pauvre (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- Musée de la préfecture de police, 14 h 30, 1 bis, rue des Carmes (M-Ferrand).
- Le palais de justice en activité, 14 h 30, métro Cité (M-C. Lamière).
- La Conciergerie, 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (M. Polver).
- Hôtels du faubourg Poissonnière, 14 h 30, métro Poissonnière (Paris pittoresque et insolite).
- Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3893



### HORIZONTALEMENT

I. Ses élèves passent de première en seconde avant d'être parfois recalés. — II. Harmonie admettant aucune fausse note. — III. Affluent du Danube. L'instrument dominant de la fanfare. — IV. Honorable famille romaine ou ignoble conspirateur italien. Article étranger. — V. Ban froide pour Eau-Chaudes. — VI. Article. Juge dans un palais ou reste muette dans un autre. — VII. Contracté. Nourriture terrestre évoquant plutôt Marcel Achard qu'André Gide. — VIII. Vient d'être, mais n'est pas encore. Montait chez ceux de qui nous descendons. — IX. Opération de division. Lancé du large par ceux qui n'en mènent pas large. — X. Fait briller des miroirs aux alouettes. Participe passé. — XI. Les roses qu'on y trouve ne peuvent être que celles des sables. Ici l'on tourne, mais le silence n'y est pas exigé.

### VERTICALEMENT

1. Art de sauver sa peau en sacrifiant un peu de son épiderme. — 2. Lier, enliser ou relier. Baron dont le nom a brillé dans les salons d'autrefois. — 3. En cette matière, l'ottoman est plus fort que l'indienne. Endroit où l'on encaisse le produit de certaines drogues. — 4. Aventurier. En Belgique. — 5. Préposition. Complément d'information. Sans valeur au singulier, il fait souvent défaut au pluriel. — 6. Revenu par paris. — 7. Grosse machine. Brillant dans l'obscurité. — 8. Divine quand elle est du diable. Préposition. — 9. Mise à prix. Siffle sans gémir.

### Solution du problème n° 3892

Horizontalement  
I. Trépan. BA. — II. Wagonnier. — III. Epart. NBC. — IV. Epreintes. — V. Dodus. — VI. Sèvres. — VII. Trépid. — VIII. OEA. Soie. — IX. Subtil. SL. — X. Roméo. Or. — XI. Ost. None.

Verticalement  
1. Tweed. Os. — 2. Rapporteurs. — 3. Egard. Rabot. — 4. Foreuse. — 5. Antiseptique. — 6. NN. Violon. — 7. Intérêt. — 8. Bébé. Edison. — 9. Arcs. Eire.

GUY BROUTY.

## DÉMOGRAPHIE

### La population française en 1984

#### Une légère remontée des naissances

Plus de naissances en 1984, mais, pour le reste, une prolongation des tendances antérieures telles sont les grandes lignes du bilan démographique de 1984 que l'INSEE a publié le 30 janvier. On a enregistré 760 000 naissances, soit 11 000 de plus qu'en 1983. On retrouve ainsi des chiffres supérieurs à ceux des années 1975-1979. En décembre, la tendance - corroborée par les déclarations de grossesse - allait même vers un chiffre de 775 000 pour cette année. Cette prévision doit cependant être accueillie avec prudence : en décembre 1983, la « tendance » était à 740 000.

Après les légères augmentations de 1981 et de 1983, dues à des épidémies de grippe, la mortalité est de nouveau en baisse : 545 000 décès en 1984, soit un taux de 9,9 pour 1 000. La mortalité infantile, en particulier, est descendue à 8 pour 1 000, le taux le plus bas jamais atteint et très proche des « records » scandinaves. Conséquence de ces baisses, l'espérance de vie a encore gagné 0,2 année, elle s'établit à 71,2 ans pour les hommes et 79,3 ans pour les femmes - l'écart ne se réduisant pas entre les sexes malgré le rapprochement des modes de vie.

Au total, la population française s'accroît, quoique à un rythme ralenti. Avec un excédent migratoire évalué à 140 000 personnes en 1984 comme en 1983, elle dépassait 55 millions d'habitants (55 061 000 exactement) au 1<sup>er</sup> janvier 1985 : un accroissement de 0,4 % sur 1983 (229 000 personnes), nettement moins élevé qu'au cours des années précédentes. Mais elle vieillit. La proportion des moins de vingt ans a continué de baisser (29,1 % contre 29,4 % en 1983 et 33,8 % en 1968), tandis que celle des plus de soixante ans s'accroissait légèrement, passant à 18,1 % contre 17,9 % en 1983 (et 17 % en 1960, point le plus bas).

G.H.

### L'HOMME, SON LIEN ÉTROIT ET DURABLE AVEC DIEU

Marie-Claude DAYON C.S.

Membre du Conseil des conférences de la science chrétienne

Exposera ce sujet et fera ressortir qu'il n'y a pas de situation où Dieu ne puisse vous atteindre directement, vous apporter son amour, vous guérir.

DIMANCHE 3 FÉVRIER

En Anglais à 15 heures

En Français à 16 h 30

HOTEL HILTON

18, avenue de Suffren

75015 PARIS

Chacun est chaleureusement invité

ENTRÉE LIBRE

Lisez LE MONDE diplomatique

## AUTOMOBILE

### Du nouveau chez Lancia-Autobianchi



Trois mètres cinquante-cinq, cabine à deux volumes, avec arrière trapézoïdal, une nouvelle Lancia-Autobianchi va être commercialisée à partir de mars. Baptisée Y 10, cette petite voiture, que l'on dit confortable et qui est distribuée en France par le réseau Cherdronnet, prend le moteur de 1 000 cm<sup>3</sup> très moderne que Fiat a mis au point avec Peugeot et qui dotera la future 2 CV Citroën. Trois versions sont prévues pour la France, une 45 chevaux-moteur (Y 10 Fire), une 55 ch (Y 10 Touring), et une version Turbo qui développera 85 ch. Cette nouvelle venue se placera dans la gamme Lancia-Autobianchi, entre les A 112 qui continueront à être fabriquées et les Delta.

### La petite Citroën en 86

Pour sa part, la future petite Citroën, la Cx, devrait être présentée dans le courant de l'année 1986. Selon les indiscretions et autres fuites qui circulent (voir à ce propos l'Auto-Journal), il s'agit d'un petit véhicule d'aspect assez inhabituel, long de 3,45 m et large de 1,50 m. Cette Cx se profile, entre le moteur Fire (le Monde du 26 septembre 1984) de 1 000 cm<sup>3</sup> déjà cité, un groupe bien connu fabriqué par PSA, celui de 1 124 cm<sup>3</sup> que l'on trouve sur certaines modèles de 104, 205 et Samia actuelles.

L'arrivée de la Cx se mettra pas, dans un premier temps, en cause la fabrication de la 2 CV, toujours bien vendue, notamment en Allemagne.

## BREF

LOI AND LAW. — L'Université de Paris-1 précise que les candidatures à la maîtrise en droit français et anglais (le Monde du 25 janvier) seront recevables jusqu'au 15 février, la date limite pour le retrait des dossiers d'inscription étant fixée au 1<sup>er</sup> février. (UER 07 Uni-

versité de Paris-1, 12, place du Panthéon-75231 Paris Cedex 05.) VISITES A DOMICILE. — Le numéro de téléphone auquel on peut s'adresser pour recevoir la visite d'un agent d'accueil (le Monde du 28 janvier) est le 285-40-93 (et non le 285-40-92).

## loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement de TACO-TAC en pdf est dans ce numéro (L.O. du 27/12/84)

Le numéro	4 000 000,00 F
574266	
Les numéros approchant à la centaine de mille	50 000,00 F
074266	
174266	
274266	
374266	
474266	
574266	

Les numéros approchant aux					gagnant
Dizaine de mille	Mille	Centaine	Dizaine	Unité	
504266	570266	574088	574206	574260	10 000,00 F
514266	571266	574188	574216	574261	
524266	572266	574366	574226	574262	
534266	573266	574466	574236	574263	
544266	575266	574566	574246	574264	
554266	576266	574666	574256	574265	
564266	577266	574766	574276	574267	
584266	578266	574866	574286	574268	
594266	579266	574966	574296	574269	

**TACOTAC**

TRAGE DU MERCREDI 30 JANVIER 1985

**LOTO**

1<sup>er</sup> 4816263045

2<sup>e</sup> 46

PROCHAIN TIRAGE LES MERCREDI 6 FÉVRIER ET SAMEDI 9 FÉVRIER

VALIDATION : AUCUN MARCHÉ APPRÉHENDÉ POUR LES 2 TIRAGES



صكزا من الامثل

# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### « El Norte », un film de Gregory Nava

#### L'exode indien vers un mirage

**G**REGORY NAVA est né aux États-Unis d'une famille d'origine latino-américaine. Sa femme, Anna Thomas, est issue d'une famille d'origine polonaise. Ensemble, ils ont écrit le scénario d'*El Norte*, dont Gregory Nava avait eu l'idée parce que, élevé à San-Diego, le long de la frontière du Mexique et de la Californie, il était frappé par le contraste très visible entre un pays du tiers-monde et une grande puissance. De la frontière, Gregory Nava est remonté jusqu'au Guatemala, pour raconter l'histoire de deux jeunes Indiens émigrants vers les États-Unis.

Le film n'a pas été facile à monter financièrement. Il devait être en langue indienne et espagnole, sans vedettes américaines. Pendant deux ans, Gregory Nava et Anna Thomas se sont débattus. Et ils ont réussi. Le responsable d'*American Playhouse*, programme de la chaîne publique PBS, leur a accordé la moitié du budget. Des investisseurs privés se sont groupés dans une société indépendante. Le film a été réalisé. Sorti, l'an dernier, dans plusieurs grandes villes américaines, il a été très bien accueilli. Présenté au Festival de Cannes dans la section officielle « Un certain regard », il a, depuis, reçu le Grand Prix des Amériques au Festival de Mootréal.

*El Norte*, le Nord, les États-Unis, c'est, pour Enrique et Rosa, frère et sœur vivant dans un village indien des hauts plateaux guatémaltèques, le rêve d'un pays de liberté et de confort vanté par les magazines que lit leur maraine. Enrique et Rosa sont relativement heureux en famille, mais l'oppression d'un régime militaire pèse sur le village. Leur père participe à un mouvement de rébellion clandestin. Il est arrêté et massacré. Leur mère disparaît. Avec les maigres économies de la maraine, Enrique et Rosa vont tenter de gagner les États-Unis, en passant par le Mexique.

Les problèmes d'Amérique centrale, dit Gregory Nava, ont été créés par le gouvernement américain pour faire obstacle au développement. Les États-Unis vendent des fusils, sont derrière tous les régimes dictatoriaux de pays comme le Guatemala. Je tenais à montrer le lien entre les guerres et l'exode des émigrants, entre une histoire contemporaine et un voyage qui signifie, pour les Indiens du Guatemala, l'abandon progressif de leurs propres

valeurs culturelles. Ils sont attachés à leurs terres, mais très isolés, brimés, exterminés. Alors, ils partent vers la Californie, portés du rêve américain. Ils vont, d'abord, au Mexique, où se mêlent les cultures californiques espagnoles. Ils sont des milliers à échouer sur une fausse « terre promise ».

J'ai voulu, avec ce film, m'écarter du point de vue documentaire, de la démonstration politique, pour faire saisir, humainement, une situation tragique. Nous avons tourné au Mexique, dans des régions rappelant celles du Guatemala. C'était à la fin de l'administration de Lopez Portillo. Tout allait mal, tout était corrompu. Nous nous sommes trouvés dans une situation dangereuse, angoissante. Notre directrice de production mexicaine a été enlevée, retenue une journée par des gens qui prétendaient appartenir à la police secrète. Ils nous ont pris toute la pellicule impressionnée, et il a fallu payer une rançon pour la récupérer. Nous avons eu très peur. Après avoir versé la rançon, nous avons décidé de terminer le film aux États-Unis. Il a fallu retrouver de l'argent. Nous ne

paurrions jamais revivre une aventure semblable.

De cette aventure résulte pourtant, en partie, la tension dramatique d'un film dont la mise en scène reflète des événements vrais, les filtres à travers un cas individuel pour sensibiliser les spectateurs à la condition précaire de tous ces émigrants poussés vers un mirage. On ne voit pas, ici, de personnage américain prenant conscience de la responsabilité de son pays dans le malheur des Indiens du Guatemala. On vit l'histoire, constamment, avec Enrique et Rosa.

Par une narration simple et « classique », Gregory Nava a retrouvé le pouvoir émotionnel du grand cinéma populaire. Un village indien, ses traditions, son acquis culturel (langage, costumes, symboles), le dur travail des champs, un climat de révolte latent et puis, soudain, l'intervention des soldats, le massacre, la répression, une tête coupée pendant à un arbre, le deuil, la fuite des joues vers le Mexique. Ni trop ni trop peu : l'essentiel.

A l'arrachement forcé du pays natal succèdent les épreuves du voyage : traversée du Mexique, heures pénibles dans un autocar

bondé, arrivée à Tijuana où les émigrants croissent au sein d'un bidonville, en attendant leur chance. Enrique et Rosa tentent de franchir la frontière, mais leur « coyote » (passeur) est un type malhonnête qui voulait les dépouiller. Interviennent la police. Farouchement, le frère et la sœur se prétendent mexicains, car, si on les renvoie au Guatemala, ils sont perdus... La police les relâche. Repris en charge par un « coyote » honnête, ils atteindront San-Diego en rampant dans un tunnel d'égouts désaffectés où ils sont attaqués par des rats. Gregory Nava a su établir un processus d'identification à ses personnages. Quoi qu'il arrive — et on ferait comme eux — Enrique et Rosa ne peuvent pas retourner en arrière. Sans être des héros, ils subissent les rats comme le reste.

On songe alors à la famille Joad

des *Raisins de la colère*, de John Ford, dépourvue de tout et cherchant, en remède à sa misère, du travail en Californie. A la sortie du tunnel immense, les lumières éclatantes de San-Diego dans la nuit viennoise, soudain, concrétiser le paradis des magazines. Enrique et Rosa peuvent penser qu'ils ont gagné. Bientôt, en effet, ils arrivent à Los Angeles.

La troisième partie du film n'est pas en perpétuel mouvement comme les deux précédentes. C'est la tentative d'adaptation à la société américaine. Un nouvel enracinement semble s'offrir. Mais le mirage s'efface peu à peu, les lignes de chance qui se présentaient cassent. Certains détails humoristiques — la grosse Mexicaine prenant Rosa sous son aile de mère poule ; la confrontation de la jeune fille avec une machine à laver dont elle ne comprend pas le fonctionnement — apportent

seulement des moments de détente éphémères.

« Tel est le sort des clandestins », dit Gregory Nava. Mexicains au Indiens, ils sont tous pareils pour la population non hispanique. On se sert d'eux comme main-d'œuvre au noir. Ils font les tâches les plus rebutantes. Ils sont considérés comme des ombres. Les Américains ne savent pas pourquoi ils sont là. Mais, arrivés illégalement, ils peuvent être renvoyés à n'importe quel moment par les services de l'immigration. Personne, au gouvernement, ne sait ce qu'il faut faire : refouler tous ces immigrants ou les accepter, les intégrer. Si la frontière était ouverte, il y aurait un afflux considérable. Le Mexique ne veut pas non plus des réfugiés d'Amérique centrale. *El Norte* ne prétend pas résoudre le problème, mais le film a donné une existence à tous ces parias. L'accueil du public américain nous fait penser que, maintenant, on les voit... »

Il n'y a pas de fin optimiste à *El Norte*. Ce n'est pas, pour autant, une œuvre désespérée. Gregory Nava, s'il n'a pas voulu tricher avec la réalité, a gardé, jusqu'au bout, le respect de la dignité humaine. Interprétés par David Villalpando et Zaida Silvia Gutierrez, étonnants comédiens mexicains, Enrique et Rosa portent un inimaginable, une sensibilité, une énergie préservant, en dépit de tout, leurs origines, leur identité. La scène finale où Enrique, serrant les dents, se remet à lutter sur les ruines de ses espoirs, rappelle celle qui terminait *les Raisins de la colère* : le départ de Henry Fonda vers un avenir difficile.

Comme John Ford autrefois (d'autres exemples se trouveraient dans sa carrière), Gregory Nava se situe tout près des êtres, de la vie, sans délivrer de « message ». Anna Thomas et lui sont des idéalistes qui arriveront peut-être à soulever des montagnes. On en a bien besoin.

JACQUES SIGLIER.

★ Voir les films nouveaux.



David Villalpando

### Les dessins de Roger Blin

UNE exposition Roger Blin (1907-1984) à la maison Renaud-Barrault rend hommage à l'homme de théâtre, comédien et metteur en scène, à l'acteur de cinéma qui fit ses premières armes dans le groupe Octobre à travers des documents, des témoignages assez mêlés de vie pour ne pas donner l'impression d'un salut nécrologique. Il se peut que la présence de nombreux dessins pulsionnels qui scandent le parcours y soient pour quelque chose.

Car Blin dessinait, ce qu'un ne sait généralement pas, et cela depuis l'enfance. Il avait même suivi la filière classique : les plâtres et les nus à l'atelier de la Grande Chaumière — à la fin des années 20 — les paysages, les portraits, avant de laisser faire, le geste libre d'intrigues apparentes, mais non pas de passions, de rêves et de chimères. La dessin était sa vie de secours ; forcément plus secrète que sa vie de plateau, a-t-il dit un jour, ajoutant que ce qui sort,

s'il était snob, il appellerait ça des « électrocardiogrammes ».

Il avait aussi, d'une formule lapidaire, raconté son histoire : « Je suis un bague contrarié que cette infirmité a rendu gaucher. Bague je me suis naturellement tourné vers le théâtre. Gaucher, vers le dessin... »

Théâtre et dessin : de l'expression, par le mouvement du corps, de la voix, des mots, des sons. Constat de Blin :

« Si vous savez crier, vous savez dessiner. »

Écriture houleuse qui pèse des fantômes, tendue, nerveuse qui s'agrippe à la page blanche parfois comme à une planche de salut ; tracés d'encres qui déchirent la silence ; pleurs et déliés ; alphabet du corps mis à nu... Ces dessins ont à voir avec Masson et Michaux, et Artaud, dont le portrait de Blin figure à l'exposition.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Théâtre du Rond-Point, avenue Franklin-Roosevelt, 11 heures, 20 h 30, jusqu'au 13 février.

### Comédie Française

298.10.20

février 85 en alternance

#### MARIVAUX LE TRIOMPHE DE L'AMOUR

Mise en scène de Alain HALLE-HALLE  
les 3 et 13 février à 14 h 30  
les 2, 5, 7, 11, 17, 19, 20, 24 février à 20 h 30

#### RACINE BÉRÉNICE

Mise en scène de Klaus Michael GRÜBER  
les 10, 20, 24 février à 14 h 30  
les 3, 8, 14, 16, 22, 27, 28 février à 20 h 30

#### COURTELINE RUE DE LA FOLIE

Mise en scène de Moshe LEISER et Patrice CAURIER  
les 8, 9, 10, 15 février à 20 h 30

#### TRISTAN L'HERMITE LA MORT DE SÉNÈQUE

Mise en scène de Jean-Marie VILLÉGER  
le 17 février à 14 h 30 les 12, 13, 21, 26 février à 20 h 30

#### AUDREAU FÉLICITÉ

Mise en scène de Jean-Pierre VINCENT  
les 23 et 25 février à 20 h 30

#### location facilitée : les soirées ouvertes

Des salles entièrement réservées à la location (sans abonnements) pour les spectacles les plus demandés.

#### BULLETIN DE RÉSERVATION POUR LES SOIRÉES OUVERTES

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
TÉL. \_\_\_\_\_

Ci-joint un règlement de \_\_\_\_\_

Je souhaite réserver \_\_\_\_\_ places  
à 33 F □ 48 F □ 66 F □ 93 F  
pour la représentation du :  
□ samedi 9 à 20 h 30 Rue de la Folie Courteiline  
□ dimanche 10 à 14 h 30 Bérénice  
□ mercredi 27 à 20 h 30 Bérénice

Les demandes seront traitées dans l'ordre d'arrivée et dans la limite des places disponibles. Bulletin à retourner accompagné d'une enveloppe timbrée au moins 15 jours avant la date de la représentation choisie.

COMÉDIE FRANÇAISE - LOCATION BP 266  
75021 PARIS CEDEX 01

Comédie Française





Quel que  
Arman, de  
Marcel Carré.

## ALEKAN, DIRECTEUR DE LA PHOTO : UNE VIE, UN LIVRE

### L'ensoleillé et l'hivernal

« **L**a nuit est encore plus riche que le jour, des bleus, et des verts, les plus intenses. Certaines étoiles sont citronnées, d'autres ont des feux roses, verts, bleus myosotis... » Alekan tire ces deux phrases d'une lettre de Van Gogh à son frère Théo ; en guise de légende minuscule au souvenir d'un tableau de Vincent, le *Café, le soir*, reproduit dans la marge, au chapitre « Éclairage composite » : cet exemple « lumineux » rend superflue toute explication boursouflée.

Deux pages plus tôt, juste au moyen d'un ancien croquis de lui, il a proposé une étude des effets lumineux, détaillant les « Ombres denses et sans grande transparence », d'un paysage nocturne, quand tout manque de netteté et baigne dans une dominante bleutée. Ces constatations de l'évidence, et la mise en exergue du *Café, le soir*, lui permettent d'enchaîner sur le procédé dit « nuit américaine » — autre leçon minuscule. Bientôt, il passe du général au particulier, l'espace de dix demi-lignes en italique, commentaire à un deuxième croquis crayonné lors d'un tournage avec Joseph Losey. Et il accompagne le schéma d'une note technique à la portée du premier venu sur les filtres nécessaires à la simulation en plein jour d'un effet lunaire. Le tour est joué.

Nous prenons là au hasard. Tout le livre chemine ainsi : pas à pas. Mafélique limpides. Guide scrupuleux d'un voyage un peu initiatique au pays de ceux qui ont appris à regarder, Alekan

se garde de mêler des états d'âme au suivi de ses souvenirs professionnels. Il met à plat le résultat de cinquante années d'expériences, de trente-cinq années de réflexions notées sur des carnets (celles d'avant 1950 lui ayant été volées, nous a-t-il dit, lors d'un voyage en Italie).

Il a fait son miel au fil des tournages, au long de visites toujours recommencées dans les musées, au gré des lectures, au hasard des rencontres toujours dans la même quête. Une obsession frôlant la soif mystique. Il était poussé par le désir de se faire comprendre de ses stagiaires ou de ses élèves à l'IDHEC : « J'ai eu du mal, dit-il, à construire un plan. J'étais sûr, dès le départ, des deux axes de mon livre, un : la lumière solaire ; deux : la lumière artificielle. Sadoul (1) m'avait conseillé d'établir comme lui des fiches à partir de ses observations. Mais j'ai eu l'impression de tirer des morceaux prêts chaque fois à s'étrier d'avantage. Tous à récrire. J'ai dû concentrer. Je souffrais de me sentir trop lyrique. Trouvais mon style ampoulé, ou peu clair. Je voulais sans cesse ajouter des choses. Surtout à la fin. J'aurais voulu que le livre se termine comme un déroulement chinois, par un dépliant de mes images de l'Enfer de Rodin (2). J'aurais inclus aussi un petit disque, une musique de Pierre Lasry. » L'éditeur a pris peur. Pas plus de trois cents pages. Il était formel. Du coup, Alekan a donné le dépliant à l'Institut Lumière à Lyon.

#### Preuves à l'appui

On sent l'envie qui a été la sienne de livrer tout, le tout pour le tout, sa petite tristesse d'avoir dû renoncer à certain édifice en fin de course. La profusion de renseignements, d'informations en marge, d'appels de note, d'appareilles digressions (mais qui n'en sont pas), de malins retours en arrière (à la façon des patients professeurs, mais pas... « pédagogues », mieux), le côté poupées russes en somme de « l'Alekan » en constitue le premier attrait. On se balade... Promenade inspirée, et inspirante. Dans le cinéma, dans la nature, et dans les arts, Alekan a puisé, s'est bâti un musée imaginaire, le sien. Il en ouvre les portes en philosophie, conscient du fait que rien encore n'avait été vraiment fait sur le sujet. Sa chance.

Et voilà pourquoi les exemplaires distribués se sont vendus comme des petits pains. Dans la littérature des grands du cinéma russe, on ne trouve que de la technique pure ; en Amérique, seul John Alton a consacré quatre lignes à la question de la lumière, techniques encore. Bien sûr, il y a le traité de Léonard de Vinci, mais c'était il y a... longtemps.

portrait d'Emmanuelle Riva, signé par lui, de Lévy-Dhurmer et Fernand Knopff. Toujours en termes d'éclairage, il évoque la comédie américaine, le western et la nouvelle vague, preuves à l'appui. Il échantillonne.

Ce qu'il se demande ? C'est comment on passera enfin d'un certain classicisme de la composition au cinéma à la modernité, pour lui synonyme d'abstraction. Comment les cinéastes pourraient abandonner le modèle, ne plus imiter le relief mais utiliser des formes et des couleurs inspirées de la vision à plat. Lui qui est parti d'Anna Karenine aboutit sur les travaux de deux cinéastes avec lesquels il a collaboré, Jean-Louis Leconte et Serge Bard. Pour le deuxième, il a une tendresse. « Avec lui, dit-il, les acteurs étaient soumis à la lumière, mangés par elle, dominés. » Le



et de maintenant, de Serge Bard.

### Maison de poupée

ALEKAN habite derrière le Parc des princes une maisonnette de cornes pour enfants, avec un minuscule perron, une boîte aux lettres en fer et des fenêtres bien sages et symétriques : un pavillon du début des années 50 coiffé entre deux immeubles modernes trop élevés. La salle de séjour, au premier étage, ouvre aussi côté jardin — un jardin où pousse un arbre semé par le vent. On voit, sous le poste de télévision, une carapace de tortue géante, au mur une lithographie signée Picasso, et, à travers les rayonnages, de-ci de-là, aussi bien Dante et Rabelais dans des éditions roses que la comtesse de Ségur (« Bibliothèque rose »), plus, bien sûr, des livres d'art et des ouvrages sur les vitraux des cathédrales. Il y a également un piano droit et une mappemonde en bois peint. Les fauteuils et le canapé crapaud sont recouverts de housses de tissu clair et léger, tachés de blancheur sur la moquette grise ; dans la clarté de ce dimanche matin de janvier, jour des Rois où il neigeait, on en aurait presque oublié de regarder de quel genre de lampes Alekan s'entoure (dites-moi de quel bois vous vous chauffez...). Et bien ! chez lui — peut-être parce que son épouse est d'origine yougoslave — les objets sont en satin vaillant, larges et volants, doivent produire une lumière très calme et chaude, à la fois petite-bourgeoise et poétique.

M. L. B.

Le Ruffet mécanique, de Fernand Léger.

blanc dévoré par le noir. L'émotion sans description.

Bientôt, dans un film que Michel Dumoulin prépare avec lui consacré à ses anecdotes du cinéma, Alekan racontera peut-être comment Bard, parti avec trois camions de matériel pour filmer une traversée de l'Afrique, n'est jamais revenu. Resté à Tamaourset, où il s'est converti à la religion musulmane, devenu une sorte de Mollah, de prêtre, il ne produira donc plus jamais d'images. Comble de l'artiste : le rien.

MATHILDE LA BARDONNIE.

(1) Georges Sadoul, critique et historien du cinéma. Ses *Rencontres Chroniques et Entretiens* viennent d'être publiés chez Denoël (le Monde du 26 décembre 1984).

(2) L'Enfer de Rodin (1958) est le seul film qu'Alekan ait réalisé lui-même.

**MUSÉE DE LA MARINE**  
Palais de Chaillot  
Récital  
**Jacques ERDOS**  
JAZZ ÉPIQUETTE  
DIMANCHE 3 FÉVRIER de 16 h 30 à 17 h 30  
dans le cadre du Salon de la Marine

**PRÉSENCE DE LA**  
**PEINTURE CANADIENNE**  
œuvres de collection, prêt d'archives.  
Les noms les plus prestigieux  
de la peinture canadienne contemporaine  
DU 25 JANVIER AU 24 FÉVRIER  
T.L.J. et dim., 10 h - 19 h  
CENTRE CULTUREL CANADIEN  
5, rue de Valenciennes (7<sup>e</sup>) - 551-35-73  
Métro Invalides - Entrée libre

Du 4 février au 9 mars  
à 18 heures au  
**THÉÂTRE LES DECHARGEURS**  
3, rue des Déchargeurs, 75001 Paris  
**JEAN-LOUIS CALLAT**  
chante  
**VICTOR HUGO**  
Tél. : 236.00.02

**MUSÉE RODIN**  
77, rue de Valenciennes (7<sup>e</sup>) - Métro Varenne  
**DESSINS DE**  
**RODIN**  
Extrait du premier volume de  
l'INVENTAIRE  
Tous les jours, sauf mardi, 10-17 h  
du 10 DÉCEMBRE au 10 MARS

**PIANO ★★★★★**  
**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
Jeudi 31 janvier, 20 h 30  
**QUATUOR**  
**AMADEUS**  
INTÉGRALE DES QUATUORS  
DE BEETHOVEN  
Loc. 723-47-77

**CONFÉRENCE**  
**LA PLACE DE L'HOMME**  
**DANS L'UNIVERS**  
par  
**Hubert REEVES**  
Astrophysicien, directeur  
de recherches au CNRS  
MARDI 5 FÉVRIER, à 18 h 30  
Sur réservation :  
551.35.73, poste 241 et 242  
CENTRE CULTUREL CANADIEN  
5, rue de Valenciennes (7<sup>e</sup>) - 551-35-73  
Métro Invalides - Entrée libre

**RECHERCHE**  
**RAOUL DUFY**  
1<sup>er</sup> supplément au catalogue raisonné de  
l'œuvre peint par Maurice Laffaille  
Les éditions Louis Carré et Cie recherchent tous renseignements  
concernant l'œuvre de Raoul Dufy en vue de la publication du 1<sup>er</sup>  
supplément au catalogue raisonné de l'œuvre peint.  
Editions Louis Carré et Cie  
Service documentation  
10, avenue de Messine  
75008 PARIS - (1) 562.57.07

**MAISON DU DANEMARK**  
142, Champs-Élysées - Métro Étoile  
**PERSPECTIVE ET COLORIS**  
MÉTHODE DE TRAVAIL DES PEINTRES À L'AGE D'OR DANOIS  
dans le cadre de l'exposition au Grand Palais  
« L'Age d'or de la peinture danoise - 1900-1950 »  
Tous les jours, de 13 h à 19 h - Dimanches et fêtes de 15 h à 19 h  
JUSQU'AU 3 MARS 1985 - Entrée libre

**FONDATION CALOUSTE GULBENKIAN**  
Centre culturel portugais  
51, avenue d'Iéna, Paris 16<sup>e</sup> - 72496-84  
**ARSHILE GORKI**  
peintures - dessins  
12 h à 18 h du lundi au samedi  
du 1<sup>er</sup> janvier au 26 février

**THÉÂTRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS** 833.16.16  
**CORNEILLE**  
mis en scène par  
**ALAIN BÉZU**  
«Une acuité et une rigueur exemplaires» J. NERSON (Le Quotidien) - «Trois Corneille au prix d'un Bézou, profitez-en!» A. LAURENT (Libération) - «Le cœur dans tous ses états et dans tous ses éclats» D. DARZACQ (Révolution) - «Corneille sera content. Vous aussi». M. GALEY (L'Express).

**MELITE**  
**LA GALERIE DU PALAIS**  
**LA PLACE ROYALE**



BIENTOT UNE EXPOSITION

Loupiottes et souvenirs

LES travaux des lauréats du récent concours de lampes de bureaux organisé par l'Agence pour la promotion de la création industrielle (APCI) seront montrés du 21 mai et jusqu'au 12 août prochain dans un coin de l'exposition prévue au Centre de création industrielle (Centre Georges-Pompidou), et qui s'intitulera « Lumières », au futur.

Lumières plurielles. Un panorama international de la création d'appareils d'éclairage intérieur de la fin du dix-neuvième siècle à nos jours. Il y avait eu, en décembre 1983, on s'en souvient, au Musée d'art moderne l'exposition Electra, un hommage à la fée Electricité, qui rendait sa belle et juste place à l'art du néo. On va voir là des lustres et des suspensions, des lampes de table et des lampadaires, des appliques et des spots, bref, des murs aux plafonds en passant par les sols, une histoire du luminaire à usage domestique, intime.

« Nous ne rassemblerons pas seulement des pièces rares et historiques, comme les lampes de Daum ou de Lalique, qui vont nous prêter divers musées, explique Jean-François Grunfeld, commissaire général de l'exposition, mais nous montrerons surtout ce que l'appareil d'éclairage a représenté. En gros depuis 1930, les créateurs de luminaires, pour la majorité inconnus, ont imposé des archétypes, des qualités de lumière variables selon les classes sociales, les régions. On est tout de suite au-delà de l'objet matériel, de la technique. Ces lampes usuelles, datées, ont une capacité d'évocation propre et chacune incarne une forte dose d'affectivité. Le point de passage à la part d'ombre est ce qui rattache la lumière au souvenir à la mémoire. »

« Allez, illustre bien ce lien variable avec le temps entre lumières et états d'âme, et ne parlons pas de Proust, qui n'a cessé

d'attacher à ses lieux des lumières, des couleurs. Alors, d'un côté, nous aurons des « éclairages mémorables », une manière de rendre présentes toutes ces lampes de designers (anonymes) que chacun d'entre nous a une fois fabriquées avec une bouteille, un vase, une défense d'éléphant au moulage en café, et, de l'autre, ce que j'appellerai les « madeïnes », des lieux symboliques, pour moi l'éclairage d'une chambre d'hôtel, pour tel autre le bureau dans un intérieur bourgeois ou la cuisine. Des stéréotypes, en un mot. Nous installerons ces ambiances lumineuses, comme des angles, des fragments de souvenirs, des étincelles.

« D'angle en angle se dessinera ainsi un parcours programmé, mais qui semblera aléatoire. Tant ne sera pas éclairé en même temps. Grâce à l'ordinateur Lab 2001 que les gens de théâtre utilisent beaucoup, on pourra jouer de quarante-huit effets différents. Tantôt les s'allumeront cinq appliques des années 50, tantôt là des lampadaires. Je voudrais que la chose ressemble à un spectacle, les lumières sont mises en scène. Gérard Poll, qui a travaillé beaucoup au théâtre avec Mesguish, Vitez ou à Berlin, installera d'autre part des ambiances artificielles très simples, un lever de soleil par exemple... »

Jean-François Grunfeld, installé dans les bureaux lumineux de l'Ecole nationale pour la création industrielle - ancien entrepôt aux vitrages remarquables proche de la Bastille - peut épiloguer des heures. Auteur de trois romans dont il se déclare plutôt content, il rappelle avoir tout ça dans le recueil « Lyre » et suivi d'un texte sur les dispositifs lumineux. Ponge, qui parlait, en 1945, des « mots conducteurs ». Les mots, les fils...

M. L. B.

Toujours la lumière...

Un artiste californien, déjà consacré, James Turrell, à la suite d'expériences au-dessus et au-dessous d'un cratère de Canyon, a présenté de par le monde et notamment au Musée d'art moderne de la Ville de Paris une installation d'espaces vides baignés de lumières diffuses fortement étudiées : chambres de l'esprit successivement bleutées, orangées ou blanches selon ; atmosphères de la mère nature recréées (le Monde du 23 décembre 1983).

Il y a souvent dans les murs de la Saline royale d'Arc et Senans, invité à travailler là par le Centre international de réflexion sur le futur, un photographe français, Georges Fessy, qui passe des nuits et des nuits entières derrière son objectif ouvert à capter en temps réel les trajets lumineux des étoiles, et les variations de l'obscur au gré des lunaisons, ou les stridences géométriques des éclairs en cas d'orage.

« Ombres - Lumières », c'est le titre aussi du numéro 25-26 de la revue de poésie intitulée Solitaire. « Après la pluie l'ombre des arbres sur le pré peine à retrouver ses limites », écrit Jean Vincent Verdonnet. Lire aussi : « A l'attente le plus démunie comme si d'un éclat de l'obscur », d'Armel Guerne. Et d'autres choses notées à propos des flammes, « brusques morceaux de ciel », ou de la chandelle tirant la langue aux solives mesquines de sa suie. Le blanc et le noir. Le pur optiquement et le vécu psychologiquement.

ARSHILE GORKY AU CENTRE CULTUREL PORTUGAIS

La vallée des Arméniens

L'ŒUVRE d'Arshile Gorky (1904-1948) occupe une place privilégiée dans la formation de l'école de New York. Cela ne l'empêche pas d'être mal connue en France où elle n'avait jamais fait l'objet de la moindre présentation particulière avant cette exposition de la Fondation Gulbenkian qui vient de s'ouvrir à Paris, après avoir été montrée à Lisbonne (1). Aussi celle-ci fait-elle figure d'événement, bien qu'elle ne soit pas d'un ampleur considérable. Elle réunit des dessins - dont quelques-uns de la maturité, entre 1944 et 1948, sont très beaux - et quelques peintures, tous issus de la collection familiale dont a hérité le neveu de l'artiste, Kerlen Mooradian, et qui sont en dépôt à l'Art Institute de Chicago. Sauf une œuvre : *Table Paysage* (1945), le Gorky des collections françaises, prêt par le Musée national d'art moderne.

En fait, à la faveur de ces œuvres souvent modestes, de celles qu'on ne vend pas, qu'on garde par attaches sentimentales, qui rendent la personnalité d'un artiste plus familière, plus présente, nous découvrons un Gorky qui ne correspond pas à l'image que l'on peut s'en faire à la lecture de l'appareil critique américain. On les termes si fréquents d'« automa-

tismes psychiques » et de « drips » employés à propos de son style, renvoient plutôt à l'action painting - c'est-à-dire à l'après-Gorky et à Pollock - qu'à ces douceurs écorchées battues par un grand vent de nostalgie venu dont ne sait où. Où l'immédiateté et cette fameuse énergie qui fait généralement foi et loi dans la peinture new-yorkaise expressionniste abstraite à laquelle Gorky (parmi d'autres) a ouvert la voie, n'est pas ce qui domine.

Gorky n'aimait pas ceux qui se servent trop de leurs bras pour peindre. « Tout le monde utilise beaucoup trop ses bras, trop de coups de pinceau. Je préfère, dis-je, voir non pas la force de mon bras dans la peinture, mais la poésie de mon cœur. »

Le peintre, dont certains se sont posés la question de savoir s'il était le premier des expressionnistes abstraits ou le dernier des surréalistes - ce qui montre l'importance de l'œuvre comme passage obligé dans l'histoire de l'art américain - a fait l'impossible ou la difficulté de l'y insérer - n'aimait pas non plus le surréalisme. « Un art académique déguisé et anti-esthétique », et ses peintures : « Ils sont ivres de spontanéité psychiatrique et de rêves inexplicables. »

Biographie tragique

de génocide, de famine, de drames épouvantables : la mère, celle qui lui avait transmis le savoir et la culture, meurt de malnutrition dans ses bras ; elle n'avait pas quarante ans, lui en avait quinze.

Et le malheur ne s'arrête pas là. L'histoire personnelle de Gorky s'achève aussi dramatiquement qu'elle avait commencé, par un suicide en 1948, après deux années d'œuvres marquées par un cancer, un grave accident de voiture, l'occidie de l'atelier dans lequel trois douzaines de tableaux et autant de dessins ont brûlé et, pour couronner le tout, le départ de sa femme avec les deux enfants...

Le catalogue, qui nous apprend encore bico d'autres choses sur sa vie à New-York, celle d'un solitaire qui cultive sa différence, fournit des éléments de lecture de l'œuvre qui ne traitent généralement pas dans les études *made in USA*, peu prolifères sur la vie des artistes, ce qui contrarie l'histoire des formes, des familles artistiques et des zones d'influence proches et repérables dans le milieu ambiant (qui manquent ici, surtout pour une première).

Dans le cas de Gorky, il faut toutefois remarquer qu'une exposition en 1978 (2) ainsi que la rétrospective de 1981 au Guggenheim reliaient fort bien le peintre à sa terre d'origine, à laquelle il est resté attaché toute sa vie. « L'important est l'inspiration arménienne qui guide ma peinture et que les Américains ont du mal à comprendre », écrivait-il dans une des nombreuses lettres écrites



Gorky et sa mère, Van, 1912. La photographie est à l'origine d'un tableau (commencé en 1926, achevé en 1938) très fidèle à cette image et dans lequel la critique n'a reconnu que l'influence de Picasso. « Les yeux arméniens de ma mère, ils les appellent yeux de Picasso. »

à sa famille en arménien et où il exprime ses vœux sur l'art. Plusieurs d'entre elles, traduites, figurent au catalogue.

Voici donc Gorky l'Arménien qui émerge de l'œuvre. Une œuvre carrefour, qui assimile très vite les influences européennes, Picasso, le cubisme dans les années 30, puis Masson, et Miro et Matta, quand elle s'engage sur le chemin d'une abstraction plus spontanée, qui défait les plans et les formes, pour finir par trouver, grâce peut-être à Breton, la légitimité des fantasmes personnels qui l'habitent.

L'exposition montre bien cette évolution, cette conquête d'identité artistique où les reminiscences de constructions cézanien (la *Table Paysage* du Musée d'art moderne) et d'anciens maîtres (Uccello que l'artiste admirait et dont il recommandait à son ami De Kooning de méditer la leçon) se mêlent aux impressions directes de la nature, aux souvenirs d'enfance qui se traduisent parfois par une image toute simple, toute bête.

Innocence et pureté, culture et savoir noués par l'angoisse : les forces de Gorky, l'énigmatique et raffiné peintre du jardin de Khor-kom, le Jardin de l'exaucement du sauhait (1944), qui avait une roche bleue contre laquelle les

femmes allaient se frotter la poitrine pour accroître leur fertilité, et un arbre - *L'Arbre à la croix* (1966) - un buisson épineux où l'on venait faire des vœux et dans lequel on nouait des lanières d'étoffe découpées dans les vêtements. Souvenirs du monastère ancestral du Saint, signe du démon possesseur (1946), de la *Vallée des Arméniens*. Souvenir : poudre d'étoiles, mémoire : une danse des paupères, un trouble, une flamme qui vacille, un jaune de bleu, un rouge de pantoufles - celles que le père a offertes à l'enfant le jour où il a quitté le pays pour fuir les Turcs. Bribes, des formes effilochées, organiques, des formes d'os, d'os de bassin, qui sont celles de la charrie arménienne dont le peintre a fait trois sculptures en bois, ou celles d'hélices d'avion. Images de la terre retournée, de cimetières, images du vent, de l'air, du temps qui passe et coule et de la vie, dans la tourmente.

GENEVIÈVE BREERETTE

(1) Fondation Calouste Gulbenkian, centre culturel portugais, 51, avenue d'Iéna, jusqu'au 9 mars.

(2) *American Art at Mid-Century: the Subjects of the Artists*, National Gallery of Art, Washington, 1978. Texte pour Gorky d'Eliza E. Rathbone.

V.O. : UGC ELYSEES • UGC ODEON • CINEBAUBOURG LES HALLES • UGC OPERA • UGC ROTONDE • UGC Gobelins • V.F. : UGC BOULEVARDS

EL NORTE

un film de GREGORY NAVA

UNE RÉALISATION EXTRAORDINAIRE. The New York Times

★★★★

Rempli de splendides moments d'émotion et d'humour.

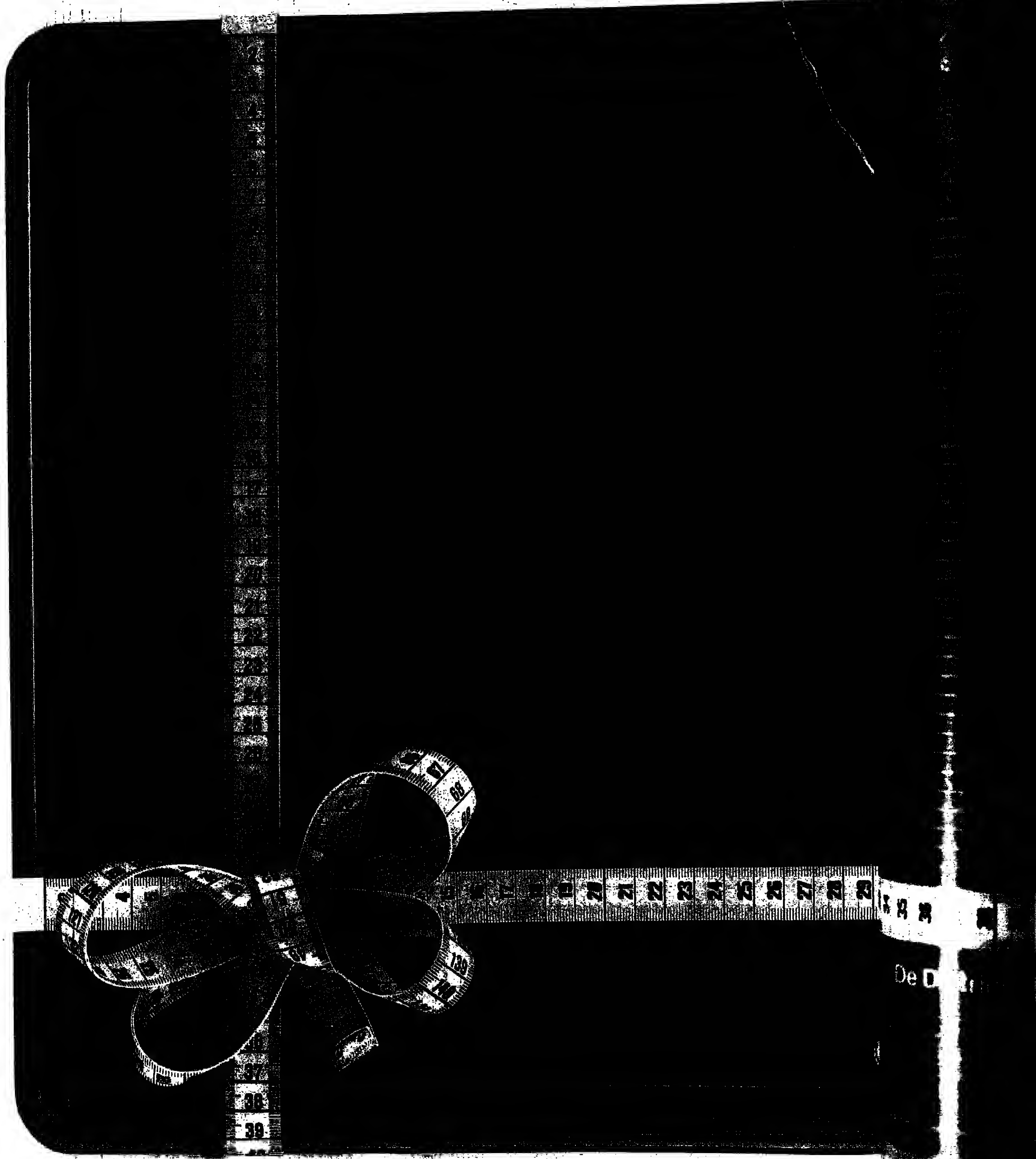
GRAND PRIX DES AMÉRIQUES FESTIVAL DES FILMS DU MONDE MONTRÉAL 1984

Télérama

AN INDEPENDENT PRODUCTIONS FILM AN ASSOCIATION OF AMERICAN FILMMAKERS PRESENTS "EL NORTE" BY GREGORY NAVA. CASTING BY JANE FONDA. COSTUME DESIGNER DAVID VILLARD. EDITOR ROBERT YERGEN. EXECUTIVE PRODUCERS JERRY BLANETT AND JACQUELINE FORD. PRODUCED BY GREGORY NAVA AND ANNA THOMAS. WRITTEN BY GREGORY NAVA. DIRECTED BY GREGORY NAVA. MUSIC BY JAMES GUNION. COUNTRY OF ORIGIN: USA. LANGUAGE: ENGLISH. SUBTITLES: FRENCH. DURATION: 105 MIN. RELEASE DATE: 1984.



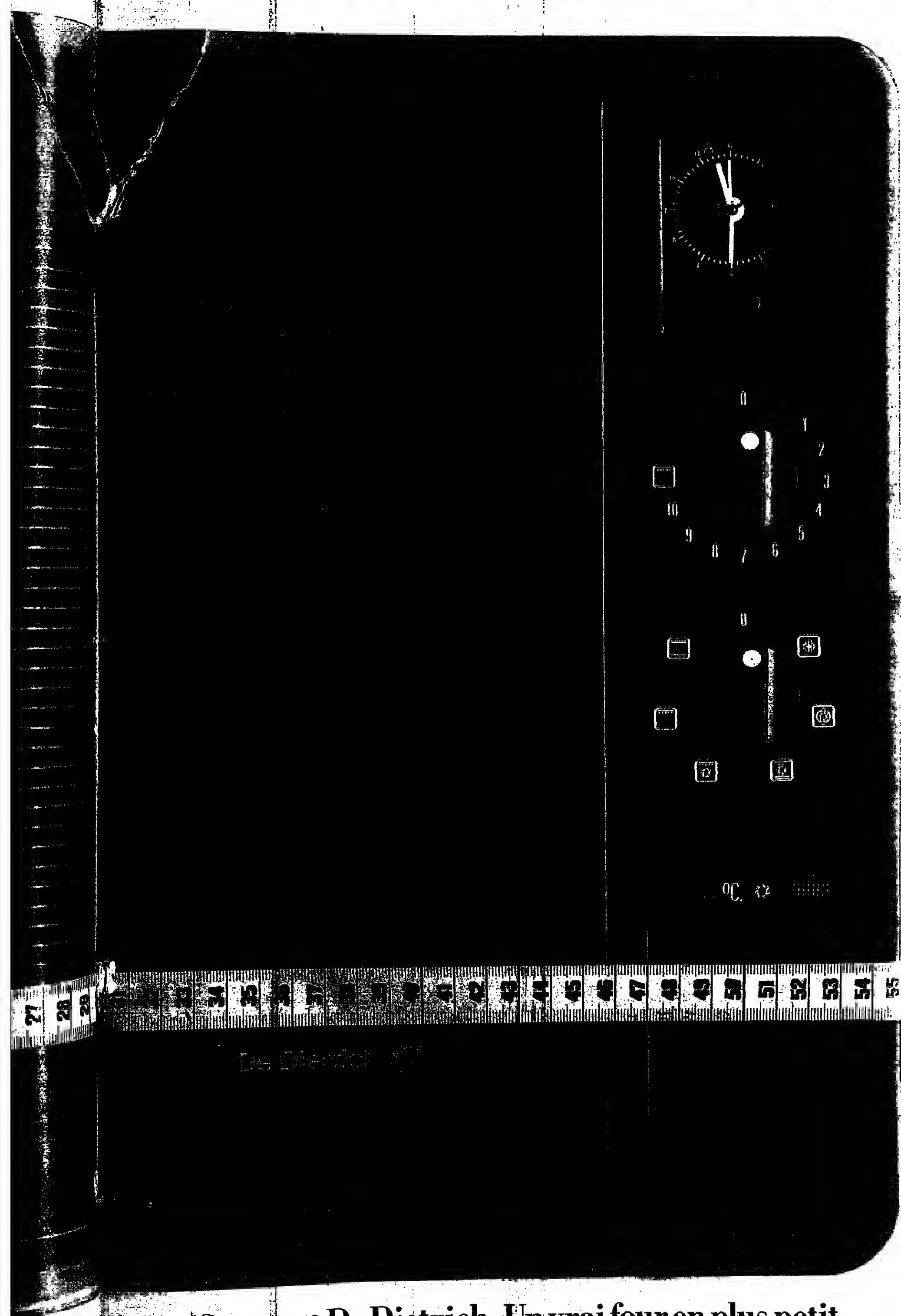
# Le 1<sup>er</sup> four qui tient dans





صكنا من الداريل

# ient dans un canard



Peu importe la couleur de votre 'canard. Le four compact De Dietrich s'intègre à tous les styles car il existe en 3 coloris : blanc, rouge et brun.

Que votre canard prenne position et le four compact suit : il peut être posé, ou encastré ou même... suspendu.

Un canard a deux éditions, le four compact aussi :

— traditionnel, il cuit selon le principe de la convection naturelle.

— multifonctions, il s'utilise de 6 façons différentes (décongélation, chaleur tournante, cuisson combinée, turbogrill, grilloir, convection naturelle).

Four compact De Dietrich, il va faire partie de votre quotidien.

**Four Compact De Dietrich. Un vrai four en plus petit.**

**De Dietrich** 

Importation: S.A. Confort



**CHAILLLOT**  
THEATRE NATIONAL

**HERNANI**  
VICTOR HUGO • ANTOINE VITEZ  
GRAND THÉÂTRE  
du 31 JANVIER AU 31 MARS

---

Grand Foyer. Le Violon Violet de Camillo Osorovitz, spectacle pour les enfants, du 23 janvier au 16 mars. La Poésie à Chaillot, rendez-vous avec Pierre Lartigue, le 4 février à 20h30. Les Lectures à Chaillot. Le 28 janvier à 20h30, Pierre Guyotat lit Le Livre. Le 25 février à 20h30, Antoine Vitez lit ANACONA de Jean Metellus. Avez-vous lu Victor Hugo? Le 13 février à 18h30 avec Florence Delay, le 20 février avec Henri Meschonnic, le 28 février avec Michel Butor.

---

7 2 7 • 8 1 • 1 5



























سكزا من الامم

## EXPOLANGUES 85 SÉJOURS LINGUISTIQUES

### Le Salon des échanges

« Les Français ne savent pas les langues. » Jamais sans doute cette formule n'a été aussi contestable. Jamais, en tout cas, le soit de langues n'a été aussi irrévérencieux. La démocratisation et l'allongement de la scolarité ont généralisés depuis vingt ans l'apprentissage des langues vivantes. La multiplication des échanges économiques, culturels et touristiques internationaux a donné une dimension planétaire à ce « nouvel espace linguistique ». Le rôle du système scolaire ne peut être d'apprendre à tous les Français à parler « tous achetés » plusieurs langues étrangères mais de donner aux élèves une base large et de qualité, qu'ils approfondiront ensuite au gré de leurs besoins professionnels ou personnels. D'où le constat sévère d'un haut fonctionnaire de l'éducation nationale : « Je ne sais pas si les Français savent les langues, mais beaucoup de Français

savent de la langue. » De nombreux organismes de formation, publics et privés, proposent d'ailleurs aux étudiants et aux adultes d'approfondir et de spécialiser leurs connaissances.

L'informatique et les nouveautés technologiques (vidéo notamment) bouleversent le monde des langues, remettant en cause les méthodes traditionnelles, autorisant des avancées pédagogiques dont personne ne mesure encore globalement les conséquences.

Cette floraison de nouveaux outils d'apprentissage peut servir à renforcer encore la place des langues dominantes ; elle peut aussi être l'occasion d'une redistribution au profit des langues minoritaires.

Les enjeux culturels, commerciaux et économiques, de cette bataille sont lourds. Une mino-

rité (41 %) des habitants de la planète parle anglais, français et espagnol. Son poids économique est, certes, plus considérable mais, déjà, l'ensemble des pays où sont parlés l'arabe et les langues dites « rares » totalise 28,6 % du PNB mondial. En dix ans, précise même le Centre d'information et de recherche pour l'enseignement et l'emploi des langues vivantes (CIREEL), organisateur d'Expolangues, la France a multiplié par 7,9 ses échanges avec les pays de langues dites « rares » et par 8,7 ceux avec les pays arabes (contre respectivement 4,5 et 6 avec les zones francophones, hispanophones et anglophones).

Toutes ces questions, entre autres, sont expliquées, commentées et débattues au Salon Expolangues qui réunit quelque deux cent cinquante exposants venus de France et de quatorze

pays étrangers (éditeurs, fabricants de matériels pédagogiques, organismes de formation et de voyages linguistiques) du 1<sup>er</sup> au 5 février au Grand Palais à Paris.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, doit visiter le Salon le 5 février, après avoir procédé le même jour à l'installation officielle de l'Observatoire des langues vivantes étrangères créé par M. Savary voici un an. Cette nouvelle structure de concertation officielle est chargée notamment d'étudier une meilleure répartition des différents enseignements de langues. D'autre part, des textes définissant de nouveaux objectifs et programmes en langues vivantes pour le collège sont préparés au ministère ; ils s'appliqueront dès la rentrée prochaine.

### Et si l'informatique « déliait » les langues...

La marée informatique submerge aussi l'enseignement des langues. Dans l'éducation nationale, la vague d'enthousiasme se heurte pourtant aux faiblesses des logiciels proposés. Car l'enseignement assisté par ordinateur (EAO) ne peut se contenter, là comme ailleurs, d'une simple transcription sur informatique des méthodes classiques. Il exige et permet une profonde transformation de la pédagogie des langues.

« VIVE l'ordinateur ! », L'inspecteur général et l'élève de seconde poussent la même exclamation. « L'informatique nous oblige à penser autrement ; elle peut aussi permettre une individualisation des apprentissages », explique M. Marc Nicolai, doyen de l'inspection générale de

langues vivantes. « Avec l'ordinateur, confirme Carine, au sortir d'un cours d'anglais, on fait plus attention car il nous met en confiance ; on se fiche de ce qu'il peut penser de nous. »

Cet égal engouement pour un nouvel instrument d'enseignement

son rythme à travers la leçon qui lui est proposée ; la machine insistera éventuellement sur un point de grammaire déficient et pourra donner, à la demande, une précision de vocabulaire dont l'utilisateur voisin, plus avancé, n'a aucunement besoin. La fameuse hétérogénéité des classes, véritable casse-tête des pro-

Aux meilleurs élèves, ce dialogue paraît souvent inefficace parce que trop froid et artificiel, même si le professeur en chair et en os n'est jamais très loin ; les éléments moins brillants voient en revanche dans l'ordinateur un instrument de travail objectif et libérateur.

Pour les enseignants de langues, l'informatique offre l'occasion d'une nouvelle approche des problèmes linguistiques. La confection d'un programme exige une analyse rigoureuse de toutes les réponses possibles à un problème donné, et donc de toutes les erreurs potentielles commises par les élèves, puis de la manière de leur expliquer comment y remédier.

Cette typologie des fautes est d'une grande richesse pédagogique. Elle se heurte cependant à des obstacles techniques, de moins en moins incontournables est vrai.

PHILIPPE BERNARD.  
(Lire la suite page 30.)

#### POUR ADULTES SEULEMENT

#### My tutor is rich

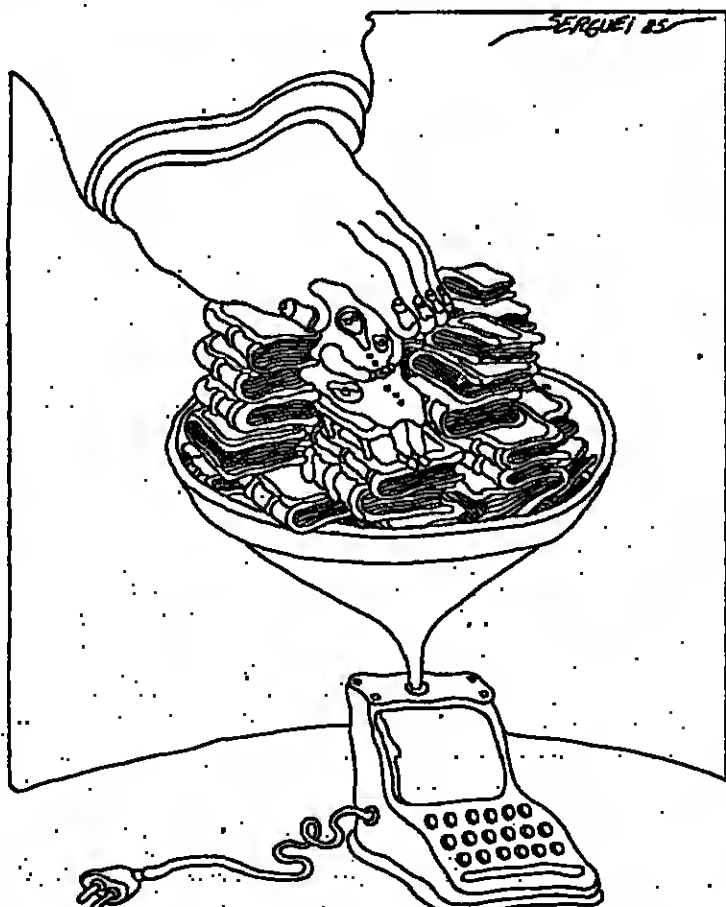
VIVE le cours particulier et vive le tutorat ! La célèbre formule pédagogique des grandes universités britanniques s'applique avec bonheur à l'enseignement de l'anglais aux adultes. Elle est même la formule idéale — encore qu'un peu onéreuse — pour tous ceux qui, après avoir énoncé Shakespeare pendant leur scolarité, se retrouvent incapables de soutenir une conversation en anglais. A ce jour, seule l'association Oxford Intensive School of English (OISE) a fait du tutorat la base de son enseignement. Elle a été considérablement aidée pour y parvenir par le cadre des cours qu'elle dispense : Oxford, qui concentre une bonne partie de la vie culturelle et intellectuelle britannique.

La séjourn d'une semaine commence par un test de cent cinquante questions destiné à déterminer le niveau du futur élève et donc ses lacunes. Il débute aussi par la location d'un

vélo, qui est le meilleur moyen de se déplacer depuis le domicile de la famille d'accueil jusqu'au centre OISE situé au cœur de la cité, juste au-dessus d'un très ancien marché couvert.

L'élève se voit affecter un ou plusieurs « tuteurs ». Chaque tuteur est responsable de deux heures de cours. Ainsi, celui qui a choisi la formule intensive comportant six heures de cours par jour et trente heures par semaine sera suivi par trois professeurs. Première surprise : le cours particulier peut être donné au domicile du professeur. Au centre même, il se tient dans une salle monacale où l'enseignant et l'élève se retrouvent face à face. Deuxième surprise, l'enseignement n'a rien de magistral. Le tuteur adapte les sujets qu'il aborde à la profession et aux besoins linguistiques de l'élève.

ALAIN FAUJAS.  
(Lire la suite page 31.)



Dessin de SERGUEI

aux deux extrémités de la pyramide : éducative ne peut être négligée. L'informatique apporte une nouvelle dimension à l'apprentissage des langues vivantes.

Seul ou avec un camarade devant écran et clavier, l'élève chemine à

seigneur, n'est qu'un jeu d'enfant pour l'ordinateur, presque une aubaine.

Face à la machine, tous les élèves sont actifs et autonomes. Elle leur révèle de façon impartiale l'étendue de leurs acquis et de leurs faiblesses.

**EXPOLANGUES**

**Décollez en anglais**  
allemand espagnol italien.

**EUROCENTRES**  
FONDATION SANS BUT LUCRATIF  
13 G. PASSAGE DAUPHINE 75008 PARIS  
TELEPHONE 325.81.40.

**ef**

**SEJOURS LINGUISTIQUES A PAQUES EN ETE**  
Pour jeunes de 11 à 18 ans.  
• Anglais, allemand, espagnol, italien.  
• 3 cours par jour, pendant 2, 3 ou 4 semaines.  
• Sports, voile, équitation, tennis, planche à voile, golf.

**COURS D'ANGLAIS TOUTE L'ANNEE**  
Pour adultes à partir de 18 ans, en Angleterre et aux Etats-Unis.  
• Universités de New York, San Diego, Miami et Seattle.  
• Tout nouveau ou ancien étudiant de 1 à 50 semaines.  
• Hébergement en famille ou en résidence universitaire.

**UNE ANNEE SCOLAIRE AUX ETATS-UNIS**  
Pour les jeunes de 15 à 17 ans.  
• Spécialité dans une langue.  
• Hébergement en famille.

**EF ECOLE EUROPEENNE DE VACANCES**  
8, rue Dauphine, 75001 PARIS - Tél. (1) 24 36 30 10  
Je décline formellement et sans engagement, votre documentation sur les séjours linguistiques.  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_  
Age : \_\_\_\_\_  
Date d'envoi : \_\_\_\_\_

**Le Monde** est présent  
à **EXPOLANGUES 1985**  
Stand N° 48 - Allée A

**L'ANGLETERRE EST NOTRE SALLE DE CLASSE...**  
... l'Anglais s'apprend sur le terrain.  
En prise directe. Sur le vif. En Angleterre.

**3 FORMULES**

- FORMATION PROFESSIONNELLE
- UNIVERSITAIRE
- ELEVE

**30 CENTRES DE SÉJOUR**  
Londres, Oxford, Poole, Brighton, Portsmouth, Weston, Gosport, Dublin (Irlande), etc.

**PRIX**  
Séjour de 2 semaines à partir de 2380 F tout compris

**BRITISH EUROPEAN CENTRE**  
5, rue Richemont 75008 PARIS  
Tél. : 260.35.57

**BOULEVARD DE LA DOCUMENTATION E.C. GRATUITE**

M. Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Code \_\_\_\_\_  
□ Collège Profes.  
□ Universitaire  
□ Eleve





CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

La C.C.I.P., c'est aussi, au travers de ses établissements d'enseignement, la formation aux langues étrangères et à la communication internationale.

B.I.O.P. Bureau pour l'information, l'orientation et le perfectionnement

47, rue de Tocqueville, 75017 PARIS - Tél. : 766-72-73.

Examens de français des affaires  
Examens de russe des affaires  
Stages pour enseignants.

DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT  
14, rue Chateaubriand, 75008 Paris  
Tél. : 561-99-00, poste 451

STAND C77

**UTILES ET AGRÉABLES. LES SÉJOURS LINGUISTIQUES**

AVEC ÉCHANGES  
G-B - IRLANDE - USA  
G-B - IRLANDE - CANADA  
AU PAIR  
G-B - IRLANDE - CANADA  
EN COLLÈGES  
ET FAMILLES  
Toute l'année pour jeunes et adultes  
G-B - RFA - ESPAGNE - ITALIE  
G-B - IRLANDE - MALTE

15, allée des Cèdres  
Domaine de Terre-Rouge  
33121 MARIGNAS (Bordeaux)  
Tél. (59) 21-40-98

**ÉCHANGES - VACANCES**

Pour les jeunes de 14 à 18 ans avec les États-Unis, l'Allemagne et l'Angleterre. Documentation gratuite à : **DRAGONS INTERNATIONAL**, 4, rue de Port-Marly, 78750 MAREIL MARLY.

(3) 916.54.13 ou à Expo-langues, stand B 12.

**INSTITUT SUPÉRIEUR D'INTERPRÉTARIAT ET DE TRADUCTION**

Langues et Carrières Internationales

**i.s.i.t.** INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

21, rue d'Assas - 75270 PARIS Cedex 06 - Tél. : 222-33-16

**INFORTEC LANGUES**

INSTITUT DE FORMATION EN LANGUES

**COURS DE LANGUES ÉTRANGÈRES**  
TOUS NIVEAUX  
DANS NOS LOCAUX  
DANS LES ENTREPRISES  
(stand A 48)

**COURS DE FRANÇAIS POUR ÉTRANGERS**  
FORMULES  
COURS ET SÉJOURS  
(stand A 58)

10, rue Saint-Marc  
75002 PARIS  
(1) 502.56.94

Quand ils se sentent bien à l'étranger, ils apprennent deux fois plus vite...

**Séjours linguistiques et sportifs**

pour jeunes de 10 à 18 ans

Angleterre - Ecosse  
Irlande - Allemagne  
Espagne - États-Unis

Toutes vacances scolaires.

**OFACIL**

Corlic A 697  
Membre de l'U.N.O.S.E.I.  
12, rue de Miromesnil  
75008 Paris Tél. 268.01.23

**FSL USA - ANGLETERRE**

(1) 544.62.20

☐ SÉJOURS EN FAMILLE / JEUNES 12 à 18 ANS  
☐ COURS ET ACTIVITÉS  
☐ STAGES INTENSIFS / ADULTES / TOUTE L'ANNÉE

☐ SÉJOURS EN FAMILLE/TOUTE L'ANNÉE/SUMMER CAMPS / UNE ANNÉE SCOLAIRE / JEUNES 12 à 18 ANS  
☐ STAGES INTENSIFS ADULTES UNIVERSITÉ / CIRCUITS

Cochez la ou les brochures souhaitées et retournez avec nom et adresse  
F.S.L. 13, rue de Grenelle, 75007 Paris - Tél. : (1) 544.62.20

**Étudier une langue**

**CHOISISSEZ VOTRE RYTHME... ET VOTRE DISTANCE**

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE - GREC

Avec Langues et Affaires, établissement spécialisé dans la formation linguistique des adultes depuis plus de 35 ans, l'enseignement par correspondance est un moyen privilégié pour apprendre une langue ou perfectionner ses connaissances, acquies une spécialisation utile, préparer un examen comme celui des chambres de commerce étrangères, de l'université de Cambridge, le BTS traducteur d'entreprises, etc. Un des moyens les plus souples pour réussir un projet linguistique, changer d'orientation, obtenir un diplôme supplémentaire, qui l'on soit étudiant, enseignant, salarié, chômeur à son rythme. Inscription toute l'année, durée d'étude à votre choix, orientation et formation continue. Sur Paris, cours ouaux complémentaires ou intensifs. Documentation gratuite à Langues et Affaires, service 4274, 35, rue Collange, 92503 Paris-Levallois. Tél. : (1) 270-81-88.

**BON DE DOCUMENTATION GRATUITE** à compléter et retourner à L. & A., service 4274. Veuillez m'adresser la documentation gratuite sur vos enseignements.

Nom et prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

## Et si l'informatique « déliait » les langues...

(Suite de la page 29.)

Sans compter les difficultés matérielles et intellectuelles nombreuses : déséquilibre entre les crédits affectés à l'équipement en machines et à la recherche sur les logiciels (1), barrières juridiques, industrielles et administratives à la diffusion de ces derniers en grande quantité dans les établissements scolaires, coordination insuffisante entre enseignants, linguistes et informaticiens.

Le premier écueil consiste à « traduire » en informatique les manuels de langues existants, avec le risque d'une régression pédagogique. « Certains logiciels interrogent sur les verbes irréguliers alors qu'on a cessé depuis longtemps de les faire réviser par cœur », s'indigne Mme Françoise Demazière, cheffe de service au département de linguistique à l'université de Paris VII et spécialiste de l'informatique à l'association des professeurs de langues vivantes (A.P.L.V.). Elle assure que les programmes confectionnés par les enseignants du secondaire ont « plus d'envie que de s'efforcer de posséder de « faibles moyens ». L'insuffisance sophistiquée de certains logiciels et les difficultés d'adaptation d'une marque à une autre ralentissent et limitent la diffusion des programmes les plus élaborés.

Pour l'heure, la plupart des logiciels de langues proposés par le Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.) (2) s'inspirent d'exercices classiques : questionnaire à choix multiple, mots croisés - portant sur des points de grammaire limités (adjectifs possessifs, verbes forts, etc.). L'ordinateur peut tester la compréhension écrite

et même orale s'il est couplé à un magnétophone. La vérification de l'expression écrite et a fortiori orale se révèle beaucoup plus aléatoire. L'EAO, dans sa forme actuelle la plus courante, peut aider à consolider et à mettre à l'épreuve des connaissances acquises par ailleurs. Mais les programmes disponibles sont loin de posséder toutes les finesses des langues et ne peuvent prétendre émettre sur la compétence des enseignants qui les ont d'ailleurs eux-mêmes imaginés.

### Libérer l'expression

Pourtant, une nouvelle génération de logiciels est mise au point. Les tout premiers exercices proposés portaient sur un mot (ou un groupe de mots). A toute réponse non exactement conforme (orthographe, équivalence ou synonyme), l'ordinateur, borné, répondait par la négative. Aujourd'hui, des outils plus puissants permettent le travail sur l'ensemble d'une phrase et « comprennent » les formes non exactement orthogonales. On est passé de la vérification de l'orthographe ou de l'exactitude d'un mot (reconnu lettre à lettre par la machine) au contrôle du sens lui-même. « Notre grande idée consiste à libérer l'expression des élèves jusqu'à présent bridée, à travailler sur la reconnaissance de phrases entières par l'ordinateur », précise Mme Elisabeth Brodin, professeur d'allemand, chercheur et formatrice en informatique dans l'académie d'Amiens.

Dans la classe d'anglais de M<sup>me</sup> Thérèse Flaschner, au lycée

Jacques-Decour à Paris, ce rêve est en partie réalisé. Le programme expérimental sur l'utilisation du préterit, à la confection duquel ce professeur a participé, pose aux élèves des questions ouvertes auxquelles on peut répondre par une véritable phrase. « Pourquoi cette phrase est-elle au préterit ? », demande ainsi l'écran en anglais. « Parce que la date est indiquée », répond Antony en tapant sur le clavier dans la même langue. « Tu sembles avoir très bien compris », acquiesce prudemment la machine.

Les progrès parallèles de la pédagogie et de la technique ont permis à l'EAO de dépasser le stade des simples « exercices à trous », qui peuvent aussi bien être réalisés sur un support papier. L'informatique affirme ainsi sa spécificité à travers des programmes inédits qui utilisent à plein ses capacités d'interrogation et de dialogue individuels. Couplé à titre expérimental avec un vidéodisque, le micro-ordinateur « transporte » l'élève par l'image dans le pays dont il apprend la langue et l'engage avec lui une conversation interactive située dans un contexte très concret.

Comme le souligne avec enthousiasme M. Marc Nicolai, les auteurs de programmes et les constructeurs d'ordinateurs se livrent à une « course-poursuite » dont la pédagogie des langues peut profiter, à condition que les enseignants y soient étroitement associés. « Les professeurs, insiste-t-il, ne peuvent accepter d'être de simples distributeurs d'information ». Ils n'en ont certes pas l'intention, eux qui utilisent à plein les possibilités de formation

offertes par l'éducation nationale et fabriquent souvent eux-mêmes de façon sauvage leurs propres programmes. Mais la conception de nouveaux logiciels, véritable enjeu pour l'éducation nationale, exige des équipes permanentes et soudées, donc des décharges horaires suffisantes pour les enseignants. « Sinon », assure M<sup>me</sup> Françoise Demazière, « on restera au stade des exercices-gadgets, et les utilisateurs finiront par se lasser ». Les programmes sont aujourd'hui trop complexes pour être conçus pédagogiquement puis transcrits en langage informatique par la même personne. Aux enseignants et linguistes la première tâche : aux programmeurs la seconde. La création, début 1985, d'un groupement d'intérêt public (G.I.P.) associant secteur public (C.N.D.P. et universités) et secteur privé (éditeurs et sociétés de services en ingénierie informatique) est un premier grand pas vers la rationalisation de la recherche et de la distribution des logiciels et l'ouverture sur l'extérieur de l'éducation nationale.

Il est temps. Les milliers d'ordinateurs qui arrivent ces temps-ci dans les établissements scolaires réclament de nouveaux programmes dans toutes les langues vivantes, même celles dites « rares » - pour en faire progresser l'apprentissage.

Faut-il de cette indispensable « nourriture », les nouvelles machines pourront certes continuer de faire les belles heures des cours de mathématiques ou de programmation. Mais, en salle de langues, elles risquent de connaître le sort funeste et injuste du matériel audiovisuel parachuté voici quinze ans seulement.

PHILIPPE BERNARD.

## En version originale

DEPUIS plusieurs années, deux professeurs d'anglais du lycée Cornille de Rouen avaient l'habitude d'utiliser des films en version originale comme support à leur enseignement. « Nous nous étions aperçus que cela représentait un travail plus difficile, mais que les élèves aimaient cette façon de prendre mieux contact avec une langue étrangère », explique M. Jean-Pierre Chéron. Devant une scène de Room-Service (« Pénitence à l'hôtel ») des Marx Brothers, les élèves réagissent aux situations comiques, cherchent à mieux comprendre les dialogues, à saisir les expressions des personnages... lorsqu'ils ne sont pas muets.

Fort de leur expérience, les enseignants rouennais ont cherché à utiliser les moyens modernes de la vidéo pour réaliser un ensemble nouveau : livre et film utilisables par tous leurs collègues. Au printemps dernier, les éditions Bordas en collaboration avec Cinéthèque, proposaient une « méthode en quatre éléments », appelée « L'anglais en VO » pour les élèves de seconde. Un manuel, un guide pédagogique pour le professeur, une cassette vidéo de cent quarante minutes et deux cassettes audio reproduisant la bande sonore, compo-

sent l'arsenal de l'anglais en VO. « Nous avons visionné plus de trente films anglais et américains pour parvenir à faire notre sélection », commente le second enseignant, M. Jean Autret. Un choix difficile, puisque les auteurs souhaieraient proposer aux élèves des dialogues simples mais non dénués d'intérêt extraits de neuf films.

Les comiques sont présents bien sûr, « ils permettent une bonne transition avec des élèves qui arrivent du collège », mais les films adaptés d'œuvres littéraires ne sont pas oubliés. Alors, après Laurel et Hardy, les Marx Brothers, les élèves retrouvent un dénouement Robert Mitchum (Le Poney rouge), Robert Ryan (Le Garçon aux cheveux verts), Garry Cooper (Le train sifflera trois fois), et même la belle Fay Wray de King Kong. « Nous avons tenté une progression dans la difficulté », précise M. Chéron. A la partie révision succèdent des films, comme le Portrait de Dorian Gray d'après Oscar Wilde, qui permettent une approche littéraire.

L'écrit n'est jamais absent, car une partie des dialogues sont reproduits dans le livre des élèves. L'étude des textes

se fait donc dans la classe de façon presque habituelle, mais « une leçon sur dix environ, je vais en salle vidéo pour visionner avec les élèves la séquence du film correspondante », explique M. Chéron, lui-même utilisateur cette année de son invention. Les deux enseignants rouennais notent que cette méthode apporte « des progrès au plan de la motivation des élèves et aussi de la compréhension ». Les seize mille ouvrages et les cinq cents cassettes vendues cette année par les éditions Bordas prouvent que nombre de leurs collègues sont intéressés par cette nouvelle forme d'apprentissage des langues vivantes. Ils souhaitent comme eux utiliser les progrès techniques (l'arrêt image), on faire collaborer l'écrit et l'oral.

Les deux amateurs de VO rouennais ne se contentent pas de ce premier succès. Ils terminent une méthode pour la classe de première « des extraits de douze films de Shakespeare à Sacha-coach », avant de visionner ce qu'ils ne connaissent pas encore dans le cinéma anglais ou américain, à la recherche d'extraits pour les classes de troisième. - S. B.

\* L'anglais en VO édité par Bordas et Cinéthèque. Un manuel de seconde (63 F), une cassette vidéo (600 F) et deux cassettes audio (136 F).

(1) En 1985, l'éducation nationale consacre 200 millions de francs à l'équipement en informatique des établissements. 250 millions de francs à la formation des enseignants (dont une partie travaille à la création de programmes) et 30 millions à l'achat de logiciels.

(2) Vingt-cinq titres disponibles, dont les trois quarts en anglais, le reste en allemand. Un logiciel de portugais est en cours de diffusion.

Séjours linguistiques pour **SCOLAIRES**

Accueil en famille, encadrement permanent cours de langues, sport, voyage accompagné.

**ANGLETERRE - ALLEMAGNE**  
Irlande, Malte, USA, Autriche, Espagne

Brosures gratuites  
508.94.59  
10, rue Saint-Marc  
75002 PARIS

**club 3**

**STAGES D'ANGLAIS**

« à la carte »  
toute l'année

**linguaphone formation**

12, rue Lincoln - 75008 PARIS  
Tél. : 359.30.74  
Chantal Van de Casteels  
Directrice

de vraies écoles de langues

**USA - Angleterre - RFA**

Garantie : un nombre limité de Français

Adultes : Séjours intensifs en Universités.  
Juniors : Vacances en Collèges.

Association VELA - 36, rue de Chézy  
92200 Neuilly - Tél. : (1) 537.35.88

**SÉJOURS LINGUISTIQUES**

**L'ÉCOLE HAMPSHIRE** vous offre la possibilité d'apprendre, de perfectionner l'anglais et de vous distraire...

MI-FÉVRIER (révision, rattrapage)  
PAQUES (cours et séjours de ski)  
ÉTÉ (cours accélérés, intensifs ou spécialisés, activités récréatives).

Renseignements et inscriptions auprès du secrétariat de l'école  
Veyrières-de-Domme, 24250 DOMME - Tél. : (53) 29.53.15

**L'ANGLAIS EN ANGLETERRE & USA**

**ST-GILES COLLEGES**

London - Brighton - Eastbourne - San Francisco

Documentation gratuite auprès de :  
Mme J. PREVOST, 4, rue Molière, résidence Opéra 12  
F-92160 ANTY - Tél. 666-57-69 (9 h-12 h)  
ou de ST-GILES COLLEGES  
51 Shepherd's Hill London N6 - Tél. 01-940 9207

M./Mme/Mlle : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Rue : \_\_\_\_\_ N° : \_\_\_\_\_ Lieu : \_\_\_\_\_

L'anglais dynamique avec... **574-70-74**

**DYNAMIQUE DES LANGUES**

SÉJOURS LINGUISTIQUES, 3, boulevard Pershing, 75017 PARIS

Pour apprendre ou perfectionner une langue étrangère rien ne remplace un séjour à l'étranger

Grande-Bretagne - Allemagne - Espagne - Irlande - U.S.A.

**AVEC LE**

**CSLC**  
clermont-ferrand

centre de séjours linguistiques et culturels. Association de professeurs agréée par le Secrétariat d'Etat chargé de la Jeunesse et des Sports (163 124) et le Comité National du Tourisme (74004).

**BUREAUX CSLC :**  
LYON, 4, place des Jacobins, 69002 LYON, tel. (7) 842-11-87.  
GRENOBLE-SEYSSINET, 123, rue de la République, 38170 SEYSSINET, tel. (76) 21-31-83.  
PAU-NAY, 4, rue Saint-Victor, 64800 NAY, tel. (58) 81-36-81.  
A.V.L., 1, rue Pothol, 80000 AMIENS, tel. (22) 97-83-07.  
SEGE SOCIAL, 20, rue André-Mollet, 83000 CLEMONT-FERRAND, tel. (73) 36-22-87 +.

Grande-Bretagne - Irlande - U.S.A. - R.F.A.

L.A.C.F.A., association culturelle agréée par le ministre chargé du tourisme sous le n° 80120, membre fondateur de l'U.N.O.S.E.I., rappelle les possibilités qu'elle propose à tous les élèves de la 6<sup>e</sup> à la terminale, durant les congés scolaires de Pâques et d'été :

- Formule B : cours + activités sportives ;
- Formule C : cours intensifs ;
- Formule F : vacances à la campagne.

DE PLUS : cours intensifs pour adultes, toute l'année.

L.A.C.F.A., 26, rue Gambetta, 78200 MANTES-LA-JOUE.  
Tél. : (31) 477-89-28.

LYON, Tél. : (7) 852-73-53, MARSAILLE, Tél. : (91) 70-42-94.  
LILLE, Tél. : (20) 54-59-60.

Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
Souhaite recevoir sans engagement la brochure de l'A.C.F.A.



## My tutor is rich

(Suite de la page 29.)

De cours, point, mais une conversation en anglais de deux heures qui aborde aussi bien le fonctionnement de la BBC et la grève des mineurs britanniques que la tonte du gazon et les vacances. Chaque erreur de l'élève est gentiment relevée par le tuteur, qui écrit sur une feuille les constructions correctes. Par exemple, avec Marcus on écoute une cassette en américain pour familiariser l'oreille avec cette prononciation ; avec Nicola, ce sera le bon usage de *much* et *many* (beaucoup). Quant à Charles, il abordera la difficulté des mots avérés ou déformés qui déconcertent tant les Français, et se prononçant eux, par exemple, *et going to* devenant *gonna*.

Le résultat le plus spectaculaire de cette conversation est de dissiper très vite le complexe d'infériorité que l'étudiant éprouve au moment de parler une langue étrangère. L'absence de formalisme et de tiers lui permet de se laisser aller et de ne pas craindre les fautes de vocabulaire et de grammaire. Pas question non plus de relâcher l'attention une seconde ; le cours peut se prolonger dans les rues d'Oxford ou, si le temps le permet, sur la pelouse du Trinity College, il n'empêche que le tuteur ne cessera à aucun moment de questionner et de reprendre son élève.

Six heures de cours par jour représentent un maximum. Si l'on y ajoute une heure de laboratoire pour travailler les accents et les

contractions de mots, plus une conversation sur les roses et le météo avec l'hôte et une émission de télévision à l'heure, on voit que l'emploi du temps de l'élève est rempli au point de ne lui laisser guère de temps pour profiter des charmes de la ville : les vespres chantées chaque soir par les chorales étudiantes dans les chapelles des collèges, les jardins et les bibliothèques séculaires, les très vieilles pierres à visiter. Sans oublier le travail à la maison, révisions et exercices, donné par le tuteur.

Goutte à goutte, mot à mot, ce bain linguistique finit par produire ses effets. L'oreille se forme. « Notre principe est d'enseigner au maximum par l'oreille, explique M. Christopher Doel, directeur du centre d'Oxford. D'abord, former la compréhension auditive, ensuite confirmer cet acquis par la lecture et par l'expression orale et s'exercer par l'écriture. C'est pour cela que nous demandons que nos étudiants parlent seulement l'anglais à l'intérieur de nos locaux. Nous sélectionnons nos professeurs, tous diplômés en langue moderne, au niveau du troisième cycle. Ils sont alors capables de s'adapter à celui qui prépare le concours d'entrée à HEC, comme au cadre de la société Honeywell-Bull en partance pour les Etats-Unis, ou au futur agrégé. »

L'organisation du centre ne laisse rien à désirer. Chaque matin, un « café-biscuit » est servi

vers 11 heures pour ranimer les énergies. Le laboratoire de langues et la bibliothèque proposent bandes et livres nécessaires à l'approfondissement du travail. Le responsable du bureau des loisirs aide l'un à réserver une place pour une pièce de Shakespeare et inscrit l'autre pour une visite des vieux pubs d'Oxford.

### Tête-à-tête

L'inventeur de ce séjour linguistique « haut de gamme » pour adultes est M. Tili Gira, maître de lettres de la Sorbonne et diplômé en gestion, qui a créé OISE en 1973, année au cours de laquelle il a accueilli ses premiers élèves. Il a mis sur pied des séjours plus classiques pour les scolaires, mais c'est la formule ordonnée qui reste sa préférée. « Pour l'avoir expérimentée, j'ai toujours été persuadé que la leçon individuelle était plus efficace que le cours collectif. Le système du « tutoring » en vigueur dans l'université d'Oxford a fait ses preuves. Dans chaque matière, l'étudiant reçoit en tête à tête les conseils et les critiques d'un répétiteur-précepteur-tuteur. Celui-ci se concentre sur l'élève, et l'élève sur la leçon. Pour nos étudiants, dix heures de cours par semaine représentent un optimum. A la demande des hommes d'affaires et des adultes, nous avons augmenté le nombre des leçons jusqu'à quarante-cinq heures. Honnêtement, ce rythme est intenable ; au-delà de six heures de cours par jour, l'assimilation se fait mal. »

OISE pousse le « sur-mesure » jusqu'à adresser à l'élève revenu en France un bilan de séjour. Sous la forme d'un diplôme, l'association lui établit une radioscopie sans complaisance. Tout y passe : M. Untel s'exprime clairement, mais ne pense pas en anglais. Il commet des fautes grammaticales et ne dispose pas d'un vocabulaire très étendu. Avec un tel compte rendu établi par ses tuteurs, le client sait exactement à quoi s'en tenir sur sa virtuosité et ses lacunes, et il a progressé, et les matières qu'il devra travailler. Lorsque la formation s'est terminée et financée par l'employeur du stagiaire, celui-ci reçoit une appréciation sur le niveau, l'assiduité et les capacités d'adaptation linguistique de son salarié.

Si l'on fait remarquer à M. Gira que la formule du « tutorat » est onéreuse, il rétorque aussitôt que OISE organise tout dans les moindres détails en laissant à ses clients une grande possibilité de choix. « Ce se peut, conclut-il, mais je rappelle que notre slogan commercial est « Value for money », autrement dit « en avoir pour son argent ».

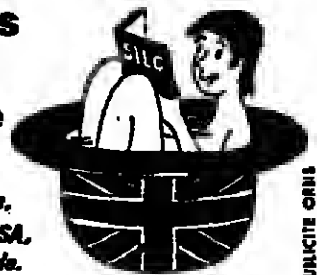
### ALAIN FAUJAS.

\* Les prix pratiqués comprennent les cours particuliers, le logement dans une famille avec chambre individuelle et repas (demi-pension en semaine, pension complète le week-end). 10 heures : 2 400 F ; 20 heures : 3 600 F ; 30 heures : 4 930 F.

OISE, 21, rue Théophraste-Remondet, 75015 Paris, tél. (1) 533-13-02.

## Le BAIN LINGUISTIQUE.

plonge les jeunes dans la vie de la langue choisie



Multiples formules de séjours en :

Angleterre, Allemagne, Espagne, Irlande, Ecosse, Autriche, Italie, Malte, Japon, USA, Mexique, Turquie, Ceylan, Corée, Finlande.

L'Association « Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels » (S.I.L.C.), sans but lucratif, agréée par le Secrétariat de la Jeunesse et des Sports (n° 16.64), et le Commissariat au Tourisme (n° 70.027), offre toutes possibilités de « Bain Linguistique » de toutes durées et à toutes époques de l'année : Séjours en famille ; Séjours scolaires encadrés ; Séjours indépendants avec appui local ; Séjours « Entente cordiale » avec pratique de sports en Angleterre ; Séjours au pair ; Echanges individuels, etc., pour jeunes scolaires, étudiants et adultes (recyclage). Possibilité cours Dual-Licence : Séjours spéciaux informatiques : initiation et perfectionnement en Angleterre et en Allemagne ; Séjours art dramatique en Angleterre pour 15/22 ans. 1500 correspondants locaux dans toute la France, les D.O.M., les T.O.M. et l'Afrique. Pour tout connaître sur cette Association qui présente toutes garanties de sécurité, de sérieux et d'efficacité, et choisir la formule de Bain Linguistique qui correspond à vos désirs, demandez - tout de suite - la documentation complète et gratuite.

S.I.L.C. (service 284) 18022 ANGOULEME CEDEX - Tél. : (45) 96.83.86

Bureaux : PARIS (1) 548.58.66 Mme Reisse - (1) 583.05.11 M. Davas (1) 658.81.15 Mme Vazelle - NORD (27) 86.30.21 - EST (8) 396.11.74 RHONE (7) 825.85.91 - (74) 22.31.95 - ALPES (76) 42.74.76 SUD-EST (53) 24.61.44 - (42) 27.88.42 - (59) 25.40.00 - (56) 23.08.29 SUD-OUEST (55) 92.83.45 - (51) 21.83.17 - (58) 24.33.17 BRETAGNE (58) 87.05.85 - (40) 70.46.71 - (43) 85.82.50 NORMANDIE (35) 88.63.70 - LANGUEDOC (57) 27.94.16 CENTRE (55) 06.10.70



### ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS

COURS DU MIDI - COURS DU SOIR

- Anglais courant

- Anglais « Vie des affaires »

1, rue de la Pépinière, PARIS - 522-51-18 (face gare Saint-Lazare)

Plus de 20 écoles d'anglais agréées en Grande-Bretagne par le BRITISH COUNCIL présentes à EXPOLANGUES sur le même stand

Enseignants, universitaires, scolaires, responsables de formation permanente, comités d'entreprise, parents, venez vous renseigner sur les infinies possibilités et sur les formules de séjours linguistiques en Grande-Bretagne.

Office Britannique de Tourisme

Stand A14/B16

Pour obtenir un DIPLOME D'ETAT de TRADUCTEUR COMMERCIAL (B.T.S.T.C.) Pour valoriser vos qualifications et faciliter votre INSERTION PROFESSIONNELLE Adressez-vous au C.P.S.S. Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris 41 bis, rue de Tocqueville - 75017 PARIS Tél. : 766-51-34.

## L'accent de Cambridge

D'ARRIÈRE la grande variété bariolée de créations, des gradins de bois clair descendant vers une petite scène. L'Eurocentre de Cambridge est tout entier bâti autour de cette scène, et ce n'est pas un hasard. Le bâtiment inauguré en juillet 1984 a été construit pour être ce qu'il est : une école de langues où la rencontre et le dialogue doivent surgir à n'importe quel moment.

Le chœur des bois de pin et de sycomore se retrouve jusque dans les classes, qui ouvrent par de larges baies sur un jardin botanique. Les tables, en forme de trapèzes, peuvent être disposées en étoile, en cercle et même... en papillon. Des panneaux d'affichage de ligne tapissent les murs. L'endroit « sent » la propre, l'efficace, avec un brin de luxe, mais évite le tape-à-l'œil. Les origines suisses de la fondation Eurocentres (1) - créée par la chaîne de magasins Migro - se retrouvent dans l'ambiance très « british » de la prestigieuse ville universitaire anglaise.

L'école des langues a emprunté aux « collèges » ancestraux leur atmosphère studieuse et distinguée en la situant dans un cadre hyperfonctionnel mais qui reste humain. Heureusement, car les quelques deux cent vingt-cinq élèves qui la fré-

quentent ne font pas que passer, et payent 1 400 F par semaine, hébergement en famille anglaise compris. Leur séjour dure généralement entre dix et vingt semaines (trois semaines seulement pour les « compact courses ») et comprend une trentaine de séquences d'enseignement par semaine par groupes de quinze élèves maximum.

L'emploi du temps hebdomadaire se partage entre des cours de langue générale (vingt heures) et des ateliers optionnels spécialisés (civilisation et littérature, commerce, sciences et techniques), choisis en fonction des vœux professionnels ou culturels.

Apprendre « la langue dans le pays » est la devise de l'école de Cambridge comme des vingt autres Eurocentres répartis dans sept pays d'Europe et à New-York. Le centre de Paris, par exemple, est réservé aux étudiants non francophones qui désirent se perfectionner dans notre langue. A Cambridge, seuls sont accueillis des « étrangers », dont une minorité de Français et de Suisses francophones.

Les cours d'anglais ne forment qu'un aspect du « bain linguistique » proposé. Des conférences, des sorties, des activités culturelles et sportives encadrées par un corps

enseignant à la disposition permanente des étudiants sont proposées presque quotidiennement. Une bibliothèque et une médiathèque propres au travail individuel fonctionnent en libre accès, tout comme le « listening centre » (laboratoire de langue) et la salle d'informatique.

Sur l'utilisation de cette dernière, la religion d'Eurocentres a été prudente. « Tout ce qui fait pratiquer l'anglais est bon à prendre, entend-on en substance. Nous ne pouvons ignorer les promesses de l'informatique. »

Isabelle, vingt-deux ans, responsable des visites guidées qui lui présente l'ordinateur. Dès que l'ordinateur apparaît sur l'écran, elle doit taper le préfixe et le participe passé. Future hôte de l'air de la Suisse, elle a été envoyée à Cambridge pour perfectionner son anglais pendant sept semaines.

Côté hébergement, Isabelle est déçue, comparant sa famille hôte à « un hôtel sans les étoiles » mais elle apprécie l'ambiance studieuse et cosmopolite de Cambridge, les « parties » entre étudiants et les cours d'anglais spécialisés, où l'on met en scène une situation concrète professionnelle pour favoriser la spontanéité. Les séances de vidéo et

d'informatique lui permettent en plus un travail individuel actif.

En fait, Eurocentres n'a pas privilégié l'une ou l'autre des techniques d'apprentissage de l'anglais ; ses enseignements s'appuient sur une méthode classique assistée éventuellement par des outils modernes et diversifiés. Thierry pense ainsi que « les ordinateurs, c'est joli, mais ça ne va pas loin. Le travail solitaire en bibliothèque est beaucoup plus efficace ». Depuis qu'il a quitté Roanne pour Cambridge, voit près de cinq mois, il a découvert le squash et la campagne anglaise. Avec son « landlord » et sa « landlady » (le couple qui l'accueille), il sort « en boîte » et regarde la télévision. Il ingurgite des listes de vocabulaire et suit des conférences universitaires. Ses parents lui ont donné une année après son bac pour apprendre les langues. Après l'Angleterre, il s'ouvrira à Cologne. Pour l'heure, il est l'un des 15 000 étudiants de Cambridge (2). L'ouverture de langues ne lui fait pas peur.

### PHILIPPE BERNARD.

(1) Eurocentres en France : 13, passage Dauphine, 75006 Paris - Tél. : 325-81-40. (2) Pour environ 100 000 habitants au total.



De plain-pied avec les nouvelles langues du commerce international, arabe, chinois, hébreu, hindi, indonésien, japonais, russe, grâce au CENTRE DE PRÉPARATION AUX ECHANGES INTERNATIONAUX.

1) une formation linguistique (langue orientale plus anglais) ; 2) une formation en commerce international ; 3) une introduction à la vie active par l'association d'élèves : LINGUEXPORT. LE CENTRE DE PRÉPARATION AUX ECHANGES INTERNATIONAUX (C.P.E.I.) offre : - aux étudiants une formation originale ; - aux entreprises des assistants en échanges internationaux compétents et motivés pour des marchés délicats.

C.P.E.I. Laigues (D) (INALCO), centre Dauphine, 75116 Paris

Tél. : 505-14-10, poste 41-15.

SÉJOURS LINGUISTIQUES ET CULTURELS GRANDE-BRETAGNE ANGLETERRE - PAYS DE GALLES - ECOSSE - IRLANDE DU SUD FAITES CONFIANCE A DES SPECIALISTES DE LA LANGUE ET DU PAYS 23 ans d'expérience english home holidays

Nous vous préférons volontiers et gratuitement une CASSETTE VIDEO VHS (durée 45 mn). Plus qu'un outil d'information... un documentaire attrayant ! (Bon à découper dans la documentation que vous recevrez.)

bon à retourner à ehh 30, rue Notre-Dame-des-Victoires - 75002 Paris - Tél. : (1) 261.54.20. Pour recevoir une documentation complète sans engagement de ma part. M. Mlle Mlle Adresse Code postal

## LES LANGUES SONT PLUS VIVANTES A NOUVELLES FRONTIERES

**COURS D'ARABE**  
l'heure sur la base de 30 heures  
**45 F**

**nouvelles frontières**  
166, boulevard du Montparnasse 75014 Paris 335 40 91 322 98 28



## séjours linguistiques



**parlez et parlez avec EUROLANGUES**

Demandez la brochure 85 gratuite (64 pages couleur)  
35, bd des Capucines, 75002 PARIS. Tél. (1) 261.53.35  
ou venez nous voir à EXPOLANGUES STAND C 8.

### anglais intensif pour adultes

Séjours linguistiques spécialement conçus pour adultes.  
En juillet et août dans les établissements universitaires à  
LANCASTER, OXFORD et EDMONDSON.

Renseignements: **inlingua**  
Paris rive gauche, 109 rue de l'université  
75007 Paris - Tél.: 551.46.00 - Télex: 203486

**inlingua**  
Le monde des langues  
Les langues du monde

### Coordination Culturelle et Linguistique

8, rue de la Glacière, 75013 PARIS - Téléphone: 331-36-36

**UN SÉJOUR LINGUISTIQUE DE QUALITÉ...  
N'EST PAS FORCÉMENT HORS DE PRIX!**

**ANGLETERRE - ALLEMAGNE**  
élèves de l'enseignement secondaire  
printemps - été

**OXFORD INTENSIVE**  
SCHOOL OF ENGLISH  
Régulée par le British Council

**L'ANGLAIS EN ANGLETERRE**

Séjours linguistiques:  
• matin: 15 H de cours par semaine par groupes de 8 élèves maximum.  
• après-midi: tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile.

#### Apprenez l'ITALIEN en vacances en TOSCANE

Séjours linguistiques à Florence et Cortina.

- Cours le matin;
- Leçons d'information socio-culturelle l'après-midi;
- Visites guidées.

Hébergement en famille d'accueil ou à l'hôtel.

Inscriptions et renseignements: **CENTRE ROMA**  
27, rue Paradis  
13006 MARSEILLE  
Tél. 1039 (069) 280808  
Nouveaux Frontiers  
166, bd de Strasbourg  
75014 PARIS, Tél. 322-88-38

#### VACANCES JEUNES

Ass. Agr. Tour. + Jeu et Sports  
(NOËL, FÉVRIER, PÂQUES, ÉTÉ)

##### Séjours linguistiques

Jeunes + 10 ans - Adultes  
Anglais, Allemand, Italien, Espagnol, Français, Japonais, Russe, etc.

Ski: La Plagne, Courmayeur, février, Pâques.

67, rue de Rome, 75008 PARIS.  
Tél. (1) 293-29-29



## Kiron

### LANGUES FORMATION

- PETITS GROUPES
- INDIVIDUELS
- COURS PAR TELEPHONE
- ATELIERS DE LANGUES
- EXTRA - INTRA ENTREPRISE
- LANGUES EN SCÈNE
- E.A.D. (ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR)

10, rue de la Vierge  
75011 PARIS  
348.27.04  
FORMATION TOUTES LANGUES

Tous nos cours entrent dans le cadre de la formation continue

## L'ÉDUCATION

FÉVRIER 1985

# LA RUÉE VERS L'ADMINISTRATION

De l'ENA aux régions,  
les recrutements et les salaires  
des fonctionnaires.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
11,50 F

## Sept cents millions d'anglophones

**E**XPOLANGUES a un petit frère. Il est anglais, s'appelle English Language Fair et a prononcé ses premiers mots le 22 octobre dernier, à Londres. Pendant trois jours, tout ce que l'Angleterre compte d'éditeurs, d'écrivains et de diffuseurs de matériel pédagogique tournés vers l'apprentissage de la langue de Shakespeare a été réuni dans un même centre d'exposition. Le duc d'Edimbourg lui-même patronnait cette célébration du triomphe de l'anglais, paré par sept cents millions de personnes sur la planète. Ce nouveau Salon britannique, en réunissant près de deux cents exposants, a confirmé la bonne santé du marché de l'enseignement de l'anglais en France. Une multitude d'écoles privées propo-

saient des séjours spécialisés: pour enfants, étudiants, hommes d'affaires, mettant en relief le sérieux de leur méthode, le confort de leur accueil, la qualité de leur environnement. La verdure, les courts de tennis et l'équipement vidéo venaient même nourrir l'argumentaire de vente. Chaque stand avançait des écrans vidéo, des micro-ordinateurs. Mais cette fièvre technologique ne créait pas d'illusion auprès des exposants eux-mêmes. « Il y a vingt ans, confiait l'un d'eux, on a cru que l'audiovisuel était la panacée. Aujourd'hui, nous sommes méfiants. Nous craignons pour la richesse du contact humain. » Mais l'information attire le visiteur: on lui en sert donc.

Exception au stand de l'école Brighton Polytechnic qui a adapté la populaire « cours d'anglais par la vidéo » de la BBC sur un vidéodisque interactif couplé à un micro-ordinateur. Sur l'écran défile un paysage de bidonville. Vous êtes au cœur des favelas d'une grande ville d'Amérique du Sud. Vous découvrez la réalité de la misère sur le terrain en compagnie d'un responsable d'organisation humanitaire qui vous décrit la situation. Si votre réponse est erronée, le vidéodisque repasse la séquence précise que vous n'avez pas saisie. Des explications complémentaires peuvent apparaître si vous persistez dans l'erreur. La machine choisit alors un passage plus simple. Ce système sophistiqué sera diffusé par la BBC dès cette année (1). Il allie la performance technique aux préoccupations pédagogiques de mise en situation de l'élève. Oubliant précisément sa qualité d'élève, ce dernier doit quitter progressivement ses appréhensions, ses hésitations, et « entrer en scène » après avoir mis entre parenthèses les schémas de sa langue maternelle. Avec cet outil ambitieux, l'ordinateur est peut-être en train de devenir convivial. Comme le dit la démonstratrice de ce vidéodisque interactif, « Apprendre une langue, c'est tisser des liens. »

Ph. Be.

(1) BBC English by television, PO Box 76 Bush House, Strand, London WC2B 4PH (Grande-Bretagne).

## Quand le chinois s'éveillera...

**L**e chinois compte parmi les cinq langues vivantes étrangères enseignées dans l'éducation nationale. Avec moins de 2 000 élèves et une quarantaine d'enseignants dans la seconde, il reste une minorité et limite à quelques établissements où la pers. d'un professeur, la pression de parents d'élèves l'ont imposé. Une langue rare? « Non, répond M. Marc Nicolat, doyen de l'inspection générale des langues vivantes, une langue « hétéroclite enseignée en France », comme le russe, le japonais, l'hébreu ou le portugais. Pour sensibiliser le public et l'administration à l'importance du chinois et favoriser les recherches sur la pédagogie, des enseignants de chinois du secondaire et du supérieur ont créé l'Association française des professeurs de chinois (le Monde du 12 juillet 1984). A. Expolangues, l'AFPC doit présenter un tout nouveau terminal d'apprentissage de l'écriture chinoise ouvert aux 3 000 caractères existants et capable de reconnaître le graphisme de l'élève, le clavier ne se déplace pas, l'écriture est stable. Cet instrument spectaculaire vent symboliser l'ouverture de l'enseignement au chinois aux méthodes modernes d'apprentissage.

Le premier obstacle pour l'association est la réputation de « langue difficile » qui entoure le chinois. En fait, assure M. Philippe Kantor, l'un des animateurs de l'association, « les structures grammaticales sont très simples; il n'existe pas de déclinaison et les mots sont invariables. C'est une langue très dépaysante qui fait réfléchir sur le français ». L'écriture, la prononciation et la technique gestuelle, en revanche, exigent de gros efforts mais ne découragent définitivement que 10 à 15 % des élèves du secondaire.

La langue chinoise est moderne et est aujourd'hui favorisée l'ouverture de classes de chinois. A l'attention pour

## Libres échanges

**Irlande**  
Recevoir un jeune Irlandais de treize à dix-huit ans pendant trois semaines en juillet et partir chez lui le mois suivant (ou l'inverse). C'est ce que propose l'organisation *Homestay*. Le prix de 2 500 F comprend l'organisation de l'échange, le transport aérien Paris-Dublin, le retour et l'assurance.

★ *Homestay*, 5, rue Boudreau, 75009 Paris. Tél.: 263-50-48.

**Home to home**  
Depuis trente-sept ans, Mr et Mrs Robertson organisent des séjours linguistiques. Ils proposent des échanges de jeunes pendant les vacances scolaires (deux fois trois semaines). Les frais d'échange s'élèvent à 1 400 F comprenant le voyage aller-retour accompagné d'un parent, les taxes et les frais d'organisation. Les familles anglaises candidates pour ce type d'échanges dans l'organisation proposent aussi des séjours dans la région de Londres à titre payant à Pâques ou cet été.

★ *Organisation Robertson*, 51, rue de la Harpe, 75005 Paris. Tél.: 633-12-89.

**Paris-Etats-Unis et retour**  
Pour amortir le coût prohibitif des séjours aux Etats-Unis, un organisme californien, *Franc-American Cultural Exchange (FACE)* propose une formule simple d'échanges ouverte aux élèves et étudiants de douze et trente-cinq ans, aux parents qui désirent accompagner leurs enfants et aux personnes du troisième âge. Le principe est l'accueil dans une famille américaine suivie d'une invitation réciproque en France. L'organisateur propose de prendre en charge les étudiants à Paris, Montpellier et

**Londres**, à moins qu'ils ne voyagent avec leurs parents. Prix pour un mois (juillet ou août) à Los Angeles: 4 900 F, comprenant séjour et trajet aller-retour.

★ *FACE*, 1081 Westwood Boulevard, Suite 216, Los Angeles, Californie 90024, Etats-Unis.

## Par-dessus les frontières

Des centres de rencontre franco-allemands sont organisés cet été par le Bureau international de liaison et de documentation (BILD). Ils fonctionnent dans les deux pays ainsi qu'en Autriche et sont ouverts, par tranches d'âge séparées, aux jeunes de douze à vingt-cinq ans. Des séjours en famille et des rencontres à thème (écologie, radios locales par exemple) sont également proposés. Exemple de prix: 4 300 francs environ pour trois semaines au bord du lac de Constance.

★ *BILD*, 50, rue de Laborde, 75008 Paris, tél.: 367-25-50.

**A Bagnols-de-l'Orne**, *Foreign Study in Living (FSL)* organise à Pâques et cet été un camp international multisports. Soixante jeunes de onze à seize ans venus d'Europe et du Canada vivront dans un cadre forestier aménagé pour la pratique de plusieurs activités sportives: tennis, équitation, golf, pêche, natation, etc. Une formule intéressante avant de « plonger » dans un séjour à l'étranger. D'autres camps internationaux existent en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Prix de trois semaines multisports à Bagnols-de-l'Orne: 5 780 F.

★ *FSL*, 13, rue de Grenelle, 75007 Paris, tél.: 544-62-28.

### COFORMA : contrôler la qualité linguistique dans les médias

Une « table ronde » sur le thème: « Le contrôle de la qualité linguistique dans les médias », aura lieu le samedi 2 février, de 11 heures à 12 heures, au stand C 73 du séminaire des relations extérieures. Présente par M. E. Dumas, responsable de COFORMA (Communication-formation-Correction-formation), elle comprendra notamment des interventions de: M. P. Berger, FDC de Télévision; M. M. Cancelli, vice-président de l'Association des enseignants et des professeurs de l'enseignement-communication (AUEC); M. C. Kowal, consultant en informatique graphique; M. J. Mouton, directeur de l'Institut de la presse parisienne; M. P. Filion, directeur de Radio-Gala.

COFORMA présente, d'autre part, son stand (C 57) ses activités et ses programmes de formation: français tous niveaux; français écrit pour étrangers; rédaction; correction en langues étrangères; anglais technique pour les professionnels de l'Info; informatique graphique; utilisation des outils informatiques.

★ COFORMA, 49, rue Pigalle, 75009 Paris. Tél.: 285-59-56.

## LES EDITIONS NATHAN VOUS ATTENDENT A EXPOLANGUES

Réception des visiteurs  
Grand Palais stand n° 29, allée D

Méthodes de langues  
Video-Cassettes  
Clé internationale  
Speakeasy Publications

**Nathan**

## ANGLAIS PARLÉ... pour les forts en anglais... ceux qui veulent le rester et ceux qui veulent le devenir

Où que vous soyez en France ou à l'étranger, recevez

Sociétés, écoles, administrations, particuliers, chambres de commerce, universités...

## CASSETTE NEWS

paraît mensuellement depuis 1972

Tous les mois, 15-20 Anglais, Américains, Australiens, Ecossais, etc., différents parlent sur une nouvelle cassette d'une heure des sujets d'actualité dans les domaines divers...

INTERNATIONAL NEWS... LIFE IN AMERICA... MEDICAL SCIENCE... BUSINESS... TODAY AND TO MORROW... TECHNOLOGY... LIFE IN GREAT BRITAIN... FINANCE... SCIENCE... WORLD ROUNDUP...

Deux niveaux différents: « Advanced » et « Intermediate »

DOCUMENTATION: TELELINGUA - 44, rue Taibout, 75009 PARIS - Tél.: 526-25-39



صکڑا من الاصل

qu'un engagement moral dont le contrôle est malaisé. L'UNOSEL dispose cependant d'un inspecteur recruté en dehors d'elle, chargé de vérifier sur place l'application de la charte. Il appartient en tout état de cause aux parents d'interroger à leur guise les organismes, notamment sur le mode de choix des familles d'accueil, la qualification des enseignants et la gratuité des activités sportives par exemple. Non sans avoir interrogé en premier l'intéressé, c'est-à-dire le jeune. Sans son accord, le bénéfice linguistique du séjour risque d'être mis à l'index.

Sur des bases similaires, l'Union nationale des associations de tourisme (UNAT) (2) regroupe huit organismes appartenant au secteur associatif exclusivement. Dans les deux cas, les garanties proposées sont en fait assez vagues et ne constituent

**Kings Road, L'association De vraies langues de langues propose cet été un séjour de vacances composé de cours (trois heures par jour) et d'un logement en résidence universitaire. Il est ouvert aux plus de dix-sept ans. Prix : 3375 francs, repas et voyage non compris. Options conversation (350 F) et micro-informatique (900 F).**

**26 rue de Chales, école de langues, 36 rue de France, 92260 Neaillay, Tel: 637-35-88.**

**• English only**

**• Spécialiste du la Grande-Bretagne et d'elle seule, English Home Holidays (EHH) innove cette année en mettant gracieusement à la disposition des parents une cassette vidéo tournée sur les lieux mêmes de ses séjours. Sur la côte sud de l'Angleterre, au pays de Galles ou en Ecosse, la formule « English only » d'EHH a été étudiée pour ne surtout pas favoriser les contacts avec d'autres francophones. Un professeur anglais établit le programme de travail de l'élève et le visite individuellement une fois par**

recommandé aux élèves très motivés et auxquels les parents pensent pouvoir donner une assez grande liberté.

★ E.H.H., 30, rue Notre-Dame-de-Victoire, 75002 Paris. Tél. : 261-54-20.

● **En musique**

Angleterie mais aussi Irlande, Espagne, Allemagne, URSS et USA : la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente propose sept formules diffé-

rentes de séjour, avec le soutien de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE-Fédération Andriou). Pour les enfants, les étudiants ou les familles, avec ou sans cours de langues, avec ou sans sports et activités scientifiques. Un séjour en famille pour adolescents en Forêt-Noire avec trois heures de pratique musicale par jour coûte 5250 F pour trois semaines en juillet et départ de Paris. Un séjour à Leningrad avec

## LES LANGUES SONT PLUS VIVANTES A NOUVELLES FRONTIÈRES



**COURS  
D'ANGLAIS**  
l'heure sur la base de 30 heures  
**45 F**

**nouvelles frontières**  
166, boulevard du Montparnasse 75014 Paris 335 40 91 322 98 28

UC 7934 ph. M. Kneiss / P. M. /

**COURS DE VACANCES D'ALLEMAND**

- à Göttingen : l'allemand le plus pur intensif ; 6 h de cours par jour en 15 petits groupes ;
- avec des informations socio-culturelles ;
- vivre ensemble dans une maison d'accueil ;
- en famille d'accueil ou à l'hôtel ;
- DM 360 (environ 1.080 F) pour 2 semaines.



**SPRACHZENTRUM  
EINE WELT**  
Postfach  
D-3400 Dassel  
R.F.A.

**STAGES d'ANGLAIS**  
pour ADULTES TOUS NIVEAUX  
**UNIVERSITÉ**  
**DE DUBLIN**  
14 juillet-4 août - 6-27 août  
Hébergement à l'université  
Forfait avec ou sans voyage  
**Euro-Irish Summer School**  
Relations Internationales, 20, rue de  
l'Exposition, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. 783-90-47.

**3 romans**  
**Prêts ?**  
**PARLEZ !**

SAUTEZ L'OBSTACLE DES **LANGUES**  
AVEC LA MÉTHODE **MENTOR**.

SIMPLE ET EFFICACE  
600 000 EXEMPLAIRES VENDUS

YOUR DOCUMENTATION PLEASE !!

NOM : .....  
ADRESSE : .....  
EDITIONS MENTOR  
12, av. du Plan de l'Eglise, 78180 Voisins-le-Bretonneux - TEL. : (3) 043.51.89

M-20







# économie

## ÉNERGIE

### LA LIBÉRATION DU PRIX DES CARBURANTS

#### Large mouvement à la baisse

Sous l'impulsion des grandes surfaces et des magasins Leclerc, le litre de supercarburant est tombé à 5,30 F à certaines pompes, alors qu'il restait à 5,92 F sur les autoroutes le 30 janvier, quelques heures après l'annonce de la libération des prix des produits pétroliers. A Orange, une pompe affichait même 54 centimes de moins que les prix officiels deux jours plus tôt.

Les grandes compagnies, qui ont perdu ces dernières années des parts du marché (5 % au dernier semestre) au profit des grandes surfaces, n'ont pas été les dernières à réagir. Esso annonçait la vente, par un millier de stations-service, de carburant à un prix compétitif avec celui offert par les grandes surfaces.

#### Une laborieuse mise en place

Quant à Shell, qui aurait perdu, selon elle, 15 % de ses ventes en 1984 du fait des rabais des hypermarchés, elle décidait de jeter les deux mille huit cents stations de son réseau dans une bataille de promotion. Pendant deux semaines, à l'instar de ce qu'a fait Shell en Grande-Bretagne, les stations offriraient gratuitement un bulletin de participation à un lot concouru sur le modèle du Tac-o-tac. En Grande-Bretagne, les ventes ont ainsi progressé de 40 %. C'est dire que les raffinements-distributeur ont bien l'intention de bénéficier de leur liberté nouvelle pour reprendre des parts du marché.

Alors que la guerre des prix commençait, le dispositif de liberté surveillée était laborieusement mis en place. Les raffinements ont été les derniers à signer, dans la soirée du 30 janvier, un engagement de modération - car ils ne voulaient pas être contraints à une politique des prix quasi uniformes - bloquant ainsi la publication des textes réglementaires nécessaires.

Les réactions à cette nouvelle politique sont diverses. Si le président du CNPF, M. Gattez, se réjouit, la CGC pétrole « craint pour la liberté des approvisionnements », l'une des principales organisations de pompiers (la FNCAA) dénonce « une opération de concertation électorale » et le CID-Unati réclame « des mesures de protection des pompiers indépendants ».

Alors que 1 400 pompes disparaissent chaque année, le mouvement devrait s'accroître (il y a un peu plus de 38 000 points de vente en France contre 22 500 en Allemagne fédérale). Mais les pouvoirs publics, s'ils n'excluent pas cette évolution, pensent que le réseau traditionnel pourra sauvegarder une partie de ses positions en offrant de meilleurs services (la nuit, les week-ends), payés plus cher.

C'est dire, que si les prix vont baisser à la fin du mois, il est vraisemblable que dans certaines circonstances les prix des carburants seront relevés. Un véritable bilan ne pourra d'ailleurs être établi que lorsque les prix seront de nouveau orientés à la hausse.

#### Le dispositif adopté

##### LES PRIX LIBÉRÉS

Ce sont ceux de l'essence, du supercarburant et du gazole. En revanche, les tarifs du fuel domestique restent déterminés par l'évolution de divers paramètres, dont le dollar et les prix du brut. « Le prix de vente des carburants sera librement déterminé de la raffinerie à la station-service », souligne le communiqué du gouvernement. Cela signifie que sont supprimés les prix de reprise (prix plafonnés), comme les marges et, par conséquent, les rabais. Mais cela ne veut pas dire que chacun est libre de toutes contraintes.

##### LES CONTRAINTES

Parce que « la liberté n'est pas l'anarchie », la concurrence doit être organisée. De nombreux garde-fous sont donc prévus :  
- Publication de barèmes : les raffinements et les importateurs dits A 3 doivent déposer, chaque fois qu'ils modifient leurs prix, des barèmes auprès de la direction des hydrocarbures comme de la direction de la concurrence.  
- Frais de mise en place : les différences de facturation aux détaillants entre les pompes et celles qui sont les plus éloignées ne doivent pas dépasser leur niveau actuel, c'est-à-dire 14 centimes par litre toutes taxes comprises.  
- Engagements de modération : les raffinements, les importateurs revendeurs de produits et les grossistes, par l'intermédiaire de leurs syndicats, doivent signer des engagements de modération, principalement pour limiter

l'écart maximal de prix entre les différents points de territoire.

- Transparence du marché et concurrence : la commission de la concurrence a été saisie d'un avis sur les contrats d'approvisionnement en produits pétroliers. Tout le système repose, en outre, désormais, sur la facturation et l'affichage des prix réels (il n'y a plus de prix-plafond). Pour éviter la concurrence déloyale, au sein d'un même département, les prix à la pompe ne pourront pas être supérieurs de 5 % à 10 % (selon les arrêtés préfectoraux) à la moyenne des prix pratiqués localement. Les commissaires de la République auront un pouvoir de sanction en cas d'abus.

- Mesures d'accompagnement : le Fonds de modernisation des stations-service - doté de 50 millions de francs - devra permettre aux propriétaires-gérants de se moderniser ou d'aider au départ des travailleurs de ce secteur (1 400 pompes sont fermées chaque année depuis 1980, et le rythme devrait s'accroître sous le poids de la concurrence).

- Approvisionnement : la loi de 1928 reste en vigueur ainsi que ses décrets d'application. Les raffinements doivent encore s'approvisionner pour 90 % en pétrole brut (avec possibilité pour les 10 % restants d'importer des produits). Quant aux importateurs de produits (dits A 3), ils peuvent acheter sur le marché libre 20 % des carburants qu'ils destinent à la consommation, les autres 80 % devant provenir par contrat de raffineries européennes.

### Neuf des treize pays de l'OPEP réduisent leurs prix

- Pétrole de référence à 28 dollars le baril
- Baisse moyenne jusqu'à 0,50 dollar

De notre envoyée spéciale

Genève. - Après trois mois de résistance vaine, l'OPEP s'est résignée, mercredi 30 janvier, à réduire ses prix officiels, pour les adapter à la réalité du marché. Mais, pour la seconde fois en moins d'un mois, elle n'est pas parvenue à dégager une unanimité.

Neuf pays sur treize seulement ont approuvé la nouvelle grille de prix, qui implique une baisse limitée des tarifs. Le prix traditionnel de référence de celui de l'« arabe léger » saoudien, diminué de fait, de 1 dollar, passant de 29 à 28 dollars par baril. Mais cette baisse n'est pas séparée à l'ensemble de la grille, l'écart maximum existant entre les différents tarifs étant fortement réduit (de 3,75 dollars à 2,40 dollars). L'un dans l'autre, selon les estimations, la moyenne pondérée des prix diminue de 0,39 dollar à 0,50 dollar par baril, ce qui équivaut, pour l'OPEP, à une perte de revenus de près de 3 milliards de dollars par an.

Quatre pays, l'Algérie, l'Iran, la Libye et le Gabon, qui ont refusé de signer, n'ont pas approuvé la nouvelle grille, se réservant le droit de fixer unilatéralement leurs tarifs. « Le marché déterminera leurs prix », a déclaré M. Salvario, le ministre algérien des hydrocarbures, en annonçant la décision. Le ministre iranien, pour sa part, a déclaré que l'Iran ne se soumettrait pas à la discipline collective.

Si on ajoute à ces quatre pays l'Égypte, qui n'applique plus de fait depuis plusieurs mois les prix officiels et vend son brut aux cours du marché, seuls cinq pays se soumettent désormais à la discipline collective.

Comme déjà à plusieurs reprises dans le passé, l'OPEP se retrouve désormais avec deux structures de prix et deux prix de référence :

l'ancien prix de 29 dollars, purement fictif mais valable selon les statuts - car approuvé à l'unanimité - et le nouveau prix officiel de l'« arabe léger » qui, selon M. Yamani, « devrait être le brut de référence ». Le ministre saoudien a ajouté qu'une nouvelle conférence serait nécessaire pour définir un prix de référence, qui pourrait être soit une autre qualité soit un panier de bruts. Pour compléter encore la situation, M. Subroto a assuré que « théoriquement il n'y a plus de référence ».

C'est donc peu dire que constater qu'une grande confusion règne désormais dans les tarifs de l'organisation. Ce résultat peu brillant était prévisible compte tenu de l'écart qui séparait les positions, d'une part, des pays du Golfe proches de l'Arabie saoudite qui souhaitent une baisse limitée de la part des bruts, et, d'autre part, celles des producteurs éloignés opposés pour des raisons diverses, y compris politiques (pour l'Iran), à toute diminution de prix de référence.

« Ce n'est pas un échec, je ne peux pas dire que ce soit un succès », expliquait mercredi M. Subroto. Le fait que la nouvelle grille « officielle », plus réaliste que la précédente compte tenu du marché, doive réduire les distorsions de concurrence existantes, et donc limiter la pratique quasi générale des rabais déguisés, qui était à l'origine de la crise, peut être considéré comme positif.

Positif également le retour du Nigeria à la discipline collective. Ce pays africain qui, depuis octobre 1984, avait diminué unilatéralement ses tarifs pour contraindre la baisse de prix des producteurs de la mer du Nord, a été principal concurrent, en effet, accepté de relever légèrement ceux-ci, de 28 à 28,65 dollars par baril, soit un niveau encore inférieur aux bruts concurrents de l'OPEP, mais aligné sur le prix officiel de la Grande-Bretagne.

#### Une bonne nouvelle pour l'économie

(Suite de la première page.)

Dans bien des pays, l'érosion monétaire a atténué les incertitudes de la hausse des prix, tout au moins pour les utilisateurs domestiques. C'est vrai notamment pour les États-Unis, qui n'ont pas eu à subir le choc « dollar » et où le prix du baril, en monnaie constante, est revenu de 35 dollars à 27 dollars, soit un fléchissement de plus de 20 %. C'est le cas du Japon, où grâce aussi à la hausse du yen, le prix du pétrole calculé en yens, a également chuté d'environ 30 %. En Allemagne, en Angleterre, un phénomène analogue a été observé. Même en France, les pouvoirs publics depuis 1981 démontrent régulièrement les effets ravageurs de la hausse du pétrole et du dollar (selon M. Jacques Delors, une augmentation de 10 % du prix du brut ajoutait 0,2 point au taux d'inflation, et un point de hausse de 10 % sur le dollar) ne s'aperçoit que les effets sont, en outre, atténués par des phénomènes de substitution : pour payer l'essence des automobiles et le fuel des chaufferies, les ménages économisent sur le reste.

Plus généralement parlant, comme l'observait la revue américaine *Fortune* dans son numéro du 26 novembre 1984, les conséquences d'une diminution du prix du pétrole sont et seront beaucoup moins spectaculaires que celles de la hausse. Même en France, les pouvoirs publics depuis 1981 démontrent régulièrement les effets ravageurs de la hausse du pétrole et du dollar (selon M. Jacques Delors, une augmentation de 10 % du prix du brut ajoutait 0,2 point au taux d'inflation, et un point de hausse de 10 % sur le dollar) ne s'aperçoit que les effets sont, en outre, atténués par des phénomènes de substitution : pour payer l'essence des automobiles et le fuel des chaufferies, les ménages économisent sur le reste.

Toutefois, aux États-Unis, la part, en coût réel, des produits pétroliers utilisés par l'industrie chimique est revenue, en dix ans, de 10,3 à 3,5 % et de 9,8 à 2,1 % pour l'industrie sidérurgique en raison des progrès techniques. Quant aux véhicules automobiles, aux États-Unis, comme ailleurs, leur consommation moyenne a été réduite d'au moins 30 % en dix ans.

Tous ces facteurs expliquent qu'à l'heure actuelle les effets d'une variation du prix du pétrole à la baisse comme à la hausse soient plus « amortis » qu'auparavant. En fait, la conséquence la plus importante d'un fléchissement du prix du pétrole, quelle que soit son importance, est la quasi-disparition des anticipations inflationnistes que nourrissent auparavant les bonds successifs du prix du baril : tout flambait en même temps, l'or (qui flambait début 1980 et qui a chuté

de 50 % depuis), l'immobilier, les métaux non ferreux, etc. Or, l'an dernier aux États-Unis, les prix du pétrole n'ont pratiquement pas augmenté, et le prix de l'essence a même baissé. Quant aux cours des métaux premiers, notamment les métaux de base, ils n'ont pas bougé, mais ils ont même fléchi.

C'est la première fois, depuis la seconde guerre mondiale qu'une « grande » reprise économique américaine n'est pas accompagnée par une hausse ou même une explosion des prix des matières premières. On le doit, pour une bonne part, à une baisse en valeur réelle, des prix du pétrole. Ce phénomène explique que de grande expertise comme le professeur Milton Friedman, prix Nobel d'économie, se soient lourdement trompés en prédisant, au début de l'an dernier une inflation de 10 % aux États-Unis pour 1984, alors qu'elle a été inférieure à 4 %. A cet égard, il est patent que le gouvernement américain est favorable à une nouvelle baisse de ces prix, jusqu'à 25 dollars le baril, dit-on, de nature à contenir l'inflation. Il estime au surplus, que les compagnies pétrolières des États-Unis n'en seront guère affectées, puisque depuis 1980, elles versent au Trésor les deux tiers de leurs super-profits nadius de 22 dollars le baril.

En conclusion, on peut affirmer que toute baisse même minime des prix du pétrole est favorable à l'économie mondiale, mais qu'avec le temps les pays consommateurs ont appris à vivre avec un brut « cher », sauf dans les pays où une fiscalité supplémentaire efface les effets d'une diminution de ces prix, et finit par peser sur la consommation et même sur l'économie.

FRANÇOIS RENARD.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :  
**L'ÉCONOMIE SOCIALE**

Envoyer 30 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier désiré (n° 120 pour l'abonnement annuel 180 F, et l'abonnement qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

A condition que le Nigeria puisse effectivement appliquer ces nouveaux tarifs. Ce qui n'est pas évident. En concurrence vive avec la Grande-Bretagne, qui vend son pétrole à des prix réels bien inférieurs à ses tarifs officiels - « J'ai mes deux pieds dans l'OPEP, mais mes deux yeux fixés vers le Royaume-Uni », a répété le ministre nigérien - Lagos se trouve également en compétition avec trois des pays qui ont refusé d'approuver la nouvelle grille : l'Algérie, la Libye et le Gabon. S'il y a peu de chances que ceux-ci abaissent fortement leurs tarifs officiels, ils sont, la Libye surtout, passés maîtres dans l'art des rabais déguisés (1). « Il est exact que le Nigeria puisse vendre tout son pétrole à ce nouveau prix », estimait des responsables des achats de compagnies pétrolières.

Aussi, en dépit de l'assurance exprimée par M. Yamani quant aux conséquences de cet accord, la plupart des réactions des opérateurs pétroliers, à l'annonce des résultats, restaient-elles fortement négatives, comme en témoignait d'ailleurs la retombée des cours du marché libre en fin de journée à Londres et à New-York. Tans soulignaient l'absence de consensus, et ne croient pas que ce soit de nature à renforcer la crédibilité de l'OPEP », assurait un responsable d'une compagnie. La plupart des spécialistes estimaient qu'après une brève reprise technique, due au retour du marché des acheteurs qui avaient interrompu leurs opérations en attendant la baisse des prix de l'OPEP, les prix allaient continuer de s'effriter.

La principale question concerne désormais l'attitude que vont adopter les pays producteurs non membres de l'OPEP au vu de ces décisions. Comme les compagnies, la plupart de ces pays attendaient la fin de la conférence pour fixer leurs tarifs pour le mois prochain. Déjà, (1) Les prix des bruts lourds restent inchangés à 26,50 dollars, tandis que la plupart des qualités légères ou stratégiques voient leurs prix réduits.

(2) La Libye par exemple a multiplié depuis un an les accords d'échange et de troc en tous genres, ainsi que le raffinage à Sapon, tandis que l'Algérie pratique, entre autres des ventes groupées de brut et de condensats.

#### REPÈRES

##### Livre sterling : vif raffermissement

L'accord, même boiteux, conclu à la réunion de l'OPEP, a entraîné un vif raffermissement de la livre sterling, dont le cours est passé de 1,1150 dollar à près de 1,13 dollars, et, à Paris, de 10,95 F à 10,93 F. En outre, les taux d'intérêt à Londres à toutes échéances ont reculé de 14 % à 12 %, le taux de base des banques restant fixé à 14 %. Ce raffermissement est attribué au soulagement des opérateurs, qui craignaient un effacement de l'OPEP, et au rachat des livres sterling vendues à découvert huit jours auparavant, dans l'attente de cet effacement. Le dollar est resté stable à 3,17 DM et 9,68 F environ.

##### Commerce extérieur : déficit record aux États-Unis

Le déficit commercial des États-Unis a atteint en 1984 le niveau record de 123,31 milliards de dollars, contre 69,39 milliards en 1983, soit une progression de 77,6 %. En décembre, le déficit était de 12,2 milliards de dollars (en données corrigées) après 9,94 milliards en novembre et 9,19 milliards en octobre. Pour l'ensemble de l'année, les exportations se sont élevées à 217,87 milliards de dollars (+ 8,7 %) et les importations à 341,18 milliards (+ 28,4 %). Les automobiles, l'acier, les équipements électriques et ceux de télécommunication ont particulièrement contribué à l'augmentation des importations.

##### Électroménager : bonne tenue du marché intérieur

Le marché intérieur des appareils électroménagers n'a régressé en volume de 0,9 % en 1984. La rigueur semble avoir épargné ces biens durables, alors qu'elle a durement frappé l'automobile en chute de 12,9 % en volume. La croissance des importations (+ 8 %), plus faible que celle des exportations (+ 18 %) pour la première fois depuis quatre ans, a permis une légère reconquête du marché intérieur et une progression de 8 % du chiffre d'affaires de la production (13,9 milliards de francs). Les industriels réclament néanmoins une libération totale de leurs prix (la moitié est encore contrôlée) et des « mesures sectorielles d'urgence » pour lutter contre les importations « déloyales » en provenance d'Espagne et des pays de l'Est.

##### Prix : + 6,7 % en un an en France

L'INSEE a confirmé, mardi 29 janvier, que la hausse des prix en France a bien été de 6,7 % en décembre. En un an, de décembre 1983 à décembre 1984, la hausse a été de 6,7 %. C'est le meilleur résultat obtenu depuis 1971. Les viandes de boucherie (+ 1,7 %) ont le moins augmenté, tandis que les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans le secteur de l'énergie (+ 10,3 %) et dans celui du textile-habillement (+ 9,4 %). Le gouvernement prévoit pour 1985 une hausse de 4,5 % sur douze mois.

##### + 0,6 % au mois de janvier en RFA

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,6 % au cours du mois de janvier en Allemagne fédérale, après 0,1 % en décembre. Sur douze mois, de janvier 1983 à janvier 1984, la hausse des prix a été de 2,1 %.

##### PTT : bénéfice de 3,4 milliards de francs

Les PTT ont réalisé un bénéfice net de 3,4 milliards de francs en 1984, la poste ayant perdu 3 milliards et les télécommunications en ayant gagné 6,4. En 1983, les télécoms avaient enregistré un déficit de 500 millions de francs. Le recensement est dû, selon les PTT, à des « efforts de gestion » et à la hausse de 10,5 centimes intervenus le 1<sup>er</sup> août. Toutefois, cette majoration n'avait rapporté que 1,8 milliard contre 3 ou 4 prévus, du fait d'une régence des usagers. Le trafic, en octobre et en novembre, n'a progressé en effet que de 3 % au lieu des 8 % habituels.

#### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
S.E.-U.	9,6910 9,6925	+ 147 + 157	+ 348 + 338	+ 725 + 825
S. can.	7,2938 7,2956	+ 23 + 41	+ 55 + 87	+ 128 + 279
Yen (100)	3,8026 3,8047	+ 122 + 133	+ 242 + 258	+ 739 + 787
DM	3,8557 3,8568	+ 184 + 112	+ 215 + 226	+ 612 + 654
Fl. bel.	2,7015 2,7027	+ 88 + 94	+ 184 + 193	+ 523 + 559
F.R. (100)	15,2759 15,2818	+ 60 + 29	+ 129 + 61	+ 347 + 96
F.S.	3,6140 3,6188	+ 132 + 144	+ 201 + 296	+ 828 + 918
L. (1 000)	4,9538 4,9591	+ 171 + 154	+ 365 + 337	+ 1 084 + 1 081
C. ....	18,9314 18,9428	+ 271 + 211	+ 478 + 397	+ 891 + 681

#### TAUX DES EUROMONNAIES

	3 M.	6 M.	9 M.	12 M.	3 M.	6 M.	9 M.	12 M.
S.E.-U.	8 3/8	8 5/8	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 5/8	8 3/4
DM	5 7/16	5 11/16	5 3/4	5 7/8	5 13/16	5 15/16	6 1/8	6 1/4
Fl. bel.	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/16	5 15/16	6 1/16	6 3/16	6 5/16
R.R. (100)	11	11 1/4	10 11/16	11	10 11/16	11	10 11/16	11
F.S.	1 3/8	1 7/8	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 5/16	5 7/16
L. (1 000)	14	15	14 1/2	15	14 5/8	15 1/8	14 3/4	15 1/8
C. ....	14 1/8	14 3/8	13 1/4	14	12 7/8	13	12 1/8	13 1/4
F. ....	10 1/4	10 1/2	10 3/8	10 5/8	10 1/2	10 3/4	10 7/8	11 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

كتابنا الاول



## CONJONCTURE

M. BÉRÉGOVOY CONFIRME  
UNE NOUVELLE BAISSÉ DES IMPÔTS EN 1986

## Feu d'artifice

L'année commence de bien agréablement. Nous avons appris cette semaine que les impôts sur le revenu de tous les contribuables seraient abaissés de 3 % l'année prochaine (côté pour l'Etat, 7 milliards de francs) et que l'emprunt de juin 1983 serait remboursé plus tôt que prévu, c'est-à-dire avant juin 1985. M. Bérégovoy a confirmé l'une et l'autre nouvelles (1).

La semaine dernière, le gouvernement nous avait annoncé des déductions fiscales supplémentaires pour l'année prochaine si nous empruntons pour acheter un logement ou si nous réalisons des travaux économisant l'énergie. Côté pour l'Etat : quelques centaines de millions en 1986, plus les années suivantes.

La semaine dernière également, et toujours pour soutenir le bâtiment, nous avons appris qu'il serait possible d'utiliser l'épargne-logement (dont les intérêts sont exonérés d'impôts sur le revenu) pour acheter une résidence secondaire. Dans le même temps, le ministère des finances s'est engagé à ne plus couper dans les dépenses inscrites au budget et, en tout cas, pas dans celles imputées aux travaux publics. Exit la Fonds de régulation conjoncturelle qui, trois années durant, a fait souffrir les ministères dépen- sers.

Dans les prochains jours, assure-t-on, pourrait être annoncée une petite relance de l'investissement et peut-être « vous savez, la question n'est pas enterrée » — une réduction des charges sociales des entreprises de construction et de travaux publics, « une meilleure méthode avec une baisse de l'impôt sur les sociétés pour stimuler l'activité ».

Bien entendu, le CNPF ne devrait pas tarder à rappeler que M. Mitterrand s'est engagé à supprimer progressivement la taxe professionnelle payée par les entreprises aux collectivités locales, « un impôt imbécile et antiproduit ». Cette année, un abaissement de 10 milliards de francs de cet impôt va s'ajouter à la réduction de 7 milliards de francs acquies automatiquement — au titre d'un mécanisme d'allègement mis en place en juin 1982. Difficile de faire moins l'année prochaine.

## Un choix fondamental

Reste encore l'impôt sur les grandes fortunes à alléger ou même à supprimer : selon nos dernières informations, il n'en était pas encore question...

Nous allons oublier : le budget de 1985 prévoit une réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu, la suppression du 1 % social (22 milliards de francs en tout) et deux mesures fort intéressantes de réduction de l'impôt sur le revenu pour les personnes entreprenant de grosses réparations dans leurs loge-

ments et pour celles achetant un appartement ou une maison destinée à la location. Curieux bien pu mettre en doute la réalité de la baisse des prélèvements obligatoires ?

Il y a quelques jours, un haut fonctionnaire raisonnant tout haut nous confiait avec beaucoup d'à-propos que la préparation du budget de 1986 — on en est encore aux préliminaires — devrait commencer sur un choix fondamental : réduction du déficit des finances publiques ou poursuite de la réduction des impôts et des charges sociales. M. Mitterrand n'avait pas pris d'engagement formel sur ce deuxième point, lors de sa célèbre déclaration du jeudi 15 septembre 1983 à la télévision, se contentant de promettre que les prélèvements obligatoires baisseraient d'un point en 1985.

Cette promesse a été tenue — ou plutôt va l'être — et ne lie donc plus le président, qui, en revanche, avait affirmé que le déficit budgétaire ne devrait pas dépasser 3 % de la richesse nationale. Promesse, qui elle, n'a pas été tenue alors que presque tous les pays industrialisés rétablissent l'équilibre de leurs finances publiques. Modèles dans ce domaine jusqu'en 1980, la France fait maintenant figure de mauvais élève (2).

Le feu d'artifice de ces derniers jours montre que le grand choix — réduction des impôts ou réduction du déficit — est peut-être déjà fait. Pour une fois, les contribuables n'auront pas à attendre les premiers jours de septembre pour être fixés. Mais ils devront tout de même patienter jusqu'aux lendemains du deuxième tour des élections législatives de mars 1986 pour connaître le contenu du nouveau plan de rigueur qui, au train où vont les choses...

ALAIN VERHOLLES.

(1) La surtaxe progressive de 5 % et 8 % disparaît en partie cette année du fait de la réduction générale de 5 % des impôts sur le revenu décidée l'année dernière. Subsiste donc une surtaxe de 3 % pour les gros contribuables que M. Fabius s'était engagé à supprimer complètement en 1986 (déclaration faite en septembre 1984). Mais rien n'indiquait jusqu'à présent que cette suppression — qui était un retour à la normale — bénéficierait à tous les contribuables au travers d'une baisse générale de 3 % de l'impôt que M. Bérégovoy a annoncé cette semaine.

(2) En pourcentage du produit intérieur brut, le déficit budgétaire de la France avait atteint 0,43 % en 1974, 2,63 % en 1975 (relance Chirac), 1,21 % en 1976, 0,97 % en 1977, 1,60 % en 1978, 1,54 % en 1979, 1,10 % en 1980. Il est passé à 2,6 % en 1981, 2,77 % en 1982, 3,28 % en 1983, et environ 3,3 % en 1984 (chiffre avancé par M. Bérégovoy). En RFA, le déficit budgétaire qui atteignait 4,3 % en 1980 a été ramené à 2,6 % en 1984 (2,2 % prévus pour cette année).

Les pensions de retraite mensualisées  
annonce M. Fabius

Au cours de son quart d'heure mensuel sur TF 1, le premier ministre, M. Laurent Fabius a annoncé mercredi 30 janvier deux mesures qui touchent le grand public : la mensualisation du paiement des pensions de la Sécurité sociale et la fin de l'anonymat des fonctionnaires. Auparavant, il s'était félicité de l'évolution des prix et avait estimé que, après un premier semestre 1985 moins favorable, le second semestre devrait enregistrer une nouvelle baisse.

La mensualisation des retraites intéressera près de 5,4 millions de personnes qui reçoivent, à un titre ou à un autre (pensions directes, de réversion, allocation aux vieux travailleurs salariés, etc.), une pension du régime général de la Sécurité sociale. Elle était réclamée depuis longtemps par les syndicats de salariés et par les associations de retraités. Mais son coût, évalué jusqu'à une date récente à 10 milliards de francs — en trésorerie, puisque une fois l'opération faite, concentrant plusieurs paiements à la fois, il n'y a plus de dépenses nouvelles — en avait jusqu'ici empêché la réalisation. Or les études menées montrent que l'on peut, en opérant plus progressivement, le réduire de façon considérable (peut-être à moins de 2 milliards).

Cette mensualisation doit être achevée à la fin de 1986, a indiqué M. Fabius. C'est la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, dont le conseil devait être saisi ce jeudi, qui en déterminera les modalités et

la date de mise en œuvre, car il faut modifier à la fois des programmes informatiques et des dispositions réglementaires. En attendant, il est possible que dans certaines régions — une expérience a eu lieu dans le Nord-Pas-de-Calais depuis 1975 — on puisse verser des acomptes mensuels avant la fin de 1985.

## « Un contact plus personnel »

La levée de l'anonymat des fonctionnaires se fera, a indiqué M. Fabius, « d'ici trois mois ». Il s'agit de « rendre plus personnel le contact entre l'administration et l'usager ». Chaque fonctionnaire aura ainsi sur son guichet ou sur son bureau un écriteau portant son nom afin que les usagers sachent à qui ils s'adressent, cette mesure ne s'applique pas aux policiers. Le premier ministre a précisé qu'il ne s'agissait pas de favoriser la dénonciation des fonctionnaires peu aimables aux yeux du public mais de « nuancer des relations plus humaines ».

Afin de simplifier les démarches administratives et améliorer la qualité du service public, M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, avait lancé une campagne « service public = service de public ». Il devrait présenter dans les prochains jours les propositions retenues et rapidement applicables.

## AGRICULTURE

## Rigueur accrue pour les agriculteurs européens

(Suite de la première page.)

Les services bruxellois tablent ainsi sur une baisse moyenne des prix d'au moins 0,6 % en Italie, 0,4 % en RFA et 0,3 % au Royaume-Uni. Bref, succédant à l'instauration des quotas laitiers en avril 1984, la seconde phase de la réforme de la politique agricole commune (PAC) se présente sous un jour au moins aussi sombre que la première. Surtout si l'on ajoute à ces propositions de prix la révision de la réglementation du marché du vin décidée par les chefs d'Etat et de gouvernement en décembre à Dublin, qui impose une distillation obligatoire à bas prix en cas de vendanges excédentaires.

« Nous n'avons pas le choix », a expliqué mercredi 30 janvier sur tous les tons M. Frans Andriessen, le nouveau commissaire chargé des affaires agricoles. Le souci de la Commission d'éviter le dérapage de la production, de limiter l'accumulation d'excédents coûteux à stocker ou à exporter, est d'autant plus vif que la contrainte budgétaire est lourde. Les Dix se sont engagés — ce que M. Rocard avait qualifié au son temps d'« imbecillité collective » — à ce que les dépenses agricoles n'augmentent pas plus vite chaque année que les ressources mises à la disposition de la Communauté.

Part difficile à tenir. Les prévisions des dépenses de soutien des marchés doivent sans cesse être révisées à la hausse : les crédits inscrits pour 1985 (2) s'élevaient à 19,3 milliards d'ECU, soit 133 milliards de francs. Or, même avec la politique d'austérité qui est maintenant proposée, il faut tabler, selon M. Andriessen, sur 20 milliards d'ECU, soit 138 milliards de francs.

Les produits les plus frappés sont ceux dont la production a le plus augmenté. Ainsi 1985 apparaît-elle comme l'année des céréales : moins 3,6 % pour les prix en ECU. Les Allemands, s'ils réduisent leurs montants compensatoires mandataires (MCM), comme le demande la Commission, devraient diminuer leur prix du blé de plus de 4 %. Beau tollé en perspective, dans un pays où

depuis les premiers jours de l'Europe verte, les gouvernements — tout en dénonçant l'inflation des dépenses agricoles — se sont constamment battus pour obtenir un prix du blé élevé !

Nouvelle réduction  
de la production laitière

Autre secteur sinistré, les fruits et légumes frais en transformation. Il est vrai qu'il les abus devaient être tolérables, surtout en Italie. Les tomates destinées aux conserves bénéficient d'une aide financière substantielle du Fonds européen. Elle était accordée jusqu'ici, quelles que

soient les quantités produites. Afin de faire des économies, cette aide avait été diminuée l'an passé d'environ 25 %. Du coup, les agriculteurs, soucieux de ne rien perdre, ont fortement augmenté les quantités, ou au moins celles qu'ils ont déclarées... Celles-ci sont passées de 4,7 millions de tonnes en 1982-1983 à 7,5 millions de tonnes en 1984-1985. La Commission propose, non seulement de réduire une nouvelle fois l'aide, mais de la limiter à un quota de 4,7 millions de tonnes. Même évolution dramatique pour les fruits et légumes frais : de plus en plus souvent, les agriculteurs, parfaitement conscients qu'ils ne parviendront pas à commercialiser leur récolte, produisent pour le retrait.

c'est-à-dire pour la décharge publique. Le coût du retrait pour le Fonds européen, qui était de l'ordre de 2 milliards de francs en 1983, se rapproche de 4 milliards en 1984.

Les Italiens et les Grecs, mais aussi, dans une moindre mesure, les Français, risquent maintenant de payer cher cette politique irresponsable. L'an passé, c'était les producteurs de lait qui se trouvaient en première ligne. La Commission ne leur donne guère le loisir de souffler. Conformément aux décisions prises en 1984, les quantités pouvant être produites seront réduites d'environ un million de tonnes, la quota global pour la Communauté étant ramené à 98,2 millions de tonnes. En contrepartie, la taxe de coresponsabilité sera ramenée de 3 % à 2 % du prix indicatif. L'augmentation proposée pour le prix du lait, soit 1,5 % en ECU, 2,4 % en francs français et seulement 0,5 % en Deutschmark, équivaut à une baisse du prix réel.

Les producteurs de viande ne seront guère mieux lotis. Là aussi, les stocks atteignant des niveaux records, malgré un développement spectaculaire des exportations. La Commission propose la gel du prix en ECU (plus 1,925 % en francs) et préconise la suppression de primes dont bénéficiaient principalement les éleveurs italiens et britanniques.

La pile est amère. M. Andriessen, qui en est parfaitement conscient, estime nécessaire, pour échapper au pessimisme que ne peut manquer de susciter dans les campagnes un horizon apparemment bloqué, de provoquer avant la fin du semestre, dans le cadre des institutions communautaires et avec le concours des organisations professionnelles, un débat sur les perspectives d'avenir pour l'agriculture européenne.

PHILIPPE LEMAITRE.

(2) Le budget de 1985 est rejeté par le Parlement européen, si bien que les sommes pour l'instant disponibles, en application du régime des douzièmes provisoires, sont inférieures.

AJUSTEMENT DES PRIX EN FRANCS FRANÇAIS  
PROPOSÉS PAR LA COMMISSION

● Céréales	%
Blé tendre, orge, sorgho, maïs. Prix indicatif et prix d'intervention et, dans le cas du blé, prix de référence du blé panifiable qualité moyenne	- 1,675
Seigle, prix indicatif et prix d'intervention	- 2,875
Blé dur, prix indicatif et prix d'intervention	+ 1,925
Riz, prix d'intervention, riz paddy	+ 1,925
Sucre, prix de base de la betterave	+ 1,925
Prix d'intervention du sucre blanc	+ 3,225
Huile d'olive, prix d'intervention	+ 1,925
Huile d'olive, aide à la production	+ 3,825
Colza et navettes, prix indicatif et prix d'intervention	- 1,675
Tournesol, prix indicatif, prix d'intervention	+ 0,425
Soja	+ 2,925
● Productions animales	
Lait, prix indicatif	+ 2,407
Prix d'intervention du beurre	- 3,083
Poudre de lait décremé, prix d'intervention	+ 7,707
Viande bovine, prix d'orientation et prix d'intervention	+ 1,925
Viande de mouton	+ 1,925
Viande de porc	S. C.
● Fruits et légumes, prix de retrait	
Tomates	- 4,075
Pêches	- 1,075
Abricots	-
Raisin de table, pommes, poires	+ 1,925
Choux-fleurs et aubergines	+ 2,925
Vin de table	S. C.

Plusieurs milliers de viticulteurs  
ont clamé à Montpellier  
leur opposition à l'accord de Dublin

De notre correspondant

Montpellier. — Les manifestations commencées dans le calme finissent dans des excès. Les viticulteurs rassemblés mercredi 30 janvier à Montpellier n'ont pas échappé à la règle. Pourtant, la foule, dans sa quasi-totalité, est restée paisible et bon enfant. Le désarroi des viticulteurs était visible depuis l'accord de Dublin le 4 décembre 1984, qui prévoit une importante diminution de la production de vin par la distillation obligatoire. En se rendant nombreux à Montpellier, ils exprimaient à la fois leur solidarité et leur mécontentement.

Naguère, toute manifestation aboutissait devant les grilles de la préfecture, où la colère éclatait. Depuis la décentralisation, les cortèges se dirigent vers les comités régionaux. C'est là que les vignerons du Languedoc-Roussillon ont crié leur « non » ferme et définitif aux accords de Dublin.

« Dublin, disait M. Maffre-Beaugé, un de leurs patrons, c'est signé Mitterrand et, évidemment, ses vœux d'heure Dumas, Guidoni, qui veulent à tout prix l'Espagne dans le Marché commun ».

M. Maffre-Beaugé exprimait l'avis des plus nerveux, mais tous les groupements et syndicats sans exception avaient répondu présents au comité régional d'action viticole, qui appelait à la manifestation.

Ce nouveau rendez-vous avait réuni de 7 000 à 10 000 manifestants, moins que les grands rassemblements du passé où ils se comptaient par dizaines de milliers, mais la participation est néanmoins significative de la malaise régionale. Les vignerons étaient venus de tout le Languedoc-Roussillon, mais aussi des Bouches-du-Rhône, du Var, de l'Ardèche.

Lorsque M. Jean Huillet, du comité d'action viticole de l'Hérault, donna la liste des télégrammes de soutien, l'appel de celui des élus socialistes régionaux fut accueilli par des huées.

Les viticulteurs, comme le soulignait M. Michel Lallemand, du comité d'action viticole du Gard, dans un discours constructif et modéré, sont favorables aux disciplines, mais ils estiment que seuls les Français les appliquent. A l'appel de M. Jean Huillet, les manifestants exprimèrent leur accord, notamment, pour transformer en aide directe l'aide temporaire octroyée

l'an dernier, et pour s'opposer à l'arrêt des plantations. « La distillation exceptionnelle de 1984 est inique, car seuls les viticulteurs du Languedoc-Roussillon vont en supporter les conséquences dramatiques », ajouta M. Huillet, qui dénonça avec violence les « excédents baladeurs » des Italiens.

Tous les orateurs ont insisté sur l'union des viticulteurs, réelle si l'on en juge par l'ampleur de cette manifestation, mais une union qui n'est peut-être que de façade.

M. Huillet a lancé un appel aux divers responsables économiques et politiques de la région. « On ne raye pas quatre-vingt mille familles de viticulteurs d'un coup de gomme », n-il dit. Puis, s'adressant au président de la République, il déclara : « Union, tolérance, courage, je suis d'accord... Relevez, M. le président, les taxes de l'histoire de la viticulture. Nous resterons mobilisés. Prenez garde à la colère qui gronde ».

Une douzaine d'agents de ville et quelques barrières bloquaient l'accès du conseil régional. Celles-ci furent promptement ouvertes par les manifestants. Pendant qu'une délégation était reçue par le président du conseil régional, M. Robert Capdeville, en présence des présidents des groupes politiques de l'Assemblée (P.C., P.S. et opposition), le ton montait dans la foule : « Capdeville au balcon ! ». Un képi de gardien vola ; quelques œufs s'écrasèrent sur la porte de l'Assemblée régionale. M. Maffre-Beaugé voulut s'adresser du balcon aux manifestants. Il en fut empêché.

La délégation sortit à temps pour calmer les esprits. « Un envoyé du président Capdeville, déclara M. Huillet, va négocier avec le premier ministre. Une brèche de corda accueillit ces propos. « C'est du cinéma », cria-t-on dans les premiers rangs de la foule.

Un groupe de jeunes garçons arracha le drapeau occitan qui flottait au balcon à côté des drapeaux français et catalan.

Un autre petit groupe bloqua une porte du conseil régional à l'aide de barrières. C'est alors que des CRS, dissimulés aux abords de l'immeuble, intervinrent. Des incidents éclatèrent, parfois vifs. Ils restèrent isolés et cessèrent après la venue d'une personne de la foule la nuit venue.

ROGER BECHIAUX.

## BANQUES

Le GAN prend la place de Suez  
au sein du CIC

L'assurance prend pied dans la banque : après l'UAP, première compagnie française qui, en septembre dernier, a pris le contrôle de la banque Worms pour la renflouer après de très lourdes pertes, c'est le GAN, au troisième rang dans le secteur, qui va prendre la suite de la Financière de Suez comme actionnaire minoritaire du Crédit industriel et commercial (CIC). Cette opération, préparée depuis plusieurs mois (le Monde du 4 octobre 1984), s'effectuera en deux temps.

Dans l'immédiat, le GAN va apporter au CIC 700 millions de francs à l'occasion de deux augmentations de capital, en avril et en décembre 1985, ce qui lui permettra de détenir 21,87 % de la Compagnie financière coiffant la banque, et ramènera la part détenue par Suez de 40,5 % à moins de 30 %. Ensuite, au cours d'une période expirant à la fin de 1989, le GAN portera à 34 % sa participation dans le CIC en rachetant le complément à Suez, qui cédera à l'Etat le reliquat de ses intérêts, la puissance publique conservant 67 % du capital de la banque.

Une telle opération a deux objectifs. Le premier est d'effacer de l'argent frais au groupe CIC, qui a un besoin urgent de renforcer ses fonds propres, devenus insuffisants, et de se procurer, au total, 3,5 milliards de francs de capitaux permanents supplémentaires, pour se mettre en règle avec le nouveau régime de contrôle du crédit. Par ailleurs, ce groupe, avec ses filiales (Lyonnaise de Banque, CIAL, Nançaise, Scaillet-Dupont, BBA, BRO, CIO, CIN) et ses 1 200 guichets, doit développer ses investissements, notamment dans l'immobilier. Il lui fallait donc trouver un partenaire disposant de capitaux disponibles, ce qui est le cas du GAN, préféré à l'UAP, déjà lotie avec Worms et considérée comme un peu trop « grosse » par rapport à la taille du CIC.

Le second objectif est de permettre à la Financière de Suez de se décharger de sa participation dans le CIC. En 1971, elle en avait pris le contrôle, à plus de 70 %, au terme d'un bataillon mémorable avec Paribas, dans le but de la marier avec sa filiale bancaire Indosuez,

riche de son réseau étranger mais dépourvu d'un réseau de collecte français. Le mariage ne fut jamais consommé et, après la nationalisation de février 1982, la Financière de Suez vit sa participation revenir à 40,5 %, ce qui ne faisait pas l'affaire de ses dirigeants. En novembre dernier, son président, M. Jean Peyrelevade, déclarait : « Je ne comprends pas, depuis longtemps, ce que la Suez fait au CIC en actionnaire minoritaire » et s'affirmait « prêt à négocier sa sortie progressive ».

Pour le GAN, selon son président, M. Bernard Aftal, une « très bonne affaire financière », qui, en outre, lui permettrait, éventuellement, d'étudier les 1 200 guichets du groupe bancaire pour écouler certains de ses produits.

## Offensive

L'opération GAN-CIC, intervenant après l'opération UAP-Worms, s'inscrit dans une offensive de l'assurance pour entrer dans les banques et leurs réseaux. Au début des années 70, c'était le contraire : on voyait les banques prendre le contrôle des compagnies d'assurance afin d'avoir un œil sur l'emploi de leurs énormes réserves techniques et de pouvoir diffuser leurs SICAV par le canal des courtiers et des agents généraux. Successivement, la Prévoyance et la Foncière passèrent dans l'orbite du groupe Worms, la France dans celle de la banque Lazard, et la Providence se rapprocha étroitement de Paribas, déjà maison mère du Secom.

Aujourd'hui, les banques s'appauvrissent, tandis que les compagnies d'assurance disposent de très importants capitaux. Leur situation financière, notamment dans la branche automobile, s'est redressée depuis deux ans, et la forte hausse de leur portefeuille d'actions et d'obligations en 1983 et 1984 leur a permis d'enregistrer de très fortes plus-values. C'est à leur tour de jouer, d'autant plus que l'Etat, propriétaire des banques, n'a plus les moyens de tenir son rôle d'actionnaire et leur demande de le faire à sa place.

F. R.

البيان



## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

Vite sur saisie Pal. Just. Evry (91), r. des Mazères, mardi 5 février à 14 h.  
**MAISON A RIS-ORANGIS (91) LIBRE**

3, rue E.-Delacroix  
avec TERRAIN de 722 m<sup>2</sup>  
**MISE A PRIX : 150 000 F**  
Consign. préalable par chèque. S'adr. par remail à Corneil-Ess. (91100).  
M<sup>re</sup> ANDRÉ AVOCATS, 19, rue Féry. Tél. : 496-01-12.

Vente Palais Justice CRÉTEIL, Jeudi 14 février 1985, 9 h 30

**PAVILLON LE PERREUX** sur-Marne (94), 12 bis, rue du Canal  
GARAGE et ATELIER 1<sup>er</sup> étage : 2 Pcs, Cuis. Ent. 2<sup>e</sup> ét. : 2 ch. Cab. toil. WC.  
ATELIER JARDIN. S'p. tot. 403 m<sup>2</sup> LIBRE DE LOCATION

**MISE A PRIX : 300 000 F** S'adr. M<sup>re</sup> COPPER ROYER  
Avocat Paris (17<sup>e</sup>), 1, rue G.-Berger, T. 766-21-03 et 622-26-15  
DOMAINE (D.N.L.D.), Bureau 213, 11, rue Tronchet, Paris-8.  
Tél. : 266-91-40. Poste 1815. A tous avocats par Trib. Gde Inst. CRÉTEIL.  
Gratification Trib. Gde Inst. CRÉTEIL, où le cahier des charges est déposé.  
Sur place pour visiter le 8 février 1985 entre 14 et 15 heures.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS

le JEUDI 14 FÉVRIER 1985, à 14 heures, EN UN LOT  
**UN LOCAL** sur rue et sur cour au r-de-ch. et une partie du  
ss-sol sous la cour conv., usage commercial

**4, RUE JACQUES-CARTIER - PARIS (18<sup>e</sup>)**  
**M. 3 P. : 280 000 F - S'adr. SCP BRUN et ROCHER**  
avocats à PARIS (8<sup>e</sup>), 60, rue de Londres. Tél. : 293-50-40. A tous avocats  
postulants. Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS où le cahier  
des charges est déposé.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS

le JEUDI 14 FÉVRIER 1985, à 14 h. EN CINQ LOTS  
**1<sup>o</sup> UN APPARTEMENT 4 P. PRINC. à rs. BUREAU**  
au 1<sup>er</sup> étage, Bâtiment A

**2<sup>o</sup> UN STUDIO au 4<sup>e</sup> étage. Bâtiment A**  
UNE CAVE pour chacun des autres lots

**7, RUE ROCHECHOUART - PARIS (9<sup>e</sup>)**  
**MISES A PRIX : 100 000 F - 30 000 F - 500 F.**  
S'adr. : S. C. P. BRUN et ROCHER, avocats associés, à PARIS (8<sup>e</sup>),  
60, rue de Londres. Tél. : 293-50-40. Tous Avocats postulants.  
Au Greffe du Trib. Gde Inst. Paris où le cahier des charges est déposé.

(Publicité)

NATIONAL WATER AND SEWERAGE AUTHORITY  
P.O. BOX 104, SANAA, YAR, TEL 2346 NWSA YS

DHARMA WATER SUPPLY AND SEWERAGE PROJECT  
IBS WATER SUPPLY AND SEWERAGE PROJECT

**PREQUALIFICATION NOTICE**  
The National Water and Sewerage Authority proposes to invite international  
tenders for:

- Dharmawater supply, sewerage system and sewage treatment plant;  
- Ibs water supply, sewerage system and sewage treatment plant.

The components each project comprise:  
- Construction of complete water supply systems including pumping  
stations, main transmission lines, reservoirs, trunk mains, distribution  
network for projected population of approximately 84,000 inhabitants in  
Dharmawater and 64,000 inhabitants in Ibs;

- Construction of sewerage system including sewage treatment plants for  
each of the two towns.

The project will be financed by the YAR Government, the International  
Development Association, the Government of the Federal Republic of  
Germany (Kreditanstalt für Wiederaufbau), the Arab Fund for Economic  
and Social Development, and the Government of the Netherlands.

For each project the following three lots are envisaged:  
a) Civil works;  
b) Supply and erection of mechanical/electrical equipment;  
c) Supply of pipes and appurtenances.

Interested civil work firms or consortium experienced in this type of work  
and being able to coordinate their work with suppliers of pipes and  
mechanical/electrical equipment acting as their sub-contractors either  
proposed by them or selected by the NWSA (uniminated subcontractors),  
should request prequalification.

The prequalification documents will be available in January 1985 and can be  
obtained by applying in writing or by telex from NWSA (address see above)  
or from DORSCH CONSULT, Postfach 21 02 43, D-8000 München 21  
or Telex 5212862 dors d.

Prequalification documents should be submitted not later than February 28,  
1985. Notification of invitation for tenders is expected to be published during  
the second quarter 1985.

La publicité ci-dessus concerne un avis d'appel d'offres pour la  
République arabe du Yémen au sujet de la construction d'un système d'eau  
courante et d'épuration des eaux.

**NOUVEAUTÉS ARTS MÉNAGERS 85**

**GENERAL ELECTRIC**

**Réfrigérateurs NO FROST**

Pour GENERAL ELECTRIC,  
un réfrigérateur ne doit pas seulement  
produire du froid. Le vrai confort,  
c'est de pouvoir servir chaque client  
à la bonne température (hors d'œuvre  
frais, salades, desserts) et d'obtenir  
immédiatement, d'un seul geste, (sans  
même ouvrir la porte), de la glace  
(en cubes ou pilée) ou de l'eau glacée.

Tous les réfrigérateurs  
GENERAL ELECTRIC sont  
équipés de système no-frost (aucun  
dégivrage) et d'un économiseur  
d'énergie.

**PRESENTATION COCKTAIL**  
Du 1<sup>er</sup> février au 4 février de 15 h à 21 h.  
General Electric : 11, place de la Porte Champerret  
Paris 17<sup>e</sup>. Tél. : 574.76.50

**CRÉATEURS D'ENTREPRISES**

**VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS**  
à partir de 180 F HT par mois

● Réception et réexpédition du courrier;  
● Permanence téléphonique / télex;  
● Rédaction d'actes et constitution  
de sociétés.

**GEICA 296-11-12**  
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Moët-Hennessy

Chiffre d'affaires en progression de 28 %

Le conseil d'administration réuni le 24 janvier 1985 a décidé de mettre en paiement, à partir du lundi 4 février 1985, un acompte sur dividende de 5 F, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 4,50 F, soit un total de 13,50 F. Cet acompte sera payé contre présentation du coupon n° 40.

Le conseil a pris connaissance de l'activité du groupe pour l'exercice écoulé, dont le chiffre d'affaires provisoire s'élève à 6 840 millions de francs.

Le groupe Moët-Hennessy présentant pour la première fois des comptes consolidés selon les normes américaines, le chiffre d'affaires 1983 reconstitué selon ces mêmes normes se serait élevé à 5 337 millions de francs. La progression d'une année sur l'autre atteint donc 28,2 %.

Le secteur champagne et vins a fortement accru son développement commercial avec une progression de 18 % en volume pour le champagne. Le chiffre d'affaires du secteur s'élève à 3 070 millions de francs, en hausse de 21,6 % sur l'année précédente.

En 1984, les expéditions de la société Jas Hennessy et Co. ont représenté un volume de 2 040 000 caisses, en progression de 9,7 %. C'est la première fois qu'Hennessy franchit le cap des deux millions de caisses de cognac expédiées en bouteilles. Le chiffre d'affaires du secteur, en hausse de 46,6 %, s'élève à 2 140 millions de francs.

D'un montant de 1 530 millions de francs, le chiffre d'affaires du secteur parfums et produits de beauté s'est accru de 21,4 %, la progression étant de 22,4 % pour Dior et de 17,2 % pour les laboratoires Roen.

La réorganisation de la société Armazong s'est poursuivie au cours de l'année 1984 dans la limite d'un chiffre d'affaires constant en dollars.

Les résultats de l'exercice ne sont pas encore définitivement connus, mais il est assuré qu'ils seront en progression très sensible sur ceux de l'exercice précédent.

### VOLVO

RÉSULTATS PROVISOIRES 1984

Les ventes du groupe VOLVO 1984 ont été évaluées à SEK 97,2 milliards (contre SEK 99,46 milliards en 1983). La diminution des ventes est due principalement à la réduction volontaire de l'activité de courtage pétrolier de STC (Scandinavian Trading Company) et à la sortie de AB Carana et Wili Sonesson AB du secteur Volvo en 1984. Les ventes du groupe VOLVO en 1984, les ventes à l'exclusion du secteur Energie et de Carana et Sonesson, ont augmenté de 22 % par rapport à 1983.

Le résultat provisoire du groupe avant dotations, impôts et part des actionnaires minoritaires, a été évalué à environ SEK 7,63 milliards (contre 3,78 en 1983), soit une progression de 101,9 %. L'accroissement du résultat consolidé après amortissement relatif principalement la progression des résultats des secteurs voitures et camions ainsi qu'une forte réduction des pertes de secteur Energie.

Le résultat de 1984 fait apparaître un taux de rentabilité de 23 % (18,1) sur les capitaux investis, compte tenu des profits exceptionnels.

Le résultat estimé par action est de SEK 46,40 (24,30) (après doublement des actions par réduction du nominal par rapport à 1983).

A la fin de 1984, le nombre d'employés du groupe VOLVO s'élevait à environ 68.200 personnes, en progression de 4.500 personnes à structure comparable.

**DIVIDENDE**  
Le Conseil propose la distribution du dividende maximum autorisé, soit SEK

5,30 par action; il estime que la situation financière du groupe et de ses bénéfices permettrait la distribution d'un dividende plus élevé.

Les résultats définitifs pour 1984 seront publiés fin mars prochain.

**VOLVO en France**  
VOLVO FRANCE S.A., principale filiale du groupe VOLVO en France, a réalisé un chiffre d'affaires 1984 de 2,6 milliards de francs, en progression de 17 % sur l'exercice 1983.

En 1984, la société a livré 17.550 voitures (contre 15.050 en 1983), 4.150 camions de 5 t et plus (contre 4.100), 74 autocars de tourisme (contre 75) et 6.317 moteurs marins ou industriels (contre 5.790).

Pour la septième année consécutive, VOLVO FRANCE S.A. dégage un profit.

En France, l'année 1984 a été marquée pour VOLVO par l'introduction du titre AB VOLVO à la Bourse de Paris, le renforcement des achats de VOLVO à la France et la création de VOLVO BM Matériels TP SA.

A ce jour, quelque 130.000 actions AB VOLVO ont été échangées depuis l'introduction du titre en décembre 1984.

Les achats du groupe VOLVO en France restent supérieurs aux ventes de Volvo à la France, faisant donc un bénéfice à l'avantage de la balance française du commerce extérieur.

### TORAY INDUSTRIES INC.

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre (1<sup>er</sup> avril-30 septembre 1984.)

La société annonce un chiffre d'affaires net consolidé de 397.553 millions de yen (1 623 millions de dollars US) et un bénéfice net consolidé de 8 178 millions de yen (33 millions de dollars US) pour les six mois clos le 30 septembre 1984, soit respectivement +7,9 % et +33,7 %.

Les ventes de fibres synthétiques, fibres spéciales et textiles ont progressé de 2,9 %, les ventes de tissus en fibre de polyester ont été ternes.

Les ventes de fibres magnétiques et de plastiques industriels ont progressé de 19,6 %, du fait d'une forte demande. On note un bon démarrage des nouveaux produits (le Toray's R.O. nouvelle membrane, les lentilles de contact souple à usage prolongé).

Un chiffre d'affaires net consolidé de 810 milliards de yen (3 300 millions de dollars US) et un bénéfice net consolidé de 15 milliards de yen (61 millions de dollars US) sont prévus pour l'exercice clos le 31 mars 1985.

### SLIC

Le conseil d'administration, réuni le 25 janvier sous la présidence de M. Louis Moreau, a constaté que 52 886 actions nouvelles, créées jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1984, avaient été émises en 1984 au titre des conversions d'obligations à intérêt progressif 1974, dont le nombre était ainsi ramené au 31 décembre 1984 à 79 189. Le capital se trouve porté de 141 002 400 F à 146 391 000 F. Le conseil a constaté également que cette augmentation du nombre des actions était sans incidence significative sur le résultat par action attendu pour 1984, qui devrait permettre, comme prévu, un taux de progression du dividende au moins aussi important que celui constaté entre 1983 et 1982 (14 %).

**CRÉATEURS D'ENTREPRISES**

**VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS**  
à partir de 180 F HT par mois

● Réception et réexpédition du courrier;  
● Permanence téléphonique / télex;  
● Rédaction d'actes et constitution  
de sociétés.

**GEICA 296-11-12**  
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 15,30 % janvier 1983

Les intérêts courus du 7 février 1984 au 6 février 1985 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 15,30 % janvier 1983 seront payables, à partir du 7 février 1985, à raison de 688,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 2 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source dont le droit à un avoir fiscal de 76,50 F (montant global : 765 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 114,70 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,65 F faisant ressortir un net de 566,15 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Notes

En application de la loi du 30 décembre 1981, article 94, alinéa II et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, nous précisons que :

- Les porteurs qui ont déposé leurs titres ainsi que la loi le prescrit, le montant des sommes qui leur sont dues (paiement de l'intérêt, amortissement du capital) sera porté au crédit de leurs comptes tenus par les intermédiaires habilités choisis par eux;

- Les porteurs qui n'auraient pas déposé leurs titres à la date du 3 novembre 1984 sont tenus de satisfaire à cette obligation légale afin de pouvoir exercer leurs droits (paiement de l'intérêt, amortissement du capital).

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

OBLIGATIONS JANVIER 1984

13,70 %

Les intérêts courus du 6 février 1984 au 5 février 1985 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 13,70 % janvier 1984 seront payables, à partir du 6 février 1985, à raison de 616,50 F par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source dont le droit à un avoir fiscal de 68,50 F (montant global : 685 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 102,70 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 6,85 F faisant ressortir un net de 506,95 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

- Taux révisable, soit 13,80 % pour 1985.

Les intérêts courus du 6 février 1984 au 5 février 1985 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie à taux révisable janvier 1984 seront payables, à partir du 6 février 1985, à raison de 621 F par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source dont le droit à un avoir fiscal de 69 F (montant global : 690 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 103,45 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 6,90 F faisant ressortir un net de 510,65 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Il est rappelé qu'en application de l'article 94-2 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les deux emprunts ci-dessus mentionnés ne sont pas matérialisés par la création de titres; en conséquence, le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### Le Monde

### PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

246-72-23, poste 2412

### GROUPES POMINI FARREL

**GIUSTINA INTERNATIONAL**

**POMINI FARREL RELANCE LES RECTIFIEUSES "GIUSTINA"**

Turin, janvier 1985 - Les rectifieuses Giustina, marque parmi les plus prestigieuses pour ce genre de machines-outils, sont entrées dans une phase de relance et de développement à la suite de l'intervention de Pomini Farrel de Castellanza (Varèse) qui en a relevé la technologie en assurant à la gestion une situation financière solide.

Pomini Farrel, à cet effet, a spécialement constitué une société affiliée, Giustina International, avec un capital social de 1.500 millions de lire italiennes. Et elle en a confié la direction opérationnelle à M. Massimo Pomini, l'un des membres de la famille qui a le contrôle de Pomini Farrel, afin de souligner l'importance que la société accorde à cette opération ainsi que sa détermination de s'imposer sur le marché.

Dans ce but, la nouvelle Giustina International a engagé le personnel de la société préexistante, le plus qualifié et le plus expérimenté, s'assurant ainsi une capacité de projet et de construction de qualité excellente suivant la technologie de pointe et la haute précision opérationnelle propres aux rectifieuses Giustina.

Une attention toute particulière a été accordée au renforcement du service après-vente, pour garantir aux clients une assistance technique, en cas d'urgence, aussi, même pour les machines qui ont été fournies par la gestion précédente.

En plus, Giustina International a déjà signé un contrat de licence avec la société américaine Emhart Corporation, Division Farrel, qui a une participation de minorité dans Pomini Farrel, pour la production de rectifieuses et de tours destinées à l'industrie lourde en général, aux industries de l'acier et du papier, et, enfin, aux centrales nucléaires.

Parallèlement, la nouvelle société a rédigé un programme très serré de recherche et de développement pour imposer sur les marchés internationaux une technologie italienne qui entretient et maintient d'avant-garde par rapport à la concurrence étrangère la plus acharnée.

L'opération financière et technique réalisée à Turin par Pomini Farrel permet de lier la validité des technologies et de la marque Giustina à la fiabilité économique et financière de la maison de Castellanza qui figure parmi les producteurs italiens les plus importants et les principaux exportateurs de machines et d'installations pour le laminage de l'acier et le travail du caoutchouc ainsi que des matières plastiques.

La validité de cette opération a été immédiatement appréciée par des clients aussi qualifiés et attentifs que Fiat, Renault, Ford, Citroën, Alfa Romeo, Italciser, Spie Batignolle qui ont déjà assuré à Giustina International un carnet de commandes de 20 milliards de lire italiennes, environ. Entretemps des négociations sont en cours pour un volume d'affaires plus consistant encore.

Enfin il est important de remarquer que 80 pourcent des affaires déjà conclues ou bien en cours de négociation concernent les fournitures de pays étrangers très avancés du point de vue technologique, tels que l'U.R.S.S., la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne, la Suède, et que les accords avec Emhart Corporation ouvrent les portes du vaste et prestigieux marché américain.

Avec l'introduction dans le marché de ses machines-outils, le groupe Pomini Farrel compte arriver à la clôture de l'exercice 1985 avec un chiffre d'affaires de 100 milliards de lire italiennes.

**GIUSTINA INTERNATIONAL S.r.l.**  
Casella Postale 130 - 10096 SETTIMO TORINESE - Stato 11 (TORINO)



# AFFAIRES

LA STRATÉGIE DE M. BERNARD ARNAULT, NOUVEAU PATRON DU GROUPE

## 1,16 milliard de francs pour redresser Boussac

M. Bernard Arnauld, président du groupe Férnel, a pris en main, au début janvier et après de longues péripéties financières et juridiques, l'empire Boussac. Il nous explique dans l'interview ci-dessous ses projets.

— Est-il vrai que vous éprouvez des difficultés à rassembler les actions des frères Willot, ce qui permettrait au groupe Férnel d'exercer le contrôle de l'empire Boussac ?

— Les informations qui circulent à ce sujet sont complètement fausses. Il n'y a aucun nantissement sur les titres. Ils ont tous été levés, et l'opération juridique prévue dans l'accord signé avec les Willot, en novembre 1984 a été réalisée. C'est une campagne de déstabilisation.

— L'augmentation de capital de la Société foncière et financière Agache Willot (SFFAW) se déroulera-t-elle selon les modalités fixées, à savoir sur une valeur de reprise de 375 millions de francs ?

— Vous voulez savoir combien vaut Boussac aujourd'hui... Les commissaires aux comptes préparent un rapport. La banque d'affaires, qui s'occupe du projet, c'est-à-dire la banque Lazard, fait aussi une étude. Le montant auquel nous arrivons actuellement tourne entre 150 à 200 F par titre.

— Pouvez-vous fixer les grandes étapes qui, à terme, conduiront le groupe Férnel à exercer pleinement son rôle d'actionnaire majoritaire ?

— Nous allons convoquer une assemblée générale courant mars, qui soumettra aux actionnaires le pacte concordataire, c'est-à-dire le document dans lequel nous définirons comment vont être remboursés les créanciers de la société et selon quelles échéances. Nous mettrons au vote la décision d'augmenter le capital de 400 millions, et de reconstituer les organes sociaux de la SFFAW, c'est-à-dire le conseil de surveillance. Deuxième étape : le concordat sera présenté aux créanciers chirographaires, à savoir un certain nombre d'organismes sociaux et parapublics, des banques et des fournisseurs de la société. Ils devront voter pour l'accepter. Ce vote devra avoir lieu dans le courant de l'été.

— De quel montant sera ce concordat ?

— De l'ordre de 2,8 milliards de francs. Il s'agit de dettes à rembourser sur douze ans. Actuellement, le montant global des dettes atteint 3,7 milliards.

— Quelles ont été les pertes du groupe Boussac pour le dernier exercice ?

— Pour 1984, de l'ordre de 200 millions.

— Quelles mesures de restructuration envisagez-vous prendre sur les plans social et industriel ?

— Nous avons déjà décidé de fermer le siège parisien le 31 janvier. Il n'y restera plus qu'un bureau, que j'utiliserai, et les services commerciaux de deux branches d'activité. Résultat : 30 millions de francs d'économies.

— Quant à la restructuration sociale, notre plan prévoyait dès le départ de conserver une certaine

Moderniser les usines vosgiennes

— Le conseil de DMC a mandaté son président, M. Julien Charlier, pour vous assister. Quel rôle va-t-il jouer exactement ?

— M. Charlier aura le rôle de conseiller technique et travaillera à mi-temps dans le groupe durant la période nécessaire au redressement de la branche textile. Il s'occupera des secteurs du tissu, de l'habillement et du linge de maison. D'une façon plus générale, DMC nous apportera son savoir-faire en matière d'organisation et de technique. Dans le cadre de cette coopération, qui vient également d'être approuvée par le conseil de la Compagnie Boussac Saint-Frères (CBSF), nous nous efforcerons d'harmoniser les gammes de produits, ce qui devrait être bénéfique aux deux sociétés.

— Dans le linge de maison, une activité sinistrée, — une

rationalisation est-elle possible ?

— Le plus gros concurrent de notre groupe dans le linge de maison n'est pas DMC. Ce sont actuellement les Belges. Notre objectif est de faire un front commun contre la concurrence pour répartir ensemble. C'est un secteur très difficile dans lequel beaucoup de décisions ont été mal prises chez Boussac, ce qui a contribué à augmenter les prix de revient. On a multiplié à l'excès les réformes et le nombre de produits différents, ce qui a provoqué un gonflement des stocks. Il faut rationaliser cette activité au niveau de la production et harmoniser nos gammes avec celles du DMC.

— Dans quelles régions allez-vous faire les investissements de modernisation les plus importants ?

— Déjà des investissements importants ont été lancés ou programmés soit quelque 170 millions de francs. Les usines textiles des Vosges ont fait l'objet de quelques gros investissements qui seront achevés cette année, notamment pour la filature de l'usine de Thaon (20 millions de francs). D'autres investissements sont à l'étude pour moderniser l'usine alsacienne d'impression de Wesserling (300 personnes), qui mesure 1 kilomètre de long et dont le niveau de qualité est, je crois, le meilleur du marché français. C'est le secret de la marque Boussac.

— Pour la partie linge de maison, on vient d'équiper l'usine d'Aumontzey (Vosges) avec des métiers à jets d'air ; dans les industries plastiques, on prévoit d'investir 9 millions de francs en 1984 pour faire de la ficelle synthétique à Elzevirecourt (Somme). Cet investissement est engagé. Nous étudions également la possibilité d'investir dans l'activité « couches pour bébé » (Peau douce).

— Avec quels moyens financiers ?

— D'abord avec les fonds qu'on retirera de l'augmentation de capital, soit 400 millions de francs, et ensuite avec les aides publiques qui seront mises à notre disposition : 300 millions de francs sous forme de subventions avec clause de retour à meilleure fortune, et 100 millions de prêts à long terme, à quoi s'ajoutent un certain nombre de concours bancaires que nous négocions. Ces concours seront mis en place dès l'obtention du concordat pour un

montant de 360 millions de francs. Au total, nous disposerons donc de 1,16 milliard de francs.

— Quelle est votre stratégie à l'étranger ?

— Nous voulons intensifier nos ventes sur le marché des tissus d'habillement et du tissu d'ameublement. Il faut avoir des bureaux sur place, aux États-Unis, au Japon, d'une façon générale en Extrême-Orient, car le contrôle des représentants est difficile. Le potentiel de vente des tissus Boussac est considérable dans ces pays en raison de leur renommée.

— Pour le linge de maison, la percée à l'étranger sera plus difficile. Mis à part le tissu éponge, les concurrents européens sont extrêmement virulents. Un problème se pose pour les draps. Les lits d'out pour la même dimension à l'étranger qu'en France. L'exportation sera donc difficile. Nous sommes très exportateurs pour le lin. Nous vendons à l'étranger 70 % de notre production, surtout en Italie.

— Ce sont les exportations de couches pour bébé qui se développent

actuellement le plus. Nous sommes devenus en trois ans « leader » sur le marché britannique. Cette année, nous devrions y réaliser 800 millions de chiffre d'affaires avec une part de marché de l'ordre de 30 % et passer ainsi à la première place devant Procter and Gamble. En retard, le marché britannique démarre à toute allure.

Le rôle des frères Willot

— Quelle part du budget consacrez-vous à la recherche ?

— Difficile de donner un chiffre précis. Nous devrions consacrer cette année entre 1 % et 2 % de notre chiffre d'affaires. Mais la recherche passe aussi par l'étude des produits que fabriquent tous nos concurrents mondiaux, par exemple dans les couches pour bébé. Nous avons rencontré la semaine dernière des fabricants japonais (société Unicharm). Ils sont technologiquement très avancés et nous ont proposé de construire avec eux une usine de couches pour bébé en Espagne. Une idée d'alliance ne me semble pas sangnante du tout.

— Avez-vous l'assurance que, par les biais ou par un autre, les frères Willot ne reprendront pas un jour le pouvoir chez Boussac ?

— La situation des frères Willot est connue. Après le concordat, ils détiendront 15,5 % du capital et seront actionnaires minoritaires, un point c'est tout. Ni les uns ni les autres n'auront de rôle à la direction. Deux des frères Willot étaient déjà salariés, ce n'est pas moi qui les ai repris. Je compte utiliser M. Antoine Willot comme conseiller technique pour les activités à l'étranger.

— Quel sort réservez-vous aux fleurs du groupe, Christian Dior, Bon Marché, Conforama ?

— Nous nous sommes engagés à conserver Christian Dior pendant cinq ans. En ce qui concerne le Bon Marché et Conforama, nous enverrons probablement une partie pour payer le concordat. Nous envisageons d'introduire 49 % des actions Conforama à la Bourse de Paris.

Propos recueillis par ANDRÉ DESSOT.

### CONSUMMATION

#### Le cercle vicieux des hormones

Irresponsable, l'Union fédérale des consommateurs ? En lançant un nouveau mot d'ordre de boycottage de la viande de vœau, l'UFC prend effectivement le risque de provoquer une chute des cours et d'aggraver la situation d'une profession qui ne manque pourtant pas de sujets de préoccupations.

Pourquoi ce boycottage ? Parce qu'il y a des substances dans la viande consommée qui ont été « implantées » pour faire grossir artificiellement les animaux, ou bien parce que les consommateurs veulent pouvoir acheter de la viande en connaissance de cause ? La seconde réponse est la bonne et le ministère de l'Agriculture vient de le reconnaître. Il a proposé une réunion de concertation, entre les éleveurs et les consommateurs, dans les prochaines semaines.

Il s'agit en quelque sorte d'enquêter la viande et de renseigner l'acheteur sur son origine et sa qualité. On pourra savoir si elle a été traitée et « enrichie » avec des substances anabolisantes ou non. C'est, à tout le moins, une exigence élémentaire.

Mais les pouvoirs publics ont la mémoire courte. Les organisations paysannes aussi, du moins la FNSEA, qui condamne sans appel l'action de l'UFC renforçant ainsi l'image d'une agriculture « industrielle » peu soucieuse de la qualité de sa production.

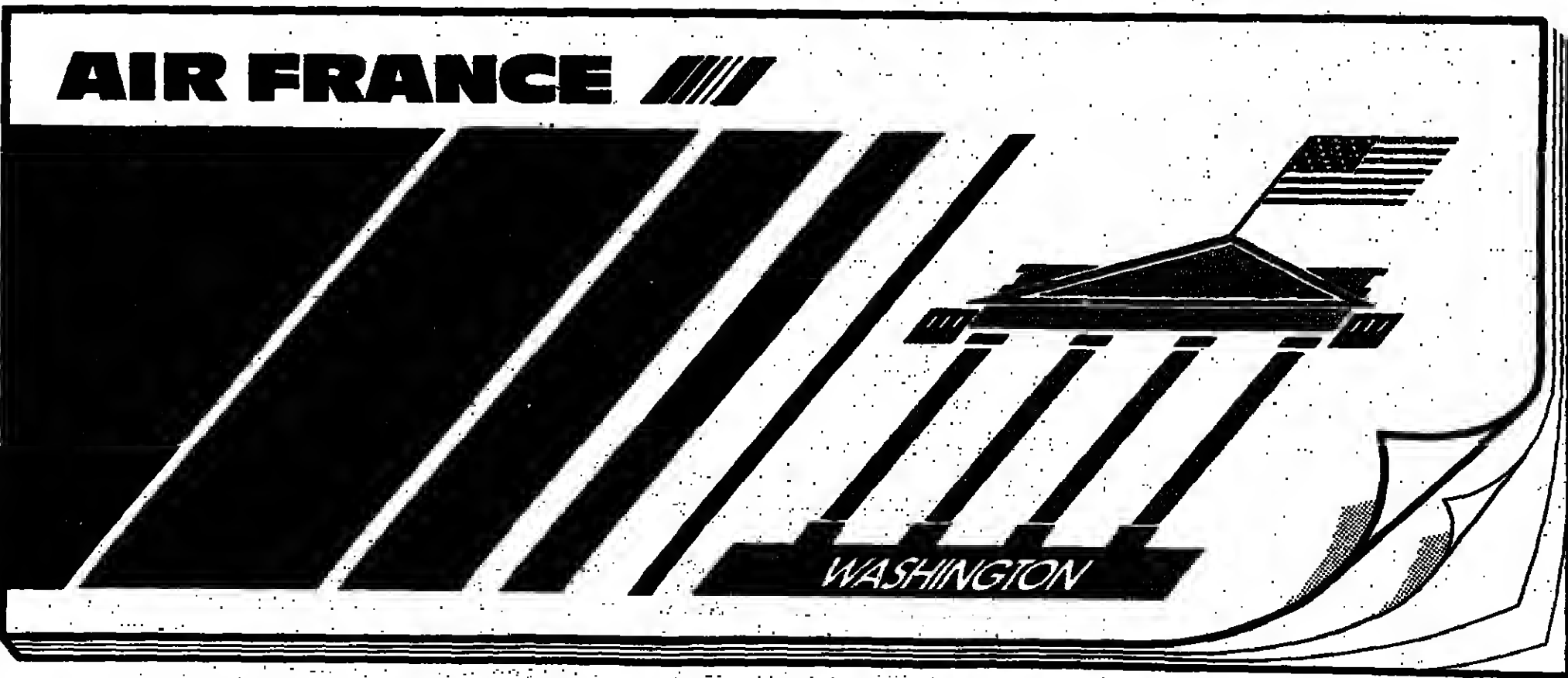
Tous les consommateurs et tous les paysans n'ont pas des points de vue aussi tranchés que l'UFC d'un côté ou la FNSEA de l'autre. Ainsi, la Confédération syndicale des familles (CSF), qui était d'accord avec l'UFC pour réclamer une information sur la qualité des viandes, reconnaît-elle

que le gouvernement n'a pas tenu ses promesses, mais elle ajoute : « Il y a des hormones dans la viande, parce que, pour vivre, les éleveurs doivent produire toujours plus. Le vrai problème, c'est celui de la politique agricole commune, qui provoque la surproduction, le gaspillage et l'assistanat pour les paysans. »

Ainsi, la Confédération nationale syndicale des travailleurs paysans (CNSTP), tout en déplorant le boycottage, estime-t-elle que les vrais responsables sont ceux qui ont légalisé l'utilisation des hormones et les laboratoires pharmaceutiques qui en vivent. La CNSTP refuse les hormones, car elles aggravent la surproduction et contribuent donc à provoquer une baisse des prix. Laquelle justifie, pour compenser la baisse du revenu, le recours aux hormones, et aux subventions... Cercle parfaitement vicieux.

J. G.

Quelle est la 6<sup>e</sup> escale desservie en direct par Air France aux U.S.A ?  
La réponse est dans le billet.



Un billet Air France pour les États-Unis, c'est maintenant la possibilité d'aller à Washington en direct au départ de Paris Charles-de-Gaulle. Avec le billet Air France, la liaison entre la capitale des États-Unis et Paris est assurée 3 fois par semaine en

Boeing 747 en prolongement du vol Paris-New York. Le billet Air France pour Washington, c'est la possibilité de choisir entre Air France Première, Le Club et la Classe Économique. Chaque classe est adaptée à vos besoins et vous offre un

rapport qualité-prix très performant. Enfin, pour répondre encore mieux aux exigences de vos affaires, le billet Air France vous offre également en exclusivité des vols sans escale de Paris à Houston, Chicago, Los Angeles et Anchorage.

Le billet tous services

5021 من الامم



# Si le affa info ARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

30 janvier

Plus résistent

Après avoir été quelque peu secouée par les problèmes pétroliers (difficultés de négociation de l'OPEP, suspension de la libération des prix en France), la Bourse de Paris a retrouvé, mercredi, un peu de la vigueur perdue la veille. Malgré la persistance d'une assez forte irrégularité, le marché a repris son mouvement et s'est établi à 0,18 % au-dessus de son niveau précédent. Un moment même, en cours de séance, il avait progressé de 0,4 %. Notons que l'indice CAC s'est élevé à son plus haut niveau de toujours.

Toutes les craintes n'avaient pas disparu autour de la corbeille. Si Elf et CFF se sont redressés, BP et Esso ont continué de glisser. Mais le marché a été sensible à l'encouragement venu de Wall Street. Cependant, les investisseurs ont surtout concentré leur attention sur les valeurs d'entreprises, dans les résultats, ou les perspectives des prochaines semaines. L'annonce par Ski Rossignol de distribuer une action gratuite pour cinq a fait monter le titre de 4,7 %. De son côté, bien placé pour monter une station de télévision privée, Europe 1 (+4,1 %) a profité de ce qu'en Bourse les professionnels appellent joliment « la déregulation médiatique ». L'amélioration de la situation de Pollet a eu aussi un effet favorable (+3,2 %).

Une assez forte activité a régné. La devise-titre s'est raffermie et s'est échangée entre 10,63 F et 10,68 F, contre 10,52 F, 10,57 F.

Effacement de l'or à Londres : 303 dollars (-25 cents). A Paris, le lingot est revenu à 94 100 F (contre 94 550 F), après 94 050 F. Le napoleon a regagné 1 F à 584 F.

Le volume des transactions a diminué : 8,41 millions de francs, contre 9,22 millions.

## NEW-YORK

Pause

Parvenu vingt-quatre heures auparavant au sommet de son histoire, Wall Street a plafonné mercredi. Des ventes bénéficiaires se sont produites. Mais elles ont été généralement bien absorbées.

A la clôture, l'indice des industrielles n'accusait qu'un léger repli de 4,75 points à 1 287,87, après avoir, en cours de séance, passé, pour la première fois, depuis toujours la barre des 1 300 (1 305,10).

Le bilan de la journée est resté positif. Sur 2 046 valeurs traitées, 975 ont progressé, 670 ont baissé et 401 n'ont pas varié.

Plus significatif encore de la vitalité du marché, le volume d'activité. Au total, 170,02 millions de titres ont changé de mains, contre 115,73 millions la veille. C'est en importance le septième meilleur résultat enregistré à New-York.

Un optimisme inébranlable régnait autour du « Big Board ». « Vous assistez à une simple pause », déclarait un analyste réputé, qui assurait que la hausse n'allait pas tarder à reprendre.

L'annonce d'un déficit commercial record, en 1984 (123,3 milliards de dollars), n'a pas eu aucun impact particulier. En revanche, l'accord intervenu à Genève, entre les ministres de l'OPEP, a fait bonne impression.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcatel	29 1/4	29 1/4
A.T.T.	21 1/8	21 1/8
Boeing	50 7/8	51 1/4
De Pont de Nemours	51 3/4	51 3/4
Enron	47 3/4	47 3/4
Ford	48 3/8	48 3/8
General Motors	54 3/8	54 3/8
General Motors	54 3/8	54 3/8
IBM	136 3/4	136 3/4
McDonald	27 1/2	27 1/2
Pepsi	41 1/8	41 1/8
Procter	36 3/8	36 3/8
Union Carbide	26 1/8	26 1/8
U.S. Steel	27 1/8	27 1/8
Walmart	43 5/8	43 5/8

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**AKZO.** - Le bénéfice net du groupe chimiste néerlandais a augmenté de 75 % en 1984 par rapport à 1983 (contre 428 millions en 1983). Le chiffre d'affaires de la firme a fait état de « la meilleure année de l'existence d'AKZO ». Le chiffre d'affaires d'AKZO, pour sa part, de 10 % pour atteindre 16,54 milliards de florins (contre 15,08 milliards).

**CLUB MÉDITERRANÉE.** - Le parti du Club dans le bénéfice net de 31 octobre 1984, serait de l'ordre de 256 millions de francs, soit une progression supérieure à 20 %, pour un chiffre d'affaires de 5,37 milliards de francs (+19,25 %).

**COMPAGNIE FINANCIÈRE MICHELIN.** - La compagnie, dont le siège est à Bâle, a émis, du 1<sup>er</sup> au 7 février, un emprunt 5 1/2 % de 120 mil-

lions de francs suisses (environ 437 millions de francs), dont le produit sera affecté à financer les activités de ses filiales. La durée de l'emprunt est de dix ans maximum. Le prix d'émission est fixé à 99,50 %.

La CFM est une société holding, qui assure la gestion de toutes les sociétés du groupe Michelin hors de France.

**RHONE-POULENC.** - Le chiffre d'affaires consolidé du groupe, pour la première fois, en 1984, parait la barre des 50 milliards de francs, pour s'élever à 51,25 milliards de francs (chiffre provisoire). A structure comparable, la progression ressort à 17,3 %. Les bénéfices se sont élevés à 1,92 milliard de francs (contre 1,57 milliard de francs en 1983).

**DU PONT DE NEMOURS.** - Le bénéfice net du « numéro un » de la chimie américaine pour 1984 atteint 1,13 milliard de dollars (+26,5 %) pour un chiffre d'affaires de 35,9 milliards (+1,4 %). Le groupe cherche à réduire ses effectifs aux États-Unis et à favoriser les départs à la retraite anticipée. Ses dirigeants estiment que 4 500 à 6 500 personnes demandent à profiter de cette facilité. Le plus enviable, pour 1985, une charge supplémentaire de 125 millions de dollars, mais permettra, en 1986, de faire plus de 225 millions de dollars d'économies. A fin 1984, les effectifs de Du Pont de Nemours dans le monde s'élevaient à 157 000 personnes.

INDICES QUOTIDIENS	1984	1985
(INSEE, base 100 en 1984)		
Valeurs françaises	105,7	106,6
Valeurs étrangères	107,7	109,5

**C% DES AGENTS DE CHANGE**

(base 100) 31 oct. 1984

Indice général 195,6 196,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 31 janvier 10 5/8 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO

1 dollar (en yen) 30 jan. 31 jan.

254,25 254,78

## BOURSE DE PARIS Comptant 30 JANVIER

VALEURS	% de variation	Cours de clôture	Dernier cours	VALEURS	% de variation	Cours de clôture	Dernier cours
10 %	27 70	1 003	1 003	10 %	27 70	1 003	1 003
5 %	43 80	4 508	4 508	5 %	43 80	4 508	4 508
2 %	49 84	71	1 804	2 %	49 84	71	1 804
1 %	75 48	75 48	75 48	1 %	75 48	75 48	75 48
0,5 %	80 77	116 88	8 100	0,5 %	80 77	116 88	8 100
0,2 %	78 78	96 60	8 450	0,2 %	78 78	96 60	8 450
0,1 %	78 78	96 60	8 450	0,1 %	78 78	96 60	8 450
0,05 %	78 78	96 60	8 450	0,05 %	78 78	96 60	8 450
0,02 %	78 78	96 60	8 450	0,02 %	78 78	96 60	8 450
0,01 %	78 78	96 60	8 450	0,01 %	78 78	96 60	8 450
0,005 %	78 78	96 60	8 450	0,005 %	78 78	96 60	8 450
0,002 %	78 78	96 60	8 450	0,002 %	78 78	96 60	8 450
0,001 %	78 78	96 60	8 450	0,001 %	78 78	96 60	8 450
0,0005 %	78 78	96 60	8 450	0,0005 %	78 78	96 60	8 450
0,0002 %	78 78	96 60	8 450	0,0002 %	78 78	96 60	8 450
0,0001 %	78 78	96 60	8 450	0,0001 %	78 78	96 60	8 450
0,00005 %	78 78	96 60	8 450	0,00005 %	78 78	96 60	8 450
0,00002 %	78 78	96 60	8 450	0,00002 %	78 78	96 60	8 450
0,00001 %	78 78	96 60	8 450	0,00001 %	78 78	96 60	8 450

## SECONDE MARCHÉ Hors-cote

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours	VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
10 %	27 70	1 003	10 %	27 70	1 003
5 %	43 80	4 508	5 %	43 80	4 508
2 %	49 84	71	2 %	49 84	71
1 %	75 48	75 48	1 %	75 48	75 48
0,5 %	80 77	116 88	0,5 %	80 77	116 88
0,2 %	78 78	96 60	0,2 %	78 78	96 60
0,1 %	78 78	96 60	0,1 %	78 78	96 60
0,05 %	78 78	96 60	0,05 %	78 78	96 60
0,02 %	78 78	96 60	0,02 %	78 78	96 60
0,01 %	78 78	96 60	0,01 %	78 78	96 60
0,005 %	78 78	96 60	0,005 %	78 78	96 60
0,002 %	78 78	96 60	0,002 %	78 78	96 60
0,001 %	78 78	96 60	0,001 %	78 78	96 60
0,0005 %	78 78	96 60	0,0005 %	78 78	96 60
0,0002 %	78 78	96 60	0,0002 %	78 78	96 60
0,0001 %	78 78	96 60	0,0001 %	78 78	96 60
0,00005 %	78 78	96 60	0,00005 %	78 78	96 60
0,00002 %	78 78	96 60	0,00002 %	78 78	96 60
0,00001 %	78 78	96 60	0,00001 %	78 78	96 60

## Actions au comptant

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours	VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
10 %	27 70	1 003	10 %	27 70	1 003
5 %	43 80	4 508	5 %	43 80	4 508
2 %	49 84	71	2 %	49 84	71
1 %	75 48	75 48	1 %	75 48	75 48
0,5 %	80 77	116 88	0,5 %	80 77	116 88
0,2 %	78 78	96 60	0,2 %	78 78	96 60
0,1 %	78 78	96 60	0,1 %	78 78	96 60
0,05 %	78 78	96 60	0,05 %	78 78	96 60
0,02 %	78 78	96 60	0,02 %	78 78	96 60
0,01 %	78 78	96 60	0,01 %	78 78	96 60
0,005 %	78 78	96 60	0,005 %	78 78	96 60
0,002 %	78 78	96 60	0,002 %	78 78	96 60
0,001 %	78 78	96 60	0,001 %	78 78	96 60
0,0005 %	78 78	96 60	0,0005 %	78 78	96 60
0,0002 %	78 78	96 60	0,0002 %	78 78	96 60
0,0001 %	78 78	96 60	0,0001 %	78 78	96 60
0,00005 %	78 78	96 60	0,00005 %	78 78	96 60
0,00002 %	78 78	96 60	0,00002 %	78 78	96 60
0,00001 %	78 78	96 60	0,00001 %	78 78	96 60

## Étrangères

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours	VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
10 %	27 70	1 003	10 %	27 70	1 003
5 %	43 80	4 508	5 %	43 80	4 508
2 %	49 84	71	2 %	49 84	71
1 %	75 48	75 48	1 %	75 48	75 48
0,5 %	80 77	116 88	0,5 %	80 77	116 88
0,2 %	78 78	96 60	0,2 %	78 78	96 60
0,1 %	78 78	96 60	0,1 %	78 78	96 60
0,05 %	78 78	96 60	0,05 %	78 78	96 60
0,02 %	78 78	96 60	0,02 %	78 78	96 60
0,01 %	78 78	96 60	0,01 %	78 78	96 60
0,005 %	78 78	96 60	0,005 %	78 78	96 60
0,002 %	78 78	96 60	0,002 %	78 78	96 60
0,001 %	78 78	96 60	0,001 %	78 78	96 60
0,0005 %	78 78	96 60	0,0005 %	78 78	96 60
0,0002 %	78 78	96 60	0,0002 %	78 78	96 60
0,0001 %	78 78	96 60	0,0001 %	78 78	96 60
0,00005 %	78 78	96 60	0,00005 %	78 78	96 60
0,00002 %	78 78	96 60	0,00002 %	78 78	96 60
0,00001 %	78 78	96 60	0,00001 %	78 78	96 60

## Indices quotidiens

INDICES QUOTIDIENS	1984	1985
(INSEE, base 100 en 1984)		
Valeurs françaises	105,7	106,6
Valeurs étrangères	107,7	109,5

## C% DES AGENTS DE CHANGE

(base 100) 31 oct. 1984

Indice général 195,6 196,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 31 janvier 10 5/8 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO

1 dollar (en yen) 30 jan. 31 jan.

254,25 254,78

## Règlement mensuel

Dans les quatorze colonnes, figurent les variations en pourcentage, des cours de clôture de la veille.

15.07.1973										16.07.1973										17.07.1973										18.07.1973										19.07.1973										20.07.1973										21.07.1973										22.07.1973										23.07.1973										24.07.1973										25.07.1973										26.07.1973										27.07.1973										28.07.1973										29.07.1973										30.07.1973										31.07.1973										01.08.1973										02.08.1973										03.08.1973										04.08.1973										05.08.1973										06.08.1973										07.08.1973										08.08.1973										09.08.1973										10.08.1973										11.08.1973										12.08.1973										13.08.1973										14.08.1973										15.08.1973										16.08.1973										17.08.1973										18.08.1973										19.08.1973										20.08.1973										21.08.1973										22.08.1973										23.08.1973										24.08.1973										25.08.1973										26.08.1973										27.08.1973										28.08.1973										29.08.1973										30.08.1973										31.08.1973										01.09.1973										02.09.1973										03.09.1973										04.09.1973										05.09.1973										06.09.1973										07.09.1973										08.09.1973										09.09.1973										10.09.1973										11.09.1973										12.09.1973										13.09.1973										14.09.1973										15.09.1973										16.09.1973										17.09.1973										18.09.1973										19.09.1973										20.09.1973										21.09.1973										22.09.1973										23.09.1973										24.09.1973										25.09.1973										26.09.1973										27.09.1973										28.09.1973										29.09.1973										30.09.1973										01.10.1973										02.10.1973										03.10.1973										04.10.1973										05.10.1973										06.10.1973										07.10.1973										08.10.1973										09.10.1973										10.10.1973										11.10.1973										12.10.1973										13.10.1973										14.10.1973										15.10.1973										16.10.1973										17.10.1973										18.10.1973										19.10.1973										20.10.1973										21.10.1973										22.10.1973										23.10.1973										24.10.1973										25.10.1973										26.10.1973										27.10.1973										28.10.1973										29.10.1973										30.10.1973										31.10.1973										01.11.1973										02.11.1973										03.11.1973										04.11.1973										05.11.1973										06.11.1973										07.11.1973										08.11.1973										09.11.1973										10.11.1973										11.11.1973										12.11.1973										13.11.1973										14.11.1973										15.11.1973										16.11.1973										17.11.1973										18.11.1973										19.11.1973										20.11.1973										21.11.1973										22.11.1973										23.11.1973										24.11.1973										25.11.1973										26.11.1973										27.11.1973										28.11.1973										29.11.1973										30.11.1973										01.12.1973										02.12.1973										03.12.1973										04.12.1973										05.12.1973										06.12.1973										07.12.1973										08.12.1973										09.12.1973										10.12.1973										11.12.1973										12.12.1973										13.12.1973										14.12.1973										15.12.1973										16.12.1973										17.12.1973										18.12.1973										19.12.1973										20.12.1973										21.12.1973										22.12.1973										23.12.1973										24.12.1973										25.12.1973										26.12.1973										27.12.1973										28.12.1973										29.12.1973										30.12.1973										31.12.1973										01.01.1974										02.01.1974										03.01.1974										04.01.1974										05.01.1974										06.01.1974										07.01.1974										08.01.1974										09.01.1974										10.01.1974										11.01.1974										12.01.1974										13.01.1974										14.01.1974										15.01.1974										16.01.1974										17.01.1974										18.01.1974										19.01.1974										20.01.1974										21.01.1974										22.01.1974										23.01.1974										24.01.1974										25.01.1974										26.01.1974										27.01.1974										28.01.1974										29.01.1974										30.01.1974										31.01.1974										01.02.1974										02.02.1974										03.02.1974										04.02.1974										05.02.1974										06.02.1974										07.02.1974										08.02.1974										09.02.1974										10.02.1974										11.02.1974										12.02.1974										13.02.1974										14.02.1974										15.02.1974										16.02.1974										17.02.1974										18.02.1974										19.02.1974										20.02.1974										21.02.1974										22.02.1974										23.02.1974										24.02.1974										25.02.1974										26.02.1974										27.02.1974										28.02.1974										29.02.1974										30.02.1974										01.03.1974										02.03.1974										03.03.1974										04.03.1974										05.03.1974										06.03.1974										07.03.1974										08.03.1974										09.03.1974										10.03.1974										11.03.1974										12.03.1974										13.03.1974										14.03.1974										15.03.1974										16.03.1974										17.03.1974										18.03.1974										19.03.1974										20.03.1974										21.03.1974										22.03.1974										23.03.1974										24.03.1974										25.03.1974										26.03.1974										27.03.1974										28.03.1974										29.03.1974										30.03.1974										31.03.1974										01.04.1974										02.04.1974										03.04.1974										04.04.1974										05.04.1974										06.04.1974										07.04.1974										08.04.1974										09.04.1974										10.04.1974										11.04.1974										12.04.1974										13.04.1974										14.04.1974										15.04.1974										16.04.1974										17.04.1974										18.04.1974										19.04.1974										20.04.1974										21.04.1974										22.04.1974										23.04.1974										24.04.1974										25.04.1974										26.04.1974										27.04.1974										28.04.1974										29.04.1974										30.04.1974										01.05.1974										02.05.1974										03.05.1974										04.05.1974										05.05.1974										06.05.1974										07.05.1974										08.05.1974										09.05.1974										10.05.1974										11.05.1974										12.05.1974										13.05.1974										14.05.1974										15.05.1974										16.05.1974										17.05.1974										18.05.1974										19.05.1974										20.05.1974										21.05.1974										22.05.1974										23.05.1974										24.05.1974										25.05.1974										26.05.1974										27.05.1974										28.05.1974										29.05.1974										30.05.1974										31.05.1974										01.06.1974										02.06.1974										03.06.1974										04.06.1974										05.06.1974										06.06.1974										07.06.1974										08.06.1974										09.06.1974										10.06.1974										11.06.1974										12.06.1974										13.06.1974										14.06.1974										15.06.1974										16.06.1974										17.06.1974										18.06.1974										19.06.1974										20.06.1974										21.06.1974										22.06.1974										23.06.1974										24.06.1974										25.06.1974										26.06.1974										27.06.1974										28.06.1974										29.06.1974										30.06.1974										01.07.1974										02.07.1974										03.07.1974										04.07.1974										05.07.1974										06.07.1974										07.07.1974										08.07.1974										09.07.1974										10.07.1974										11.07.1974										12.07.1974										13.07.1974										14.07.1974										15.07.1974										16.07.1974										17.07.1974										18.07.1974										19.07.1974										20.07.1974										21.07.1974										22.07.1974										23.07.1974										24.07.1974										25.07.1974										26.07.1974										27.07.1974										28.07.1974										29.07.1974										30.07.1974										31.07.1974										01.08.1974										02.08.1974										03.08.1974										04.08.1974										05.08.1974										06.08.1974										07.08.1974										08.08.1974										09.08.1974										10.08.1974										11.08.1974										12.08.1974										13.08.1974										14.08.1974										15.08.1974										16.08.1974										17.08.1974										18.08.1974										19.08.1974										20.08.1974										21.08.1974										22.08.1974										23.08.1974										24.08.1974										25.08.1974										26.08.1974										27.08.1974										28.08.1974										29.08.1974										30.08.1974										31.08.1974										01.09.1974										02.09.1974										03.09.1974										04.09.1974										05.09.1974										06.09.1974										07.09.1974										08.09.1974										09.09.1974										10.09.1974										11.09.1974										12.09.1974										13.09.1974										14.09.1974										15.09.1974										16.09.1974										17.09.1974										18.09.1974										19.09.1974										20.09.1974										21.09.1974										22.09.1974										23.09.1974										24.09.1974										25.09.1974										26.09.1974										27.09.1974										28.09.1974										29.09.1974										30.09.1974										01.10.1974										02.10.1974										03.10.1974										04.10.1974										05.10.1974										06.10.1974										07.10.1974										08.10.1974										09.10.1974										10.10.1974										11.10.1974										12.10.1974										13.10.1974										14.10.1974										15.10.1974										16.10.1974										17.10.1974										18.10.1974										19.10.1974										20.10.1974										21.10.1974										22.10.1974										23.10.1974										24.10.1974										25.10.1974										26.10.1974										27.10.1974										28.10.1974										29.10.1974										30.10.1974										31.10.1974										01.11.1974										02.11.1974										03.11.1974										04.11.1974										05.11.1974										06.11.1974										07.11.1974										08.11.1974										09.11.1974										10.11.1974										11.11.1974										12.11.1974										13.11.1974										14.11.1974										15.11.1974										16.11.1974										17.11.1974										18.11.1974										19.11.1974										20.11.1974										21.11.1974										22.11.1974										23.11.1974										24.11.1974										25.11.1974										26.11.1974										27.11.1974										28.11.1974										29.11.1974										30.11.1974										01.12.1974										02.12.1974										03.12.1974										04.12.1974										05.12.1974										06.12.1974										07.12.1974										08.12.1974										09.12.1974										10.12.1974										11.12.1974										12.12.1974										13.12.1974										14.12.1974										15.12.1974										16.12.1974										17.12.1974										18.12.1974										19.12.1974										20.12.1974										21.12.1974										22.12.1974										23.12.1974										24.12.1974										25.12.1974										26.12.1974										27.12.1974										28.12.1974										29.12.1974										30.12.1974										31.12.1974										01.01.1975										02.01.1975										03.01.1975										04.01.1975										05.01.1975										06.01.1975										07.01.1975										08.01.1975										09.01.1975										10.01.1975										11.01.1975										12.01.1975										13.01.1975										14.01.1975										15.01.1975										16.01.1975										17.01.1975										18.01.1975										19.01.1975										20.01.1975										21.01.1975										22.01.1975										23.01.1975										24.01.1975										25.01.1975										26.01.1975										27.01.1975										28.01.1975										29.01.1975										30.01.1975										31.01.1975										01.02.1975										02.02.1975										03.02.1975										04.02.1975										05.02.1975										06.02.1975										07.02.1975										08.02.1975										09.02.1975										10.02.1975										11.02.1975										12.02.1975										13.02.1975										14.02.1975										15.02.1975										16.02.1975										17.02.1975										18.02.1975										19.02.1975										20.02.1975										21.02.1975										22.02.1975										23.02.1975										24.02.1975										25.02.1975										26.02.1975										27.02.1975										28.02.1975										29.02.1975										30.02.1975										01.03.1975										02.03.1975										03.03.1975										04.03.1975										05.03.1975										06.03.1975										07.03.1975										08.03.1975										09.03.1975										10.03.1975										11.03.1975										12.03.1975										13.03.1975										14.03.1975										15.03.1975										16.03.1975										17.03.1975										18.03.1975										19.03.1975										20.03.1975										21.03.1975										22.03.1975										23.03.1975										24.03.1975										25.03.1975										26.03.1975										27.03.1975										28.03.1975										29.03.1975										30.03.1975										31.03.1975										01.04.1975										02.04.1975										03.04.1975										04.04.1975										05.04.1975										06.04.1975										07.04.1975										08.04.1975										09.04.1975										10.04.1975										11.04.1975										12.04.1975										13.04.1975										14.04.1975										15.04.1975										16.04.1975										17.04.1975										18.04.1975										19.04.1975										20.04.1975										21.04.1975										22.04.1975										23.04									
------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-------	--	--	--	--	--	--	--	--	--



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DÉBATS

2. « La France statutaire », par Philippe Robert.
11. L'Union du PS et du RPR, de William R. Schofield.

### ÉTRANGER

3. EUROPE
4. AMÉRIQUES
5. DIPLOMATIE
6. PROCHE-ORIENT
6. ASIE
6. AFRIQUE

### POLITIQUE

8. La crise en Nouvelle-Calédonie.
9. Le débat sur l'union de l'opposition.
10. La nouvelle stratégie du CERES.
10. Le communiqué officiel du conseil des ministres.

### 89 FM à Paris

**AN 2 « Le Monde »**  
232-14-14  
Jeudi 31 janvier, 19 h 25

**Dessins et politique**  
PLANTU et SERGUEI  
répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs  
Débat animé par FRANÇOIS KOCH

### SOCIÉTÉ

12. Action directe revendique l'assassinat de René Audran.
14. MÉDECINE
28. ÉCHOS.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

17. El Norte, de Gregory Nava : l'exode indien vers un mirage.
19. Arlequin au Centre culturel portugais.
22. EXPOSITIONS.
- 26-27. COMMUNICATION : MIDEM : le marché des programmes.
- A VOIR : « Le Monde » à cœur et à cri.

### SUPPLÉMENT

- 29 à 33. EXPOLANGUES 85 : séjours linguistiques.

### ÉCONOMIE

35. ÉNERGIE : la libération des prix du carburant.
36. CONJONCTURE : M. Bédaride confirme une nouvelle baisse des importations en 1986.
- BANQUES : le GAN prend la place de Suez au sein du CIC.
- AGRICULTURE.
38. AFFAIRES : un entretien avec M. Bernard Arnault, nouveau patron du groupe Boussac.

### RADIO-TÉLÉVISION (27) INFORMATIONS « SERVICES » (16)

Mode : « Journal officiel » ; Loterie nationale ; Loto ; Tactac ; Météorologie ; Mots croisés.

Annouces classées (34) : Carnet (28) ; Programmes des spectacles (23 à 26) ; Marchés financiers (39).

### NOUVEAU L'appareil photo qui va révolutionner la photo

Avec le MINOLTA 7000 rien n'est plus pareil dans le domaine du REFLEX 24 x 36. Jamais encore la photo n'avait été aussi facile et performante. Le MINOLTA 7000 possède la mise au point automatique avec toute une gamme d'objectifs MINOLTA, dont 5 zooms, l'automatisme, multiprogramme avec moteur intégré, le réglage de la sensibilité par « coding DX ». Compact et léger, comme son prix « discount » : 3.990 F avec son objectif 1,7/50.

Un appareil disponible à découvrir immédiatement en avant-première chez IMAGES.

le spécialiste MINOLTA : 31 et 24, rue Saint-Augustin 75002 PARIS - Tél. (1) 742.42.42 Métro : Opéra ou 4-Septembre

A B C D E F G

## LES DIFFICULTÉS DE LA PRESSE

### Grèves du Livre au « Monde » et en province

Pour la seconde fois en moins de trois semaines, le Monde n'a pu paraître, mercredi 30 janvier, en raison d'une grève des ouvriers et cadres techniques du Livre CGT. Cet arrêt de travail a précédé une réunion entre la direction du journal et les différentes organisations syndicales portant sur la réduction de la masse salariale et le troisième mois.

La grève au Monde, mercredi, s'inscrivait dans le cadre plus général d'une manifestation devant le siège du journal patronnée par le Comité intersyndical du Livre parisien CGT et destinée à exiger le respect des accords signés dans la région parisienne. Un millier de personnes environ, dont des délégations du Figaro, du Matin, de l'Humanité, de France-Soir, participaient à ce rassemblement au cours duquel M. Roger Lantier, secrétaire du « Comité inter », a notamment affirmé qu'il « devenait nécessaire de s'exprimer haut et fort sur la place publique ». Il lançait ainsi un « avertissement à tous ceux qui ne font que rêver de nuire aux ouvriers de la presse parisienne, tant sur leur place dans la production, que sur leurs droits acquis. (...) Le combat du Monde devient, à partir d'aujourd'hui, le combat de toute la profession ».

Plusieurs arrêts de travail ont aussi eu lieu ces derniers jours en province, à la suite de l'échec des négociations salariales entre la Fédération française des travailleurs du Livre CGT et l'Union syn-

dicale de la presse quotidienne régionale, cette dernière refusant de prendre en compte la notion de « rattrapage » pour 1984. Ces grèves successives ont déjà empêché la sortie, la semaine dernière, de tous les titres du groupe le Progrès, dans la région Rhône-Alpes, de la Dépêche du Midi, à Toulouse, le samedi 26 janvier, du Midi Libre, à Montpellier, le mercredi 30 janvier, et, enfin, du Républicain lorrain, à Metz, ce jeudi 31 janvier.

### UN COMMUNIQUÉ COMMUN DE LA SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS ET DE LA SOCIÉTÉ DES EMPLOYÉS

Deux des sociétés de personnel du Monde (rédacteurs et employés) tiennent à réaffirmer leur attachement aux structures spécifiques de participation existant dans l'entreprise, fondement et garantie jusqu'à ce jour de l'indépendance du titre. Elles s'étonnent que, dans les circonstances financières graves que connaît l'entreprise, des actions intempestives soient déclenchées par une organisation syndicale représentant une seule catégorie de personnel et visant à entraver la diffusion du journal. Elles saisissent cette occasion pour réaffirmer leur confiance dans la nouvelle direction et exprimer leur volonté de contribuer à l'œuvre de la recherche d'une solution à la crise actuelle.

### Au Liban

### LES MINISTRES MUSULMANS SE SONT RENDUS A DAMAS

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — Après une courte pause, les troubles ont repris, ce jeudi 31 janvier, à Beyrouth sous forme de salves d'obus matinales dirigées contre le secteur chrétien, qui ont fait six blessés, dont un écolier. A Beyrouth-Ouest (secteur musulman), en revanche, l'amélioration relative enregistrée la semaine dernière avec un nouveau retour en scène de la 6<sup>e</sup> brigade de l'armée — théoriquement rattachée au commandement central mais prenant effectivement ses consignes de la milice Amal se maintient. Des tentatives ou des tentatives d'attentat ont visé des banques dont la raison sociale faisait état de liens avec la France : la Libano-Française, la Banque Trad-Crédit libanais, la Fransa bank. Ils sont imputés à l'armée secrète arménienne de libération. Par ailleurs, la nervosité croît ici à l'approche du retrait israélien du 18 février. Pour mieux faire face aux troubles qui pourraient survenir à cette échéance, les membres musulmans du gouvernement libanais (le président Karamé, MM. Hoss, Berri et Jomblatt) se sont retrouvés mercredi à Damas et, sous l'égide des autorités syriennes, se sont employés à reconstituer ou à minimiser de cohésion gouvernementale.

L. G.

Le numéro du « Monde » daté 30 janvier 1985 a été tiré à 442 178 exemplaires

(Publicité)

### Micro : -25 % chez Duriez

SINCLAIR Spectrum Plus, version péritel : 1.950 F ttc (au lieu de 2.590 F).

● Sinclair QL, avec cordon péritel 5.500 F ttc.

Duriez, 132, bd St-Germain, Paris 6<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Odéon. 9 h 35 à 19 h, sauf dim. et lundis.

(Publicité)

### Pantalons DOUBLES, POUR HOMME, en flanelle : 169 francs !

Une veste pure laine 269 F, un costume en tissu Douneil 890 F, etc. Pourquoi ces prix incroyables ? Parce que les créations masculines Guy d'Amber sont désormais vendues en direct, par les Entrepreneurs du Marais. Au M<sup>o</sup> St-Sebastien-Froussart, 3, rue du Pont-aux-Choux, 3<sup>e</sup>, de 11 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h. Fermé le lundi.

## Membre du bureau politique

### M. SOLOMENTSEV REPRÉSENTERA LE PC SOVIÉTIQUE AU CONGRÈS DU PCF

Moscou (AFP). — M. Mikhaïl Solomentsev, membre du bureau politique du Parti communiste d'Union soviétique, conduira la délégation soviétique au vingt-cinquième congrès du Parti communiste français, du 6 au 10 février, à-t-on appris, le mercredi 30 janvier à Moscou, de bonne source. La désignation, pour ce voyage, de l'un des onze membres titulaires du bureau politique, centre de décision du PCUS, donne à penser que, pour l'heure, l'état de santé du secrétaire général, M. Constantin Tchernenko, n'est pas considéré comme critique, estime-t-on de source diplomatique à Moscou.

De source soviétique non officielle on croit savoir qu'il avait été envisagé de désigner M. Boris Ponomarev, membre suppléant du bureau politique, pour assister au congrès du PCF au cas où la condition du secrétaire général aurait nécessité la présence à Moscou de la toute direction au grand complet. M. Tchernenko avait dirigé la délégation soviétique au vingt-quatrième congrès du PCF, en février 1982.

● Le conseil suprême de justice militaire espagnol favorable à l'amnistie du général Armada. — Le conseil suprême de justice militaire s'est prononcé, ce jeudi 31 janvier, en faveur de l'amnistie du général Alfonso Armada, condamné à trente ans de prison pour sa participation au putsch manqué de février 1981. La décision finale appartient au gouvernement et au roi. — (AFP.)

### FIN DU SÉJOUR DU PRINCE HÉRITIÈRE D'ARABIE SAOUDITE EN FRANCE

Le prince Abdallah, héritier au trône d'Arabie saoudite, a achevé mercredi soir 30 janvier sa visite de trois jours en France par une réception à la Sorbonne. Dans la matinée, il avait visité le quartier général du commandement aérien stratégique nucléaire français à Taverny.

Mardi, il avait déclaré à l'issue de sa rencontre avec le président Mitterrand qu'il avait eu avec le chef de l'État « un entretien d'un ami avec son ami ».

## LES NÉGOCIATIONS SALARIALES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

### M. Le Garrec et les syndicats tentent d'aboutir rapidement d'un compromis

A première vue, c'est dans un climat difficile que devraient reprendre ce jeudi 31 janvier dans l'après-midi, les négociations salariales dans la fonction publique. Le versement retardé des traitements et l'annonce de la levée de l'anonymat des fonctionnaires ont irrité les syndicats. Toutefois, un optimisme prudent domine avant ce face-à-face entre M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État chargé de la fonction publique, et les sept fédérations de fonctionnaires. Les cotisations bilatérales avec chaque fédération qui ont suivi la réunion de négociation du 17 décembre 1984 « ont porté leurs fruits », confie un syndicaliste. Ils ont permis de débloquer le terrain, au point que certains imaginent une séance au finis ce 31 janvier, avec un accord à la clef.

A l'exception de la CGT, dont une signature — la première sur un relevé de conclusions salariales dans la fonction publique — est d'autant moins imaginable qu'elle n'entend pas cautionner la politique de rigueur du gouvernement, toutes les fédérations sont désireuses d'aboutir à un accord pour 1985. Volonté d'autant plus forte qu'il n'y a pas eu d'accord en 1984, pour la première fois depuis 1977, ce qui a provoqué deux grèves nationales. A partir de là, les difficultés commencent. M. Le Garrec a, politiquement, intérêt à recourir avec la politique contractuelle, mais il a clairement

précisé dès le 17 décembre que « l'entente ne pourra se faire que sur le terrain de la rigueur ».

Les pouvoirs publics pourraient donc proposer aux sept fédérations trois augmentations au niveau de 1,5 % ébauché au 1<sup>er</sup> mars, 1<sup>er</sup> juillet et 1<sup>er</sup> novembre, soit environ 2,25 % en masse et 4,5 % en niveau, plus quelques mesures catégorielles. Un tel schéma est-il susceptible de recueillir un accord ? Il y a encore de sérieux obstacles. Tout dépendra de la façon plus ou moins habile avec laquelle M. Le Garrec présentera ses propositions. Autre obstacle : la clause de sauvegarde permettant de maintenir le pouvoir d'achat si l'inflation est supérieure aux prévisions. Le secrétaire d'État a déjà accepté le principe d'une clause de sauvegarde, mais en masse. Il reste encore à définir les conditions de son application.

M. N.

● La mort du général Auvin. — Le corps du général René Auvin a été retrouvé mercredi 30 janvier dans un champ, à Faverolles (Haute-Marne). Agé de soixante-deux ans, le général d'aviation en retraite avait disparu le 23 décembre dernier dans les bois de Rolampont (le Monde du 27 décembre 1984). Les gendarmes ont découvert le corps à 3,5 kilomètres de l'endroit où la victime avait garé sa voiture.

(Publicité)

## ET POURTANT ILS EXISTENT...

En octobre 1982 LES ATTACHÉS d'administration centrale descendent dans la rue et obtiennent que l'U.G.A.A.C. négocie avec la fonction publique.

Aujourd'hui M. LE GARREC fournit une réponse...

Venez le 5 février à l'Assemblée Générale de l'U.G.A.A.C. à 16 h. 20, avenue de Ségur

U.G.A.A.C. 93, bd du Montparnasse

## Sur le vif

### Tendres bureaucrates

Sur le moment ça m'a renversé, le propos de Fabius mercredi soir à la télé. Rendez-vous compte ! Tous ces fonctionnaires planqués derrière leurs bureaux, tous ces représentants anonymes d'un État sans visage vont être obligés de nous livrer le secret bien gardé de leur identité. On va enfin savoir comment ils s'appellent. Ça va être marqué sur des cartons, des panonceaux.

Non, mais c'est fou ! Chaque fois qu'il me casse les pieds aux PTT, chaque fois qu'il hésite à me verser un mandat sous un prétexte ou sous un autre — ça ne manque pas ! — au lieu de m'écraser au pleurnichant : je vous en prie mademoiselle, soyez mignonne, donnez-le-moi quand même, je pourrai me router à leur pied, en suppléant : allez Mme Rabache, ne m'obligez pas à revenir pour le quatrième fois, fermez les yeux, soyez gentille, je vous redevrai ça.

Entre nous, je vois d'ici les réactions des syndicats. C'est à-déssus qu'ils vont jouer, sur les risques de corruption, pour engueuler comme des putois contre une mesure prise depuis belle lurette dans tous les pays industrialisés. On connaît le nom de

son percepteur. Et celui de la surveillante à l'hôpital.

Ça ne change d'ailleurs rien, ou pas grand-chose, aux rapports, des rapports de force, qui s'instaurent entre les malades et les infirmières. Le fait de pouvoir répondre, je vous demande pardon M<sup>lle</sup> Cravachon à une jeune femme en blanc qui vous fait remarquer sur ce ton particulier à la fois pète-sec et enjoué : alors M. Mouillard, on a encore oublié de demander son pistolet ce matin, ajoute plutôt à la confusion. On a bonne mine de toute façon.

On a tellement l'habitude de se faire rembarquer, on est tellement impressionné par la décision sans appel, froide, impersonnelle de l'ordinateur dont l'oukase vous est assés par un employé gougnard, qu'on n'ose pas piper.

Il faudrait peut-être penser à nous révéler son nom, à l'ordinateur. Et même son petit nom, ça mettrait de l'intimité, de la chaleur, du flant dans les relations. Parce que question circuit, vous avez beau taper sur le guichet, le préposé, lui, il est souvent branché sur un autre terminal : parmettez, une minute. Bon alors, hier à la cantine, je vais te dire...

CLAUDE SARRAUTE.

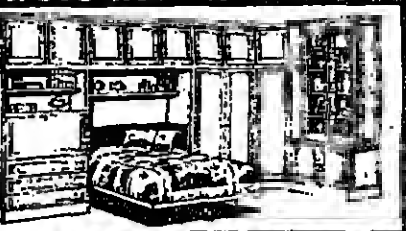
● Mission indonésienne en Nouvelle-Calédonie. — Le gouvernement indonésien va envoyer un délégué officiel en Nouvelle-Calédonie afin de donner des instructions et des explications à la communauté indonésienne, forte de cinq mille personnes, qui y réside, a annoncé, le jeudi 31 janvier à Djakarta, le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Mochtar

Kusumadmadja. Le ministre a précisé que deux mille des Indonésiens vivant en Nouvelle-Calédonie possèdent toujours la nationalité indonésienne mais que les trois mille autres pouvaient prendre part à la vie politique. M. Mochtar a exprimé le souhait que les aspirations du peuple de Nouvelle-Calédonie puissent être comblées « sans effusion de sang ».

— (AFP.)

## en vrai bois nos éléments

Avec nos ensembles (en jetté) toutes les combinaisons sont possibles : rangement, armoire, bibliothèque, draps ou décalés, secrétaires, tables, style ou contemporain.



37 Av. de la République - PARIS 11<sup>e</sup> Métro : Parnasse - Tél. 357.46.35

CAPELOU

## 25<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE

Rémy

-40%

MEUBLES - SIÈGES COPIES D'ANCIEN SALONS cuir et contemporain de toutes d'un mobilier ou des conditions exceptionnelles dans nos 4 magasins du 15 décembre au 31 janvier

REMY - Paris 80, 82, 84 et 73 Fg St Antoine

## Les serveurs du soir

Chaque soir, l'acteur comme le serveur sont sous le feu de la rampe. Lors d'une bonne production, ils sont l'un et l'autre sensibles aux applaudissements et, en fin de compte, ils ont l'amour du public.



MÖVENPICK Restaurants 12, boulevard de la Madeleine 75009 Paris, Tel. 01-742 47 93

371

## LE SAVIEZ-VOUS ?

Au département Occasion des Usines Citroën, vous pouvez trouver des voitures d'ingénieurs et cadres de l'usine ou des voitures d'exportation (ex. TT) ayant un faible kilométrage, garanties, à un prix intéressant.

Exceptionnellement, jusqu'au 4 février (dimanche excepté), reprise de votre vieille voiture

## 5.000 F MINIMUM

quel que soit son état, pour tout achat d'une voiture d'occasion

- 10, place Etienne-Pernet, 75015 Paris. Tél. : 531.16.32. Métro : Félix-Faure.
- 50, bd Jourdan, 75014 Paris. Tél. : 589.49.89. Métro : Porte d'Orléans.
- 59 bis, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél. : 208.86.60. Métro : Jaurès.

Cette offre concerne uniquement les ventes à particuliers.

مكتبة الامير